

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

REPRISE DE LA SOIXANTE-TROISIÈME SESSION
5, 17 et 31 octobre et 2 et 14 décembre 1977

Comptes rendus analytiques des séances plénières



NATIONS UNIES

New York, 1978

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels du Conseil économique et social* comprennent les comptes rendus analytiques des séances plénières — avec les corrections apportées à la demande des délégations et toutes autres modifications qu'exigent les travaux d'édition —, les suppléments et les listes des délégations.

*

* *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLES DES MATIERES

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
Sigles et abréviations	vi	2042^e séance	
Ordre du jour de la session d'organisation pour 1977 .	vii	<i>Jeudi 13 janvier 1977, à 16 h 20</i>	
Ordre du jour de la troisième session extraordinaire . .	vii	POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Ordre du jour de la soixante-deuxième session	viii	Election des membres des organes subsidiaires du Conseil et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques	14
Répertoire des documents	ix	2043^e séance	
SESSION D'ORGANISATION POUR 1977		<i>Vendredi 14 janvier 1977, à 11 h 15</i>	
Comptes rendus analytiques des 2039^e à 2044^e séances plénières		POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :	
2039^e séance		Programme de travail de base du Conseil pour 1977 (suite)	16
<i>Mardi 11 janvier 1977, à 11 h 15</i>		2044^e séance	
OUVERTURE DE LA SESSION	1	<i>Vendredi 14 janvier 1977, à 16 h 45</i>	
POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Election des membres du Bureau	2	Programme de travail de base du Conseil pour 1977 (fin)	20
POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Adoption de l'ordre du jour et questions diverses ayant trait à l'organisation des travaux	3	Election de membres des organes subsidiaires du Conseil et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques (fin) . .	22
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Programme de travail de base du Conseil pour 1977	3	Adoption de l'ordre du jour et questions diverses ayant trait à l'organisation des travaux (fin)	22
2040^e séance		POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Mercredi 12 janvier 1977, à 16 h 15</i>		Ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session	23
POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :		AUTRES QUESTIONS	23
Election des membres du Bureau (fin)	7	CLOTURE DE LA SESSION	24
POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR :		TROISIEME SESSION EXTRAORDINAIRE	
Rapport des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination	7	Compte rendu analytique de la 2045^e séance plénière	
2041^e séance		2045^e séance	
<i>Jeudi 13 janvier 1977, à 11 h 15</i>		<i>Mercredi 23 février 1977, à 12 h 50</i>	
POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :		ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	25
Rapport du Comité des ressources naturelles sur sa deuxième session extraordinaire	11	POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR :		Election d'un vice-président du Conseil	25
Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil	14		

	Pages		Pages
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :		2051^e séance	
Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale :		<i>Lundi 25 avril 1977, à 15 h 35</i>	
a) Composition du Sous-Comité préparatoire de la Conférence;		POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :	
b) Lieu de la Conférence	25	Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	44
CLOTURE DE LA SESSION	26		
 SOIXANTE-DEUXIEME SESSION		2052^e séance	
Comptes rendus analytiques des 2046^e à 2060^e séances plénières		<i>Mardi 26 avril 1977, à 11 h 5</i>	
2046^e séance		POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Mardi 12 avril 1977, à 10 h 50</i>		Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	50
POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation	27	2053^e séance	
2047^e séance		<i>Mardi 26 avril 1977, à 15 h 55</i>	
<i>Mardi 19 avril 1977, à 10 h 55</i>		POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :	
DECLARATION DU REPRESENTANT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE	28	Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	52
POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (<i>suite</i>)	31	2054^e séance	
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :		<i>Jeudi 5 mai 1977, à 11 h 5</i>	
Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	32	POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR :	
2048^e séance		Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse	53
<i>Mercredi 20 avril 1977, à 11 heures</i>		POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :		Conférences cartographiques régionales	57
Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (<i>suite</i>)	33	POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :		Questions relatives aux transports	60
Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	34	POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR :	
2049^e séance		Questions relatives à la population	60
<i>Jeudi 21 avril 1977, à 15 h 40</i>		POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :		Questions relatives aux statistiques	60
Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	34		
2050^e séance		2055^e séance	
<i>Vendredi 22 avril 1977, à 15 h 35</i>		<i>Mercredi 11 mai 1977, à 11 h 25</i>	
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	37	Elections	60
		2056^e séance	
		<i>Mercredi 11 mai 1977, à 16 heures</i>	
		POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Elections (<i>suite</i>)	65
		2057^e séance	
		<i>Jeudi 12 mai 1977, à 11 h 15</i>	
		POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Elections (<i>fin</i>)	71

	Pages		Pages
2058^e séance		2060^e séance	
<i>Jeudi 12 mai 1977, à 15 h 30</i>		<i>Vendredi 13 mai 1977, à 15 h 40</i>	
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	73	Questions relatives aux droits de l'homme (<i>fin</i>) . . .	84
POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Activités destinées à la promotion de la femme; Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix	79	Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>fin</i>)	86
2059^e séance		POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Vendredi 13 mai 1977, à 11 h 10</i>		Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole . .	86
POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Stupéfiants	80	Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (<i>fin</i>)	90
POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR :		ACTIVITES DE RECHERCHE MENEES DANS LE SYSTEME DES NATIONS UNIES SUR LE ROLE ET LA POSITION DE LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT	91
Questions relatives au développement social	82	POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR :		Examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session	91
Organisations non gouvernementales	83	CLOTURE DE LA SESSION	91
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Questions relatives aux droits de l'homme	84		

SIGLES ET ABREVIATIONS

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
Banque mondiale	Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
CAC	Comité administratif de coordination.
CEE	Communauté économique européenne.
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
CPC	Comité du programme et de la coordination.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FIDA	Forums international de développement agricole.
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
OIT	Organisation internationale du Travail.
OLP	Organisation de libération de la Palestine.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONU	Organisation des Nations Unies.
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
OUA	Organisation de l'Unité africaine.
PAM	Programme alimentaire mondial.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
SWAPO	South West Africa People's Organization.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ZANU	Zimbabwe African National Union.
ZAPU	Zimbabwe African People's Union.

**ORDRE DU JOUR
DE LA SESSION D'ORGANISATION POUR 1977**

adopté par le Conseil à sa 2039^e séance, le 11 janvier 1977

1. Election des membres du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et questions diverses ayant trait à l'organisation des travaux.
3. Programme de travail de base du Conseil pour 1977.
4. Rapport du Comité des ressources naturelles sur sa deuxième session extraordinaire.
5. Rapport des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination.
6. Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil.
7. Election de membres des organes subsidiaires du Conseil et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques.
8. Ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session.

**ORDRE DU JOUR
DE LA TROISIEME SESSION EXTRAORDINAIRE**

adopté par le Conseil à sa 2045^e séance, le 23 février 1977

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Election d'un vice-président du Conseil.
3. Conférence mondiale pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale :
 - a) Composition du Sous-Comité préparatoire de la Conférence;
 - b) Lieu de la Conférence.

**ORDRE DU JOUR
DE LA SOIXANTE-DEUXIEME SESSION**

adopté par le Conseil à sa 2046^e séance, le 12 avril 1977

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
2. Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse.
3. Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.
4. Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies.
5. Conférences cartographiques régionales.
6. Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole.
7. Questions relatives aux transports.
8. Questions relatives à la population.
9. Questions relatives aux statistiques.
10. Questions relatives au développement social.
11. Activités destinées à la promotion de la femme; Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix.
12. Questions relatives aux droits de l'homme.
13. Stupéfiants.
14. Organisations non gouvernementales.
15. Elections.
16. Examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session.

REPERTOIRE DES DOCUMENTS

Note. — On trouvera énumérés ci-dessous les documents dont le Conseil était saisi à la session d'organisation pour 1977, à la troisième session extraordinaire et à la soixante-deuxième session. Tous les documents ont été publiés sous forme miméographiée sauf indication contraire.

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
Session d'organisation pour 1977			
E/5837	Dispositions à prendre en vue de la négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole : note du Secrétariat		
E/5897 et Add.1 à 3	Election et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques du Conseil : note du Secrétaire général	7	
E/5898	Confirmation de trois représentants désignés pour siéger à la Sous-Commission du trafic illicite des stupéfiants et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient : note du Secrétaire général	7	
E/5899	Note du Secrétariat transmettant le projet de règlement intérieur révisé des commissions techniques du Conseil	6	
E/5900	Projet de programme de base du Conseil pour 1977 : note du Secrétariat	3	
E/5901	Ordre du jour provisoire annoté de la session d'organisation pour 1977	2	
E/5902	Note verbale, en date du 3 décembre 1976, adressée au Secrétaire général par la mission de l'Union des Républiques socialistes soviétiques	—	
E/5903	Nomination d'un membre du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance : note du Secrétaire général	7	
E/5904	Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : lettre, en date du 22 décembre 1976, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil	2	
E/5905	Années internationales et anniversaires : note du Secrétaire général	—	
E/5908	Dispositions à prendre en vue de la négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole : note du Secrétariat	—	
E/DEC/204-212 (ORG-77)	Décisions adoptées par le Conseil lors de sa session d'organisation pour 1977		Pour le texte définitif voir E/5988, décisions 204 (ORG-77) à 212 (ORG-77).
E/L.1741	Election de dix membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance : note du Secrétaire général	7	
E/L.1742	Extrait du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa deuxième session extraordinaire	4	Pour le rapport, voir E/5907.
E/L.1743	Projet de décision proposé par le Président du Conseil eu égard aux réunions consultatives des membres du Conseil	3	

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/L.1744	Dispositions à prendre en vue des réunions du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales : projet de décision proposé par le Président du Conseil	2	
E/L.1745	Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : projet de décision proposé par le Président du Conseil	2	
E/L.1746	Ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session	8	
E/SR.2039 à 2044	Comptes rendus analytiques des séances plénières tenues par le Conseil lors de sa session d'organisation pour 1977		Voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, session d'organisation pour 1977, troisième session extraordinaire et soixante-deuxième session, Séances plénières, 2039^e à 2044^e séance.</i>
Troisième session extraordinaire			
E/5911	Lieu de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : lettre, en date du 4 février 1977, adressée au Secrétaire général par le représentant du Ghana	3	
E/5935	Ordre du jour de la troisième session extraordinaire adopté par le Conseil à sa 2045 ^e séance plénière	1	
E/5936	Composition du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : lettre, en date du 4 mars 1977, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil	3	
E/L.1754	Projet de résolution proposé par le Président du Conseil	3	Adopté par le Conseil; voir E/RES/2046 (S-III)
E/RES/2046 (S-III)	Résolution adoptée par le Conseil à sa 2045 ^e séance plénière		Pour le texte définitif, voir E/5988, résolution 2046 (S-VIII).
E/SR.2045	Compte rendu analytique de la séance plénière tenue par le Conseil lors de sa troisième session extraordinaire		Voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, session d'organisation pour 1977, troisième session extraordinaire et soixante-deuxième session, Séances plénières, 2045^e séance.</i>
Soixante-deuxième session			
E/5453/Rev.1/Amend.1	Examen du mandat des organes subsidiaires du Conseil : note du Secrétariat	4	
E/5870/Add.1 à 4	Additifs à la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection sur les activités de coopération technique du système des Nations Unies en faveur des processus d'intégration en Amérique latine	—	
E/5906	Première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique : rapport du Secrétaire général	5	
E/5909	Rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa vingt-sixième session et sur la reprise de sa vingt-sixième session	11	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, soixante-deuxième session, Supplément n° 3.</i>
E/5910	Rapport de la Commission de statistique sur sa dix-neuvième session	9	<i>Ibid., Supplément n° 2.</i>
E/5912	Résumé du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1976 (E/INCB/33)	13	
E/5913	Rapport de la Commission de la population sur sa dixième session	8	<i>Ibid., Supplément n° 4.</i>

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/5914	Activités de recherche menées dans le système des Nations Unies sur le rôle et la position de la femme dans le développement et les moyens d'organisation et de financer la poursuite de ces recherches : rapport intérimaire du Secrétariat général	11	
E/5915	Rapport de la Commission du développement social sur sa vingt-cinquième session	10	<i>Ibid., Supplément n° 5.</i>
E/5916	Transport de marchandises dangereuses : rapport du Secrétaire général	7	
E/5917	Ordre du jour provisoire annoté de la soixante-deuxième session	1	
E/5918	Huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient : rapport du Secrétaire général	5	
E/5919	Rapport du Secrétaire général	2	
E/5920	Rapport du Secrétaire général établi conformément à l'alinéa f du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	3	
E/5921	Rapport du Secrétaire général établi conformément à l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	3	
E/5922 et Corr.1	Rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	3	
E/5923	Examen des procédures suivies pour confirmer la nomination de représentants aux commissions techniques : rapport du Secrétariat	4	
E/5924	Rapport du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales	6	
E/5925	Propositions et suggestions concernant l'application du Plan d'action mondial et des résolutions connexes de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme : note du Secrétaire général	11	
E/5926	Progrès accomplis en vue de la création d'un institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et d'un programme de recherche sur la situation et le rôle de la femme dans le développement : rapport du Secrétaire général	11	
E/5927	Rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa trente-troisième session	12	<i>Ibid., Supplément n° 6.</i>
E/5928	Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux aux Bahamas : note du Secrétaire général	12	
E/5929	Lettre, en date du 6 avril 1977, adressée au Président du Conseil par le Président du Comité des droits de l'homme	1	
E/5930	Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux en République sud-africaine : note du Secrétaire général	12	
E/5931	Ordre du jour de la soixante-deuxième session adopté par le Conseil à sa 2046 ^e séance plénière	1	
E/5932	Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux à Bahreïn : note du Secrétaire général	12	
E/5932/Add.1	<i>Idem</i> : note, en date du 4 avril 1977, adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn	12	
E/5933 et Corr.2	Rapport de la Commission des stupéfiants sur sa vingt-septième session	13	<i>Ibid., Supplément n° 7 et rectificatif.</i>
E/5934 et Corr.1	Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales	14	
E/5938	Communication, en date du 15 mars 1977, adressée au Secrétaire général par le Directeur général du Bureau international du Travail	11	

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/5946	Demandes d'audition : rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales	1	
E/5960 et Corr.1	Rapport du Comité économique	9	
E/5961	Rapport du Comité économique	8	
E/5962	Rapport du Comité économique	7	
E/5962/Add.1	Incidences sur le budget-programme du projet de résolution figurant dans le document E/5962 : note du Secrétaire général	7	
E/5963	Rapport du Comité social	11	
E/5964 et Corr.1	Rapport du Comité social	10	
E/5965	Rapport du Comité social	14	
E/5966	Rapport du Comité social	13	
E/5967	Rapport du Comité social	12	
E/5982	Pouvoirs des représentants à la soixante-deuxième session du Conseil : rapport du Président et des Vice-Présidents du Conseil		
E/5983	Demande de participation aux travaux du Conseil présentée par la Faculté latino-américaine des sciences sociales : note du Bureau	1	
E/AC.6/L.591	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	11	
E/AC.6/L.591/Rev.1	——— <i>[même auteur]</i> : projet de résolution révisé	11	
E/AC.6/L.592	——— <i>[même auteur]</i> : projet de résolution révisé	7	
E/AC.6/L.593	Yougoslavie : amendement au projet de résolution I figurant au chapitre I du document E/5913	8	
E/AC.6/L.594	Algérie : amendement au projet de résolution I figurant au chapitre I du document E/5913	8	
E/AC.6/SR.783 à 787	Comptes rendus analytiques des séances tenues par le Comité économique lors de la soixante-deuxième session du Conseil		
E/AC.7/L.704	Argentine, Autriche, Bangladesh, Bolivie, Bulgarie, Danemark, Iran, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mexique, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo et Union des Républiques socialistes soviétiques : projet de résolution	11	
E/AC.7/L.705	Iran : amendement au projet de résolution VIII figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.706	Nigéria : amendement au projet de résolution VIII figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.707	Japon : amendements aux projets de résolution IV, V, VIII, IX et X figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.708	Autriche : amendement au projet de résolution VII figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.709	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : amendement au projet de résolution VIII figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.710	Pologne : amendements au projet de résolution IX figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.711	Yougoslavie : amendements au projet de résolution IX figurant au chapitre I du document E/5909	11	

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.7/L.712	Algérie, Argentine, Cuba, Ethiopie, Irak, République arabe syrienne, Yémen et Yougoslavie : projet de décision	11	
E/AC.7/L.713	Argentine et République socialiste soviétique d'Ukraine : amendements au projet de résolution III figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.714	Cuba : amendements au projet de résolution III figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.715	Cuba : amendements au projet de résolution IV figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.716	Cuba : amendements au projet de résolution VI figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.717	Cuba : amendements au projet de résolution IX figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.718	Nigéria : amendement au projet de résolution VIII figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.719	Argentine : amendements au projet de résolution VI figurant au chapitre I du document E/5909	11	
E/AC.7/L.720	Etats-Unis d'Amérique : amendements au projet de résolution X figurant au chapitre I du document E/5915	10	
E/AC.7/L.721	Mexique : amendements aux projets de résolution IV et X figurant au chapitre I du document E/5915	10	
E/AC.7/L.722	République socialiste soviétique d'Ukraine : amendements au projet de résolution V figurant au chapitre I du document E/5915	10	
E/AC.7/L.723	Algérie, Jamaïque, Mauritanie, Mexique, Nigéria, Venezuela et Yougoslavie : amendements au projet de résolution V figurant au chapitre I du document E/5915	10	
E/AC.7/L.724	Algérie, Nigéria et Yougoslavie : amendements au projet de résolution IV figurant au chapitre I du document E/5915	10	
E/AC.7/L.725	Algérie, Jamaïque, Mauritanie, Mexique, Nigéria, Venezuela et Yougoslavie : amendements au projet de résolution X figurant au chapitre I du document E/5915	10	
E/AC.7/L.726	Grèce : projet de résolution	10	
E/AC.7/L.727	Portugal : projet de résolution	10	
E/AC.7/L.728	Argentine : projet de décision	14	
E/AC.7/L.729	Canada, Mexique et Yougoslavie : projet de résolution	13	
E/AC.7/L.730	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	13	
E/AC.7/L.731	Colombie, Grèce, Norvège, Pays-Bas et Rwanda : projet de décision	12	
E/AC.7/L.732	Italie : projet de décision	12	
E/AC.7/L.733	Egypte, Jordanie et République arabe syrienne : projet de résolution	12	
E/AC.7/L.734	Nigéria et Philippines : amendements au projet de résolution I A figurant au chapitre I du document E/5927	12	
E/AC.7/L.735	Algérie, Allemagne, République fédérale d', Colombie, Jamaïque, Mexique, Rwanda, Tunisie et Yougoslavie : projet de résolution	12	
E/AC.7/SR.788 à 815	Comptes rendus analytiques des séances tenues par le Comité social lors de la soixante-deuxième session du Conseil		
E/CN.4/1222 et Corr.1	Rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe	12	

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/CN.5/516	Rapport du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur les travaux de sa troisième session	10	
E/CN.5/527 et Corr.1	Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'établissement d'un arrangement de coopération entre les centres de recherche et d'information sur la jeunesse	10	
E/CN.5/528 et Corr.1	Note du Secrétaire général sur le rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme	10	
E/CN.5/531	Rapport intérimaire du Secrétaire général sur la question des personnes âgées et des vieillards	10	
E/CN.5/534	Rapport du Secrétaire général sur les problèmes qui se posent à la jeunesse	10	
E/CN.5/536	Rapport du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur les travaux de sa quatrième session	10	
E/CN.5/537	Rapport conjoint des secrétariats de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de la Banque mondiale sur les réformes sociales et institutionnelles en tant que moyen d'accroître la production alimentaire et de la répartir équitablement entre les divers groupes de la population	10	
E/CN.5/540	Rapport du Secrétaire général sur l'application par les gouvernements d'une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement	10	
E/CN.5/549	Rapport du Secrétaire général sur la participation populaire, les femmes, les jeunes et les enfants	10	
E/CN.6/598 et Add.1 et 2	Rapport du Secrétaire général sur les mesures prises en application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et en application du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme		
E/CN.6/601 et Corr.1	Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'influence des moyens d'information de masse sur les attitudes vis-à-vis des rôles qui reviennent à la femme et à l'homme dans la société actuelle	11	
E/CN.7/602 et Add.1	Rapport du Directeur de la Division des stupéfiants sur l'étude des mesures propres à réduire la demande illicite de drogues	13	
E/CN.9/332	Note du Secrétaire général concernant la création d'un système mondial d'information démographique (POPINS)	8	
E/DEC/213-243 (LXII) et Add.1	Décisions adoptées par le Conseil lors de sa soixante-deuxième session		Pour le texte définitif, voir E/5988, décisions 213 (LXII) à 243 (LXII).
E/INCB/33	Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1976		Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.XI.2.
E/INF/157 et Add.1 et 2	Note du Secrétaire général concernant les réunions du Comité administratif de coordination et de son comité préparatoire		
E/INF/158	Note du Secrétariat transmettant un calendrier révisé des conférences et réunions pour 1977		
E/INF/159	Liste des représentants à la session d'organisation pour 1977		
E/INF/160 et Add.1	Liste des représentants à la soixante-deuxième session		
E/L.1747 et Corr.1	Élection des membres des commissions techniques du Conseil : note du Secrétaire général	15	
E/L.1748	Présentation de la candidature de sept membres au Comité du programme et de la coordination : note du Secrétaire général	15	
E/L.1749 et Add.1 et 2	Élection de onze membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification : note du Secrétaire général	15	

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/L.1750	Election de trente membres du Comité de l'examen et de l'évaluation : note du Secrétaire général	15	
E/L.1751	Election de seize membres de la Commission des sociétés transnationales : note du Secrétaire général	15	
E/L.1752	Election de seize membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement : note du Secrétaire général	15	
E/L.1753	Election de cinq membres du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire : note du Secrétaire général	15	
E/L.1755	Organisation des travaux de la session : note du Président du Conseil	1	
E/L.1756	Calendrier des réunions : note du Secrétariat	1	
E/L.1756/Add.1	Incidences sur le budget-programme de la recommandation figurant au paragraphe 6 du document E/L.1756 : note du Secrétaire général	1	
E/L.1757	Projet d'ordre du jour provisoire annoté de la soixante-troisième session : note du Secrétariat	16	
E/L.1758	Argentine, Bolivie, Canada, Colombie, Cuba, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Jamaïque, Mexique, Pérou et Venezuela : projet de résolution	5	
E/L.1759	Algérie, Egypte, Ethiopie, Gabon, Haute-Volta, Kenya, Mauritanie, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan, Tunisie et Zaïre : projet de résolution	3	
E/L.1760	Bangladesh, Canada, Etats-Unis d'Amérique, Iran, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	5	
E/L.1761	Incidences sur le budget-programme du projet de résolution E/L.1758 : note du Secrétaire général	5	
E/L.1762	Incidences sur le budget-programme du projet de résolution E/L.1760 : note du Secrétaire général	5	
E/L.1763	Afghanistan, Argentine, Bangladesh, Cuba, Haute-Volta, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mauritanie, Nigéria, Philippines, Rwanda et Yougoslavie : projet de résolution	2	
E/L.1764	Algérie, Ouganda, Philippines et Yougoslavie : projet de résolution	3	
E/L.1765	Algérie, Egypte, Gabon, Haute-Volta, Kenya, Mauritanie, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan, Togo et Tunisie : projet de résolution	3	
E/L.1766	Organisation des travaux de la soixante-troisième session : note du Secrétariat	16	
E/L.1767	Incidences sur le budget-programme du projet de résolution E/L.1765 : note du Secrétaire général	3	
E/L.1768	Algérie, Bangladesh, Jamaïque, Mexique, Nigéria et Yougoslavie : projet de résolution	12	
E/NGO/55	Déclaration présentée par l'Organisation internationale de normalisation, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie I	7	
E/NGO/56	Déclaration présentée par le Conseil international de l'action sociale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie I, et par l'Association internationale des écoles de service social et la Fédération internationale des assistants sociaux, organisations dotées du statut consultatif de la catégorie I	10	

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/NGO/57	Déclaration présentée par le Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples et l'Union mondiale des organisations féminines catholiques, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif de la catégorie II	10	
E/NGO/58	Déclaration présentée par Rehabilitation International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie II	10	
E/NGO/59	Déclaration présentée par la Fédération démocratique internationale des femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie I	11	
E/NGO/60	Déclaration présentée par l'Association internationale des citoyens "Senior", organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie II	10	
E/NGO/61	Déclaration présentée par la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique et le Mouvement international de la jeunesse et des étudiants pour les Nations Unies, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif de la catégorie I; l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, l'Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens, l'Association mondiale des guides et des éclaireuses, le Bureau mondial du scoutisme, l'Entraide universitaire mondiale, la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants et Pax Romana, organisations dotées du statut consultatif de la catégorie II	10	
E/NGO/62	Déclaration présentée par la Fédération syndicale mondiale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie I	3, 8, 10 et 12	
E/RES/2047 à 2087 (LXII)	Résolutions adoptées par le Conseil lors de sa soixante-deuxième session		Pour le texte définitif, voir E/5988, résolutions 2047 (LXII) à 2087 (LX).
E/SR.2046 à 2060	Comptes rendus analytiques des séances plénières tenues par le Conseil lors de sa soixante-deuxième session		Voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, session d'organisation pour 1977, troisième session extraordinaire et soixante-deuxième session, Séances plénières, 2046^e à 2060^e séance.</i>
ST/SG/AC.10/2	Rapport du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses sur les travaux de sa neuvième session	7	
TD/B/AC.20/6	Rapport du Groupe intergouvernemental spécial des normes relatives aux conteneurs utilisés dans le transport international multimodal	7	

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

SESSION D'ORGANISATION POUR 1977

**Comptes rendus analytiques des 2039^e à 2044^e séances plénières,
tenues au Siège, à New York, du 11 au 14 janvier 1977**

2039^e séance

Mardi 11 janvier 1977, à 11 h 15.

Président provisoire : M. Kurt WALDHEIM (Secrétaire général).

Président : M. Ladislav SMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2039

Ouverture de la session

1. Le SECRETAIRE GENERAL déclare ouverte la session d'organisation du Conseil économique et social pour l'année 1977. Il souhaite une cordiale bienvenue à tous les nouveaux membres du Conseil et adresse à toutes les délégations ses vœux de succès au seuil de la nouvelle année qui s'ouvre pour les activités de l'Organisation des Nations Unies en matière de coopération économique internationale.

2. Au cours de la présente session, le Conseil a pour tâche essentielle d'élaborer son programme de travail annuel, qui englobera une gamme de questions très vaste. Le Conseil abordera sans aucun doute cette tâche avec clairvoyance et réalisme, car c'est le seul moyen de relever avec succès le double défi du développement international et de la responsabilité collective.

3. La présente session a pour toile de fond une période de négociation particulièrement intense dans le cadre du processus entamé lors des sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale en vue de progresser vers l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Ce processus a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour instaurer la paix, la prospérité et la justice sociale dans le monde entier. Un des aspects notables de ce processus est que, bien que les progrès réalisés jusqu'à présent aient été lents et limités, il est manifeste que toutes les parties sont décidées à poursuivre le dialogue. La décision prise par l'Assemblée générale (décision 31/429 A du 22 décembre 1976) de suspendre sa trente et unième

session ordinaire pour la reprendre en 1977 est une preuve très nette de cette détermination. Il serait très regrettable en effet que les possibilités offertes par cette décision ne soient pas mises à profit pour sortir de l'impasse actuelle durant cet intervalle. La communauté internationale a réussi, au cours des deux dernières années, à éviter l'affrontement en traitant des problèmes économiques et sociaux. C'est donc avec espoir que les gouvernements doivent regarder vers l'avenir et réaffirmer leur engagement de rechercher des terrains d'entente en vue d'aboutir à des solutions concrètes et pratiques dans l'intérêt de tous.

4. Un aspect du programme de travail du Conseil pour 1977 (voir E/5900) revêt, de l'avis du Secrétaire général, une importance particulière; il s'agit des travaux préparatoires que le Conseil doit effectuer en vue de l'évaluation globale et intégrée de l'application de la Stratégie internationale du développement, des décisions des sixième et septième sessions extraordinaires et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, évaluation à laquelle l'Assemblée a décidé de procéder lors de sa prochaine session ordinaire; c'est là une tentative concrète en vue de parvenir à un accord sur un cadre unifié et global de politique générale au sein duquel les gouvernements poursuivront leurs objectifs communs de coopération pour le développement. L'intention profonde de l'Assemblée était que ces textes servent de principes d'action dynamiques qui devraient rester constamment adaptés à des circonstances changeantes. Ces documents laissent entrevoir la promesse d'un monde présentant des possibilités fructueuses de vie meilleure pour tous ses habitants. La réalisation de cette promesse nécessite une large part de volonté politique et un ensemble de négociations soigneusement échelonnées et

coordonnées. Il faudra pour cela parvenir à un accord, au sein de diverses instances, à propos d'un certain nombre de questions en suspens qui suscitent des préoccupations immédiates et, d'autre part, adopter un calendrier bien défini de mesures ultérieures concertées et d'action multilatérale.

5. Le Conseil se rend compte, sans aucun doute, de l'importance de ses propres responsabilités et de ses travaux pour rationaliser cet effort global. Rien ne saurait renforcer davantage la cohésion du système des Nations Unies – problème qui retient l'attention du Conseil depuis de nombreuses années – que l'adoption d'une approche intégrée pour examiner les problèmes économiques et sociaux d'importance cruciale auxquels le monde doit faire face. La conjoncture actuelle exige que l'on poursuive les négociations en cours sans perdre de vue l'urgence nouvelle de la situation. Le Secrétaire général ne doute pas que le Conseil jouera le rôle qui lui incombe dans l'élaboration de principes directeurs agréés pour les travaux futurs des organismes des Nations Unies. En effet, la coordination – ou peut-être devrait-on dire l'harmonisation des politiques et des mesures adoptées – peut et doit prendre une signification et des perspectives nouvelles si le Conseil veut s'acquitter plus efficacement des fonctions et des attributions qui lui sont confiées. Lorsqu'il a pris la parole au cours de la session d'Abidjan¹, le Secrétaire général a posé la question de savoir si le Conseil n'était pas un organe en quête d'un rôle. Or, il est fermement convaincu qu'au cours de l'année qui commence le Conseil pourrait, en menant cette tâche à bien, apporter une réponse éloquent à cette question.

6. Le processus de restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies constitue un autre aspect des efforts tendant à définir un nouvel ordre économique international. Le Comité spécial créé par l'Assemblée générale lors de sa septième session extraordinaire [voir résolution 3362 (S-VII)] s'est rendu compte que ses travaux se dérouleraient parallèlement à l'examen des questions de fond qui ont été définies lors de ladite session. Le Secrétaire général a suivi avec grand intérêt les délibérations du Comité spécial en 1976² et, à plusieurs reprises, donné son point de vue sur diverses questions examinées. Il donne à nouveau au Comité l'assurance que le Secrétariat l'appuiera dans ses efforts et réaffirme son intention de prendre toutes les mesures nécessaires dans les domaines qui sont de son ressort en tant que plus haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies. Il est convaincu qu'une restructuration est nécessaire et urgente pour permettre aux organismes des Nations Unies de mieux servir les intérêts et les objectifs des Etats Membres. Toutefois, chaque organisation internationale étant une création de ses Etats membres, une restructuration nécessite également une volonté politique et exige que les gouvernements comprennent bien le but et la nature de chaque organisme et les dispositions relatives à sa structure, la nature et la portée des rapports qui doivent les unir ainsi que leurs méthodes de travail respectives.

7. Pour sa part, le Secrétaire général a la ferme conviction que le système des Nations Unies continuera de jouer un

rôle central et vital dans tous les mécanismes de délibération et de négociation futurs et dans les mesures de nature opérationnelle qui seront décidées en vue de rechercher un ordre économique international plus viable et plus équitable. En effet, bien qu'il faille tirer parti au maximum de tous les mécanismes de coopération internationale disponibles, l'Organisation des Nations Unies demeure néanmoins la seule instance universelle au sein de laquelle des pays dotés d'institutions politiques très différentes et ayant atteint des stades de développement économique et social divers peuvent harmoniser leurs points de vue et leurs politiques, mettre en commun leurs problèmes et leur expérience et entreprendre une action collective.

8. Le Secrétaire général estime que ce sont là les points essentiels d'un ordre du jour qui recouvre un grand nombre de questions, toutes ayant leur importance dans leur contexte. Il a choisi toutefois cette occasion pour insister sur la responsabilité globale du Conseil dans le domaine de l'élaboration d'une politique générale et de principes directeurs destinés au système des Nations Unies dans son ensemble, car beaucoup de choses dépendent de l'efficacité avec laquelle le Conseil s'acquitte de cette responsabilité.

9. Le Secrétaire général souhaite à tous les membres du Conseil beaucoup de succès au cours d'une année dont on attend beaucoup et qui ne promet pas moins.

10. En conclusion, et au nom du Conseil, le Secrétaire général exprime sa profonde gratitude au président sortant, M. Aké, qui a dirigé les débats du Conseil en 1976, avec beaucoup de clairvoyance, ainsi qu'au Gouvernement et à la population de la Côte d'Ivoire pour leur chaleureuse hospitalité lors de la session d'Abidjan.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Election des membres du Bureau

11. M. QADRUD-DIN (Pakistan) propose la candidature de M. Ladislav Šmíd (Tchécoslovaquie) au poste de président du Conseil pour 1977.

M. Ladislav Šmíd (Tchécoslovaquie) est élu président par acclamation.

M. Šmíd (Tchécoslovaquie) prend la présidence.

12. Le PRESIDENT remercie les membres du Conseil de l'honneur qu'ils lui ont fait, à lui et à son pays, en l'élisant président. Dans l'exécution de ses fonctions, il s'efforcera en tout temps de comprendre le mieux possible le point de vue de tous les membres et de poursuivre les objectifs du Conseil tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies. Il ne doute pas qu'il bénéficiera de la coopération traditionnelle que les membres du Conseil ont toujours accordée au Président, car c'est seulement avec cette coopération que le Conseil sera en mesure de remplir son rôle de manière efficace et consciencieuse.

13. Le Conseil se trouve au seuil d'une période d'activité intense. En dehors de ses fonctions normales, il doit en 1977 s'acquitter d'un certain nombre de responsabilités importantes qui sont liées aux efforts déployés actuellement par la communauté mondiale pour instaurer un

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, soixante et unième session, Séances plénières, 2006^e séance.

² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Suppléments no 34 A et B (A/31/34/Add.1 et 2).

nouvel ordre économique international. Cette entreprise très vaste et de portée très générale, dans laquelle interviennent tous les aspects des fonctions du Conseil, nécessitera des efforts soutenus sur tous les fronts afin de parvenir à un accord sur une vaste gamme de questions des plus complexes.

14. Les responsabilités du Conseil dans les domaines économique, social et dans celui des droits de l'homme sont clairement définies. Pour chacun de ces secteurs, le projet de programme de travail de base (E/5900) énumère toute une série de questions qui nécessiteront un travail minutieux et assidu, une volonté politique et un sens aigu de l'urgence de la situation. Le Président espère sincèrement que, dans le domaine de la coordination, le Conseil progressera vers une plus grande cohésion et vers l'élaboration de mesures concertées visant à résoudre les problèmes pressants auxquels l'humanité doit faire face, apportant ainsi sa contribution à l'effort international tendant à sauvegarder la paix et à développer la coopération entre les nations.

15. Ayant participé aux travaux du Conseil pendant des années, le Président n'ignore pas que des résultats satisfaisants dépendent de la détermination de chaque délégation de n'épargner aucun effort pour rechercher des solutions réalistes. L'expérience montre qu'une coopération multilatérale fructueuse est fondée en grande partie sur un esprit de concessions mutuelles.

16. Le Président propose au Conseil de suspendre l'application de l'article 18 du règlement intérieur et de reporter l'élection des vice-présidents à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et questions diverses ayant trait à l'organisation des travaux (E/5901)

17. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit qu'au titre du point 2 de l'ordre du jour le Conseil devra prendre certaines décisions au cours de la session à propos de la négociation d'un accord avec le FIDA. Durant le débat sur le projet de programme de travail de base (E/5900), il informera le Conseil des faits nouveaux intervenus depuis que la décision a été prise de conclure un accord avec le Fonds. Une communication a été reçue de celui-ci, contenant un projet d'accord.

18. M. Cordovez attire l'attention sur le document E/5904, qui contient une lettre du Président du Conseil pour 1976 relative à la nomination des membres du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Si le Conseil devait décider, comme le suggère la lettre, d'aborder durant la session en cours la question du nombre des membres du Sous-Comité, il pourra l'examiner au titre du point 2. En tout état de cause, il devra fixer, au titre de ce même point, les dates des réunions du Sous-Comité.

19. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation n'a pas d'objection de principe à l'adoption de l'ordre du jour provisoire (E/5901).

Toutefois, il doute que le Conseil ait la possibilité d'examiner, au titre du point 6, le règlement intérieur des commissions techniques dans les brefs délais qui lui sont impartis. Le document relatif au point 6 (E/5899) n'ayant été distribué que quelques jours auparavant, la délégation soviétique estime qu'il serait peut-être souhaitable de réserver durant la session de printemps du Conseil le temps nécessaire à l'examen de cette question.

L'ordre du jour de la session d'organisation (E/5901) est adopté.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail de base du Conseil pour 1977 (E/5900, Conference Room Paper No. 1)

20. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) explique que le Secrétariat a quelque peu modifié la présentation du projet de programme de travail de base : au lieu de deux documents, il n'en a été établi qu'un seul (E/5900) qui reprend les décisions pertinentes des organes délibérants prises avant et durant la trente et unième session de l'Assemblée générale. L'expérience a prouvé qu'en raison des modifications importantes que l'Assemblée générale apporte au programme de travail du Conseil ni les délégations, ni le secrétariat du Conseil ne peuvent établir de plan valable à partir d'un rapport élaboré avant les délibérations de cet organe. C'est ainsi qu'en l'occurrence le programme de travail du Conseil antérieur à la trente et unième session de l'Assemblée générale comprenait 85 questions; l'Assemblée en a depuis fait ajouter 23 et a pris des décisions qui en modifient radicalement neuf autres, tandis qu'une vingtaine d'autres décisions appellent diverses mesures de la part du Conseil.

21. Comme il est indiqué au paragraphe 3 du document E/5900, le secrétariat du Conseil soumet pour la première fois une liste préliminaire des questions dont le Conseil sera saisi en 1978, afin de permettre à celui-ci d'examiner plus à fond la proposition fréquemment renouvelée tendant à ce que le Conseil adopte un programme de travail portant sur deux ans et non un comme c'est à présent le cas. Eu égard aux répercussions que les décisions de l'Assemblée générale ont sur le travail du Conseil, il serait bon que celui-ci étudie très attentivement la question, sans oublier qu'il ne serait peut-être pas possible d'adopter un programme biennal si des changements importants s'imposaient à mi-parcours en conséquence des délibérations de l'Assemblée. Il y aurait donc lieu que le Conseil examine la nature de son programme de travail, la périodicité de l'examen des diverses questions et, surtout, la nature des débats portant sur les questions inscrites à son ordre du jour. On a déjà envisagé que le Conseil applique aux autres questions la procédure actuellement suivie pour le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, ce qui faciliterait leur examen et permettrait d'y consacrer plus de temps.

22. Il serait bon que le Conseil réexamine la façon dont il aborde les diverses questions inscrites à son ordre du jour. C'est ainsi, comme l'ont fait observer un certain nombre de délégations, que les activités opérationnelles sont actuellement débattues dans trois organes représentatifs ou largement représentatifs de tous les Etats Membres de l'Organi-

sation des Nations Unies : premièrement, au Conseil d'administration du PNUD et en d'autres organes similaires; deuxièmement, au Conseil économique et social; et enfin, à l'Assemblée générale. Dans sa résolution 1768 (LIV) sur la rationalisation de ses travaux, le Conseil a décidé qu'il procéderait à une révision complète des activités opérationnelles, au cours de l'année qui ne serait pas consacrée à l'examen et à l'évaluation de la Stratégie. Toutefois, le cycle initialement adopté pour l'examen biennal a été modifié dans la pratique, le Conseil ayant en fait inscrit à son ordre du jour des trois dernières années une question relative à l'examen et à l'évaluation de la Stratégie. Il s'agit donc de savoir si la discussion de la question, des activités opérationnelles ne devrait pas prendre tous les ans la forme d'une révision complète de la politique générale. Une décision dans ce sens aurait l'avantage de permettre non seulement de gagner du temps mais aussi de rationaliser le rôle du Conseil dans ce domaine. De plus, si le Conseil devait effectivement décider en 1977 de rationaliser ses travaux, il pourrait envisager des possibilités analogues en ce qui concerne un certain nombre d'autres questions.

23. Le paragraphe 5 du document E/5900 reprend divers points relatifs à la manière dont le programme de travail de base a été établi par le Secrétariat, points qui appellent une décision du Conseil. L'alinéa *a* se rapporte à la décision du Conseil adoptée à la quarante-septième session par laquelle il prie le Secrétaire général de lui rendre régulièrement compte des progrès réalisés dans le domaine de l'océanographie. Il est proposé que le Conseil décide que la résolution 1970 (LIX), aux termes de laquelle le Secrétaire général doit présenter une étude sur les utilisations de la mer, dans laquelle il inclura une section sur les progrès réalisés dans le domaine de l'océanographie, englobe la décision adoptée à la quarante-septième session. Le projet de programme de travail tient déjà compte de cette proposition.

24. Il est proposé à l'alinéa *b* du paragraphe 5 que la question des faits nouveaux qui pourraient se produire dans les domaines des ressources minérales marines au-delà du plateau continental, que le Conseil, par sa résolution 1380 (XLV), avait prié le Secrétaire général de suivre de près, soit examinée à partir de 1977, lors de l'examen du rapport du Comité des ressources naturelles, qui a été établi après l'adoption de cette résolution.

25. Le Conseil ayant décidé à sa soixante et unième session de saisir la CNUCED de la question du développement des exportations, il est proposé à l'alinéa *c* du paragraphe 5 que le rapport du Secrétaire général sur la possibilité de créer un fonds des Nations Unies pour le développement des exportations soit présenté à la CNUCED, étant entendu qu'elle tiendrait le Conseil informé de toutes mesures prises et soumettrait des recommandations au sujet de toute question à laquelle le Conseil ou l'Assemblée générale devrait donner suite.

26. A l'alinéa *d*, il est indiqué que le Secrétaire général ne présentera au Conseil, à sa soixante-deuxième session, qu'un rapport intérimaire sur les activités de recherche menées dans le système des Nations Unies au sujet du rôle et de la position des femmes dans le développement et des moyens d'organiser et de financer la poursuite de ces recherches.

27. Comme l'indique l'alinéa *e*, les rapports du Corps commun d'inspection seront examinés au titre des points de l'ordre du jour dont ils traitent ou, s'ils traitent d'une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, au titre de points distincts.

28. L'alinéa *f* est particulièrement important car il semble exister une contradiction entre les décisions prises antérieurement par le Conseil au sujet de la rationalisation de ses travaux et l'état actuel de l'examen de cette question. Conformément à sa décision 153 (LX), le Conseil a présenté au Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies un certain nombre de documents et il prévoit, en fonction des conclusions de ce comité, d'examiner dès que possible en 1977 les accords conclus par l'Organisation des Nations Unies avec les institutions spécialisées et l'AIEA ainsi que les mandats des organes subsidiaires du Conseil. Le Comité spécial n'ayant présenté qu'un rapport intérimaire, il s'agit de savoir si le Conseil doit effectivement procéder aux examens prévus. Toutefois, puisque le Comité spécial et l'Assemblée générale ont décidé de prolonger l'opération de restructuration, on a proposé d'inscrire la question à l'ordre du jour de la soixante-deuxième session. Le Conseil doit encore décider des problèmes qu'il souhaite discuter à ce propos.

29. L'élaboration d'un avant-projet de convention sur le transport international multimodal prend plus de temps que prévu et, en conséquence, comme l'indique l'alinéa *g*, le Conseil ne sera saisi d'aucun rapport à ce sujet en 1977.

30. Un certain nombre d'autres questions se sont présentées après que le programme de travail de base pour 1977 a été établi.

31. En ce qui concerne la question des arrangements institutionnels relatifs à la coopération internationale dans le domaine des établissements humains, question qui doit être examinée à la soixante-troisième session au titre du point 14 de l'ordre du jour, le Conseil a créé en 1966 un Institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification et un fonds d'affectation spéciale connexe. Le Comité des commissaires aux comptes a suggéré il y a quelque temps que ce fonds, n'ayant que des avoirs nominaux, soit clos. Le Conseil souhaitera peut-être examiner cette question au titre du point relatif aux arrangements institutionnels dans le domaine des établissements humains.

32. Le rapport sur la recherche relative aux relations entre la population, les ressources, l'environnement et le développement ne sera pas prêt en 1977 comme prévu, et son examen devra être reporté à 1978.

33. Le document E/5905 contient une lettre du Directeur général de l'UNESCO, dans laquelle il informe le Conseil, conformément à la résolution 1800 (LV), que son organisation se propose de proclamer une année internationale de la science et de la technique. Cette question pourrait être examinée à la soixante-troisième session au titre du point 23 de l'ordre du jour (Coopération et coordination internationales dans le cadre du système des Nations Unies).

34. En ce qui concerne la possibilité de constituer un comité de session spécial sur les arrangements institu-

tionnels concernant les établissements humains, l'Assemblée générale a recommandé par sa résolution 31/116 que le Conseil examine cette question au début de sa soixante-troisième session au niveau des experts ou au niveau approprié le plus élevé. Le Conseil tenant d'ordinaire un débat général à sa session d'été, on a jugé préférable et plus pratique que ce comité se réunisse au début de juillet et achève ses travaux pour le 12. Après cette date, le Comité économique se réunira et, si le Comité de session spécial a besoin d'un peu plus de temps pour terminer ses travaux, la répartition des séances entre les deux organes devra être mise au point par consultation entre leurs présidents.

35. Dans sa résolution 2006 (LX), le Conseil a décidé de demander à la Commission préparatoire du Fonds international de développement agricole d'établir un avant-projet d'accord en vue d'organiser les relations du Fonds avec l'organisation des Nations Unies. Les premières mesures prises dans ce sens par le FIDA sont exposées dans le document E/5837. Le Secrétaire général a reçu depuis lors une lettre du Président de la Commission préparatoire accompagnant le texte d'un projet d'accord à soumettre au Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales. Le Conseil devra à cet égard examiner la question de la composition de ce comité. En 1976, il avait été décidé qu'aux fins des négociations avec le FIDA toutes les délégations pourraient devenir membres du Comité par simple notification au Secrétaire général avant le 21 juin 1976. Cependant, à cette date, trois pays seulement, la France, l'Italie et le Japon, s'étaient conformés à la procédure établie. En conséquence, le Conseil souhaitera peut-être reporter la date limite afin d'assurer une plus large représentation au Comité. Une décision doit également être prise en ce qui concerne le choix du président du Comité, le président nommé pour 1976 estimant que son mandat a expiré à la fin de cette année. Pour ce qui est du calendrier des négociations, bien qu'il ait été recommandé que la question soit examinée à la soixante-troisième session, on pourrait sans doute mener les négociations avec le FIDA à la session de printemps en profitant des services de conférence mis à la disposition du Comité économique du Conseil, qui n'aura à ce moment que trois questions à examiner. De cette façon, le Comité chargé des négociations pourrait présenter son rapport à l'approbation du Conseil avant la fin de la soixante-deuxième session.

36. La question de la composition du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale reste en suspens. Les seules dates auxquelles le Sous-Comité pourrait se réunir en 1977 seraient du 14 au 25 mars à Genève.

37. Enfin, à la page 41 du texte anglais du document E/5900, il convient de remplacer "résolution 31/116" par "résolution 31/109".

38. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) note que le présent ordre du jour du Conseil est plus volumineux et plus complexe que jamais. La tâche essentielle de la session d'organisation devrait donc être de déterminer les priorités et de renvoyer de façon rationnelle les questions inscrites à l'ordre du jour à chacune des sessions du Conseil. Etant donné que le temps et les ressources dont il dispose sont limités, le Conseil sera peut-être forcé de renoncer à certaines mesures prévues et à

l'idée que certains organes tiendront des réunions. Le Conseil devrait préserver son approche progressive fondamentale visant à restructurer les relations économiques internationales d'une façon progressive et démocratique et à donner corps à ces relations en prenant des mesures pratiques concrètes.

39. L'Union soviétique considère favorablement et soutient le vaste programme réclamé par les pays en développement et non alignés, lequel a pour objet d'éliminer le colonialisme d'ordre économique, de mettre fin à l'exploitation par les puissances occidentales industrialisées et à établir des conditions favorables pour que les pays en développement puissent combler leur retard économique. De l'avis de la délégation soviétique, le succès de la contribution de l'ONU aux problèmes de la restructuration des relations économiques internationales se mesure au succès qu'aura le Conseil dans l'élimination de la discrimination, des obstacles, de l'injustice et de l'exploitation en matière de commerce international. La position du groupe monopolisateur des Etats capitalistes a été et continue à être le principal obstacle à une restructuration radicale de ces relations reposant sur des principes démocratiques. Bien que ces Etats fassent actuellement certaines concessions et accroissent leur "assistance" économique, leur politique vise toujours à maintenir et à renforcer l'exploitation des pays en développement et reste essentiellement inchangée. Le Conseil économique et social devrait se préoccuper de ces problèmes et élaborer des mesures pratiques de nature à éliminer ces pratiques à l'avenir. A cette fin, il devrait entreprendre une étude des tendances économiques à long terme, du rôle du secteur public dans le développement, de la souveraineté inaliénable des pays en développement sur leurs ressources naturelles, de la conception intégrée du développement économique, de la limitation de l'empire arbitraire du capital étranger et en particulier des sociétés transnationales.

40. L'Union soviétique continue à soutenir les efforts déployés par les pays en développement pour resserrer leurs relations économiques mutuelles de manière à renforcer leur indépendance politique et économique et à élever le niveau social, économique et culturel de leurs populations.

41. Les problèmes du développement économique sont étroitement liés à la situation politique. A cet égard, la délégation soviétique souligne qu'il importe de renforcer le processus de détente, d'élargir le processus pour l'étendre à toutes les régions du monde et d'affirmer continuellement les principes de la coexistence pacifique. La limitation de la course aux armements, le désarmement et le renforcement de la sécurité sont étroitement liés à la normalisation des relations économiques mondiales.

42. M. ROUGE (France) dit que sa délégation se félicite de la présence du Secrétaire général à l'ouverture de la session du Conseil et de l'assistance nombreuse et de haut niveau qui y participe, témoignant par là de l'importance renouvelée du Conseil dans les circonstances nouvelles des Nations Unies. Alors que 1974 avait été une année d'affrontement entre groupes d'Etats, 1975 a marqué la reprise du dialogue tant à l'Assemblée générale que dans d'autres instances; en 1976, la communauté internationale a cherché à renforcer le dialogue sur la base de nouveaux principes afin de pouvoir entreprendre des négociations sur un grand nombre de questions. Le Comité spécial de la

restructuration a clairement réaffirmé qu'il faudrait charger un organe central de coordonner les activités dans les diverses instances où des négociations sont en train de progresser; tant en conformité avec la Charte des Nations Unies que de l'avis même du Comité spécial, cet organe devrait être le Conseil économique et social. On reconnaît également unanimement la nécessité de préparer les travaux de l'Assemblée générale et d'autres grands organes de l'ONU et de veiller à ce que tout aille du même pas. Là encore, le Conseil économique et social est la seule instance appropriée. A ce propos, les travaux de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, à la trente et unième session, auraient progressé avec moins d'à-coups si le Conseil les avait préparés plus soigneusement et plus à fond à sa soixante et unième session.

43. En 1977, le Conseil entreprend donc un vaste programme de travail dans des circonstances favorables. Il devra s'efforcer surtout de s'affirmer comme une sorte de comité de direction de l'ONU et de reprendre le contrôle du calendrier des conférences. A ce propos, il est regrettable que trois autres organes, à savoir la Commission de la population, le Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite de la Commission des sociétés transnationales et le Comité de session pour la coopération technique entre pays en développement du PNUD se réunissent tous en même temps que le Conseil, alors qu'il y a eu relativement peu de réunions la semaine précédente. Les responsables du calendrier des conférences s'occupent principalement de la répartition économique des installations de conférences. Il faut toutefois ne pas oublier qu'il est pratiquement impossible aux délégations de se faire représenter aux réunions de chacun des quatre organes. Les travaux des organes de l'ONU doivent être conduits de telle sorte que les séances du Conseil puissent être fréquentées en priorité lorsqu'il y a conflit entre ces réunions et celles d'organes subsidiaires.

44. Il importe également d'avoir constamment à l'esprit l'aspect général de ce que le Conseil fait. En conséquence, les travaux des organes subsidiaires devraient être examinés par le Conseil uniquement lorsqu'il est nécessaire de confronter les travaux de plusieurs organes. A ce propos, la délégation française approuve sans réserve la suggestion faite par le Secrétaire en ce qui concerne la façon dont le Conseil pourrait traiter la question des activités opérationnelles aux fins du développement et elle se félicite que le Conseil aura l'occasion d'évaluer le rapport des réunions communes du CPC et du CAC. Une des tâches les plus importantes du Conseil en 1977 consistera à préparer l'évaluation intégrée de l'application des principaux textes relatifs au nouvel ordre économique international, tâche que le Secrétaire général a évoquée dans son exposé. Le Conseil a les moyens d'exécuter cette tâche, car il est parfaitement représentatif de la communauté internationale et ses travaux sont organisés de manière à permettre l'active participation d'observateurs d'un grand nombre d'Etats, d'organisations internationales, y compris les institutions spécialisées, et d'organisations non gouvernementales.

45. M. MARSHALL (Royaume-Uni) se félicite que le Conseil puisse maintenant bénéficier de l'impulsion donnée à ses travaux par les activités du Comité spécial de la restructuration et que l'Assemblée générale ait approuvé les activités de ce comité.

46. Il accueille avec plaisir la publication du projet de programme de travail de base (E/5900) établi par le Secrétariat, mais estime que ce texte pose un certain nombre de problèmes. Il ne voit pas comment le Conseil peut résoudre le problème du calendrier des travaux, car son rôle propre est d'exécuter les décisions de l'Assemblée générale et de préparer les sessions à venir de l'Assemblée générale. Du fait de l'interdépendance de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, il sera peut-être difficile d'adopter certaines des suggestions du Secrétaire. En général, M. Marshall approuve le mode de présentation du document, encore que le Conseil puisse avoir à en remanier légèrement certains aspects pour en accroître l'utilité générale. Il pense aussi que l'annexe relative aux sessions de 1978 est très utile, mais il y aura certainement des problèmes du genre de ceux dont il a parlé qui se poseront lorsque l'on essaiera d'instaurer la programmation biennale.

47. Il constate que le chapitre III du document E/5900 contient le calendrier intégré proposé pour la soixante-deuxième et la soixante-troisième session du Conseil et qu'on a regroupé dans ce calendrier des points de l'ordre du jour énumérés dans les premiers chapitres du document. Il se demande toutefois si ce regroupement permet de faire une analyse suffisamment détaillée des tâches du Conseil. Il risque d'y avoir des lacunes ou des chevauchements et il reste le problème des priorités qui ne pourra être résolu que si l'on est tout à fait sûr que la liste des points de l'ordre du jour est absolument complète. De plus, il y a le problème de la répartition des points de l'ordre du jour entre la soixante-deuxième et la soixante-troisième session. M. Marshall note que l'ordre du jour proposé pour la soixante-troisième session est immense et il se demande s'il serait possible de faire reporter certains points de cet ordre du jour sur celui de la soixante-deuxième session. Il y a également le problème du renvoi des points de l'ordre du jour à divers comités pendant les sessions du Conseil, problème qui n'a pas été résolu avec beaucoup de succès à la soixante et unième session. M. Marshall se demande aussi quels avis le Conseil pourrait donner en ce qui concerne l'ensemble du système lorsqu'il aura fini d'examiner la question de l'organisation de ses travaux. A ce propos, il reconnaît avec le représentant de la France que le Conseil a besoin de collaborer très étroitement avec d'autres organes du système des Nations Unies. Le Conseil devrait également se demander s'il a des directives ou conseils particuliers à donner au Secrétariat pour l'aider à préparer les travaux des sessions à venir.

48. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, en ce qui concerne la répartition des points de l'ordre du jour entre la soixante-deuxième et la soixante-troisième session, l'inscription à l'ordre du jour de la session de printemps de la question de la négociation d'un accord avec le FIDA permettra de rétablir l'équilibre entre les deux sessions. Il y a en outre le fait que les services sont assez limités à la session de printemps. En outre, le débat relatif à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement a été également inscrit à l'ordre du jour de la session de printemps, mais l'Assemblée générale a décidé expressément qu'il fallait l'inscrire à l'ordre du jour de la session d'été. M. Cordovez note en outre que la question des négociations avec le FIDA

est très importante et qu'elle aura des incidences financières si elle est examinée à la session d'été.

49. M. HARRIMAN (Nigéria) voudrait savoir si, en général, les questions dont l'examen bénéficierait le plus de la participation des représentants des organes fixés à Genève et à Vienne ne pourraient pas être examinées à la session d'été et si les questions pour lesquelles cette participation ne présente pas d'intérêt particulier ne pourraient pas être inscrites à l'ordre du jour de la session de printemps. A ce propos, il estime que les questions relatives à l'assistance à

l'Angola, au Cap-Vert, aux Comores, au Mozambique, à Sao Tomé-et-Principe et à la Zambie devraient être inscrites à l'ordre du jour de la session de printemps.

50. M. KINSMAN (Canada) dit que sa délégation se félicite du projet de programme de travail de base (E/5900) et espère que le Conseil sera en mesure de l'examiner très rigoureusement bien que les délégations n'en aient reçu communication que tout récemment.

La séance est levée à 13 h 5.

2040^e séance

Mercredi 12 janvier 1977, à 16 h 15.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2040

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Election des membres du Bureau (*fin*)

1. Le **PRESIDENT** note que, conformément à l'article 18 du règlement intérieur, le Conseil est tenu d'élire quatre vice-présidents. Il a été informé que, sur la base de consultations officieuses entre les groupes régionaux, les candidatures de MM. Rafael Rivas (Colombie), Ole Ålgård (Norvège), Abdalla Maghoub (Soudan) et Mehdi Ehsassi (Iran) avaient été proposées aux postes de vice-présidents pour 1977.

M. Rafael Rivas (Colombie), M. Ole Ålgård (Norvège), M. Abdalla Maghoub (Soudan) et M. Mehdi Ehsassi (Iran) sont élus vice-présidents par acclamation.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination (E/5892)

2. Le **PRESIDENT** rappelle que, dans sa décision 199 (LXI) du 15 novembre 1976, le Conseil a décidé d'examiner en détail à sa session d'organisation pour 1977 le rapport du Président du CPC et du Président du CAC sur les réunions communes de ces comités (E/5892), compte tenu des observations formulées à son sujet à la reprise de la soixante et unième session, en vue d'arriver à des conclusions précises qui permettraient d'orienter les travaux du CPC, du CAC et de leurs réunions communes.

3. M. KJELDGAARD (Danemark), parlant également au nom de la délégation norvégienne, note que, comme il ressort du paragraphe 19 du rapport sur les réunions communes (E/5892), les membres du CPC estiment que l'action des organisations se caractérise toujours par une incroyable dispersion des efforts et que les conflits de compétence absorbent encore une trop grande part du temps des secrétariats et des organes directeurs, exploitant parfois les faiblesses de la coordination sur le plan national.

Les délégations norvégienne et danoise considèrent que cette remarque offre une bonne base pour l'évaluation du rapport.

4. Les deux délégations souscrivent aux conclusions énoncées au paragraphe 42 du rapport. En ce qui concerne les réunions communes proprement dites, les deux délégations partagent l'opinion du Secrétaire général selon laquelle les participants ont parfois quitté les réunions avec le sentiment qu'on n'avait pas mis à profit l'occasion ainsi offerte d'accomplir un travail positif. Elles approuvent donc très chaleureusement les propositions tendant à améliorer la préparation des réunions. Elles continuent à croire qu'on obtiendrait les meilleurs résultats possibles en préparant convenablement chaque année une seule série de réunions à Genève, qui aurait lieu après la session du CPC et juste avant la session d'été du Conseil.

5. Les deux délégations estiment également que c'est seulement en faisant examiner le budget-programme et le plan à moyen terme par un organe subsidiaire comme le CPC et en lui faisant étudier à fond les divers programmes que le Conseil pourra s'acquitter de ses responsabilités. C'est compte tenu de ces considérations que le CPC s'est vu confier son nouveau et vaste mandat. Le CPC sera maintenant appelé non seulement à coordonner l'exécution des programmes approuvés, mais aussi à entreprendre un effort systématique en vue d'intégrer les contributions des organisations au stade de l'établissement des plans et d'encourager une action concertée au stade de l'exécution. Etant donné que le CPC doit avoir à cette fin l'appui et la coopération sans réserves du CAC, les deux délégations nordiques souscrivent totalement aux diverses propositions visant à améliorer la coopération entre le CPC et le CAC et, en particulier, à celle qui prévoit que le Président du CPC pouvait assister en qualité d'observateur aux réunions pertinentes du CAC.

6. En conclusion, M. Kjeldgaard souligne que le Secrétaire général, en sa qualité de président du CAC, devrait jouer pleinement le rôle de coordination qui lui a été confié en vertu de la Charte des Nations Unies.

7. M. KINSMAN (Canada) dit que, de l'avis général des autorités canadiennes, le CAC devrait, chaque fois que possible, décrire explicitement les conflits qui surgissent entre les organisations, conflits dont le CPC et le Conseil devraient être informés afin qu'il puisse y être remédié.

8. La délégation canadienne croit comprendre que le CAC a reconnu que ses tâches essentielles consistent à identifier les principaux problèmes, à donner des conseils sur la meilleure façon d'utiliser les ressources des Nations Unies et à faciliter la coordination entre les organismes des Nations Unies. Cela met en évidence l'importance du courant d'informations, dont le Président du CAC a parlé lors de la dernière série de réunions communes.

9. Il ressort également du rapport que les gouvernements sont encore nombreux à avoir des réserves au sujet des séances privées du CAC. Les objectifs de la session d'organisation du Conseil pourraient fort bien être de trouver les moyens d'encourager la coopération entre le CPC et le CAC et de renforcer l'action du Conseil.

10. Le CAC semble avoir fait une plus large place à la convenance administrative des organisations qu'à certaines des questions ardues de rationalisation de la gestion qui préoccupent beaucoup le Gouvernement canadien. M. Kinsman approuve donc entièrement les observations du Président du CPC, en particulier en ce qui concerne quatre grands points. Premièrement, il faudrait que le CAC mette à la disposition du CPC un résumé des résultats de ses sessions et que le Président du CPC assiste aux séances pertinentes du CAC en qualité d'observateur. Deuxièmement, des consultations devraient avoir lieu au sujet de l'ordre du jour du CAC de façon que celui-ci puisse prêter convenablement attention aux priorités et programmes du Conseil, tels qu'ils sont établis par le Conseil lui-même. Troisièmement, M. Kinsman est d'accord pour penser que les organisations devraient mettre l'accent sur l'établissement de plans à long terme et devraient, lorsque cela est possible, procéder à l'évaluation de diverses propositions possibles, plutôt que de partir de l'idée qu'il faut agir par consensus. Quatrièmement, M. Kinsman reconnaît qu'il faudrait examiner la question des relations entre le CPC et les diverses organisations en tenant compte du mandat élargi du Comité.

11. Tout en approuvant les conclusions des réunions communes, il pense qu'elles auraient pu aller plus loin si elles avaient contenu des recommandations touchant les mesures à prendre pour suivre, si le Conseil le voulait, certaines des idées soulevées aux réunions communes. A deux reprises, le CPC a examiné des propositions officielles du Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies et s'est mis à appliquer les réformes pertinentes. La délégation canadienne espère qu'un tel progrès vers la rationalisation augurera bien de l'avenir de la coordination au sein du système.

12. M. VAN BUUREN (Pays-Bas) dit que sa délégation approuve les conclusions présentées dans le rapport sur les réunions communes (E/5892), sauf la suggestion faite à l'alinéa d du paragraphe 42. Faisant des observations de caractère général sur le rapport, il note que la coordination des activités du système des Nations Unies exige une étroite coopération tant au stade de la préparation qu'à celui de

l'exécution. L'efficacité des activités de chaque organisation sera réduite si l'une quelconque des organisations essaie d'atteindre certains objectifs uniquement par des propres moyens. Par contre, cette coopération ne devra en aucune façon impliquer un mélange des responsabilités et des des différents organes.

13. Ces deux éléments fondamentaux de la coordination, à savoir la coopération et le partage des responsabilités, sont également très valables pour les travaux du CAC et du CPC. La délégation néerlandaise partage donc l'opinion selon laquelle le Président du CPC devrait participer aux sessions de printemps du CAC afin de préparer les réunions communes. Toutefois, une telle participation devrait être limitée à ces activités préparatoires et ne devrait pas entraîner la participation à l'examen d'autres points de l'ordre du jour du CAC. D'autre part, la délégation néerlandaise n'est pas favorable à l'idée que des membres du CPC participent aux réunions du CAC ou que des membres du CPC se rendent au siège d'institutions spécialisées ou d'autres organes des Nations Unies.

14. M. van Buuren relève que le rapport en discussion traduit une certaine déception devant les résultats des réunions du CAC. Cela est compréhensible, mais la délégation néerlandaise est convaincue que, si le Conseil et le CPC fonctionnaient convenablement, le renforcement du CAC s'en trouverait stimulé. Un bon moyen de renforcer le CAC pourrait donc consister à faire participer davantage les institutions au processus tendant à préparer les décisions du Conseil et, par l'intermédiaire du Conseil, de l'Assemblée générale. Se référant au paragraphe 25 du rapport, M. van Buuren souligne que les secrétariats devraient tirer pleinement parti de leurs propres prérogatives afin d'être en mesure de s'acquitter de leurs tâches.

15. La délégation néerlandaise est favorable à l'idée que le CAC adopte un système de présentation des rapports ouvert à toutes les organisations des Nations Unies. Un tel système entraînerait peut-être une meilleure compréhension et même une plus grande efficacité des activités de coordination menées sous les auspices du CAC.

16. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il partage bon nombre des vues qui ont été exprimées par les orateurs précédents. Le rapport donne des renseignements utiles sur les efforts faits pour améliorer la coordination et la coopération entre le CAC et le CPC.

17. Il est peut-être encourageant que les réunions communes semblent aller un peu au-delà du stade des discussions abstraites sur le besoin de coordination et aborder à l'examen des méthodes que l'on suggère d'adopter pour améliorer la coordination. Les perspectives seraient bien meilleures si les discussions étaient centrées sur le besoin pragmatique de renseignements et non sur les prérogatives et les droits. Le CPC continue à essayer certaines améliorations et il a certainement besoin de l'appui sans réserve de tous les membres du CAC.

18. D'une façon générale, la délégation des Etats-Unis approuve les conclusions formulées dans le rapport. Mais, comme d'autres délégations, elle a des doutes au sujet de l'alinéa d du paragraphe 42. Bien qu'elle ne soit pas opposée à l'idée d'examiner plus avant la proposition qui y figure,

elle estime que les problèmes pratiques pourraient être considérables.

19. M. Myerson espère que la prochaine série de réunions communes sera préparée bien à l'avance de manière à ce qu'on ne perde pas de temps à s'interroger sur les moyens de rendre les réunions productives.

20. M. WARSAMA (Somalie) estime que les conclusions formulées dans le rapport (E/5892) sont ce à quoi on pouvait s'attendre au minimum. Il est assez encourageant de noter, d'après le paragraphe 20 du rapport, que les membres du CAC reconnaissent que la coordination, tant au stade de l'établissement des plans qu'à celui de leur exécution, n'a pas encore atteint le niveau nécessaire. Tout comme le Secrétaire général, M. Warsama espère que le CAC et le CPC collaboreront plus étroitement que par le passé. Le CAC devrait s'intéresser de près aux activités des organisations tant au stade de l'exécution qu'à celui de la programmation et de l'élaboration des principes, puisqu'il ressort clairement du rapport qu'il y a un chevauchement des efforts au sein du système des Nations Unies.

21. Par ailleurs, la délégation de la Somalie se rend parfaitement compte que la plupart des États Membres ne savent pas exactement ce qui se passe au niveau du CAC. Il importe donc que les membres du CPC participent aux travaux du CAC à tous les stades et soient parfaitement au courant des activités des diverses organisations, lesquelles devraient mettre à la disposition du CPC des rapports analytiques et d'autres renseignements sur leurs activités.

22. M. QADRUD-DIN (Pakistan) estime que le renforcement du rôle du CPC et la question de ses relations avec le CAC devraient être considérés dans le contexte du désir qu'ont les pays en développement d'assurer que les décisions des différents organes délibérants soient interprétées correctement.

23. En ce qui concerne les réunions communes, les améliorations proposées dans le document E/5892 devraient permettre au CPC de jouer un rôle plus efficace et de rester parfaitement au courant des travaux du CAC; elles constituent donc un pas dans la bonne direction. Si la présence du Président du CPC aux réunions du CAC donne de bons résultats, de qui est fort probable, de nouvelles mesures pourront être envisagées.

24. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il est normal que le Conseil économique et social commence ses travaux de 1977 en étudiant les moyens de renforcer les consultations entre le CPC et le CAC, surtout dans le contexte de la résolution 2008 (LX) du Conseil, qui définit le nouveau mandat du CPC. Il ressort clairement de la résolution 1643 (LI) du Conseil que les relations entre le CPC et le CAC devraient être modifiées afin de permettre au CAC d'aider le Conseil à améliorer la coordination.

25. Les débats qui ont eu lieu lors des réunions communes ont montré que tous les représentants des institutions spécialisées n'étaient pas disposés à s'engager sur la voie d'une coopération accrue. Ils semblent oublier que le CAC remplit une fonction auxiliaire envers les organes intergouvernementaux, qui sont les organes directeurs du sys-

tème. Les membres du CPC ont souvent fait observer que les fonctions du CAC ne sont pas clairement définies et que, en outre, le CAC continue à trop se préoccuper de questions de fond relatives à la politique générale, empiétant ainsi sur les fonctions des organes intergouvernementaux.

26. Au cours des cinq dernières années, le système de présentation de rapports utilisé par le CAC a été considérablement amélioré, et les États Membres sont maintenant mieux informés en ce qui concerne l'ordre du jour de cet organe. Cependant, ces améliorations ne devraient être considérées que comme une première étape en vue de l'application intégrale de la résolution 1643 (LI) du Conseil.

27. Les membres du CPC ont fréquemment déploré le fait que l'on continuait à les empêcher de participer aux réunions du CAC et de ses organes subsidiaires. Ceux qui s'opposent à cette participation invoquent les arguments les plus divers pour justifier leur position. Par exemple, ils prétendent que la présence de représentants de gouvernements pourrait entraver un échange de vues sincère entre les membres du CAC, surtout lorsqu'il s'agit de questions comme la coordination des plans, des budgets et des programmes de travail. Ces arguments sont sans fondement. L'accès aux réunions du CAC des membres du CPC intéressés ne pourrait que renforcer l'autorité du CAC et favoriser une coopération plus étroite entre les deux organes.

28. La délégation soviétique considère avec beaucoup d'intérêt la proposition tendant à ce que le Président du CPC soit invité à assister aux réunions du CAC. Une telle mesure renforcerait la confiance mutuelle et l'échange de vues entre les deux organes, surtout pour les membres du CPC qui ne sont pas du tout représentés au CAC.

29. Mme DERRE (France) rappelle que la délégation française a souvent fait part de son grand intérêt pour les réunions communes. Dans l'ensemble, la délégation française est d'accord avec les vues exprimées par le Président du CPC dans sa déclaration liminaire; elle partage l'opinion du Président lorsqu'il déplore que les représentants qui assistent aux réunions communes se sentent parfois un peu frustrés, et elle espère qu'à l'avenir un climat de confiance mutuelle plus grande régnera. Chacun doit faire un effort en ce sens. Etant donné qu'il est difficile d'aborder tous les problèmes lors des séries de réunions communes qui sont traditionnellement fort courtes, il faudrait envisager d'allonger ces dernières. La délégation française peut accepter toutes les conclusions du paragraphe 42 du rapport, sauf celle qui figure à l'alinéa d. Elle ne voit aucun intérêt pratique à ce que des représentants du CPC se rendent au siège des institutions spécialisées, puisque le CPC a toujours la possibilité de demander au CAC des renseignements sur certains points lors des réunions communes. Il suffirait que le Président du CPC, en consultation avec les autres membres, choisisse les sujets à examiner lors de réunions communes.

30. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) dit que, bien que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ne soit pas membre du CPC, il attache une grande importance à la coordination, d'autant plus qu'il s'agit d'un des principaux éléments de l'opération de

restructuration. La délégation de la République fédérale d'Allemagne estime que les réunions communes ont été utiles et devraient être maintenues. C'est pourquoi elle appuie les conclusions du document E/5892. Les réunions communes devraient avoir pour objet de susciter une compréhension mutuelle plus grande et une meilleure coordination et elles ne devraient pas entraîner la création de nouveaux mécanismes de coordination. M. York partage les doutes exprimés par certaines délégations à propos de l'alinéa *d* du paragraphe 42. L'ordre du jour des réunions communes devrait être élaboré avec plus de soin et il faudrait procéder à un examen approfondi de certaines questions minutieusement choisies, dans le but d'éliminer les doubles emplois, par exemple en ce qui concerne la portée et le mandat des conférences mondiales. La délégation de la République fédérale d'Allemagne convient également que le CPC et le CAC devraient examiner ensemble certaines questions où ils peuvent effectuer un travail utile aux stades de la programmation, de l'exécution et de l'évaluation.

31. M. ACEMAH (Ouganda) estime que les membres, ou à tout le moins le Président du CPC, devraient pouvoir assister aux réunions du CAC en tant qu'observateurs, tout comme les membres du CAC assistent aux réunions du CPC.

32. Les objectifs des réunions communes doivent être définis plus explicitement et, comme l'indique le paragraphe 42 du rapport, il est nécessaire de les préparer mieux et d'établir avec soin leur ordre du jour si l'on veut renforcer leur rôle. Les réunions communes ne devraient pas servir de tribune aux chefs des institutions spécialisées pour leur permettre de relater en détail les activités de leur organisation, comme cela a été le cas dans une certaine mesure lors de la dernière série de réunions. Il existe déjà des instances appropriées où les chefs des institutions spécialisées peuvent rendre compte annuellement de leurs travaux.

33. M. Acemah appuie les conclusions du paragraphe 42 et espère que la prochaine série de réunions communes contribuera encore à la réalisation du mandat original des réunions tel qu'il a été fixé par le Conseil dans sa résolution 1090 G (XXXIX).

34. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que sa délégation ayant déjà exprimé ses vues sur le fond du rapport à la reprise de la soixante et unième session, elle se limitera maintenant à faire des suggestions sur la manière dont le Conseil pourrait prendre note du rapport. Le Conseil pourrait prendre une décision sur la base du paragraphe 42, même si certaines réserves ont été exprimées à propos de certains alinéas. L'alinéa *a* pourrait être rendu plus précis en y mentionnant le fait que les réunions communes devraient avoir lieu avant la session d'été du Conseil. L'alinéa *d* devrait également être revu, car il ne reflète pas entièrement la proposition telle qu'elle a été discutée aux réunions communes; M. Marshall croit comprendre que l'idée originale était que les membres du CPC soient en mesure d'avoir des consultations avec de hauts fonctionnaires des institutions spécialisées. Etant donné que le Conseil pourra reprendre l'examen du rapport à sa soixante-troisième session, il voudra peut-être faire consigner son intention d'accorder une attention particulière au rapport à ce moment-là.

35. M. CARANICAS (Grèce) dit que, à son avis, il ne faut pas attendre trop des réunions communes, dont la durée limitée ne permet qu'un examen superficiel des documents. M. Caranicas convient que les réunions devraient avoir lieu juste avant la session d'été du Conseil. Cependant, s'il y a absence de dialogue, non seulement aux réunions communes, mais aussi pendant le reste de l'année, il ne serait pas réaliste de s'attendre à de grands progrès. En ce qui concerne l'alinéa *d* du paragraphe 42, M. Caranicas ne comprend pas pourquoi il a été proposé que des représentants du CPC se rendent au siège des institutions spécialisées, alors que l'on peut demander aux représentants de ces organisations d'assister aux réunions du CPC. M. Caranicas voudrait savoir si le représentant de l'OMS pourrait expliquer pourquoi une procédure aussi coûteuse a été proposée.

36. Mme KALM (Organisation mondiale de la santé) dit que le paragraphe 35 du rapport donne des indications sur le contexte dans lequel le Directeur général de l'OMS a fait sa proposition. Cette proposition visait non pas à remplacer la procédure habituelle, mais bien à offrir de nouvelles possibilités de communication. Mme Kalm a pris note des observations faites par les membres du Conseil, et elle peut leur donner l'assurance que l'OMS est prête à coopérer par tous les moyens.

37. M. CARANICAS (Grèce) doute que le fait de se rendre dans les institutions spécialisées puisse produire des résultats appréciables, et il se demande quels représentants seraient autorisés à se rendre dans ces organisations. En outre, d'autres organisations devraient être consultées au sujet de cette proposition. M. Caranicas doute que cette proposition soit réalisable en pratique.

38. Le PRESIDENT propose que le Conseil approuve les conclusions figurant au paragraphe 42 du document E/5892 compte dûment tenu des observations faites au cours des débats sur la question.

39. M. MARSHALL (Royaume-Uni) estime que le Conseil devrait aller plus loin et devrait élaborer un texte qui serait distribué aux membres du CPC et du CAC afin de leur faire part de ses observations sur la question.

40. M. CARANICAS (Grèce) demande au Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination de donner au Conseil certaines orientations au sujet de la décision qu'il devrait prendre.

41. M. NARASIMHAN (Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination) dit que les observations qui ont été faites à la présente séance donnent une orientation suffisante en ce qui concerne la manière dont il faudrait aborder les réunions communes. La prochaine série comprendra trois réunions, et les membres seront donc moins pressés par le temps qu'à la série précédente. Les réunions auront lieu les 4 et 5 juillet, juste avant le début de la session d'été du Conseil, et l'ordre du jour sera établi en coopération étroite avec le Président du CPC.

42. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, si le Conseil se borne à prendre note des conclusions du document E/5892, la délégation soviétique n'y verra aucune difficulté. Si, toutefois, le Conseil

décide de les approuver, la délégation soviétique souhaiterait qu'il soit officiellement noté qu'elle n'est pas d'accord avec toutes les conclusions. En particulier, elle désire exprimer une réserve au sujet de l'alinéa *d* du paragraphe 42, qui impliquerait l'utilisation d'une procédure excessivement compliquée et coûteuse. Il faut tenir compte des incidences financières des conclusions.

43. Le **PRESIDENT** propose que le Conseil prenne note des conclusions figurant dans le rapport du Président du

CPC et du Président du CAC sur les réunions communes de ces comités (E/5892), compte pleinement tenu des observations qui ont été faites à leur sujet.

Il en est ainsi décidé [décision 208 (ORG-77)].

44. Le **PRESIDENT** déclare que le Conseil a ainsi terminé l'examen du point 5 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 17 h 30.

2041^e séance

Judi 13 janvier 1977, à 11 h 15.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2041

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité des ressources naturelles sur sa deuxième session extraordinaire (E/L.1742)

1. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) présente, au nom du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, l'extrait du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa deuxième session extraordinaire (E/L.1742) et appelle l'attention du Conseil sur les trois recommandations que le Comité a formulées aux alinéas *a* à *c* du paragraphe 1 et sur les autres dispositions proposées à l'alinéa *d*. Après avoir lu une correction à apporter au texte de l'alinéa *d* consistant à supprimer les mots "le troisième rapport intérimaire du Secrétaire général (E/C.7/61), ainsi que", M. Cordovez note que le Comité souhaite également porter à l'attention du Conseil certaines questions qui sont exposées au paragraphe 2 du rapport.

2. M. ROUGE (France) déclare que sa délégation entend formuler quelques observations générales sur la préparation de la Conférence sur l'eau, notamment sur les travaux effectués par le Comité des ressources naturelles en tant que Comité préparatoire de la Conférence, et considérer quels sont les enseignements à tirer de l'expérience acquise lors de cette préparation. Le Conseil est saisi du rapport d'un organe subsidiaire, à savoir le Comité des ressources naturelles, et est donc habilité à prendre certaines mesures. Sans lui consacrer trop de temps et sans entrer dans le détail des questions de fond, le Conseil devrait étudier ce rapport et se pencher sur une plus vaste question : le fonctionnement de l'ensemble du système des Nations Unies. M. Rougé indique à cet égard que sa délégation accueillera avec intérêt les observations des autres membres du Conseil.

3. La délégation française s'inquiète de la lenteur avec laquelle progressent les préparatifs de la Conférence. A cinq semaines seulement de l'ouverture de la Conférence, le Comité n'a toujours pas été en mesure de convenir de ses objectifs et certains documents importants n'ont pas été distribués en temps voulu pour pouvoir faire l'objet d'un examen attentif. M. Rougé prie instamment le Président du Conseil de faire part au Secrétaire général de la Conférence

sur l'eau des inquiétudes que ces lacunes inspirent à la délégation française et à d'autres délégations. Il espère que la Conférence pourra éviter de consacrer trop de temps à des questions qui ont été insuffisamment préparées. La méthode appliquée pour élaborer le document récapitulant les mesures recommandées (E/C.7/L.52 et Add.1) — qui consiste à demander aux organismes régionaux d'étudier le problème et de présenter des rapports au Secrétariat central — est un excellent modèle pratique. Le document aidera la Conférence sur l'eau à prendre des décisions importantes et des mesures efficaces.

4. Les questions concernant l'eau mettent en jeu tous les aspects du système des Nations Unies, et le Conseil a un rôle particulièrement important à jouer dans la coordination des activités du secteur de l'eau à l'échelle du système. Le Conseil aura un rôle non moins important à jouer après la Conférence, lorsqu'il s'agira de répartir les diverses activités découlant de la Conférence entre les organismes compétents du système.

5. Enfin, le Comité préparatoire n'ayant pas réussi à s'entendre sur une question aussi essentielle que la formulation des objectifs de la Conférence, il serait bon que le Conseil étudie les avantages et les inconvénients qu'il y a à organiser de grandes conférences mondiales au lieu d'utiliser les instances internationales existantes.

6. M. CZARKOWSKI (Pologne) dit que sa délégation approuve dans l'ensemble les activités entreprises pour préparer la Conférence des Nations Unies sur l'eau et appuie les recommandations formulées au chapitre premier du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa deuxième session extraordinaire (E/L.1742). En ce qui concerne la documentation, la situation semble satisfaisante, mais la délégation polonaise craint qu'elle ne le soit moins en ce qui concerne les dispositions institutionnelles et le programme d'action. Les problèmes qu'a suscités l'examen par le Comité du document récapitulant les mesures recommandées (E/C.7/L.52 et Add.1) indiquent que la préparation a été insuffisante, ce qui entraînera des retards, notamment dans le domaine de l'instauration d'une coopération internationale dans le secteur de l'eau. Il faudra

déployer de nouveaux efforts pour activer la préparation de la Conférence dans ce domaine. La délégation polonaise appuie dans l'ensemble les mesures recommandées, mais émet des réserves à l'égard de certains points du chapitre III, qui traite de l'action au niveau international. Pour ce qui est tout d'abord des arrangements dans le domaine financier pour la mise en valeur des ressources en eau, elle estime que tout arrangement financier qui pourrait découler de la Conférence devrait être fondé sur le principe de la participation volontaire. La délégation polonaise est parfaitement consciente de l'importance de l'eau en tant que problème mondial, mais il faut à son avis faire preuve de prudence lorsqu'on envisage d'augmenter encore le nombre déjà élevé des institutions existantes. Par ailleurs, la délégation polonaise accepte le libellé de la recommandation relative à la coordination des programmes des Nations Unies en vue de l'application des propositions d'action, mais elle estime que l'accent devrait être mis sur la coordination des activités des institutions existantes et non sur la création de nouveaux organismes. Ce ne sont pas seulement les aspects financiers de l'action au niveau international mais la nécessité d'organiser cette action comme il convient qui préoccupe la délégation polonaise. Elle ne pense pas que la question de l'eau doive, comme celle de l'environnement, être confiée à un organisme distinct. Bien qu'elle soit quelque peu préoccupée par la prolifération des conférences internationales, elle appuie sans réserve la Conférence des Nations Unies sur l'eau.

7. M. VAN BUUREN (Pays-Bas) dit que sa délégation appuie le souhait manifesté par le Secrétariat de lier les résultats des conférences antérieures aux travaux de la Conférence sur l'eau. Les importantes recommandations de la récente Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition du revenu, le progrès social et la division internationale du travail¹ devraient notamment être examinées par la Conférence sur l'eau. M. van Buuren demande au Secrétaire général de la Conférence d'envisager d'élaborer, éventuellement en collaboration avec l'OIT, un document sur les répercussions qu'aurait la stratégie des besoins essentiels sur les politiques de l'approvisionnement en eau qui seront examinés à la Conférence.

8. M. MARTYENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que de nombreuses délégations ont noté que le document récapitulatif des mesures recommandées (E/C.7/L.52 et Add.1) est incomplet et ne répond pas entièrement à ses objectifs. Il espère que le Secrétariat continuera à y travailler et tiendra compte des vues exprimées tant lors des réunions régionales préparatoires qu'aux séances du Comité des ressources naturelles. La délégation ukrainienne émet des réserves notamment en ce qui concerne les paragraphes 101, 104 et 105 de ce document. Elle estime, comme le représentant de la Pologne, que toute décision de créer un nouveau fonds adoptée par la Conférence devrait être fondée sur le principe de la participation volontaire. La création d'un nouveau fonds devrait également être examinée dans le cadre des problèmes d'ensemble de la restructuration du système des Nations Unies et de la possibilité de regrouper des fonds existants. La délégation ukrainienne n'appuie pas, en règle générale, la création de nouveaux organismes et préférerait

que l'on utilise ceux qui existent déjà pour coordonner les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le secteur de l'eau. M. Martynenko estime en outre que la Conférence ne devrait prendre aucune décision qui puisse préjuger des travaux du Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies ou compliquer ces travaux.

9. Bien que le Comité des ressources naturelles ait consacré deux sessions extraordinaires à la préparation de la Conférence, il n'y a pas complètement réussi et la Conférence elle-même aura encore beaucoup à faire dans ce domaine. Aussi les délégations devraient-elles éviter d'adopter des décisions concernant des questions qui n'ont pas été suffisamment préparées.

10. M. FLEMING (Argentine) s'associe aux orateurs qui l'ont précédé et que préoccupe la question de la documentation établie pour la Conférence et il demande instamment au Secrétariat de prendre toutes les mesures voulues pour distribuer les documents en temps voulu pour permettre aux délégations de les étudier attentivement avant d'assister à la Conférence.

11. M. Fleming exprime sa gratitude aux délégations qui, dans diverses instances intergouvernementales, ont collaboré avec le Gouvernement argentin à la préparation de la Conférence. Il est particulièrement reconnaissant au secrétariat de la Conférence et au Secrétaire général de la Conférence, qui ont tout fait pour aider le Gouvernement argentin à la préparation au niveau national.

12. Revenant aux délibérations du Conseil sur le rapport du Comité des ressources naturelles, M. Fleming souligne qu'aucune décision prise par le Conseil ne devrait porter atteinte à l'autorité souveraine de la Conférence.

13. Aux récentes réunions qui ont eu lieu à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, il a été souligné que, dans l'intérêt du succès de la Conférence, les délégations participantes devraient être composées de représentants de rang élevé. A cet égard, M. Fleming appelle l'attention sur la déclaration faite par le chef de la délégation argentine à la deuxième session extraordinaire du Comité des ressources naturelles (voir E/C.7/SR.98).

14. Pour conclure, parlant au nom du Gouvernement et du peuple argentins, il donne au Conseil l'assurance qu'un accueil chaleureux attend les participants à la Conférence.

15. M. BARCELO (Mexique) dit que sa délégation est persuadée que l'Argentine accueillera la Conférence dans les meilleures conditions. Toutefois, elle s'inquiète quelque peu de la lenteur avec laquelle progressent les préparatifs. L'expérience montre que les conférences internationales n'ont de chances de succès que si elles sont préparées soigneusement et minutieusement. Cela dit, la délégation mexicaine est en mesure de s'associer aux recommandations du Comité des ressources naturelles.

16. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit que sa délégation comprend parfaitement l'inquiétude exprimée par certaines délégations; toutefois, elle est certaine que le secrétariat de la Conférence fera le nécessaire pour que la documentation soit distribuée à l'avance.

¹ Voir E/5857.

17. M. FANO (Secrétaire technique de la Conférence des Nations Unies sur l'eau) fait observer qu'un certain nombre de représentants se sont déclarés inquiets de la lenteur des préparatifs de la Conférence sur l'eau et de la date tardive à laquelle des documents importants ont été présentés au Comité des ressources naturelles en sa qualité de comité préparatoire de la Conférence. Comme le Secrétaire général de la Conférence l'a fait remarquer au Comité des ressources naturelles, ce retard a des causes dont beaucoup échappent à la maîtrise du secrétariat de la Conférence. Par exemple, le secrétariat n'a pu commencer à travailler à la récapitulation des mesures recommandées (E/C.7/L.52 et Add.1) avant le début du mois d'octobre, après la dernière des quatre réunions régionales préparatoires. Etant donné que la période de mise au point de ce document a coïncidé avec la trente et unième session de l'Assemblée générale, on n'a pu éviter que des versions dans les différentes langues ne sortent assez tard. La cinquième réunion régionale préparatoire pour la région de la CEAO n'a eu lieu qu'en décembre. Les recommandations de cette réunion seront insérées dans la version finale du document qui sera présenté à la Conférence.

18. Si les objectifs de la Conférence ont été repris dans l'un des documents principaux, c'est pour aider les participants qui pourraient ne pas connaître parfaitement le contexte général de la Conférence. Toutefois, il ne faut pas en conclure que ces objectifs n'ont été fixés que récemment; ils ont fait l'objet de débats au Comité des ressources naturelles lors de sa première session extraordinaire, et les réunions régionales préparatoires qui se sont tenues pendant l'été de 1976 en ont tenu compte lors de leurs débats sur les questions de fond.

19. Le secrétariat de la Conférence s'est efforcé dans toute la mesure possible de reprendre intégralement dans le document E/C.7/L.52 et Add.1 les recommandations issues des différentes réunions régionales préparatoires. Lorsque les différentes régions ont adopté des positions différentes sur un problème, les différents points de vue ont été exposés.

20. Les documents mentionnés dans le document E/L.1742 (par. 1, al. d) ont été mis au point pendant le deuxième semestre de 1976, suite à une recommandation d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, qui avait prié le Secrétaire général de la Conférence sur l'eau de développer sa recommandation sur l'approvisionnement public en eau. Le Secrétaire général de la Conférence sur l'eau a pensé que, vu cette recommandation, il serait utile de réunir une équipe spéciale chargée d'étudier ce problème en coopération avec l'OMS, la Banque mondiale et le FISE, afin de s'efforcer de dégager les stratégies nécessaires à la mise en oeuvre de la recommandation d'Habitat. Il a également considéré qu'il serait souhaitable de donner suite à certaines recommandations d'autres conférences internationales, notamment la Conférence mondiale de l'alimentation, et de tenir compte des travaux du Programme hydrologique international, de manière à disposer de documents d'appui concernant l'agriculture et l'évaluation des besoins en matière d'approvisionnement public en eau. La réunion de l'équipe spéciale de la coopération technique entre pays en développement a eu lieu compte tenu de la décision du Conseil lui-même pendant l'été 1976 /résolution 2023 (LXI)/. Les institu-

tions spécialisées ont aidé à l'élaboration de la documentation destinée à toutes ces réunions, ce qui a entraîné quelque retard.

21. Pour l'organisation des réunions régionales préparatoires, le secrétariat de la Conférence a travaillé en étroite coopération avec les commissions régionales et les institutions spécialisées, de manière que les réunions soient aussi coordonnées que possible. M. Fano remercie à ce sujet le représentant de la France de ses observations favorables.

22. Il ne reste que deux semaines avant la date à laquelle la documentation relative à la Conférence doit être distribuée aux gouvernements. Il est donc trop tard, malheureusement, pour accéder à la demande du représentant des Pays-Bas et mettre au point un nouveau document sur les rapports entre la Conférence mondiale tripartite et les problèmes de l'eau. M. Fano se réjouit qu'il ait été suggéré de demander à l'OIT si, à la lumière de son expérience, elle pourrait présenter un bref exposé sur ce sujet.

23. M. CHEVRON (Organisation internationale du Travail) dit que le Bureau international du Travail ne demande pas mieux que de coopérer avec le secrétariat de la Conférence sur l'eau à la mise au point d'un document où serait établi le rapport entre cette conférence et les recommandations pertinentes issues de la Conférence mondiale tripartite.

24. Le PRESIDENT suggère que le Conseil ayant examiné le chapitre premier du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa deuxième session extraordinaire (E/L.1742) approuve les recommandations formulées par le Comité aux alinéas a à c et à l'alinéa d du paragraphe 1, tel qu'il a été oralement révisé par le Secrétaire du Conseil.

Il en est ainsi décidé [décision 207 (ORG-77), al. a].

25. M. VOLOCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole à propos du sous-alinéa iv de l'alinéa c du paragraphe 1, suggère qu'il serait préférable d'exprimer le souhait que les déclarations en séance plénière ne dépassent pas quinze minutes plutôt que de limiter impérativement le temps de parole.

26. M. WARSAMA (Somalie) dit qu'il partage le souci du représentant soviétique; il pense qu'il serait préférable de laisser à la Conférence le soin de décider, plutôt que d'inclure une limitation du temps de parole dans le règlement intérieur.

27. Il espère que les participants qui désireront prendre la parole pendant la discussion générale pourront se faire inscrire sur la liste des orateurs non seulement à l'avance, au Siège de l'ONU, mais également une fois arrivés sur les lieux de la Conférence.

28. Il suggère que le rapport sur les consultations tenues lors des réunions préalables à la Conférence, dont il est question au sous-alinéa i de l'alinéa c du paragraphe 1, soit oral ou écrit selon ce que décidera le Président desdites réunions.

29. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) explique que la disposition du règlement intérieur qui limite le temps de parole a été adoptée par Habitat et y a été appliquée sans aucune difficulté. L'avantage en est que les personnalités

gouvernementales, qui ne disposent que de très peu de temps peuvent espérer prendre la parole à peu près à l'heure pour laquelle elles se sont inscrites. En tout état de cause, la limitation proposée ne pourra être adoptée que par la Conférence elle-même, qui prendra sa décision en tenant compte des recommandations des réunions préalables. La liste des orateurs devant être ouverte le 22 février, le secrétariat de la Conférence sera en mesure d'informer les participants aux réunions préalables du nombre des orateurs inscrits sur la liste à la date du 12 mars. Selon l'usage établi, la liste des orateurs ne sera pas close avant le deuxième ou le troisième jour de la Conférence. M. Cordovez pense avec le représentant de la Somalie qu'il n'est pas nécessaire de préciser que le rapport sur les réunions préalables doit être oral; les rapports de ce genre le sont habituellement, pour la simple raison que le temps manque pour rédiger un rapport écrit. En conclusion, il fait remarquer qu'il est demandé au Conseil de prendre note des décisions du Comité des ressources naturelles qui figurent aux sous alinéas i à iv de l'alinéa c du paragraphe 1, plutôt que de les approuver, étant bien entendu que ces décisions devront être approuvées par les réunions préalables à la Conférence.

30. Le **PRESIDENT** suggère que le Conseil prenne note des décisions du Comité des ressources naturelles qui figurent aux sous alinéas i à iv de l'alinéa c du paragraphe 1 et aux alinéas a à c du paragraphe 2, compte dûment tenu des observations qui ont été faites à leur sujet.

Il en est ainsi décidé [décision 207 (ORG-77), al. b].

31. Le **PRESIDENT** annonce que le Conseil a achevé l'examen du point 4 de l'ordre du jour

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil (E/5899)

32. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que le document E/5899, où figure le règlement intérieur révisé proposé des commissions techniques, n'appelle pas d'explications complémentaires. Il a été rédigé de telle manière que les délégations puissent avoir les renseignements généraux sur chaque article, et juger de sa conformité avec

l'article correspondant du règlement intérieur du Conseil lui-même. En se reportant aux observations qui figurent dans la troisième colonne de l'annexe, on peut voir que les articles sont tout à fait semblables à ceux du règlement intérieur du Conseil et qu'on n'a fait que les adapter *mutatis mutandis* aux besoins des commissions techniques.

33. Le représentant de l'Union soviétique a suggéré, à la première séance de la session d'organisation, avant l'adoption de l'ordre du jour, de remettre l'examen du point 6 à la soixante-deuxième session. Si le Conseil se range à cet avis et décide d'examiner le règlement intérieur révisé dans le cadre de l'examen du point relatif à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, que les membres du Conseil ont officieusement décidé d'inclure à l'ordre du jour de la session de printemps, M. Cordovez suggère que l'on fixe au 15 mars la date limite pour la présentation de toute correction ou modification au règlement intérieur révisé proposé. Cela permettrait au Conseil d'être saisi par écrit de toute proposition ou modification.

34. M. CARANICAS (Grèce) appui cette suggestion et notamment la date limite du 15 mars.

35. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souscrit également à cette procédure, étant entendu que les délégations pourront présenter d'autres corrections ou modifications au cours de la session de printemps.

36. Le **PRESIDENT** suggère que le Conseil renvoie l'examen du point 6 à la soixante-deuxième session et fixe au 15 mars 1977 la date limite pour l'envoi de corrections ou d'amendements officiels au projet de règlement intérieur révisé des commissions techniques qui est proposé dans le document E/5899, sans préjudice du droit des délégations de soumettre d'autres propositions lors de l'examen de la question.

Il en est ainsi décidé [décision 209 (ORG-77)].

37. Le **PRESIDENT** annonce que le Conseil a achevé l'examen du point 6 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 35.

2042^e séance

Jeudi 13 janvier 1977, à 16 h 20.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2042

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Election de membres des organes subsidiaires du Conseil et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques

1. Le **PRESIDENT** précise que les élections auront lieu dans le même ordre que celui qui est indiqué dans les annotations au point 7 de l'ordre du jour (E/5901).

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (E/L.1741)

2. Le **PRESIDENT** dit avoir été informé que deux groupes de pays souhaitent que les élections au Conseil d'administration soient différées jusqu'à la soixante-deuxième session. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil accepte ce renvoi des élections.

Il en est ainsi décidé.

CONSEIL DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

3. Le **PRESIDENT** suggère que, faute de candidats, le Conseil renvoie l'élection des membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à la soixante-deuxième session.

Il en est ainsi décidé.

COMITE DES RESSOURCES NATURELLES

4. Mlle **ST. CLAIRE** (Secrétaire adjointe du Conseil) signale qu'il n'y a qu'un seul candidat alors que quatre sièges sont vacants au Comité des ressources naturelles. Les Philippines sont le candidat des pays asiatiques pour un mandat de quatre ans prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1980.

5. Le **PRESIDENT** dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil entend élire les Philippines par acclamation et, en l'absence de candidats aux autres sièges vacants, reporter les élections à ces sièges à la soixante-deuxième session.

Il en est ainsi décidé.

COMITE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

6. Mlle **ST. CLAIRE** (Secrétaire adjointe du Conseil) dit qu'il n'y a pas de candidats aux sièges vacants au Comité de la science et de la technique au service du développement.

7. Pour M. **MAHBOUB** (Soudan), il semble y avoir une certaine confusion puisque le Groupe africain a approuvé une candidature au Comité de la science et de la technique au service du développement et a adressé au Secrétariat une communication à cet effet. Il propose donc que l'élection du candidat des Etats africains soit reportée à la séance suivante.

8. Mlle **ST. CLAIRE** (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que le Secrétariat n'a pas reçu la communication en question.

9. Mlle **BALOGUN** (Nigéria) confirme qu'il existe bien un candidat des pays africains et soutient la proposition faite par le représentant du Soudan.

La proposition est adoptée.

10. Le **PRESIDENT** suggère que en l'absence de candidats aux autres sièges vacants au Comité de la science et de la technique au service du développement, le Conseil renvoie à sa soixante-deuxième session les élections à ces sièges.

Il en est ainsi décidé.

COMITE DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION

Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption

11. Le **PRESIDENT** suggère que, faute de candidats, le Conseil renvoie à la soixante-deuxième session l'élection des

membres du Comité de l'examen et de l'évaluation et du Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption.

Il en est ainsi décidé.

COMITE CHARGE DES NEGOCIATIONS AVEC LES INSTITUTIONS INTERGOUVERNEMENTALES EN VUE D'UN ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

12. Le **PRESIDENT** estime que le Conseil devrait remettre l'examen de la question au lendemain, un projet de décision touchant cette question devant lui être alors communiqué.

Il en est ainsi décidé.

NOMINATION D'UN MEMBRE DU COMITE POUR LA PREVENTION DU CRIME ET LA LUTTE CONTRE LA DELINQUANCE (E/5903)

13. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à confirmer la nomination de la personne recommandée par le Secrétaire général dans le document E/5903.

Il en est ainsi décidé.

COMITE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

14. Le **PRESIDENT** indique que le Secrétaire général a été informé de ce que les Pays-Bas souhaitent ne plus faire partie du Comité des organisations non gouvernementales à compter du 1^{er} janvier 1977. Le Groupe des pays d'Europe occidentale et d'autres pays a approuvé la candidature de la Suède au siège laissé vacant par les Pays-Bas. Le Président suggère donc que le Conseil élise la Suède par acclamation pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la fin de 1978.

Il en est ainsi décidé.

CONFIRMATION DE LA NOMINATION DE REPRESENTANTS AUX COMMISSIONS TECHNIQUES (E/5897 ET ADD.1 A 3, E/5898)

15. Le **PRESIDENT** dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil décide de confirmer la nomination des représentants aux commissions techniques dont les noms figurent dans le document E/5897 et Add.1 à 3 et celle des trois représentants indiquées dans le document E/5898, qui ont été désignés comme membres de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et Moyen-Orient.

Il en est ainsi décidé.

16. M. **ROUGE** (France), appuyé par M. **CARANICAS** (Grèce), propose que le Secrétariat étudie la possibilité de supprimer la formalité superflue à laquelle le Conseil vient de se livrer et présente ses conclusions au Conseil à la première occasion, peut-être au titre du point relatif à la restructuration. Les gouvernements ont le droit de choisir

leurs propres représentants et tous les gouvernements sont disposés à respecter le choix des autres.

17. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) fait observer que si l'on décidait d'éliminer la procédure de confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques, il faudrait modifier toutes les résolutions du Conseil qui ont porté création de ces commissions, lesquelles remontent toutes à 1946, ainsi que les articles 12 et 13 du règlement intérieur des commissions techniques.

18. Le PRESIDENT suggère de prier le Secrétariat d'établir un document où il décrirait brièvement les mesures qu'il y aurait lieu de prendre afin d'éliminer la formalité que représente la confirmation de la nomination des représentants aux commissions techniques.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 50.

2043^e séance

Vendredi 14 janvier 1977, à 11 h 15.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2043

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail de base du Conseil pour 1977 (*suite**) [E/5900, E/5905, E/L.1743]

1. Le PRESIDENT appelle l'attention sur le projet de décision E/L.1743, qu'il a établi en sa qualité de président eu égard aux réunions consultatives déjà tenues pendant la session du Conseil. On avait espéré que, selon la tradition, le projet de décision concernant le programme de travail de base du Conseil ferait l'objet d'un consensus, mais malheureusement, malgré leurs efforts, les délégations ne sont pas parvenues à un consensus sur le projet de décision figurant à l'alinéa e du paragraphe 4 du document E/L.1743, concernant la résolution 31/33 de l'Assemblée générale.

2. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il serait préférable d'aligner le libellé du point 10 de l'ordre du jour qui, aux termes du projet de décision, devrait être examiné à la soixante-deuxième session sur le titre officiel de la Décennie des Nations Unies pour la femme. En conséquence, il propose de remplacer les mots "activités destinées à la promotion de la femme" par "Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix".

3. M. TEMPLETON (Nouvelle-Zélande) n'aura pas d'objection à la proposition de l'Union soviétique s'il est entendu que le nouveau libellé du point 10 de l'ordre du jour couvre toutes les questions énumérées au chapitre IV du document E/5900 dans la section relative aux activités destinées à la promotion de la femme, y compris le rapport de la Commission de la condition de la femme. Sinon, la délégation néo-zélandaise ne saurait accepter une limitation de l'énoncé du point 10 de l'ordre du jour.

4. M. MARSHALL (Royaume-Uni) fait observer que la Commission de la condition de la femme est plus ancienne et que son mandat recouvre des activités plus vastes que la

Décennie des Nations Unies pour la femme. Il faut donc trouver, pour le point 10 de l'ordre du jour, un intitulé plus large que celui qui a été proposé par le représentant de l'Union soviétique.

5. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose de conserver le libellé actuel et d'y ajouter les mots "Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix".

Il en est ainsi décidé.

6. M. MARSHALL (Royaume-Uni) propose de supprimer les mots "31/33 relative aux conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe," à l'alinéa e du paragraphe 4 du document E/L.1743. Au paragraphe 8 du dispositif de cette résolution, l'Assemblée générale a demandé au Conseil économique et social d'entreprendre une tâche qui, de l'avis du Gouvernement britannique, n'est nullement de son ressort puisqu'il s'agirait, de la part d'un organe créé en application de la Charte des Nations Unies, d'examiner la manière dont certains gouvernements membres s'acquittent, dans un autre organe issu de la Charte, des responsabilités qui leur incombent en vertu de cette même Charte.

7. En formulant cette demande, l'Assemblée générale a placé le Conseil économique et social devant un problème délicat. La délégation britannique respecte et partage sans réserve la position selon laquelle le Conseil doit normalement faire ce que l'Assemblée générale lui demande. Par contre, elle n'admet pas que le Conseil économique et social, qui est un organe créé en vertu de la Charte, n'ait aucune latitude quant à la manière de s'acquitter de ses responsabilités, ou que la seule possibilité qui s'offre à lui dans les circonstances actuelles soit celle qui est proposée dans le document E/L.1743. Le Conseil doit examiner attentivement les conséquences qu'aurait le fait de mentionner la résolution 31/33 de l'Assemblée générale dans son programme de travail. Bien que le paragraphe 8 du

* Reprise des débats de la 2039^e séance.

dispositif de cette résolution vise expressément trois Etats Membres et porte sur une question précise, l'idée sous-jacente concerne tous les Etats Membres de l'ONU et toutes les questions dont ils pourraient être saisis.

8. Le fond du problème pourrait être examiné au sein de l'instance compétente et en temps opportun. La délégation britannique, pour sa part, n'aurait aucune difficulté à justifier les positions prises par son gouvernement. Elle est très reconnaissante à tous ceux qui ont recherché un moyen de permettre au Conseil de parvenir au consensus traditionnel qui convient à l'établissement du programme de travail. Le fait que le Conseil ne puisse s'entendre sur l'alinéa *e* du paragraphe 4 ne doit nuire ni au consensus auquel on est parvenu sur tous les autres points ni à l'esprit dans lequel les membres du Conseil doivent travailler ensemble.

9. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) dit que l'important n'est pas que le Conseil n'ait pas pu parvenir à un accord sur l'alinéa *e* du paragraphe 4, mais qu'il ait pu s'entendre sur tout le reste. La délégation des Etats-Unis appuie la proposition du Royaume-Uni et souscrit aux arguments avancés pour la justifier. Il ne s'agit pas essentiellement d'une question de politique économique ou sociale mais d'une question de principe qui met en jeu d'importants éléments politiques. Dans une certaine mesure, la résolution 31/33 de l'Assemblée générale est fondée sur un mauvais principe et mal avisée au point de vue politique, et toute décision du Conseil tendant à renvoyer la question à la Commission des droits de l'homme le serait aussi. La délégation des Etats-Unis attache une grande importance au fond de la question et maintient les vues qu'elles a exprimées à ce sujet à la Troisième Commission de l'Assemblée générale, lors de la trente et unième session. Elle continue de penser que la meilleure manière d'organiser les travaux du Conseil est d'agir par voie de consensus véritable. Or, un tel consensus n'a pas été possible au sujet de l'alinéa en question.

10. M. ROUGE (France) appuie les vues exprimées par les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Le membre de phrase considéré devrait être supprimé pour des raisons politiques et juridiques qui ne modifient en rien le fond de la question.

11. M. MAHGOUB (Soudan) estime qu'il faut faire une distinction entre les aspects de procédure et de fond en ce qui concerne la question dont le Conseil est saisi. Omettre la référence à la résolution 31/33 de l'Assemblée générale à l'alinéa *e* du paragraphe 4 reviendrait à contester une décision de l'Assemblée générale. La délégation soudanaise comprend les difficultés que soulève pour certaines délégations la mention de cette résolution et elle est consciente de ses implications politiques. Toutefois, l'*apartheid* est une réalité économique et sociale et le Conseil économique et social ne saurait échapper à ses responsabilités à cet égard. La délégation soudanaise ne saurait donc accepter aucune modification du libellé figurant dans le document E/L.1743.

12. M. BAMBA (Haute-Volta) regrette que le Conseil n'ait pas pu parvenir à un consensus sur le membre de phrase en question. L'Assemblée générale devrait pouvoir rappeler leurs responsabilités aux membres du Conseil économique

et social qui jouissent du droit de veto au Conseil de sécurité, et une étude des conséquences de l'usage du veto serait un bon moyen de le faire. La délégation de la Haute-Volta ne saurait donc souscrire à la proposition du Royaume-Uni.

13. M. BENHOCINE (Algérie) dit que sa délégation regrette, elle aussi, que le Conseil n'ait pu parvenir à un consensus sur l'alinéa *e* du paragraphe 4, d'autant plus que, du point de vue de la procédure, toutes les dispositions figurant dans le document E/L.1743 sont strictement conformes aux méthodes de travail habituelles du Conseil.

14. Au cours de précédentes interventions, certains représentants ont évoqué une question de principe. Or, la suppression de la référence à la résolution 31/33 de l'Assemblée générale serait contraire à un principe fondamental, à savoir la suprématie des décisions prises par l'Assemblée générale en tant qu'organe suprême de l'ONU. En l'occurrence, l'Assemblée générale a adopté une résolution dont certains de ses membres n'approuvent pas le contenu. On devrait débattre des dispositions de la résolution en question dans d'autres instances et les délégations qui ont des objections à formuler au sujet du contenu de la résolution pourraient simplement les faire consigner dans les comptes rendus de la présente session, tout en consentant à adopter le programme de travail du Conseil par consensus. C'est là la procédure normale.

15. M. IBRAHIM (Ethiopie) fait observer que les sessions d'organisation du Conseil ont pour seule tâche de répartir les questions qui lui ont été renvoyées par des organes délibérants entre les deux sessions annuelles. Le Conseil n'est pas en droit, durant la session d'organisation, de décider de ne pas inscrire une question au programme de travail de base. Les délégations qui ont des objections à formuler à l'égard du contenu de certaines questions devraient attendre pour ce faire que le Conseil examine lesdites questions quant au fond. La délégation éthiopienne estime donc qu'il serait tout à fait inopportun de mettre la proposition du Royaume-Uni aux voix.

16. Mlle ILIĆ (Yougoslavie) regrette que l'on n'ait pu parvenir à un consensus sur l'alinéa *e* du paragraphe 4 et estime, comme les représentants du Soudan, de la Haute-Volta et de l'Algérie, qu'il est nécessaire de conserver le paragraphe tel qu'il est.

17. Mlle BALOGUN (Nigéria) demande instamment à la délégation britannique de retirer sa proposition. L'Assemblée générale a adopté une résolution qui assigne au Conseil économique et social une tâche précise et le Conseil aurait tort de remettre cette décision en question. En outre, le Conseil ne devrait pas débattre de la façon de traiter telle ou telle question au cours de sa session d'organisation; ce serait donc une erreur que de mettre la proposition du Royaume-Uni aux voix.

18. M. ACEMAH (Ouganda) dit que sa délégation partage les vues exprimées par les représentants du Nigéria, de la Haute-Volta, de la Yougoslavie, du Soudan et de l'Algérie. Elle regrette que le Conseil n'ait pu, en dépit des consultations intensives et des réunions officieuses qui ont eu lieu, parvenir à un accord. La question dont le Conseil est saisi est une question de pure procédure. Le Conseil n'est pas

habilité à contester une décision de l'Assemblée générale, qui est un organe de rang plus élevé. La délégation ougandaise ne peut donc approuver la proposition visant à supprimer la référence à la résolution 31/33 de l'Assemblée générale.

19. Mme MAIR (Jamaïque) dit que sa délégation se préoccupe essentiellement du statut dont jouissent les décisions de l'Assemblée générale dans le cadre de l'ONU. Leur primauté serait gravement entamée si le Conseil décidait de supprimer la référence à la résolution 31/33 de l'Assemblée générale à l'alinéa e du paragraphe 4. Les vues de la délégation jamaïcaine sur ce point ne préjugent en rien de sa position sur la teneur de la question, qui pourrait être examinée en temps et lieu opportuns.

20. M. QADRUD-DIN (Pakistan) dit que la discussion semble porter sur deux questions distinctes. La première et la plus importante est la question de procédure; il s'agit de savoir si le Conseil peut refuser d'appliquer les directives qu'il a reçues de l'Assemblée générale. La délégation pakistanaise estime que non. La deuxième question a trait aux difficultés que soulève pour certaines délégations le contenu de la résolution 31/33 de l'Assemblée générale. De l'avis de la délégation pakistanaise, c'est devant l'Assemblée générale qu'il convenait d'exprimer une opinion sur le fond de la résolution; l'examen de cette question aux prochaines sessions du Conseil et de la Commission des droits de l'homme fourniront une nouvelle occasion d'aborder ce sujet. La délégation pakistanaise ne peut donc accepter la proposition britannique et espère que cette dernière ne la maintiendra pas.

21. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation espère que le projet de programme de travail de base proposé par le Président (E/L.1743) pourra être adopté par consensus, mais qu'elle estime que la proposition présentée par le représentant du Royaume-Uni soulève une importante question de procédure, qui est de savoir si un organe créé par la Charte peut examiner les activités d'un autre organe pareillement créé. En adoptant le projet tel qu'il est libellé, le Conseil ne ferait que renvoyer le problème à la Commission des droits de l'homme, où il n'a pas sa place. C'est pourquoi la délégation de la République fédérale d'Allemagne appuie la proposition du Royaume-Uni.

22. M. GAMBOA (Venezuela) reconnaît qu'il ne sera pas aisé pour le Conseil de parvenir à un consensus sur la question mais estime que, puisqu'une décision a été prise par l'Assemblée générale en ce qui concerne la résolution 31/33, le Conseil créerait un dangereux précédent en adoptant l'amendement proposé par la délégation britannique.

23. M. ALSAIDI (Yémen) dit que sa délégation ne peut accepter que l'on apporte une quelconque modification à l'alinéa e du paragraphe 4 et souhaite que l'on conserve le libellé qui a été proposé par le Président.

24. M. YANKOV (Bulgarie) dit que le problème est triple. Il y a d'abord un problème de procédure: l'Assemblée générale a adopté une résolution et le Conseil, en vertu du paragraphe 2 de l'article 9 de son règlement intérieur, doit inscrire le point en question à son ordre du jour

provisoire. Deuxièmement, il existe un problème constitutionnel, qui est de savoir si le Conseil est compétent pour contester ou interpréter les dispositions de la Charte. De telles considérations sont sans rapport avec le point en litige et ne devraient être abordées qu'au cours d'une discussion qui leur serait spécialement consacrée. Enfin, il existe un problème politique ou de fond, qui est de savoir si le Conseil devrait être tenu de porter un jugement au sujet du principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité.

25. M. Yankov reconnaît, comme le représentant de l'Ethiopie, qu'un vote peut être évité puisque le Conseil a été expressément invité, en vertu du paragraphe 8 de la résolution 31/33 de l'Assemblée générale, à examiner une certaine question en collaboration avec la Commission des droits de l'homme. Il fait observer que, lorsque le Conseil entamerait la discussion sur le fond de la question, il pourrait se déclarer incompétent en ce qui concerne l'aspect constitutionnel du problème. Quoi qu'il en soit, le Conseil n'a pas à prendre de décision formelle à l'heure actuelle, et la procédure la plus impartiale consisterait à appliquer les directives de l'Assemblée générale. Le représentant de la Bulgarie demande instamment aux délégations qui appuient l'amendement britannique de ne pas préjuger de la décision du Conseil.

26. M. BARCELO (Mexique) estime que la déclaration du représentant de la Bulgarie montre clairement qu'il s'agit exclusivement d'une question de procédure et que, conformément au règlement intérieur, le Conseil doit inscrire à son ordre du jour provisoire toutes les questions qui lui ont été renvoyées par l'Assemblée générale. Il est même inutile de procéder à un vote sur la question.

27. Mlle BALOGUN (Nigéria) estime que le Président du Conseil a le pouvoir de décider que la question n'a pas à être débattue, le Conseil n'étant pas habilité, à sa session d'organisation, à refuser de s'acquitter de ses obligations. Diverses résolutions suscitent des difficultés pour de nombreux Etats Membres, mais ils n'ont pas demandé – et ne sont d'ailleurs pas en droit de demander – la suppression de questions qui vont à l'encontre de leurs intérêts. Mlle Balogun demande au Président de statuer et de clore le débat.

28. M. KANAZAWA (Japon) dit que sa délégation a déjà émis des réserves à propos de la résolution 31/33 de l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne ses aspects constitutionnels, et qu'elle appuie la proposition du Royaume-Uni visant à supprimer la référence à cette résolution à l'alinéa e du paragraphe 4.

29. Pour M. IBRAHIM (Ethiopie), la déclaration du représentant de la Bulgarie a contribué à éclaircir le problème. A son avis, l'Assemblée a chargé le Conseil d'inscrire à son ordre du jour provisoire toute une question, sans fractionnement ni modification possible. Il demande au Président de prendre une décision en la matière.

30. M. DIRAR (Observateur de l'Organisation de l'unité africaine) dit que son organisation attache une grande importance au fond de la résolution 31/33 et qu'elle s'inquiète du dangereux précédent créé par le débat de procédure en cours. L'OUA appuie sans réserve l'inscription de toute la question à l'ordre du jour provisoire du Conseil.

31. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a soigneusement évité d'aborder le fond de la question car la session d'organisation n'est pas le forum où il convient d'en traiter. Il souhaite cependant éviter tout quiproquo. La position de sa délégation à l'égard de l'*apartheid* et du gouvernement par la majorité en Afrique australe est parfaitement claire et connue de tous et n'a pas changé. Elle n'est pas sans éprouver des difficultés touchant certaines questions et résolutions figurant à l'ordre du jour provisoire, mais estime que le problème de procédure soulevé par la mention de la résolution 31/33 est unique et important et pose une question de principe visant les pouvoirs institués par la Charte.

32. M. YANKOV (Bulgarie) dit que les pouvoirs du Conseil et de l'Assemblée générale sont clairement définis dans la Charte et que l'Article 66 précise les rapports entre ces deux organes.

33. Le Conseil doit maintenant résoudre la question préliminaire de savoir s'il convient de prendre une décision sur l'inscription ou la non-inscription d'une question à son ordre du jour. Ce qu'il faut, c'est déterminer s'il doit pour cela prendre une décision formelle ou procéder par consensus.

34. M. Yankov note que le paragraphe 2 de l'article 9 du règlement intérieur du Conseil, qui traite de l'établissement de l'ordre du jour provisoire, a été rédigé conformément à l'Article 66 de la Charte et que le Conseil ne peut dès lors pas prendre de décision sur la recevabilité d'une question mais seulement l'intérêt qu'elle présente.

35. M. Yankov appuie le représentant de l'Ethiopie qui a demandé au Président de prendre une décision en la matière ou d'inviter le Conseil à trancher la question préliminaire.

36. Mlle BALOGUN (Nigéria) suggère de tenir des consultations officieuses; si le problème ne peut être réglé par cette voie, sa délégation se réserve le droit de demander au Président de l'Assemblée générale de donner son avis.

37. Le PRESIDENT suggère que le Conseil vote sur la motion de la Bulgarie qui, conformément à l'article 56 du règlement intérieur, tend à ce qu'il soit statué sur la compétence du Conseil à adopter la proposition du Royaume-Uni.

38. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que les observations du représentant de la Bulgarie ne relèvent qu'en partie de la question à l'examen et ne l'expliquent qu'en partie. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 du règlement intérieur, que ce représentant a citées, ne sont pas en jeu. Le but de la proposition de sa délégation est d'éviter de prendre une décision aussi riche en aspects tant politiques que constitutionnels et touchant à la procédure que la décision de renvoyer au stade actuel la question à la Commission des droits de l'homme. C'est un point que le représentant de la Bulgarie n'a pas abordé.

39. Mlle BALOGUN (Nigéria) suggère que le Conseil vote sur la motion de la Bulgarie.

40. M. IBRAHIM (Ethiopie) suggère que le Conseil vote sur la proposition du Royaume-Uni.

41. Mlle BALOGUN (Nigéria) réitère sa suggestion : le Conseil devrait voter sur la motion affirmant qu'il n'est pas compétent pour examiner la proposition de la délégation britannique.

42. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) dit que l'article 9 du règlement intérieur n'est de toute évidence pas pertinent, le secrétariat du Conseil ayant déjà inclus cette question dans le projet de programme de travail de base. Les dispositions pertinentes se trouvent en fait au paragraphe 1 de l'article 13 du règlement intérieur qui n'a qu'une signification possible, à savoir que le Conseil peut adopter l'ordre du jour de son choix, sans qu'il soit obligatoirement celui qu'a établi le Secrétariat. Cela étant, le but de la proposition du Royaume-Uni est de déterminer si la résolution 31/33 doit être renvoyée à la Commission des droits de l'homme ou non.

43. M. WARSAMA (Somalie) dit que le Conseil ne saurait négliger l'invitation que l'Assemblée générale lui a adressée au paragraphe 8 de sa résolution 31/33. Le problème à résoudre est donc de déterminer si le Conseil peut refuser d'examiner une question qui lui est renvoyée par l'Assemblée.

44. M. BENHOCINE (Algérie) dit que la proposition du Royaume-Uni semble être différemment interprétée par différentes délégations. De l'avis de la délégation algérienne, adopter cette proposition reviendrait, pour le Conseil, à ne pas faire droit à une demande de l'Assemblée générale au moment voulu. L'Assemblée a invité le Conseil à examiner la question et à lui soumettre un rapport lors de sa trente-troisième session. Si la question n'est pas immédiatement renvoyée à la Commission des droits de l'homme, il sera impossible d'en finir l'étude à la date prévue. M. Benhocine estime que le Conseil doit décider s'il a compétence pour voter sur la proposition britannique.

45. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) tend à se ranger à l'avis du représentant de l'Algérie. Si le problème à résoudre est simplement de déterminer si le Conseil doit s'assurer la collaboration de la Commission des droits de l'homme, qui est un organe subsidiaire, M. Lindenberg Sette serait enclin à souscrire à l'opinion que le Conseil peut se passer de cette collaboration s'il le souhaite. La question doit néanmoins figurer quelque part à l'ordre du jour du Conseil puisque celui-ci ne saurait purement et simplement ignorer une demande de l'Assemblée générale.

46. M. AMIRDIVANI (Iran) dit que sa délégation considère la proposition du Royaume-Uni comme un amendement, aux termes de l'article 66 du règlement intérieur.

47. M. BAMBA (Haute-Volta) estime, comme le représentant du Brésil, que même si la question n'est pas renvoyée à la Commission des droits de l'homme, elle doit figurer à l'ordre du jour du Conseil. Par ailleurs, il n'est pas du tout persuadé que le Conseil soit habilité à mettre en question un jugement porté par l'Assemblée générale, pour qui la Commission des droits de l'homme est l'organe compétent pour étudier la question.

48. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que la motion concernant la compétence du Conseil à décider s'il peut ou non supprimer un énoncé dans son projet de programme de travail est fallacieuse. La proposition de sa délégation vise simplement à ce que le Conseil ne décide pas, au stade actuel, de renvoyer la question à la Commission des droits de l'homme. Il est ridicule de soutenir qu'une telle décision n'est pas de la compétence du Conseil.

49. M. YANKOV (Bulgarie) n'est pas d'accord avec le raisonnement de la délégation britannique. La proposition du Royaume-Uni est constitutionnellement irrecevable et le Conseil doit donc commencer par déterminer si elle peut faire l'objet d'une décision formelle.

La séance est levée à 13 heures.

2044^e séance

Vendredi 14 janvier 1977, à 16 h 45.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2044

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail de base du Conseil
pour 1977 (*fin*) [E/5900, E/5905, E/L.1743]

1. Le PRÉSIDENT invite les membres du Conseil à formuler leurs observations sur les deux propositions faites oralement à la séance précédente et les prie instamment de faire preuve de souplesse dans l'application du règlement intérieur.

2. M. EHSASSI (Iran) propose de mettre aux voix séparément les mots de l'alinéa e du paragraphe 4 du document E/L.1743 concernant la résolution 31/33 de l'Assemblée générale. Il formule cette proposition sous réserve que les représentants du Royaume-Uni et de la Bulgarie acceptent qu'il y soit donné priorité.

3. M. RIVAS (Colombie) dit que, étant donné la situation dans laquelle se trouve le Conseil, il appuie la proposition iranienne. Bien que la délégation colombienne ne juge pas la proposition du Royaume-Uni acceptable, elle ne pense pas qu'elle mette en question la compétence du Conseil, étant donné que le représentant du Royaume-Uni a indiqué que son seul souci était que le Conseil ne décide pas, au stade actuel, s'il doit ou non renvoyer la résolution 31/33 à la Commission des droits de l'homme. Si la proposition du Royaume-Uni était directement mise aux voix, cela pourrait donner lieu à une reprise de la discussion sur l'ensemble du document et prolonger ainsi le débat. La proposition iranienne donnerait l'occasion aux délégations qui ont formulé des réserves de les exprimer officiellement par leur vote.

4. M. YANKOV (Bulgarie) répète que, selon lui, bien que tout membre du Conseil ait le droit de formuler une proposition ou un amendement, la proposition du Royaume-Uni ne peut faire l'objet d'une décision de la part du Conseil car il en résulterait des incidences sur le plan de la procédure sur le plan constitutionnel qui risqueraient de prêter à confusion dans d'autres cas. Il serait anticonstitutionnel que le Conseil économique et social conteste une résolution adoptée par l'Assemblée générale. Néanmoins,

dans un esprit de conciliation, M. Yankov n'insistera pas pour que l'on procède à un vote sur la constitutionnalité de la proposition du Royaume-Uni.

5. M. QADRUD-DIN (Pakistan), rappelant la position de sa délégation sur la question de la constitutionnalité, dit que le Conseil ne doit pas prendre une position qui irait à l'encontre des directives de l'Assemblée générale. La proposition iranienne offre un moyen de sortir du dilemme qui se pose au Conseil. En votant séparément sur la question de savoir s'il faut maintenir les mots en question, le Conseil déciderait s'il doit renvoyer la résolution 31/33 à la Commission des droits de l'homme, immédiatement ou ultérieurement, et il n'aborderait pas la question de savoir si la compétence du Conseil est contestée. La délégation pakistanaise estime que, pour que le Conseil applique intégralement les directives de l'Assemblée générale, compte tenu de la date à laquelle la résolution a été adoptée et de celle de la réunion de la Commission, cette mesure devrait être prise immédiatement et la délégation pakistanaise voterait donc pour le maintien des mots en question. Toutefois, l'appel qu'elle a lancé précédemment pour que le Conseil adopte simplement ce document par consensus et laisse aux délégations le soin de formuler leur interprétation pour qu'elle soit consignée formellement demeure valable.

6. M. MAHGOUB (Soudan) dit que la délégation soudanaise accepte avec réticence la proposition du représentant de l'Iran. Cela ne veut pas dire toutefois qu'elle reconnaît implicitement que la résolution de l'Assemblée générale peut être mise en question quant au fond.

7. M. WARSAMA (Somalie) dit que le Conseil devrait savoir exactement sur quoi il va voter. Le représentant de la Colombie a dit que l'intention était d'éviter de prendre une décision immédiate sur le renvoi de la question à la Commission des droits de l'homme. La délégation somalie a cru comprendre que le Royaume-Uni proposait de supprimer les mots indiquant que le Conseil décide de renvoyer la résolution 31/33 à la Commission. Si le Conseil va voter sur la question de savoir s'il doit décider dès maintenant de renvoyer la résolution à la Commission, la délégation somalie peut accepter cette proposition par souci de

coopération. Si, toutefois, le Conseil vote sur la question de savoir si la résolution doit être renvoyée à la Commission à une époque quelconque, la position de la délégation somalie demeure telle qu'elle a été énoncée précédemment.

8. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit qu'il est évident d'après la discussion que sa proposition a donné lieu à quelque malentendu. L'interprétation qu'en a donnée le représentant de la Colombie est correcte. Il est reconnaissant aux deux vice-présidents, les représentants de l'Iran et de la Colombie, de leur suggestion. La délégation du Royaume-Uni se fera un plaisir de s'associer à la proposition du représentant de l'Iran tendant à procéder à un vote séparé sur les mots en question, étant entendu que la délégation du Royaume-Uni et celle de la Bulgarie retire-ront leurs propositions.

9. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis s'associe aux remarques favorables qui ont été faites envers le représentant de l'Iran. Elle considère que chaque délégation est libre d'interpréter les questions comme elle l'entend; en conséquence, elle n'est pas liée par les déclarations des autres délégations.

10. M. IBRAHIM (Ethiopie) dit que, comme il l'a déclaré à la séance précédente, la délégation éthiopienne continue de penser qu'il n'est pas nécessaire de mettre la question aux voix puisqu'elle ne figure pas à l'ordre du jour de la session d'organisation. Le fait qu'elle se range à la proposition iranienne ne doit pas être interprété comme une contestation quelconque de la résolution 31/33 de l'Assemblée générale.

11. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur les mots "31/33 relative aux conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe", qui figurent à l'alinéa e du paragraphe 4 du projet de décision E/L.1743.

Sur la demande du représentant des Etats-Unis d'Amérique, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Autriche, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Bangladesh, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Chine, Colombie, Cuba, Equateur, Ethiopie, Irak, Jamaïque, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Rwanda, Somalie, Soudan, République arabe syrienne, Togo, Tunisie, Ouganda, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Afghanistan, Algérie, Argentine.

Votent contre : Danemark, France, Allemagne, République fédérale d'Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Autriche, Canada, Tchécoslovaquie, Iran, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Portugal, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Par 33 voix contre 8, avec 10 abstentions, les mots en question sont adoptés.

Le projet de décision E/L.1743, tel qu'il a été oralement amendé, est adopté [décision 204 (ORG-77)].

12. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de décision E/L.1743 pour les mêmes raisons qui avaient motivé son abstention sur la résolution 31/33 de l'Assemblée générale. Lorsque cette résolution a été adoptée, bien que la délégation soviétique en soutint sans réserve toutes les dispositions destinées à mettre fin à toutes les formes d'assistance aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe, le paragraphe 8 de la résolution suscitait de sa part de sérieuses objections pour la raison qu'il était en contradiction avec d'autres dispositions de cette même résolution. Le fait d'inviter la Commission des droits de l'homme à étudier les conséquences néfastes de l'assistance accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe pouvait être interprété comme signifiant que lesdites conséquences n'étaient pas encore connues et nécessitaient un plus ample examen, ce qui affaiblissait la position des Etats Membres favorables à l'adoption immédiate de mesures contre ces régimes. En outre, on pourrait se servir du paragraphe 8 de la résolution 31/33 de l'Assemblée générale pour porter atteinte au principe de l'unanimité des membres du Conseil de sécurité. La délégation soviétique continuera à s'opposer à toute tentative de révision de ce principe. Ce n'est pas le droit de veto, mais les politiques et les pratiques de certains pays qui ont des conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme.

13. M. CZARKOWSKI (Pologne) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de décision en raison de ses incidences d'ordre constitutionnel. La délégation polonaise a déjà fait connaître à la Troisième Commission sa position sur les principes de la Charte. M. Czar-kowski adhère aux principaux objectifs du projet de décision.

14. M. BAMBA (Haute-Volta) dit que sa délégation a voté pour le maintien de la référence à la résolution 31/33 de l'Assemblée générale, étant d'avis que la proposition tendant à la supprimer est anticonstitutionnelle. En ce qui concerne la procédure suivie par le Conseil, la délégation voltaïque ne considère pas le vote qui vient d'avoir lieu comme constituant un précédent. Il est de l'intérêt des petits pays comme la Haute-Volta de respecter scrupuleusement les textes constitutionnels de l'Organisation des Nations Unies.

15. M. YANKOV (Bulgarie) dit que sa délégation a voté pour l'adoption du libellé actuel de l'alinéa e du paragraphe 4 du projet de décision E/L.1743, considérant que ce qui était en jeu ce n'était pas le principe constitutionnel de l'unanimité au Conseil de sécurité, mais le fait de savoir s'il était constitutionnel d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil une question qui avait déjà fait l'objet d'une décision de la part de l'Assemblée générale.

16. Lorsque la résolution 31/33 de l'Assemblée générale a été adoptée, la délégation bulgare a souscrit à toutes ses dispositions à l'exception de celles du paragraphe 8 qui, selon elle, outrepassaient le mandat du Conseil et de ses organes subsidiaires.

17. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit que le fait que sa délégation ait participé au vote ne doit pas être interprété comme une atteinte à la résolution 31/33 de l'Assemblée générale. Le Conseil n'a pas le droit de suggérer à sa session

d'organisation que certains aspects du programme adopté par l'Assemblée générale ne devraient pas être acceptés. C'est pourquoi la délégation nigériane a voté pour l'adoption de l'alinéa e du paragraphe 4 dans son libellé actuel, afin de veiller à ce que les dispositions de la résolution 31/33 de l'Assemblée générale soient observées.

18. M. QADRUD-DIN (Pakistan) dit que sa délégation a participé au vote sur l'alinéa e du paragraphe 4 du projet de décision E/L.1743 parce qu'elle considérait que ce vote ne mettait absolument pas en doute la résolution 31/33 de l'Assemblée générale mais portait simplement sur le fait de savoir s'il était souhaitable, au stade actuel, de renvoyer la résolution à la Commission des droits de l'homme.

19. M. BARCELO (Mexique) dit que, pour des raisons de procédure et compte tenu des dispositions de l'alinéa b du paragraphe 2 de l'article 9 du règlement intérieur du Conseil, sa délégation a voté pour le maintien dans le projet de décision E/L.1743 du texte proposé par le Secrétariat, lequel reflète les décisions prises à la trente et unième session de l'Assemblée générale.

20. M. MARSHALL (Royaume-Uni) fait observer que le document E/5900 fournit au Conseil un outil extrêmement précieux en vue de l'examen de ses travaux et espère qu'un document récapitulatif de ce type pourra être établi à l'avenir à l'occasion d'autres sessions d'organisation. D'ailleurs, un tel document serait encore plus utile si l'on faisait figurer en annexe les dates des réunions que le Conseil doit examiner et si l'introduction était remaniée afin d'indiquer clairement ce qui se trouve dans chaque section. Bien que l'objectif spécifique et limité du document E/5900 soit de permettre l'adoption de l'ordre du jour des prochaines sessions du Conseil, il pourra servir, lors de ces sessions, pour l'examen des progrès réalisés dans divers domaines. Enfin, M. Marshall suggère que ce document soit transmis au Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies à titre d'annexe au projet de décision E/L.1743, vu qu'il représente le meilleur guide de l'évolution de la situation entre les sessions de l'Assemblée générale.

21. Le PRESIDENT annonce que le Conseil a achevé l'examen du point 3 de l'ordre du jour.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Election de membres des organes subsidiaires du Conseil et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques (fin*)

COMITE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

22. Le PRESIDENT indique que le Groupe africain l'a informé qu'il souhaiterait que le Conseil repousse jusqu'à la soixante-deuxième session l'élection d'un représentant des Etats africains comme membre du Comité de la science et de la technique au service du développement pour un mandat de quatre ans prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 1980. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil accède à cette demande.

Il en est ainsi décidé.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et questions diverses ayant trait à l'organisation des travaux (fin) [E/L.1744, E/L.1745]**

23. Le PRESIDENT appelle l'attention du Conseil sur le projet de décision E/L.1744, relatif aux dispositions à prendre en vue des réunions du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales.

Le projet de décision E/L.1744 est adopté [décision 205 (ORG-77)].

24. Le PRESIDENT invite le Conseil à examiner le projet de décision E/L.1745, concernant le Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, créé en application de la résolution 1990 (LX) du Conseil, qu'il présente, en sa qualité de président, comme suite aux consultations qu'il a tenues avec les présidents des groupes régionaux.

25. Il a été décidé d'élargir la composition du Sous-Comité et de porter le nombre de ses membres de 16 à 23, les sièges se répartissant comme suit : six aux Etats d'Afrique, quatre aux Etats d'Asie, quatre aux Etats d'Amérique latine, quatre aux Etats d'Europe orientale et cinq aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

26. Un certain nombre de délégations ont demandé que le Sous-Comité tienne sa première session à New York plutôt qu'à Genève. Le Président croit comprendre que l'on pourra procéder à cette modification à condition que la session se tienne du 14 au 18 mars plutôt que du 14 au 25 mars 1977, dates initialement proposées.

27. M. RUTLEDGE (Département des conférences) rappelle que la suggestion initiale tendant à réunir le Sous-Comité à Genève était fondée sur les dispositions de résolutions de l'Assemblée générale aux termes desquelles les organismes des Nations Unies devraient se réunir à leurs sièges respectifs. Toutefois, le Sous-Comité peut se réunir à New York si le Conseil le souhaite. Le calendrier de travail du personnel permanent du Secrétariat est complet pour la période visée, mais il aurait fallu engager du personnel temporaire même à Genève. Etant donné que la session envisagée serait plus courte que prévu, M. Rutledge estime que les dépenses qu'elle entraînerait pourraient être absorbées à l'aide des crédits ouverts.

28. M. MAHGOUB (Soudan), appuyé par M. BEN-HOCINE (Algérie), propose que, étant donné l'importance de la session et l'ampleur de la tâche dont le Sous-Comité devra s'acquitter, la session se poursuive au moins jusqu'au 21 mars. Le Conseil devrait également recommander que la priorité lui soit accordée en ce qui concerne la fourniture de services de conférence.

29. M. WARSAMA (Somalie) est d'avis que les dates initialement prévues (14-25 mars) devraient être maintenues.

30. M. RUTLEDGE (Département des conférences) dit qu'il lui est difficile, au stade actuel, d'évaluer toutes les

* Reprise des débats de la 2042^e séance.

** Reprise des débats de la 2039^e séance.

incidences qu'aurait une session de deux semaines tenue au Siège pendant cette période; celle-ci coïnciderait en effet avec la Conférence des Nations Unies sur l'eau. Quoi qu'il en soit, le Secrétaire général est tenu, en vertu des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, de transmettre la décision du Conseil au Comité des conférences, qui sera informé des incidences financières.

31. M. MAHGOUB (Soudan) estime qu'il conviendrait d'informer le Comité des conférences du souhait du Conseil, selon lequel la durée de la session du Sous-Comité devrait être de deux semaines de travail.

32. Le PRESIDENT propose que le Conseil adopte le projet de décision E/L.1745, tel qu'il a été amendé par les propositions des représentants du Soudan, de l'Algérie et de la Somalie, de façon à indiquer que le Conseil souhaite que le Sous-Comité se réunisse à New York pendant deux semaines de travail.

Il en est ainsi décidé [décision 206 (ORG-77)].

COMITE DES RESSOURCES NATURELLES

33. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) rappelle que, dans sa résolution 31/140, l'Assemblée générale a approuvé la convocation de la sixième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer à New York pendant une période de sept à huit semaines, à compter du 23 mai 1977. Il a été reconnu que des modifications devraient être apportées au calendrier des réunions, afin que la Conférence puisse disposer des installations voulues. Au nombre des réunions dont les dates devront être modifiées figure la cinquième session du Comité des ressources naturelles, qui devait se réunir au Siège du 16 au 27 mai 1977. Il a été proposé de convoquer cette session à Genève du 9 au 20 mai 1977, étant donné que le personnel de Genève ne pourrait pas en assurer le service aux dates prévues.

34. Un état des incidences administratives et financières de la proposition relative à la tenue de la Conférence à New York a été présenté à l'Assemblée générale sous la cote A/C.5/31/50.

35. La cinquième session du Comité des ressources naturelles pourrait se tenir à Genève du 9 au 20 mai 1977, à moins que le Conseil n'en décide autrement ou qu'un Etat Membre n'offre de l'accueillir.

36. Le Comité des conférences a pris note de ces dispositions à sa 74^e séance.

GROUPE DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAL DU CODE DE CONDUITE

37. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) informe le Conseil que le Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite a décidé de recommander que sa deuxième session, qui devait se tenir à New York du 21 février au 4 mars 1977, soit reportée au 18-22 avril 1977. Le Groupe de travail estime que les gouvernements ont besoin de plus de temps pour établir leurs vues au sujet du plan annoté de code de conduite concernant les sociétés transnationales. Etant donné que le calendrier de travail des services de

conférence sera complet pendant la période proposée, il y aura des incidences financières. On ne dispose pas encore d'un état détaillé de ces incidences, qui sera toutefois présenté au Comité des conférences et au Conseil à sa soixante-deuxième session.

38. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil accepte les deux modifications du calendrier mentionnées par le Secrétaire.

Il en est ainsi décidé [décision 211 (ORG-77)].

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session (E/L.1743)

39. Le PRESIDENT fait observer que la liste des questions figurant la partie A du paragraphe 1 du projet de décision E/L.1743 que le Conseil a adopté à la séance en cours, à laquelle s'ajouteront des points relatifs à l'examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session et aux élections que le Conseil a différées, constituera l'ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session.

40. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) fait remarquer que le libellé du point 10, relatif à la promotion de la femme, devra être modifié compte tenu de la décision prise à la séance précédente.

41. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil approuve la liste des points figurant la partie A du paragraphe 1 du projet de décision et les points à y ajouter qu'il a évoqués, comme constituant l'ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session.

Il en est ainsi décidé.

Autres questions

RESPONSABILITES SPECIALES DES VICE-PRESIDENTS

42. Le PRESIDENT informe le Conseil qu'il a été décidé, à l'issue des consultations officielles auxquelles il a procédé conformément à l'article 18 du règlement intérieur, qu'au cours de l'année 1977 M. Rivas (Colombie) serait président du Comité économique, M. Ålgård (Norvège) président du Comité social, M. Ehsassi (Iran) président du Comité de la coordination des politiques et des programmes, et M. Mahgoub (Soudan) président du Comité *ad hoc* des établissements humains.

ASSISTANCE HUMANITAIRE AU LIBAN

43. Le PRESIDENT dit que, au cours de consultations officielles, il a été convenu qu'il fasse la déclaration suivante, au nom du Conseil :

"Le Conseil économique et social a pris note avec satisfaction des appels lancés par le Secrétaire général à la communauté internationale pour répondre d'urgence aux besoins humanitaires découlant du conflit dramatique du Liban. Il a également pris note de la création d'un fonds spécial pour ce pays, de la nomination de M. William B. Buffum, secrétaire général adjoint, en tant que Coordon-

nateur des secours internationaux, et des progrès réalisés jusqu'à présent dans l'administration de ces secours.

“Le Conseil économique et social félicite le Secrétaire général pour les efforts qu'il a déployés afin de fournir des secours humanitaires à la population du Liban et il accueille avec satisfaction les programmes d'ores et déjà entrepris dans le cadre du système des Nations Unies à cet effet et exprime l'espoir que la communauté inter-

nationale apportera une contribution généreuse à ces efforts.”

Clôture de la session

44. Le **PRESIDENT** déclare close la session d'organisation pour 1977.

La séance est levée à 18 h 15.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

TROISIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

Compte rendu analytique de la séance tenue au Siège, à New York

2045^e séance

Mercredi 23 février 1977, à 12 h 50.

Président: M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2045

Adoption de l'ordre du jour

1. Le **PRESIDENT** propose, conformément à l'article 11 du règlement intérieur du Conseil, l'ordre du jour provisoire suivant pour la troisième session extraordinaire du Conseil :

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Election d'un vice-président du Conseil.
3. Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale :
 - a) Composition du Sous-Comité préparatoire de la Conférence;
 - b) Lieu de la Conférence.

L'ordre du jour de la troisième session extraordinaire est adopté¹.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Election d'un vice-président du Conseil

2. Le **PRESIDENT** dit que, conformément à l'article 22 du règlement intérieur, le Conseil doit élire un vice-président pour remplacer M. Rafael Rivas (Colombie) qui a donné sa démission. Le Groupe latino-américain a proposé que M. Donald O. Mills (Jamaïque) exerce les fonctions de vice-président pendant 1977.

M. Donald O. Mills (Jamaïque) est élu vice-président par acclamation.

3. M. LASCARRO (Colombie) rend hommage à M. Mills et le félicite de son élection au poste de vice-président du Conseil.

4. Le **Président** dit qu'il a été décidé que M. Mills assumerait les fonctions de président du Comité économique et il propose que l'autre vice-président, M. Abdalla Mahgoub (Soudan), assume les fonctions de président du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales.

Il en est ainsi décidé.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5911, E/L.1754) :

- a) Composition du Sous-Comité préparatoire de la Conférence;
- b) Lieu de la Conférence

5. Le **Président** dit que, le Conseil ayant décidé à sa session d'organisation de porter de 16 à 23 le nombre des membres du Conseil qui seraient membres du Sous-Comité préparatoire [décision 206 (ORG-77)], il a tenu des consultations avec les présidents des groupes régionaux. Toutefois, certains des Etats désignés par les groupes régionaux pour faire partie du Sous-Comité ne sont pas en ce moment membres du Conseil. Cette question a été longuement débattue avec les présidents des groupes régionaux en cause et ceux-ci ne pensent pas qu'ils puissent proposer exclusivement des membres du Conseil. On a d'autre part fait valoir que, de toute façon, le Sous-Comité continuerait à exister après décembre 1977 et que le même problème risquerait donc de se poser si des membres du Sous-Comité cessaient d'être membres du Conseil au 31 décembre 1977. Lors d'une réunion officieuse des membres du Conseil, il a été convenu que la seule solution possible serait de modifier la résolution 1990 (LX) et la décision 206 (ORG-77) de façon que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies puissent être membres du Sous-Comité.

¹ Publié ultérieurement sous la cote E/5935.

6. Le Président appelle l'attention du Conseil sur une lettre (E/5911) adressée au Secrétaire général par le Gouvernement ghanéen pour retirer l'invitation de ce gouvernement de tenir la Conférence mondiale au Ghana. Il est de ce fait nécessaire de réviser le mandat du Sous-Comité préparatoire puisqu'il y est stipulé entre autres que les préparatifs de la Conférence devront être menés à bonne fin en consultation avec le Secrétaire général et le Gouvernement ghanéen. Il convient d'agir sans tarder, étant donné que le Sous-Comité doit tenir sa première session au Siège, du 14 au 25 mars 1977. Le Président propose donc au Conseil d'adopter le projet de résolution E/L.1754.

7. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis n'a pas participé à l'adoption de la résolution 1990 (LX) non plus que de toute autre décision sur le même sujet. Sa délégation demande qu'il soit consigné qu'elle ne participe pas à la décision sur le projet de résolution E/L.1754.

8. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation n'interprète pas le projet de résolution comme entérinant la liste des candidats présentés jusqu'alors par les groupes régionaux et que ceux-ci auront l'occasion de revoir les candidatures qu'ils ont proposées compte tenu de la modification apportée aux conditions requises pour être membre du Sous-Comité.

9. Le PRESIDENT dit qu'il informera les groupes régionaux de cette possibilité de révision après l'adoption du projet de résolution.

10. M. ROUGE (France) dit que sa délégation ne souhaite pas s'opposer à l'adoption du projet de résolution, encore qu'elle ait des doutes à son sujet. M. Rougé espère que l'attitude de sa délégation sera interprétée comme un geste de bonne volonté et que son exemple sera suivi si le Conseil est appelé à l'avenir à faire preuve de davantage de souplesse

à propos de la composition du Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption. La question de la composition de ce groupe de travail devrait en effet être réglée dans le même esprit de compréhension que celui qui est manifesté à propos du projet de résolution E/L.1754.

11. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation a exposé clairement sa position à propos de la composition du Sous-Comité préparatoire lors de la réunion officieuse qui a précédé la session extraordinaire. Les groupes régionaux ont déjà soumis leurs listes de candidats et le Conseil devrait confirmer leur nomination. L'adoption du projet de résolution E/L.1754 n'a pas à retarder les travaux du Sous-Comité préparatoire, qui devraient commencer à la date prévue.

12. M. STOFOROPOULOS (Grèce) croit comprendre que le Président confirmera les membres du Sous-Comité préparatoire dès qu'il aura reçu des présidents des groupes régionaux la liste des candidatures établie compte tenu de la modification envisagée dans le projet de résolution E/L.1754 et qu'il ne serait pas nécessaire pour ce faire d'attendre d'avoir reçu les candidatures de tous les groupes régionaux.

13. Le PRESIDENT propose au Conseil d'adopter le projet de résolution E/L.1754 sans procéder à un vote.

Le projet de résolution est adopté [résolution 2046 (S-III)].

Clôture de la session

14. Le PRESIDENT déclare close la troisième session extraordinaire du Conseil.

La séance est levée à 13 h 10.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

SOIXANTE-DEUXIÈME SESSION

**Comptes rendus analytiques des 2046^e à 2060^e séances plénières,
tenues au Siège, à New York, du 12 avril au 13 mai 1977**

2046^e séance

Mardi 12 avril 1977, à 10 h 50.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2046

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (E/5917, E/L.1755)

1. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, outre les élections mentionnées dans les annotations au point 15 de l'ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session figurant dans le document E/5917, le Conseil doit aussi élire deux membres choisis parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats au Conseil d'administration du Fonds spécial des Nations Unies. Ces élections doivent donc être ajoutées à la liste qui figure dans les annotations.

2. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation n'a pas d'objection à l'adoption de l'ordre du jour provisoire contenu dans le document E/5917. Toutefois, il note qu'un certain nombre de documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour provisoire n'ont pas été distribués dans toutes les langues de travail suffisamment tôt pour permettre aux délégations de les étudier, ce qui est contraire à l'article 13 du règlement intérieur du Conseil. En outre, il est d'autant plus difficile de comprendre ce retard que les renseignements de base nécessaires pour la préparation d'un grand nombre des documents en question, tels que les rapports sur les dernières sessions de la Commission du développement social et de la Commission de la condition de la femme, ont été communiqués au Secrétariat il y a déjà quelque temps. De tels retards n'interviennent pas seulement dans le cas du Conseil. D'autres organes de l'ONU ont dû prévoir des reprises de session et différer l'examen de certaines questions faute de documents de base, ce qui a entraîné des frais supplémentaires pour l'Organisation. M. Makeyev

demande au Secrétariat d'exposer en détails les raisons de cette situation.

3. M. FAURIS (France) rappelle qu'à sa soixante et unième session le Conseil n'a pas eu le temps d'étudier la possibilité de raccourcir la liste des points que le Comité de la science et de la technique au service du développement doit examiner à sa quatrième session. L'ordre du jour de cette session est extrêmement chargé du fait, notamment, que le Comité devra consacrer une semaine à la préparation de la Conférence de Nations Unies sur la science et la technique au service du développement. Il serait peut-être utile, en conséquence, que le Comité renvoie l'examen de certains de ces points à une session ultérieure.

4. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que l'ensemble de la question du fonctionnement du Comité de la science et de la technique au service du développement pendant la période préparatoire devra être examinée par le Conseil à sa soixante-troisième session. En conséquence, le Conseil souhaitera peut-être renvoyer à cette session l'examen de la question soulevée par le représentant de la France.

5. Se référant à la question posée par le représentant de l'Union soviétique, le Secrétaire du Conseil indique qu'il pourrait présenter un rapport détaillé sur la situation concernant certains documents; mais que, si le Conseil souhaite trouver une solution à ce problème, c'est l'approche globale qui est la plus indiquée. Le retard intervenu dans la publication des documents est imputable au volume de la documentation que le Secrétariat doit préparer et à des problèmes de transport et de reproduction. En dépit de ces difficultés, toutefois, tous les

documents nécessaires pour la session en cours sont maintenant disponibles, à l'exception du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa trente-troisième session.

6. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter l'ordre du jour provisoire tel qu'il figure dans le document E/5917.

L'ordre du jour de la soixante-deuxième session (E/5917) est adopté.

7. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil), se référant au programme de travail pour la deuxième semaine de la session, dit qu'il serait préférable que le Comité économique examine les questions relatives à la population après le point 7, plutôt qu'avant, comme prévu dans le document E/L.1755.

8. M. BENHOCINE (Algérie) note que, selon le programme de travail contenu dans le document E/L.1755, le point 3 doit être examiné par le Conseil pendant la deuxième semaine de la session, au moment où le Comité social examinera les points 10 et 14. En conséquence, pour permettre aux petites délégations de participer pleinement aux délibérations du Comité social et du Conseil, il propose que les points 10 et 14 soient examinés soit pendant la première, soit pendant la troisième semaine de la session. Le Comité social pourrait également être prié d'organiser ses travaux de manière à se réunir aussi peu souvent que possible pendant la deuxième semaine.

9. M. HERRERA VEGAS (Argentine) appuie la proposition du représentant de l'Algérie.

10. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, en raison des installations limitées dont on dispose, le Comité social et le Conseil ne pourront pas se réunir en même temps. Leurs séances ne risquent donc pas d'avoir lieu au même moment.

11. M. EHSASSI (Iran) dit qu'un certain nombre de documents relatifs au point 11 n'ayant été publiés que très récemment, ce point devrait être examiné après les points 10 et 14, de manière à donner aux délégations suffisamment de temps pour étudier les documents en question.

12. Le PRESIDENT dit que les comités eux-mêmes discuteront de l'organisation de leurs travaux.

13. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) indique que, pendant la discussion du point 11, la délégation cubaine sera composée de personnes venues tout exprès de la Havane. En conséquence, il ne s'oppose pas à la suggestion du représentant de l'Iran, mais il estime que chacun des comités devrait avoir la possibilité d'arrêter son propre calendrier.

14. M. MARSHALL (Royaume-Uni) souscrit aux vues du représentant de l'Union soviétique en ce qui concerne le problème de la documentation. Il suggère que le Conseil examine la question en étudiant l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session.

15. Se référant à l'organisation des travaux de la présente session, le représentant du Royaume-Uni estime que la meilleure chose à faire serait peut-être d'adopter le programme tel qu'il est proposé dans le document E/L.1755. Un certain nombre de gouvernements qui se proposent d'envoyer des experts aux délibérations du Conseil s'organisent en fonction de ce programme et tout changement risquerait de créer des problèmes. Les comités devraient avoir la possibilité d'arrêter leur propre programme de travail.

16. M. BRUCE (Canada) dit que si le Conseil examine la question de la documentation à la fin de la présente session, le Secrétariat pourrait peut-être lui faire gagner du temps en préparant un bref exposé de la situation dans ce domaine.

17. Le PRESIDENT indique que le Bureau et le Secrétariat s'occuperont de cette question. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le programme de travail proposé dans le document E/L.1755, étant bien entendu que le détail des programmes de travail des comités économique et social devra être arrêté par ces comités eux-mêmes.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 h 25.

2047^e séance

Mardi 19 avril 1977, à 10 h 55.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2047

Déclaration du représentant des États-Unis d'Amérique

1. M. YOUNG (Etats-Unis d'Amérique) souligne l'importance que le gouvernement de son pays attache aux travaux du Conseil économique et social et remarque que la tâche primordiale qui incombe à cet organe est d'améliorer la qualité de la vie de l'homme, sous tous ses aspects. Pour que l'action du Conseil soit satisfaisante, il faut que tous ses

membres établissent un programme commun de lutte contre les souffrances humaines qu'il est en leur pouvoir de supprimer ou d'atténuer; attaquent les ennemis communs de l'humanité au lieu de s'égayer dans des accusations et des polémiques; s'appliquent à la solution des problèmes plutôt qu'à des discussions idéologiques; travaillent à réaliser un consensus effectif procédant du respect des obligations fondamentales déjà contractées dans la Charte des Nations

Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux d'une grande importance.

2. C'est parce que le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis se préoccupent tout particulièrement des problèmes dont est saisi le Conseil que M. Young se sent dans l'obligation de signaler ce qu'il interprète comme une certaine impatience de la part de la population des Etats-Unis envers les programmes internationaux de développement ou "d'aide extérieure". Ce n'est pas que le peuple des Etats-Unis ni aucune autre nation se refusent fondamentalement à aider d'autres peuples, mais ils ont été souvent déçus du fait que leurs efforts n'aient pas abouti à une amélioration appréciable du sort des pauvres de ce monde où à la libération des opprimés. Nul ne peut douter de l'idéalisme ni de la générosité du peuple des Etats-Unis alors qu'en 10 ans, de 1969 à 1978, les Etats-Unis auront livré pour plus de 10 milliards de dollars de vivres. On a souvent demandé, cependant, pourquoi les pauvres d'une nation riche doivent payer des impôts pour aider les riches d'une nation pauvre. Si le peuple des Etats-Unis n'est pas satisfait des programmes de développement international, c'est en grande partie parce que l'aide a revêtu un caractère militaire plutôt qu'économique et social et a servi à soutenir des régimes répressifs. Pour que le peuple conserve son appui aux programmes de développement économique et social et aux programmes de défense des droits de l'homme, les responsables doivent pouvoir en démontrer l'efficacité, prouver qu'ils apportent réellement un soulagement aux affamés, aux pauvres, aux opprimés, aux torturés et aux sans foyer.

3. Dans l'espoir qu'on pourra parvenir à un consensus pour lutter contre les ennemis de tous les peuples, M. Young croit utile de faire quelques observations générales et suggestions concrètes à propos du déroulement des travaux de la session.

4. Il est certaines vérités qu'on ne répétera jamais trop, notamment que l'homme naît pour être libre; tout ce que fait le Conseil économique et social doit tendre au bien-être des êtres humains, sans distinction de race, de religion, de sexe, d'âge ou de condition économique. Cette vérité vaut pour tous les pays, qu'ils soient ou non membres de l'Organisation des Nations Unies, car il s'agit d'un concept inhérent à la condition humaine. Il est dans la nature de l'homme de lutter pour la dignité et la justice, d'aspirer à la liberté et de vivre en communauté.

5. Il appartient aux fonctionnaires, en particulier à ceux du groupe dirigeant de tous les pays, de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que ces objectifs communs de l'humanité soient atteints. A ce propos, M. Young cite le nouveau Premier Ministre de l'Inde, M. Desai, qui a déclaré récemment à New Delhi, lors d'une réunion de pays non alignés, que le développement doit avoir non seulement un contenu matériel mais aussi une base morale et spirituelle, qui ne pourra exister que si les peuples ne connaissent ni le besoin ni la crainte.

6. Les paroles de l'homme d'Etat indien ne signifient pas que toutes nos sociétés doivent être parfaites, car aucun système ni aucune richesse ne peuvent instaurer la justice absolue. Mais il y a tout de même des faits absolument

inacceptables : que les élites dirigeantes ne fassent pas tout le nécessaire pour satisfaire les besoins fondamentaux de l'homme, vaincre la faim et la malnutrition, qu'elles se servent du pouvoir pour se livrer à la répression ou tolèrent que des actes de cruauté soient commis par des fonctionnaires subalternes.

7. On reproche généralement aux démocraties occidentales d'accorder la plus haute priorité aux droits politiques sans se préoccuper assez des droits économiques et sociaux. Pour prouver que tel n'est pas le cas, le représentant des Etats-Unis rappelle un document important dans l'histoire de son pays, le message que le président Roosevelt a adressé au Congrès en 1941, évoquant un monde dans lequel tous les habitants de tous les pays jouiraient de la liberté d'expression et de culte et ne connaîtraient ni la peur ni le besoin. Le gouvernement actuel des Etats-Unis confirme son adhésion à ces idéaux, adhésion qui s'est manifestée au cours des 30 dernières années par sa participation à toute une série de programmes de développement économique.

8. Les responsables politiques des Etats-Unis ne perdront jamais de vue le caractère indissociable de ces libertés humaines et le nom même du Conseil implique clairement qu'il doit en être de même en son sein.

9. Le développement ne peut se mesurer au produit national brut et l'éclat des succès matériels est terni s'il va de pair avec la crainte de la répression politique ou l'incertitude de la subsistance.

10. Les problèmes de la faim, de la torture et du racisme peuvent être abordés au Conseil économique et social avec de bonnes chances d'unanimité et de succès.

11. Pour ce qui est du premier de ces problèmes, 400 millions d'êtres humains — soit 15 p. 100 de la population mondiale — souffrent de la faim et bien d'autres ne reçoivent qu'une ration alimentaire minimale. Cette situation n'est pas simplement le résultat de manoeuvres internationales, ainsi que l'affirment certains, mais la conséquence d'une conception erronée du développement et de la croissance, qui en particulier ne tient aucun compte des besoins des populations morales. Ainsi en va-t-il de millions d'Américains qui ont abandonné leurs fermes pour chercher fortune dans les villes, où leurs espérances ont été déçues. Si les pays en développement peuvent tirer une leçon des erreurs des autres, ils adapteront leur système de production à leurs propres conditions climatiques et géographiques et à leurs ressources humaines.

12. La communauté internationale peut et doit faire beaucoup dans ce domaine; les pays qui disposent d'un excédent de vivres peuvent fournir une aide alimentaire; les Etats-Unis d'Amérique pour leur part et d'autres pays dotés des moyens financiers nécessaires appuieront, par l'intermédiaire du Fonds international de développement agricole, les efforts que font les pays les plus pauvres pour augmenter leur production. En outre, on doit s'efforcer d'atteindre l'objectif fixé à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, à savoir réduire de moitié les pertes de denrées alimentaires dues à l'insuffisance des moyens de stockage. D'autre part, il est nécessaire de constituer, au niveau national, des réserves mondiales de céréales, afin de garantir les besoins alimentaires de base. Il faut également

mettre au point des techniques et des systèmes qui tiennent compte des relations entre la production alimentaire, les ressources disponibles et l'environnement ainsi que de nouveaux systèmes qui ne reposent pas exclusivement sur des produits devenus coûteux, et mieux se préparer à faire face aux catastrophes naturelles. L'initiative française qui a abouti à la création du "Club des amis du Sahel" offre un bon exemple à cet égard.

13. Tant que la population mondiale ne sera pas entièrement à l'abri du besoin, tout ce qu'on pourra dire sur le "développement économique" et "les droits de l'homme" n'aura guère de sens; mais on ne saurait non plus aborder le problème de la faim sans rappeler que la justice est l'objectif de la société humaine. On peut bien s'efforcer d'augmenter la production alimentaire, ces efforts n'aboutiront que si tous les pays se rendent compte des problèmes qu'engendre une répartition inéquitable des terres et des revenus. Sans justice, il ne peut y avoir de véritable stabilité et aucune stabilité sociale ne pourra s'instaurer tant que certains continueront de souffrir de la faim. Ce problème demeure le fléau de notre époque et l'écart croissant entre une minorité riche et une majorité pauvre ne fait que l'aggraver: alors que, pour certains, la famine est une menace bien réelle, de petits groupes, dans toutes les régions du monde, vivent dans le luxe et le gaspillage. Les affamés se taisent mais ils ne sont ni aveugles ni sourds et le Conseil économique et social a pour devoir à l'égard de l'humanité de rechercher de nouveaux moyens de résoudre efficacement le problème.

14. On ne saurait dissocier le développement économique du développement social. Aussi le Gouvernement des Etats-Unis appuie-t-il la recommandation de la Commission du développement social (voir E/5915, chap. I, projet de résolution X) invitant le Secrétaire général à créer un groupe de travail qui serait chargé d'étudier la meilleure manière d'intégrer les activités de développement social aux travaux de l'Organisation.

15. Quant au problème de la torture, il est déplorable au plus haut point qu'à notre époque des outrages d'une telle gravité continuent d'être perpétrés contre la personne humaine. Non seulement la torture est appliquée sous les formes les plus abominables, mais des esprits malades ont utilisé la science et la technique pour mettre au point des méthodes hautement perfectionnées d'une cruauté incroyable. Actuellement, la torture sert moins à soutirer des renseignements à des opposants acharnés qu'à intimider les masses pauvres et opprimées et à les empêcher d'exprimer leurs aspirations légitimes. C'est donc un devoir de combattre la torture à l'échelon mondial afin que ces pauvres et ces opprimés soient mieux défendus et représentés au sein des instances internationales.

16. M. Young reconnaît que, dans son propre pays, des pratiques d'intimidation, subtiles mais très puissantes, sont encore appliquées pour empêcher les pauvres, les victimes de la discrimination et les dissidents qui demandent réparation de faire entendre librement leur voix. Il précise que par "torture", il entend trois catégories de faits: la torture physique, le problème des "disparus" et les assassinats politiques, la séquestration et l'assassinat ayant fait leur apparition, en tant que pratiques d'intimidation, à la suite du récent mouvement de protestation contre la

torture. Le mot torture choque nos oreilles et le respect des convenances interdit que l'on aborde ce sujet en société. On peut se demander si ce respect des convenances n'est pas pure lâcheté ou manque de volonté face à un devoir humain fondamental.

17. Après avoir évoqué quelques-unes des méthodes tortionnaires appliquées dans diverses régions du monde, M. Young rappelle que, ces dernières années, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité des résolutions condamnant à nouveau la torture et appuyant un certain nombre de mesures de lutte. A la trentième session, l'Assemblée a adopté, dans sa résolution 3452 (XXX), la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Or, en dépit de ces déclarations retentissantes, appuyées à l'unanimité, les tortures continuent.

18. Le représentant des Etats-Unis a la conviction que, dans bien des cas, les actes de torture sont le fait d'êtres détraqués ou dévoyés, encore qu'il y en ait d'autres, plus rares il est vrai, dont l'ampleur et la persistance semblent indiquer que les gouvernements s'en servent délibérément comme moyen d'intimidation.

19. Quoi qu'il en soit, il est impératif de mettre fin à ces pratiques et de trouver le moyen d'utiliser plus efficacement les instruments juridiques qui existent déjà dans ce domaine car, de toute évidence, ce que l'on a fait jusqu'à présent ne suffit pas. Il ne s'agit nullement de contester la valeur d'instruments comme la Déclaration contre la torture, l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus ou le projet d'élaboration d'un ensemble de principes pour la protection des personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités examine actuellement. Si tous les gouvernements appliquaient ces instruments juridiques, ils contribueraient grandement à empêcher que des fonctionnaires subalternes infligent de mauvais traitements aux détenus.

20. Les moyens qui, en dernière instance, s'avèrent les plus efficaces, à savoir la publicité et la condamnation publique, n'ayant pas encore été mis pleinement en oeuvre, il convient de prendre des mesures pour exposer au grand jour les cas de torture qui constituent des violations constantes et manifestes des droits de l'homme et pour mettre à profit l'expérience des gouvernements qui ont établi des normes juridiques pour la protection des dissidents. Ce deuxième élément est important car il concerne le fond du problème. Dans certains pays, les gouvernements se sont sentis menacés par des forces subversives ou terroristes, ce qui les a conduits à se montrer moins stricts en matière de torture qu'ils ne l'auraient été en d'autres circonstances. Pourtant, nulle menace à l'existence d'un gouvernement ne peut justifier le recours à la torture, comme l'établit d'ailleurs explicitement le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. D'autre part, la torture, en tant que moyen de maintenir l'ordre public, va finalement à l'encontre du but visé car la réaction qu'elle provoque crée généralement des troubles encore plus graves; enfin, l'histoire est pleine d'exemples de gouvernements qui, faibles et sans expérience au départ, ont réussi à s'affirmer et à se maintenir sans recourir à des méthodes de ce genre.

21. Pour toutes ces raisons, il conviendrait d'envisager la création d'un groupe spécial d'experts éminents et impartiaux qui seraient mandatés par l'Organisation des Nations Unies pour enquêter sur le problème de la torture dans le monde, indiquer où elle continue d'être appliquée, dénoncer les cas les plus manifestes et montrer comment certains gouvernements ont réussi à la combattre. Par ailleurs, la délégation des Etats-Unis appuie pleinement l'initiative du Royaume-Uni tendant à ce que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités formule des directives concernant la protection des personnes détenues sous prétexte de maladie mentale.

22. Les Etats-Unis attachent la plus haute importance au renforcement des moyens dont dispose l'Organisation des Nations Unies pour protéger les droits de l'homme. Aussi, entendent-ils que tout soit fait pour mettre à profit les progrès accomplis dans ce domaine pendant les 30 dernières années, poursuivre l'application des dispositions les plus récentes, comme celles de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, et en adopter de nouvelles, notamment créer le poste de Haut Commissaire des Nations Unies pour la protection des droits de l'homme. De même, il faut renforcer l'efficacité de la Commission des droits de l'homme, ce qui exige que tous les pays lui apportent un concours accru.

23. Abordant les problèmes du racisme et de la discrimination raciale, le représentant des Etats-Unis signale que son pays a, dans ce domaine, une responsabilité très particulière. Ce problème s'y posant de longue date, les Etats-Unis se sentent dans l'obligation d'appuyer la lutte qui se poursuit dans le monde entier. C'est pourquoi le Président des Etats-Unis a demandé récemment la ratification de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Cela étant, il faut reconnaître qu'aux Etats-Unis la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui conserve d'ailleurs un caractère d'actualité, a été, en général, menée ouvertement et avec efficacité de sorte que la violence a été réduite au minimum. A cet égard, l'expérience américaine est riche en enseignements dont le reste du monde pourrait faire son profit. Les Etats-Unis doivent certes s'efforcer encore de reconnaître la valeur de la diversité et renoncer au conformisme et à l'uniformité. Cela dit, peut-être aucun pays du monde n'a-t-il autant progressé dans la lutte contre le racisme.

24. Ce qu'il faut actuellement, c'est s'employer de façon constante, novatrice et concertée à assurer le respect de la dignité humaine et la justice sociale pour tous, avec toutes les difficultés que cela suppose. Toutes les délégations ont le devoir de faire en sorte que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle primordial à cet égard et les questions auxquelles M. Young vient d'attribuer la priorité peuvent constituer la base d'un nouveau consensus à partir duquel on pourra progresser dans la tâche difficile qui consiste à créer un monde de justice et de liberté, autrement dit, transformer un rêve en réalité. Le Conseil économique et social est l'une des institutions qui se prêtent le mieux à la formulation, à l'affirmation et à l'application de ce consensus. On peut en effet espérer que, s'agissant de combattre la faim, la torture et le racisme, les rivalités et les conflits politiques ne viendront pas le compromettre. L'affronte-

ment politique est parfois une réalité incontestable et l'équilibre des forces est peut-être une condition indispensable de l'avènement de la justice et de la paix mais celui-ci, en retour, conditionne l'instauration de tout ordre mondial authentique. C'est pourquoi tout affrontement politique au sein du Conseil économique et social serait vain et contraire au but visé. Le Conseil doit mettre toutes ses forces au service de la lutte contre les ennemis de l'humanité tout entière.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (*suite*) [E/L.1756 et Add.1]

25. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) attire l'attention sur les propositions concernant les modifications au calendrier des réunions pour le reste de 1977. Il précise que la réunion d'organisation du Comité du programme et de la coordination est prévue pour le 9 mai. Les incidences financières de la décision tendant à modifier la date à laquelle se réunira le Groupe intergouvernemental de travail du code de conduite de la Commission des sociétés transnationales figurent dans le document A/AC.172/12/Add.2.

26. M. VOLOCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation ne voit pas d'objection aux modifications proposées au calendrier des réunions pour 1977, sous réserve que, dans tous les cas, la documentation nécessaire soit disponible en temps voulu. Il précise également que, si l'on met aux voix la question des incidences administratives et financières de la reprise de la session du Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption, sa délégation s'abstiendra.

27. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil accepte les modifications au calendrier des réunions pour le reste de 1977, proposées dans le document E/L.1756 et Add.1.

Il en est ainsi décidé [décision 213 (LXII)].

28. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) se référant à l'ordre du jour provisoire de la cinquième session du Comité des ressources naturelles (E/C.7/63), rappelle que le Secrétaire général, conformément à l'article 9 du règlement intérieur, est tenu d'élaborer l'ordre du jour provisoire du Conseil et de ses comités permanents. La pratique suivie en ce qui concerne le Comité des ressources naturelles veut que son bureau soit consulté.

29. Se fondant sur un avis du Service juridique, le Secrétariat a informé le bureau du Comité des ressources naturelles que, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 1979 (LIX) du Conseil, celui-ci avait seulement habilité le Comité à collaborer avec le Secrétaire général à la préparation et à l'organisation de la Conférence des Nations Unies sur l'eau. S'il avait jugé opportun ou nécessaire que celle-ci lui présente son rapport par l'intermédiaire du Comité, il aurait sans doute inclus une disposition expresse en ce sens dans sa résolution. Les décisions de la Conférence sur l'eau sont en fait des recommandations à l'intention du Conseil, qui est l'organe

chargé de les examiner. En conséquence, un état des incidences financières, qui n'a pas été présenté à la Conférence, sera certainement à la disposition du Conseil lorsqu'il examinera les recommandations de celle-ci à sa soixante-troisième session.

30. Cependant, le Secrétariat a cru également comprendre qu'il n'y aurait aucun obstacle d'ordre juridique à ce que le Comité des ressources naturelles soit informé, par une déclaration du Secrétaire général de la Conférence, des conclusions de cette dernière, ce qui ne limiterait en aucune façon ni les attributions ni la liberté d'action du Conseil lors de l'examen du rapport de la Conférence.

31. La Conférence a adopté par la suite une décision dans laquelle elle a demandé au Comité des ressources naturelles d'examiner, à sa cinquième session, des propositions spécifiques qui lui avaient été présentées par le CAC et de soumettre ensuite ses recommandations au Conseil lors de sa soixante-troisième session.

32. Dans ces conditions, le Conseil souhaitera sans doute prendre note du fait que, conformément aux indications données par le bureau du Comité des ressources naturelles, la question de la Conférence sur l'eau figurera à l'ordre du jour provisoire de la cinquième session de ce dernier; le Conseil voudra aussi sans doute préciser que, compte tenu de la nature des décisions de la Conférence, ce point ne sera inclus que pour permettre au Comité d'être saisi des renseignements donnés par le Secrétaire général de la Conférence sur les résultats de celle-ci et d'examiner la demande concrète qu'elle lui a adressée au sujet de la proposition du CAC relative aux questions d'organisation.

33. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) croit comprendre que le Conseil peut prendre note de l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la cinquième session du Comité des ressources naturelles d'un point relatif à la Conférence sur l'eau, étant entendu toutefois que la liberté d'action du Comité, qui pourra examiner les délibérations de la Conférence, ne sera pas indûment restreinte. Le Comité des ressources naturelles est l'organe subsidiaire du Conseil habilité à connaître de la question et deux années seraient perdues si le Conseil attendait jusqu'à sa soixante-troisième session pour examiner à fond les conclusions de la Conférence et les communiquer ensuite au Comité.

34. M. MARSHALL (Royaume-Uni) et M. VOLOCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuient le point de vue du représentant de la République fédérale d'Allemagne.

35. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) ne peut accepter la position de la délégation de la République fédérale d'Allemagne. A son avis, le Conseil étant seul compétent pour examiner les recommandations de la Conférence, le Comité des ressources naturelles, s'il en délibérait, loin de résoudre les problèmes, en créerait au contraire pour le Conseil lorsqu'il examinerait la question à sa soixante-troisième session.

36. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que l'avis du Service juridique visait uniquement à préciser les attributions du Comité des ressources naturelles en ce qui concerne l'adoption des recommandations de la Conférence sur l'eau. C'est uniquement au Conseil économique et social

qu'il revient d'approuver ces recommandations. Il faut signaler en outre que le rapport complet de la Conférence ne sera pas terminé à temps pour pouvoir être présenté à sa cinquième session au Comité des ressources naturelles, qui recevra donc une version provisoire des recommandations.

37. M. PETRELLA (Argentine) se demande s'il ne serait pas possible de reporter le débat sur cette question, qui n'était pas prévu à la session en cours, jusqu'à ce que toutes les délégations l'aient étudiée et puissent prendre une décision au sujet des propositions qui ont été présentées.

38. Le PRESIDENT suggère que la proposition de la délégation argentine soit acceptée.

Il en est ainsi décidé.

39. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit qu'en ce qui concerne le point 4 de l'ordre du jour, à savoir la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, le Conseil a décidé d'examiner quatre questions précises, à savoir : a) les accords entre l'ONU et les institutions spécialisées; b) les attributions des organes subsidiaires du Conseil; c) le règlement intérieur des commissions techniques du Conseil; et d) les procédures suivies pour confirmer la nomination de représentants aux commissions techniques, question soulevée par le représentant de la France, qui a été traitée dans un rapport du Secrétariat, (E/5923). En outre, le Conseil a décidé d'examiner dans ce cadre la question de la documentation. La question de l'examen du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil ayant pris un caractère urgent du fait que leur règlement intérieur actuel ne correspond pas tout à fait à celui du Conseil, M. Cordovez propose que le Conseil examine en premier lieu cette question et qu'à cette fin le vendredi 22 avril soit fixé comme date limite pour permettre aux délégations de présenter par écrit des amendements au projet de règlement intérieur provisoire (E/5899).

40. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil convient de fixer le 22 avril comme date limite pour l'introduction des amendements écrits au projet de règlement intérieur provisoire (E/5899), sans préjudice de tous autres amendements que les délégations pourront présenter au cours du débat sur la question.

Il en est ainsi décidé.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1)

41. Le PRESIDENT propose que la liste des orateurs souhaitant intervenir dans le débat général sur cette question soit close le mercredi 20 avril à 18 heures.

Il en est ainsi décidé.

42. M. BROAD (Royaume-Uni) tient à formuler, au nom des délégations de la République fédérale d'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni, quelques observations sur le rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence

mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5922 et Corr.1). En premier lieu, il tient à signaler que le chapitre premier de ce rapport, intitulé "Questions portées à l'attention du Conseil économique et social ou appelant une décision de sa part" n'a pas été présenté au Sous-Comité préparatoire pour que celui-ci l'approuve et fasse des observations à ce sujet et a probablement été établi sur l'initiative du Secrétaire général. M. Broad souligne que les délégations au nom desquelles il parle déclinent toute responsabilité quant au contenu et tiennent à se dissocier de certaines parties dudit chapitre. Il est certes commode — et elles le comprennent fort bien — d'inclure dans les rapports présentés au Conseil des chapitres où sont résumés les points qui requièrent son attention; il n'en reste pas moins que, par principe, tout chapitre de cette nature doit être préalablement présenté pour approbation à l'organe intéressé. Le Secrétariat devra à l'avenir se conformer à cette pratique dans les rapports qui seront présentés au Conseil. En deuxième lieu, il est

regrettable que le rapport contienne des erreurs et des omissions que M. Broad ne tient pas, pour le moment, à relever en détail. Cependant, il signale les réserves générales des délégations au nom desquelles il parle sur l'ensemble du document et il se réserve le droit d'intervenir le cas échéant sur tout point concret durant le débat.

43. Selon M. TEIXEIRA DA MOTTA (Portugal), appuyé par M. ORTNER (Autriche), il est possible que, faute de temps, du fait qu'il n'y ait pas eu de comptes rendus pour la session du Sous-Comité, une série d'inexactitudes se soient glissées dans le rapport, qui d'ailleurs ne reflète pas fidèlement ce qui s'est passé lors de cette session. En conséquence, la délégation portugaise pourrait ne pas y souscrire entièrement. Elle émet également des réserves sur certains passages et se réserve le droit d'y revenir de manière plus approfondie lorsqu'elle le jugera nécessaire.

La séance est levée à 12 h 10.

2048^e séance

Mercredi 20 avril 1977, à 11 heures.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2048

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (*suite*)

1. Le **PRESIDENT** suggère que, eu égard aux délibérations de la séance précédente et aux consultations officieuses qui ont eu lieu depuis, le Conseil prenne note de ce qu'un point intitulé "Conférence des Nations Unies sur l'eau" sera inscrit à l'ordre du jour provisoire de la cinquième session du Comité des ressources naturelles et qu'au titre de ce point le Secrétaire général de la Conférence fera rapport au Comité sur les résultats de celle-ci.

2. M. MARSHALL (Royaume-Uni) demande s'il est exact que la Conférence sur l'eau ait prié le Comité des ressources naturelles d'examiner certaines des propositions faites à la Conférence et si les observations que le Comité pourrait formuler à leur sujet seront communiquées au Conseil lors de sa soixante-troisième session.

3. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) fait remarquer qu'en effet, dans la résolution que la Conférence sur l'eau a adoptée au sujet des arrangements institutionnels aux fins de la coopération internationale dans le secteur de l'eau, il est recommandé que les propositions touchant la coordination inter-institutions soumises à la Conférence dans le rapport du CAC et du Comité de coordination pour l'environnement soient examinées par le Comité des ressources naturelles à sa cinquième session, de manière que ses recommandations soient présentées au Conseil économique et social lors de sa soixante-troisième session pour examen et suite à donner. Il ressort très clairement de la dernière partie de ce texte que, pour la Conférence, le

Conseil est le seul organe habilité à examiner ses recommandations et à y donner suite.

4. Mlle RICHTER (Argentine) fait remarquer que le Conseil économique et social a déjà été saisi du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa quatrième session¹. Ce rapport contenait l'ordre du jour provisoire de la cinquième session dans lequel figurait un point relatif à la Conférence sur l'eau. Puisque le Conseil a déjà approuvé ce rapport, on ne voit pas ce qu'il pourrait faire de plus maintenant.

5. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) fait remarquer que, lorsqu'il examine les rapports du Comité des ressources naturelles, le Conseil n'est pas censé approuver les ordres du jour qui y figurent. S'il n'a pris, jusqu'à présent, aucune décision au sujet de celui de la cinquième session du Comité des ressources naturelles, il n'a pas davantage à le faire en ce moment. Cependant, comme certains se sont demandé si l'inscription d'un point à l'ordre du jour provisoire du Comité ne soulevait pas d'obstacle juridique, le Secrétaire général souhaite que le Conseil en prenne dûment note.

6. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) déclare qu'il accepte la suggestion du Président, s'il est bien entendu que le Comité des ressources naturelles est autorisé à examiner les propositions du CAC que la Conférence sur l'eau lui a renvoyées, à faire des recommandations au Conseil au sujet de ces propositions et à examiner les délibérations de la Conférence sans pour autant outrepasser les attributions que lui confère son mandat.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément no 3.

7. Le **PRESIDENT** confirme qu'il en est bien ainsi.

8. **M. LINDENBERG SETTE** (Brésil) souhaite qu'il soit précisé si le Comité des ressources naturelles sera habilité à examiner les décisions de la Conférence et à faire au Conseil des recommandations au sujet de toutes ces décisions ou uniquement de la question qui lui a été expressément renvoyée par la Conférence.

9. **M. CORDOVEZ** (Secrétaire du Conseil) indique que le Comité des ressources naturelles ne peut pas approuver les recommandations de la Conférence puisqu'elles sont adressées au Conseil. Celui-ci peut, toutefois, s'il l'estime opportun, confier au Comité les tâches qu'il juge bon.

10. **M. YORK** (République fédérale d'Allemagne) ne demande pas que des tâches particulières soient assignées au Comité. Il souhaite simplement qu'on ne lui impose pas d'autres limites que celles que fixe son mandat.

11. Le **PRESIDENT** dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil prend acte de ce qu'un point intitulé "Conférence des Nations Unies sur l'eau" sera inscrit à l'ordre du jour provisoire de la cinquième session du Comité des ressources naturelles et que, au titre de ce point, le Secrétaire général de la Conférence fera rapport au Comité sur les résultats de celle-ci.

Il en est ainsi décidé [décision 214 (LXII)].

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*suite*) [E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1]

12. **M. AL-HUSSAMY** (République arabe syrienne) déclare que, profondément préoccupée par le danger que représentent le racisme et la discrimination raciale mais

confiante dans le rôle que l'Organisation des Nations Unies peut jouer pour éliminer toutes les idéologies et toutes les pratiques fondées sur le racisme, la délégation syrienne s'est toujours efforcée de participer activement à l'élaboration et à l'application d'instruments internationaux visant à combattre ces maux, notamment la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale], la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* [résolution 3068 (XXVIII) de l'Assemblée générale] et le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale [résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée, annexe]. La délégation syrienne a également appuyé les résolutions de l'Assemblée générale dénonçant toutes les manifestations du racisme et prévoyant des moyens propres à assurer la mise en oeuvre du Programme pour la Décennie. C'est dans cet esprit que doit être préparée la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui sera l'un des grands événements de la Décennie.

13. A cet égard, **M. Al-Hussamy** se félicite des travaux réalisés par le Sous-Comité préparatoire de la Conférence et réaffirme que sa délégation a décidé de collaborer à toutes les activités tendant à assurer son succès. Toutefois, le rapport du Sous-Comité préparatoire (E/5922 et Corr.1) faisant état des réserves émises par certains membres de cet organe, la délégation de la République arabe syrienne tient à appeler l'attention du Conseil sur le danger d'une attitude visant à empêcher la Conférence d'examiner ce qui, aux termes du paragraphe 13 du Programme pour la Décennie, doit précisément constituer son thème principal. Il ne faut pas oublier que tous les instruments et toutes les résolutions adoptés par l'Organisation des Nations Unies au sujet du racisme et de la discrimination raciale sont étroitement liés et qu'ils expriment le sentiment de la communauté internationale.

La séance est levée à 11 h 30.

2049^e séance

Jeudi 21 avril 1977, à 15 h 40.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2049

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*suite*) [E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1]

1. **Mlle RICHTER** (Argentine) dit que la délégation argentine participe au débat sur le racisme et la discrimination raciale en gardant clairement à l'esprit l'importance des questions qui vont être abordées et des conséquences que les décisions de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale auront pour les Etats. Le fait que l'Assemblée générale ait jugé nécessaire de convoquer une conférence de portée mondiale indique que,

si des mesures utiles et appropriées ont bien été adoptées à ce jour, elles n'ont pas été suffisantes pour satisfaire les aspirations et atteindre les objectifs fixés.

2. C'est à cause de cette insuffisance que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité se trouvent de temps à autre dans l'obligation de s'occuper de la situation de l'Afrique australe, dont ont découlé des événements d'une profonde gravité politique débordant le cadre purement humanitaire dans lequel ce problème a jusqu'à présent été analysé. Il ne s'agit pas d'imputer des responsabilités mais bien de coopérer étroitement à la recherche de solutions. Il convient de rappeler que la gravité de la situation actuelle

ne tient pas à l'indifférence de l'Organisation des Nations Unies devant la manifestation d'un processus qui paraît aujourd'hui irréversible; bien au contraire, et en particulier depuis l'adoption historique de la résolution 1514 (XV), l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont adopté des décisions dans lesquelles ils ont reconnu que la situation régnant en Afrique australe faisait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales et recommandé des mesures concrètes.

3. Il convient de rappeler que la plupart des Etats se sont efforcés d'accorder leur conduite internationale aux principes énoncés par l'ONU et il est encourageant de constater que des groupes de pays ayant une influence incontestable sur l'évolution de la situation mondiale se préoccupent de voir se perpétuer des cas de colonialisme ou la politique d'*apartheid*, que l'ONU a portés de longue date à l'attention de la communauté internationale.

4. L'Argentine a participé dès le début à cette opération de mise en lumière. Le fait qu'elle n'ait pas eu à faire face aux problèmes que posent le racisme et la discrimination raciale, en dépit de la diversité des groupes raciaux qui enrichissent son patrimoine humain, n'est pas dû au hasard, mais bien à une attitude inspirée de conceptions humanitaires particulièrement opportunes aujourd'hui. L'Argentine tient donc tout spécialement à ce que la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale conduise à des changements positifs. Loin de s'ériger en juge de la conduite d'autrui ou de se donner en exemple, c'est avec humilité et sans arrogance qu'elle fait état de sa propre expérience, particulièrement satisfaisante, notamment en ce qui concerne les immigrants.

5. Pour ce qui a trait à l'examen du rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5922 et Corr.1), la délégation argentine estime que certains des aspects de ce document doivent faire l'objet de consultations approfondies, afin que les dispositions appropriées soient prises en vue de la Conférence. Il faut espérer, étant donné l'importance du sujet, que l'on disposera de l'appui financier nécessaire. Quant à la participation de certaines organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, la délégation argentine souscrit à l'opinion du Sous-Comité, selon laquelle les invitations doivent être lancées en fonction de critères rigoureusement sélectifs.

6. La délégation argentine tient enfin à indiquer qu'elle est disposée à collaborer aux préparatifs de la Conférence dans l'esprit constructif et conformément aux règles qui ont régi son comportement tout au long du processus de décolonisation.

7. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, en proclamant la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale en 1973, l'Assemblée générale a inscrit au programme de la communauté internationale la tâche importante et urgente que constitue l'élimination totale et inconditionnelle du racisme et de la discrimination raciale. S'inspirant des principes et objectifs énoncés dans la Charte, l'Organisation des Nations Unies a fait de louables efforts à cet effet, adoptant en particulier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale que 93 Etats ont

ratifié à ce jour, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, à laquelle plus de 30 Etats sont parties, ainsi que de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et d'autres organes. Il est toutefois évident que la communauté internationale doit adopter des mesures plus énergiques pour éliminer toute manifestation de racisme et de discrimination raciale, dont l'exemple le plus odieux est la politique et la pratique de l'*apartheid* des régimes de Pretoria et de Salisbury, qui foulent aux pieds les droits des populations autochtones asservies par la terreur.

8. Le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution 3057 (XXVIII) exige en premier lieu l'isolement international des régimes colonialistes et racistes de l'Afrique australe. Il est souligné en particulier dans le Programme que le succès des efforts déployés à cet effet dépendra en dernier ressort de la vigueur avec laquelle les gouvernements appliqueront les décisions de l'Organisation des Nations Unies. Les pratiques racistes des régimes illégaux ont été condamnées à juste titre, mais c'est leur élimination qui est devenue nécessaire aujourd'hui. Il convient de faire observer que ces régimes auraient disparu depuis longtemps s'ils n'avaient pas bénéficié de l'aide de certains Etats impérialistes qui maintiennent des liens avec Pretoria et Salisbury au mépris des décisions de l'Organisation des Nations Unies, et continuent de contribuer au maintien de ces régimes, se conduisant ainsi en complices volontaires ou involontaires de leurs actes.

9. Par sa résolution 7 (XXXIII), la Commission des droits de l'homme a reconnu, avec d'autres organes internationaux, la gravité de la situation régnant en Afrique australe; ils ont exprimé le souci qu'elle leur inspirait et réaffirmé leur appui à tout les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance. C'est à juste titre que la situation de l'Afrique australe a été portée au centre de l'attention mondiale car, outre qu'elle représente une tragédie humaine, elle a créé un foyer de tension internationale.

10. S'agissant du racisme et de la discrimination raciale, il convient de rappeler que ce fléau n'est pas l'apanage de l'Afrique australe. Il se manifeste également sous d'autres formes dans bon nombre d'autres pays où, pour des raisons de race ou de couleur de peau, les citoyens eux-mêmes et les travailleurs immigrants en sont les victimes. Cette discrimination qui prend racine dans la situation sociale se pratique de façon plus surnoise et dissimulée.

11. L'année 1977 marque le soixantième anniversaire de la naissance de l'Etat soviétique. En cette courte période, la société soviétique a réalisé des progrès notables, fondés sur l'amitié fraternelle qui lie tous les peuples de l'Union soviétique et constitue un exemple de solution heureuse à un problème qui afflige l'humanité tout entière. La Constitution de l'Union soviétique garantit l'égalité de tous les citoyens soviétiques, sans aucune distinction. La lutte pour l'égalité de tous les peuples est une politique de l'Etat de l'Union soviétique, qui bénéficie de l'appui de son peuple. L'Union soviétique a été l'un des premiers Etats à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention inter-

nationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* dont elle respecte scrupuleusement les dispositions. L'Union soviétique ne reconnaît pas le régime illégal de la minorité blanche de Rhodésie et n'entretient aucune forme de relations avec le régime de l'Afrique du Sud. L'appui aux mouvements de libération nationale, conformément aux décisions de l'Organisation des Nations Unies, est l'un des principes fondamentaux de la politique extérieure de l'Union soviétique. Celle-ci est en faveur de l'adoption de mesures des plus énergiques pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale et elle défendra la juste cause des peuples opprimés du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Afrique du Sud.

12. La délégation soviétique considère que la résolution qu'il appartient au Conseil d'élaborer pour ce qui a trait à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale doit découler logiquement de toutes les résolutions antérieures sur cette question et prévoir des mesures efficaces afin d'atteindre sans tarder les objectifs de la Décennie. L'Union soviétique est disposée, quant à elle, à apporter son concours à l'élaboration de ce projet de résolution.

13. Le Conseil est saisi du rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5922 et Corr.1). La délégation soviétique estime que les travaux du Sous-Comité préparatoire, dont le rapport fait état, constituent une base appropriée pour organiser cette importante réunion internationale avant 1978, conformément aux dispositions du Programme pour la Décennie. Il ne fait aucun doute que la tenue de la Conférence permettra de hâter l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, aux termes desquelles les régimes coloniaux et racistes de l'Afrique australe doivent être isolés et boycottés.

14. Quant à la Conférence, la délégation soviétique estime qu'elle doit être largement représentative, et se félicite que le Sous-Comité ait décidé d'inviter tous les Etats à y participer, et tous les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales régionales à y envoyer des observateurs. Elle constate avec satisfaction que le Sous-Comité s'est acquitté au mieux des tâches que lui avaient confiées le Conseil et elle estime que celui-ci doit approuver les recommandations du Sous-Comité et prendre les mesures nécessaires pour les présenter à l'Assemblée générale. Convaincue que le Conseil s'acquittera comme il convient des obligations qui lui incombent à cet égard, la délégation soviétique ne ménagera aucun effort pour contribuer à la réalisation des nobles objectifs de la Décennie.

15. Mme SEMICHI (Algérie) se félicite de ce que l'on ait entamé les préparatifs de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui, aux termes de la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, doit être l'un des événements marquants de la Décennie.

16. En ce qui concerne les réserves formulées à la séance précédente au sujet du rapport du Sous-Comité prépara-

toire, toutes les délégations qui ont participé activement à son élaboration savent que le Rapporteur du Sous-Comité avait annoncé à l'avance que le document se présenterait sous une forme quelque peu différente, sans que le fond en soit modifié pour autant. De l'avis de la délégation algérienne, il aurait été préférable que l'ordre du jour qui figure à l'annexe I soit incorporé au rapport, mais il convient de souligner que les réserves formulées au Sous-Comité y figurent et qu'il appartient au Conseil de se prononcer définitivement au sujet de ce document. C'est pourquoi la délégation algérienne, rappelant l'esprit qui a présidé au déroulement des travaux, espère que les délégations qui ont formulé des réserves au sujet de l'ensemble du rapport reconsidéreront leur attitude, afin de faciliter les travaux du Conseil et les préparatifs de la Conférence.

17. M. LAMB (Observateur de l'Australie), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'il lui semble particulièrement opportun d'exposer certaines observations de son pays relatives à la Décennie devant le Conseil, puisque c'est à lui qu'incombe la lourde responsabilité de remplir les fonctions de comité préparatoire de la Conférence mondiale. Le Gouvernement australien souhaite plein succès à cette conférence, qui consacrera l'importance de la Décennie et insufflera une force nouvelle à la communauté internationale dans sa lutte incessante contre le racisme.

18. L'Australie comprend tout en la déplorant la décision du Gouvernement ghanéen qui a conduit le Conseil à réexaminer la question du lieu de la Conférence. Elle estime cependant que, au lieu de la tenir à Genève ou à New York, il serait plus marquant, dans la lutte pour les droits de l'homme en Afrique australe, de la convoquer sur le continent africain, qui est en proie au racisme institutionnalisé. Cela étant, le Gouvernement australien espère ardemment avoir l'occasion d'y participer, quel que soit le pays où elle se déroulera, afin d'apporter sa contribution à la réalisation des objectifs qu'elle vise.

19. M. Lamb ne veut pas entrer dans le détail des mesures prises par son pays pour lutter contre le racisme, puisqu'il a déjà rendu compte de l'évolution récente de la législation et des pratiques suivies dans ce domaine au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale lors de sa quinzième session qui s'est tenue à Vienne (28 mars-15 avril 1977). Le Gouvernement australien estime que la survivance de la discrimination sous des formes diverses dans de nombreuses parties du monde et sous sa forme exacerbée en Afrique australe, est un affront pour l'humanité. Peu de pays peuvent affirmer en toute honnêteté qu'il n'existe absolument pas de pratique discriminatoire dans leur territoire; si le racisme n'existait que dans les pays où il se manifeste de façon plus flagrante, il n'aurait pas été nécessaire d'élaborer une convention internationale, et la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme s'intitulerait autrement. Le racisme est une perversion que la législation à elle seule ne peut supprimer; il faut, en permanence, mettre en oeuvre des programmes énergiques d'éducation et d'information et fournir un appui renouvelé à la lutte contre ce fléau.

20. Le 21 mars, lors de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le Premier Ministre australien a dit que la persis-

tance de l'*apartheid* et des manifestations de fanatisme racial sont une offense à la dignité humaine et qu'il n'est pas de compromis possible lorsqu'il s'agit de l'égalité entre les hommes.

21. L'Australie, qui est un membre actif du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, sera représentée à la Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie qui doit se tenir du 16 au 21 mai 1977 à Maputo. Pour manifester sa confiance dans son succès, le Gouvernement australien vient d'annoncer une importante contribution financière au titre des dépenses d'organisation de la Conférence.

22. M. VELESKO (Observateur de la République socialiste soviétique de Biélorussie), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que la République socialiste soviétique de Biélorussie a toujours lutté pour l'élimination définitive du racisme et de la discrimination raciale et respecté la Charte des Nations Unies et les résolutions adoptées en la matière. Elle souscrit donc pleinement à la déclaration faite par le Secrétaire général à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale le 21 mars dernier. La discrimination raciale est un affront à la dignité humaine et la forme la plus cruelle de ce mal profondément enraciné qu'est l'*apartheid*.

23. La République socialiste soviétique de Biélorussie a voté en faveur de la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale et n'a cessé de soutenir, lors des sessions suivantes, la cause de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, car elle est convaincue que ces fléaux sont des vestiges du colonialisme qui non seulement s'opposent à l'exercice de l'autodétermination par les peuples, mais encore constituent une menace constante pour la paix et la sécurité internationales.

24. Il faut absolument appliquer la résolution 31/77 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1976, aux termes de laquelle l'Assemblée a condamné les conditions intolérables qui continuent de prévaloir en Afrique australe et ailleurs, y compris le refus du respect des droits à l'autodétermination, et a prié instamment tous les Etats de coopérer loyalement et pleinement à la réalisation des objectifs de la Décennie.

25. Le nombre des détenus actuellement incarcérés en Afrique du Sud s'élève à des milliers et l'on continue de procéder à des arrestations en masse en vertu des lois répressives en vigueur. Selon M. Makatini¹, l'un des dirigeants de l'African National Congress, le régime sud-africain, responsable des massacres sanglants de Sharpeville et Soweto, a été jusqu'à porter des accusations contre des enfants de 4 à 10 ans en vertu de la loi contre le sabotage. Par ailleurs, l'Afrique du Sud continue à occuper illégalement la Namibie, en violation flagrante de la résolution 31/146 de l'Assemblée générale.

26. En Rhodésie du Sud, le régime Smith fait régner l'humiliation et la terreur et son agressivité croissante a conduit le Conseil de sécurité à adopter, sur les instances du Botswana, la résolution 403 (1977) dans laquelle il exige que cessent immédiatement et complètement tous les actes hostiles commis contre le Botswana par le régime illégal de Rhodésie du Sud.

27. Non seulement les régimes racistes, mais encore les Etats qui collaborent avec eux en leur apportant une aide économique et autre, sont condamnables; en effet, les impérialistes font ainsi obstacle à la lutte des peuples pour la libération et l'autodétermination et leur attitude a été condamnée dans les résolutions 2955 (XXVII), 3117 (XXVIII), 3246 (XXIX), 3382 (XXX) et 31/34 de l'Assemblée générale.

28. Enfin, la République socialiste soviétique de Biélorussie appuie sans réserve la tenue de la Conférence de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui contribuera efficacement à l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine.

29. Le PRÉSIDENT dit que l'affiche représentant l'emblème de la Conférence est présentée aux membres du Conseil sur la suggestion de la délégation hongroise; elle a été choisie parmi les 42 projets qui avaient été soumis dans le cadre du Concours international organisé par l'Organisation des Nations Unies pour faire connaître la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Le gagnant du Concours est l'artiste bulgare Peter Slanov Petrov.

La séance est levée à 16 h 40.

¹ Voir A/AC.115/SR.339, par. 27.

2050^e séance

Vendredi 22 avril 1977, à 15 h 35.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2050

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*suite*) [E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1]

1. M. ZACHMANN (Observateur de la République démocratique allemande), prenant la parole sur l'invitation du

Président, dit que la délégation de la République démocratique allemande, qui est membre du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, appuie les propositions relatives à l'ordre du jour de la Conférence et à son organisation, contenues dans le rapport pertinent (E/5922 et Corr. 1).

2. On ne saurait nier qu'il importe d'éliminer le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid* pour le bien de la paix et de la coopération internationale. En dépit de tous les instruments et résolutions destinés à mettre un terme à ces abominables pratiques, les régimes racistes continuent d'empêcher les populations africaines d'exercer leurs droits légitimes, en ayant recours à la terreur et la force.

3. Il est de notoriété publique que, si les régimes racistes peuvent poursuivre cette politique, c'est grâce à l'aide politique, économique et militaire que leur accordent des Etats dont la conduite a été condamnée dans diverses résolutions de l'Assemblée générale, à sa trente et unième session. Tout en dénonçant en paroles l'*apartheid* et le racisme, les représentants de ces Etats formulent toutes sortes de réserves quand vient le moment d'adopter des mesures concrètes.

4. Plusieurs Etats, dont la République démocratique allemande, ont souligné à diverses reprises que le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid* constituaient non seulement une violation des droits de l'homme et une preuve de la démesure de quelques individus, mais un crime organisé contre l'humanité, dont l'objectif est de préserver les bénéfices du capitalisme en perpétuant l'exploitation et l'oppression coloniales et en incitant les peuples à une lutte fratricide.

5. Le moment est venu de passer des discours à l'action : il faut s'employer à faire respecter scrupuleusement les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et à atteindre pleinement les objectifs de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

6. De l'avis de la délégation de la République démocratique allemande, la Conférence devrait s'attacher à faire le bilan quinquennal de la Décennie et à adopter un programme orienté vers l'action dans le but d'éliminer le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*. Dans ce contexte, la Conférence devra, entre autres choses, favoriser la pleine application des résolutions de l'ONU relatives au racisme, à la discrimination raciale et à l'*apartheid*, à la décolonisation et à l'autodétermination, envisager de nouvelles mesures en vue d'isoler et de briser les régimes racistes, dénoncer la menace que font peser sur la paix les régimes racistes, mettre en lumière les principaux obstacles à l'élimination du racisme et de la discrimination raciale, chercher à obtenir de certains Etats et sociétés transnationales qu'ils mettent fin à l'aide politique, économique et militaire qu'ils accordent aux régimes racistes de l'Afrique australe, et faire le nécessaire pour apporter une aide accrue à la lutte légitime des mouvements de libération nationale en Namibie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud.

7. Plus la paix mondiale sera solidement fondée, plus il sera facile de lutter activement contre le colonialisme, le racisme et la menace impérialiste. La paix, la détente et des mesures propres à mettre fin à la course aux armements aideront à atteindre les buts et objectifs de la Décennie. En conséquence, la délégation de la République démocratique allemande estime que le lien étroit qui unit ces domaines ne doit pas être perdu de vue au cours des débats de la prochaine Conférence.

8. Enfin M. Zachman, citant un passage du message que le Secrétaire général du Comité central du parti de l'unité

socialiste et Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande a adressé au Président du Comité spécial contre l'*apartheid* à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, réaffirme que la République démocratique allemande continuera, comme les autres Etats socialistes, à prendre part à la lutte pour l'élimination de la discrimination raciale qui a causé tant de souffrances à l'humanité et à apporter son plein appui aux peuples qui luttent pour la libération nationale et sociale.

9. M. VALDERRAMA (Philippines) dit que la délégation philippine espère que la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale marquera une nouvelle étape dans la lutte entreprise pour assurer la justice, la dignité de l'homme et la liberté dans le monde.

10. Les Philippines ont souscrit sans réserve aux objectifs du Programme pour la Décennie et adhèrent pleinement à la cause de l'élimination du colonialisme, du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid*. En leur qualité d'Etat partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les Philippines ont appuyé les travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Leur participation au Comité spécial contre l'*apartheid* ainsi qu'au Comité spécial pour la rédaction d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports suffit à définir clairement leur position dans ce domaine.

11. Le Gouvernement philippin a toujours appuyé les travaux du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, du Comité spécial contre l'*apartheid* et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie ainsi que ceux de la Commission des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme, et a contribué à divers fonds humanitaires des Nations Unies, ainsi qu'au Fonds de solidarité pour l'Afrique australe créé par les pays non alignés en vue d'améliorer le sort des populations noires opprimées de Namibie, du Zimbabwe et d'Afrique du Sud.

12. Le Gouvernement philippin regrette que le Ghana ne puisse accueillir la Conférence et espère que ce pays demeurera à l'avant-garde de la lutte entreprise pour que soit reconnue la dignité de l'homme et que soient atteints les objectifs du Programme pour la Décennie. La délégation philippine espère qu'un autre pays africain se proposera et, sinon, se réserve le droit de faire savoir si elle préfère que la Conférence ait lieu à Genève ou à New York.

13. En ce qui concerne le rapport du Sous-Comité préparatoire (E/5922 et Corr.1), la délégation philippine approuve l'ensemble de l'ordre du jour provisoire et plus particulièrement les recommandations visant à ce que l'on désigne un secrétaire général et à ce que tous les Etats soient invités à participer à la Conférence; elle accepte également la suggestion selon laquelle celle-ci devrait se consacrer à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid* en Afrique australe.

14. Convaincue qu'il importe d'assurer la plus large publicité possible à la Conférence, la délégation philippine prend note avec satisfaction des rapports du Secrétaire général sur

les activités réalisées par les gouvernements, les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées à cet égard (E/5920 et E/5921).

15. Enfin, M. Valderrama signale que l'on n'a pas suivi la procédure établie en ne présentant pas le rapport du Sous-Comité préparatoire et espère que cette façon d'agir ne constituera pas un précédent.

16. M. WU Hsiao-ta (Chine) dit que la discrimination raciale et l'*apartheid* continuent à peser lourdement sur certains peuples, en particulier ceux de l'Afrique australe qui n'ont pas encore obtenu leur indépendance. Afin d'exercer une répression sur le peuple d'Azanie, le régime raciste d'Afrique du Sud a promulgué, depuis longtemps déjà, des lois et des règlements discriminatoires, comme les lois sur l'*apartheid* et la Loi de sécurité publique, en vertu desquelles il persécute brutalement les Africains. Les autorités sud-africaines ont concentré une masse de 17 millions d'Africains dans les terres arides qui constituent 13 p. 100 de la superficie totale de l'Afrique du Sud, alors que 4 millions de Blancs se sont approprié les 87 p. 100 du territoire où se trouvent les villes, les centres industriels, les mines et les terres fertiles. La population noire, que ce soit dans les bantoustans ou dans les villes, mène une existence quasi inhumaine. En Namibie, les autorités sud-africaines ont contraint par la force 800 000 Africains à émigrer vers les *homelands* pour laisser aux racistes blancs toutes les mines et les terres cultivables. Le régime raciste de Rhodésie a promulgué au total plus de 60 lois discriminatoires et a occupé par la force les terres fertiles qui représentent la moitié de la superficie totale de ce pays. Un grand nombre d'habitants du Zimbabwe ont été contraints de quitter leur foyer pour émigrer dans les réserves, où ils constituent une main-d'oeuvre à bon marché pour les capitalistes blancs et les propriétaires de plantations. Pour les populations noires d'Afrique du Sud, de Namibie et de Rhodésie, cette situation est un véritable enfer sur la terre.

17. Le racisme et la discrimination raciale sont des produits du colonialisme. Les peuples d'Afrique australe qui n'ont pas encore obtenu l'indépendance mènent une lutte héroïque pour secouer le joug qui les opprime. Depuis le milieu de juin 1976, il y a eu en Azanie plusieurs soulèvements, lancés par les étudiants de Soweto et appuyés par les représentants de différentes classes sociales. Les forces patriotiques armées du Zimbabwe continuent d'affirmer leur pouvoir et d'étendre leur rayon d'action, assénant de rudes coups à l'armée coloniale. Les forces armées de Namibie progressent elles aussi rapidement vers la victoire.

18. Les régimes racistes de Vorster et Smith, comme toutes les autres forces réactionnaires, ne cèdent pas volontiers du terrain et, au contraire, multiplient les manoeuvres contre-révolutionnaires pour essayer de maintenir leur domination. D'un côté, ils renforcent leur pouvoir militaire et, de l'autre, ont recours à des "conversations pacifiques" et à toutes sortes de mascarades politiques. En octobre 1976, les autorités réactionnaires d'Afrique du Sud ont monté la farce de la prétendue "indépendance du Transkei"; cette année, elles ont créé un "gouvernement provisoire" fantoche en Namibie. Mais ces mises en scène maladroites n'arrivent pas à abuser les peuples d'Afrique australe, qui savent bien que seule la lutte armée permettra de faire échec au racisme et au colonialisme.

19. Actuellement, les superpuissances démontrent leur rivalité en Afrique australe. Pendant que l'une cherche par tous les moyens à sauvegarder ses intérêts, l'autre, qui se prétend "l'alliée naturelle" du mouvement de libération nationale, renforce son infiltration et son emprise en Afrique australe, semant la discorde et créant des divisions entre les organisations de libération nationale et les Etats africains. Récemment, cette dernière superpuissance est allée jusqu'à enrôler des forces mercenaires pour tenter une invasion à grande échelle de la République du Zaïre. Ces agissements n'ont fait que rendre plus difficile la tâche des peuples d'Afrique australe luttant pour leur libération nationale. Mais, d'un autre côté, elle leur a enseigné, en leur montrant l'exemple à ne pas suivre, qu'il faut se méfier non seulement des dangers du racisme et du colonialisme, mais aussi de l'hégémonie des superpuissances.

20. La lutte légitime des peuples d'Afrique australe contre le racisme et pour la libération nationale est partie intégrante de la lutte menée par de nombreux peuples du tiers monde contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie et il est naturel qu'elle bénéficie de la solidarité et de l'appui des peuples du monde entier. La Déclaration politique¹ adoptée par la première conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et de la Ligue des Etats Arabes, qui s'est tenue au Caire du 7 au 9 mars 1977, traduit la ferme volonté des 60 Etats arabes et africains de soutenir les peuples d'Afrique australe et de lutter et de triompher avec eux. Le Gouvernement et le peuple chinois continuent, comme dans le passé, d'appuyer le peuple d'Afrique australe dans sa lutte légitime contre le colonialisme, le racisme, le sionisme, l'impérialisme et l'hégémonie.

21. La délégation chinoise se félicite de l'organisation de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et formule des vœux pour son succès.

22. M. KUBBA (Irak) réaffirme le soutien résolu de son gouvernement au Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale qui ouvre la voie à l'adoption de mesures propres à libérer le monde du colonialisme, de l'impérialisme et du racisme. La discrimination raciale est pratiquée sous ses formes les plus odieuses en Afrique australe et dans les territoires arabes occupés. L'oppression à laquelle est soumis le peuple d'Afrique du Sud commence à constituer une menace pour la paix et la stabilité, non seulement du continent africain, mais aussi du monde entier.

23. Le peuple arabe opprimé du territoire occupé de Palestine et le peuple d'Afrique du Sud connaissent des problèmes semblables et la lutte qu'ils mènent pour leur libération nationale, comme ceux du Zimbabwe, de Namibie et d'autres pays encore, est une lutte commune. C'est pourquoi la première Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et de la Ligue des Etats arabes a réaffirmé la nécessité de renforcer le front uni qu'ont constitué ces peuples aux fins de la libération nationale et a condamné l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le sionisme et l'*apartheid*, ainsi que toutes les autres formes de discrimination et de ségrégation raciale et religieuse.

¹ Voir A/32/61.

24. L'Irak est un ferme partisan de l'application effective de toutes les décisions et résolutions de l'Organisation des Nations Unies portant sur la question à l'examen; il estime que le rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5922 et Corr.1) constitue une étape positive dans le processus d'élimination de ces fléaux, et espère que ce rapport sera accepté sans aucune réserve.

25. M. FAKTOR (Tchécoslovaquie) estime que, nonobstant les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et nombre d'autres organismes, il est évident que le racisme et la discrimination raciale continuent à sévir. La preuve en est qu'en Rhodésie du Sud, en Afrique du Sud et en Namibie les pratiques de ce type sont devenues la politique officielle des régimes blancs, qui ne peuvent persister dans cette voie que grâce à l'appui qu'ils reçoivent des pays impérialistes, en particulier des membres de l'OTAN, bien que les représentants de ces pays parlent d'abondance de liberté, de droits de l'homme et d'égalité.

26. Le racisme et la discrimination raciale sont des notions totalement étrangères aux nations qui composent la Tchécoslovaquie, et le gouvernement, par le truchement de sa politique et de son système d'éducation ainsi que par tous les moyens d'information à sa disposition, donne à ses ressortissants la possibilité de se familiariser avec tous les aspects négatifs de ces pratiques.

27. La Tchécoslovaquie se solidarise pleinement avec la lutte de tous les peuples opprimés contre le racisme et la discrimination raciale, et sa délégation, qui appuie le programme pour la Décennie approuvé par l'Assemblée générale, espère que le Conseil, lors de sa présente session, fera le point de ce programme et adoptera des dispositions visant à renforcer l'efficacité des mesures prévues pour son exécution.

28. Mlle DJURIČKOVIĆ (Yougoslavie) estime que la question à l'étude est l'une des plus importantes parmi celles qui sont inscrites à l'ordre du jour de la session; en effet, il est évident que, parallèlement à la lutte que livrent les peuples opprimés, il faut adopter les mesures politiques propres à assurer l'élimination du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid* en Afrique du Sud, en Rhodésie du Sud et en Namibie comme dans tous les autres bastions du colonialisme et de la domination étrangère.

29. La Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale marque une étape importante dans les efforts menés par l'Organisation des Nations Unies pour obtenir l'isolement politique et économique des régimes racistes d'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud et avant tout pour empêcher que leur soit apportée une aide militaire et technologique. En outre, cette conférence, conjointement avec celles qui ont eu lieu avant elle à Maputo et Lagos, devrait susciter un appui sans réserve aux mouvements de libération.

30. Etant donné que, ainsi qu'il est prévu dans le Programme pour la Décennie, il est extrêmement important que la Conférence ait lieu en 1978, la délégation Yougoslave pense que l'adoption d'une décision dans ce sens par le Conseil économique et social au cours de sa session serait

tout indiquée pour permettre à l'Assemblée générale d'examiner la question à sa trente-deuxième session, et elle est prête à appuyer tout projet de résolution qui reprendrait les propositions figurant dans le rapport du Sous-Comité préparatoire. En tant que membre du Sous-Comité, la délégation de la Yougoslavie est également prête à participer à tous travaux qui s'avèreraient nécessaires par la suite.

31. Puisque, indépendamment des réserves que certaines délégations pourraient avoir au sujet du rapport du Sous-Comité préparatoire, tout le monde est d'accord pour reconnaître la nécessité de tenir la Conférence, il serait utile au plus haut point que le Conseil prenne une décision au sujet des diverses questions d'organisation de la Conférence, pour en accélérer les préparatifs.

32. M. MARTYNENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) fait observer qu'il ressort de la documentation présentée pour l'étude de la question que, au cours des dernières années, beaucoup a été fait pour servir la cause de l'élimination du racisme et de la discrimination raciale. Il y a lieu, notamment, de souligner la contribution des pays socialistes et des pays en développement, dont les efforts ont incité l'Assemblée générale à adopter le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et d'importants instruments internationaux, parmi lesquels se détachent la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* et les résolutions condamnant d'autres formes de racisme qui ont été adoptées au cours des trentième et trente et unième sessions de l'Assemblée.

33. Il convient également de mentionner les travaux importants du Comité spécial contre l'*apartheid*, la Conférence mondiale pour l'action contre l'*apartheid* qui aura lieu à Lagos en août 1977 et la Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie qui se réunira à Maputo du 16 au 21 mai 1977. La RSS d'Ukraine participera à cette dernière conférence pour soutenir la cause de la libre détermination et de l'indépendance et elle a déjà versé une importante contribution financière aux fins de la Conférence. Il faut également rappeler que la première Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et de la Ligue des Etats arabes a condamné les activités des régimes racistes.

34. Malgré tout, le racisme n'a pas été encore supprimé et continue à compter sur l'appui des milieux impérialistes les plus réactionnaires. Il est déplorable que nombre d'Etats n'appliquent pas les mesures prévues au Programme pour la Décennie ni ne sont parties aux instruments internationaux tels que la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signe d'une attitude négative à l'égard de la lutte contre le racisme.

35. L'Afrique du Sud est le principal bastion du racisme et de la discrimination raciale, dont les principes font loi dans ce pays. Le Gouvernement sud-africain appuie le régime illégal de la Rhodésie et la répression violente et cruelle pratiquée par ces deux régimes a mérité la condamnation du monde tout entier. En outre, la lutte sanglante menée contre les mouvements de libération nationale constitue une menace pour les pays indépendants voisins et pour la paix et la sécurité internationales.

36. Toutefois, les régimes de Pretoria et de Salisbury ne sont pas les seuls responsables de cette situation; ils partagent cette responsabilité avec les Etats dont l'aide économique et militaire leur permet de persister dans leur attitude. Il ne fait aucun doute que les investissements réalisés en Afrique australe par les sociétés transnationales des pays membres de l'OTAN sont autant d'investissements dans le système de l'*apartheid* même, qui permet à ces sociétés de continuer à exploiter les ressources africaines. Qui plus est, les mêmes forces qui soutiennent le racisme en Afrique australe essaient de freiner le cours de l'évolution historique des pays indépendants d'Afrique et d'Asie et sont allées jusqu'à recourir à l'assassinat de dirigeants politiques progressistes.

37. La discrimination raciale, qui est un anachronisme, a été fermement condamnée par les peuples. Pour leur part, les Etats socialistes ont éliminé toute forme de discrimination et ont fait en sorte que des centaines de nationalités vivent ensemble en parfaite harmonie. C'est pourquoi la lutte livrée par les autres peuples contre l'oppression peut compter sur l'appui total de ces pays. Le vingt-cinquième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique a déclaré que l'élimination totale des systèmes d'oppression colonialiste et du racisme constitue une tâche qui ne peut être remise. La RSS d'Ukraine appuie fermement l'application du Programme pour la Décennie et des autres décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et aide de toutes les manières possibles à assurer le respect du principe de la libre détermination, qui est l'essence même du système socialiste. Elle condamne également les manoeuvres tentées par l'Afrique du Sud pour implanter un régime fantoche en Namibie, ainsi que la répression exercée sur les peuples autochtones de la Rhodésie du Sud.

38. En proclamant la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, l'Assemblée générale voulait mettre fin aux dernières manifestations de ces fléaux et tous les Etats Membres sont tenus d'appliquer ses décisions en la matière. Au chapitre V du rapport du Secrétaire général (E/5920), on remarque que le Service de l'information du Secrétariat a mené certaines activités dans ce domaine. Néanmoins, il faudrait qu'il fasse davantage et il convient à cet égard de rappeler que, dans sa résolution 31/6 H, l'Assemblée générale a proclamé que toute collaboration avec le régime raciste d'Afrique du Sud constitue un acte d'hostilité contre le peuple de l'Afrique du Sud et un défi aux Nations Unies et à la communauté internationale. Cette idée devrait être plus amplement reflétée dans les divers travaux du Service de l'information comme dans les activités d'information de l'OIT et de l'UNESCO.

39. Des résolutions adoptées par l'Assemblée générale au cours des dernières sessions, comme de l'échange de vues qui a eu lieu au cours des travaux du Conseil et du Sous-Comité préparatoire de la Conférence, il ressort que l'écrasante majorité des Etats Membres attachent une grande importance à la tenue de la Conférence en 1978, comme moyen d'attirer l'attention sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le monde entier, et particulièrement en Afrique australe. De l'avis de la délégation ukrainienne, le Secrétariat doit s'efforcer de préparer à temps la documentation nécessaire pour la Conférence et indiquer des mesures pratiques et concrètes d'organisation en vue de tenir la Conférence en 1978.

40. La délégation ukrainienne appuie de manière générale les recommandations et propositions qui figurent dans le rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5922 et Corr.1) au sujet de son projet d'ordre du jour provisoire, qui comporte des questions telles que l'examen des progrès réalisés et l'identification des principaux obstacles auxquels se heurte aux niveaux mondial, régional et national, la lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*. De l'avis de la délégation ukrainienne, il importe que l'on inscrive à l'ordre du jour de la Conférence la question de l'évaluation de l'efficacité des méthodes employées dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et notamment l'influence des conventions, déclarations et recommandations internationales. La Conférence doit examiner la question de la formulation de moyens efficaces et de mesures concrètes pour parvenir à l'élimination complète du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid*, notamment en ce qui concerne l'application pleine et universelle des résolutions pertinentes des Nations Unies et la préparation de nouveaux instruments internationaux.

41. Il convient également de souligner l'importance de l'appui et de l'aide internationaux apportés aux peuples et mouvements qui luttent contre le colonialisme et la discrimination raciale et les efforts vigoureux tentés pour aboutir à l'isolement et à l'élimination des régimes racistes d'Afrique australe.

42. En ce qui concerne la participation des organisations non gouvernementales à la Conférence, la délégation ukrainienne considère, étant donné le grand nombre d'organisations reconnues comme entités consultatives par le Conseil, que l'on devra tenir compte, lorsqu'on formulera les invitations à participer à la Conférence, des activités menées par ces organisations dans la lutte contre le racisme et de leur contribution concrète au Programme pour la Décennie. La délégation ukrainienne est prête à appuyer le projet de résolution élaboré au sujet de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et s'engage à collaborer pleinement aux efforts qui seront tentés pour assurer le succès du Programme.

43. Selon M. ABDALLAH (Tunisie), il faudrait que les idéaux des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies se traduisent par des actions positives concertées. Le racisme et la discrimination raciale, qui déshonorent l'humanité et constituent une violation flagrante et infamante de la Charte des Nations Unies, ont été résolument condamnés par toute la communauté internationale et la conscience universelle. Il faudrait à présent engager une lutte de tous les instants contre ce fléau hideux et ses derniers tenants. La Tunisie n'a cessé, depuis son accession à l'indépendance, de combattre ce mal sous toutes ses formes – racisme, discrimination raciale ou *apartheid*. Bien que la Tunisie n'ait jamais connu de problèmes de ce genre, la loi tunisienne n'en condamne pas moins toute discrimination, de quelque nature que ce soit.

44. A plusieurs reprises, le Président de la République tunisienne a assuré de son appui total et de sa solidarité les peuples opprimés d'Afrique australe et de Palestine qui luttent contre toutes les formes de racisme et de domination coloniale. A cet égard, la Tunisie, un des pays ayant

adhéré à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, espère que d'autres Etats la ratifieront dans les plus brefs délais car cet instrument leur donne l'occasion de concrétiser leurs bonnes intentions.

45. La Décennie de la lutte contre la discrimination raciale doit renforcer la détermination de tous les Etats à s'engager dans une action concertée pour éliminer toutes les formes de discrimination et libérer ceux qui y demeurent encore soumis. La Tunisie exprime une nouvelle fois sa solidarité avec les peuples du Zimbabwe, de Namibie et de Palestine qui luttent pour se libérer de ces maux. La communauté internationale devrait condamner non seulement les régimes racistes qui subsistent encore en Afrique australe et en Palestine, mais aussi et surtout les véritables responsables de la survivance des régimes racistes, à savoir les Etats qui leur fournissent une aide politique et matérielle. En effet, sans l'aide et le soutien de ces Etats, les oppresseurs auraient depuis longtemps cédé devant la détermination et les condamnations réitérées de l'Organisation des Nations Unies.

45. La Tunisie appuie résolument la tenue de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, prévue pour 1978, et souhaite que la participation à cette conférence soit la plus large possible. Il faut que tous les pays oeuvrent ensemble au succès de cette entreprise qui donnera l'impulsion décisive à l'élimination des régimes reposant sur la discrimination et le racisme, particulièrement en Afrique australe et au Moyen Orient.

47. La délégation tunisienne accueille avec satisfaction le rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence, qui augure bien du succès futur de la Conférence, conformément à toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

48. Mme SEMICHI (Algérie) dit que, en proclamant en 1973 la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, l'Assemblée générale s'est inspirée avant tout des sérieux obstacles que constituent toutes les formes de racisme pour le progrès et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

49. Il n'est pas superflu de rappeler que l'arrivée au sein de l'Organisation des Nations Unies d'un grand nombre de pays du tiers monde nouvellement indépendants a favorisé l'accélération d'un courant qui inspire l'action de la communauté internationale dans sa lutte pour éliminer le racisme et la discrimination raciale en tous lieux, et plus particulièrement en Afrique, continent qui, pendant des siècles, a été le lieu de prédilection de certaines puissances coloniales, qui y ont exercé leur système d'exploitation de toutes les ressources physiques et humaines. Aujourd'hui encore, malgré la libération de ce continent dans sa quasi-totalité et toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, les régimes illégaux d'Afrique australe continuent à appliquer leur politique raciste appelée, par euphémisme, "politique de développement séparé", alors qu'il n'est un secret pour personne qu'il s'agit d'une volonté permanente d'extension de la politique d'*apartheid* et de "bantoustanisation" de la région; politique dont les conséquences constituent une menace réelle à la paix et à la sécurité internationales.

50. Ce n'est pas sans un sentiment de révolte et d'indignation que l'on voit le racisme et la discrimination raciale s'étendre à d'autres parties du monde, avec les mêmes manifestations de violence et de cruauté. Le drame du peuple palestinien et ses souffrances causées par un système fondé sur la discrimination religieuse en sont un autre exemple éloquent pour la communauté internationale. A cet égard, l'Algérie continuera à apporter son appui total et permanent au peuple palestinien, victime d'une forme de racisme au service d'une politique expansionniste et discriminatoire. C'est avec la même foi dans les principes qui ont toujours guidé son action internationale que l'Algérie s'applique à combattre le racisme et la discrimination raciale, même s'ils se dissimulent sous des formes nuancées.

51. La situation des travailleurs migrants demeure une source de préoccupation pour de nombreux pays du tiers monde. S'il faut bien reconnaître que certains gouvernements des pays d'accueil apprécient cette contribution au maintien de l'équilibre de leur économie et qu'ils ont pris un certain nombre de mesures visant à garantir la sécurité de ces travailleurs, il n'en est pas moins déplorable de voir que l'effort social n'est guère à la mesure des sacrifices consentis par ces groupes d'émigrés. Dans ce contexte, la délégation algérienne se réjouit de ce que l'ordre du jour provisoire de la Conférence mondiale pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale contienne un point relatif aux mesures internationales et nationales propres à assurer la suppression de toutes les mesures discriminatoires contre les travailleurs migrants.

52. La délégation algérienne tient à souligner une fois de plus sa satisfaction des préparatifs de la Conférence, à propos desquels des résultats appréciables ont déjà été obtenus : ainsi l'adoption, par le Sous-Comité préparatoire de la Conférence, du rapport contenant le projet de règlement intérieur provisoire et l'ordre du jour provisoire de la Conférence; ce dernier est le fruit d'une concertation étroite entre un grand nombre de délégations membres et a été adopté par consensus par le Sous-Comité.

53. Il est certain que la Conférence ne représente qu'un jalon dans la lutte que livre la communauté internationale pour éliminer ce fléau qu'est le racisme, dont souffre encore une grande partie de l'humanité; il n'en demeure pas moins qu'elle représente un moment marquant de la Décennie et le témoignage d'une solidarité à l'échelle mondiale et de l'engagement des Etats Membres dans une action contre le racisme et la discrimination raciale. L'Algérie, qui a ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ne ménagera aucun effort pour assurer le succès de la Conférence.

54. Mlle HOLZER (Autriche) rappelle que, sur le fond, la position de l'Autriche à l'égard de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et de la Conférence mondiale est bien connue. Ce pays continue de faire pleinement sien le Programme pour la Décennie, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 3057 (XXVIII), avec les objectifs et moyens d'action qu'il définit. L'Autriche montre l'importance qu'elle attache à la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales en participant aux travaux du Sous-Comité préparatoire de la Conférence comme à ceux de divers autres organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent

des droits de l'homme. Elle s'intéresse particulièrement à la situation en Afrique australe, où la persistance de la discrimination raciale sous sa forme la plus odieuse fait craindre une confrontation raciale dans le sang. L'Autriche espère que la Conférence mondiale permettra au monde entier de mieux prendre conscience du problème que posent dans certaines parties du monde l'existence et la persistance du racisme, avec toutes leurs conséquences, et qu'elle suscitera des efforts renouvelés en vue d'éliminer la discrimination raciale, afin que la raison prévale et que l'on aboutisse à une solution pacifique en Afrique australe.

55. Le 21 mars, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le Ministre autrichien des relations extérieures, M. Willibald Pahr, a, dans un message adressé au Secrétaire général, fait part de la profonde inquiétude de l'Autriche devant la persistance du racisme et affirmé la solidarité de ce pays avec les victimes de la discrimination raciale. En témoignage de l'appui qu'elle apporte à la lutte des peuples opprimés d'Afrique australe, l'Autriche a récemment versé une contribution de 5 000 dollars pour la Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie, qui se tiendra en mai à Maputo.

56. L'Autriche avait favorablement accueilli l'offre du Gouvernement ghanéen, qui proposait d'être l'hôte de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et elle regrette que cette offre n'ait pu être maintenue, car il lui paraissait tout indiqué que conférence ait lieu sur le sol africain.

57. M. MOHAMMED (Bangladesh) déclare que le Gouvernement et le peuple du Bangladesh appuient avec vigueur la cause de ceux qui luttent pour l'élimination totale et définitive de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale. En effet, la constitution fait obligation au pays de soutenir dans le monde entier les peuples opprimés qui combattent l'impérialisme, le colonialisme et le racisme.

58. Le racisme et la discrimination raciale, ces fléaux, sont une insulte à l'humanité. L'Afrique est simplement l'endroit où l'affrontement a pris un caractère plus aigu; lorsque le colonialisme s'est effondré, les foyers de racisme et d'*apartheid* qui ont persisté ça et là en Afrique australe se sont attiré le mépris de toute la communauté internationale. Mais ces régimes ne tiendront pas devant le cours irrévversible de l'histoire.

59. Le racisme et la discrimination raciale sous toutes leurs formes ont été condamnés sans équivoque par l'Organisation des Nations Unies et par l'opinion publique mondiale. La communauté internationale doit maintenant traduire dans les faits sa volonté de faire disparaître ces maux à jamais. A cette fin, l'Assemblée générale a proclamé la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, approuvé un vaste programme d'action et décidé d'organiser, en 1978, une conférence mondiale. La délégation du Bangladesh estime qu'il convient de diffuser largement le Programme de la Décennie, car il est indispensable à ses yeux de mobiliser l'opinion publique mondiale. De même, elle approuve dans leurs grandes lignes les recommandations contenues dans le rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence, qui lui paraissent de nature à constituer une base solide pour les préparatifs de la

conférence, laquelle doit bénéficier d'une participation et d'une représentation aussi étendues que possible.

60. Enfin, M. Mohammed précise que le Bangladesh, qui compte parmi les pays les moins avancés, comprend parfaitement les raisons qui empêchent le Gouvernement ghanéen d'accueillir la Conférence et il espère que ce pays demeurera à l'avant-garde de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

61. M. KARUHIJE (Rwanda) voit dans ces maux que sont le racisme et la discrimination raciale l'un des principaux obstacles à la réalisation des intentions et des objectifs de la Charte des Nations Unies, car ils séparent les hommes dès la naissance, pendant toute leur vie et après la mort encore, les Noirs et les Blancs étant même enterrés à part dans des cimetières réservés.

62. Le Rwanda se solidarise avec le peuple sud-africain, victime du racisme sous sa forme la plus odieuse, l'*apartheid*, et avec le peuple palestinien, ignominieusement traité, et il condamne l'aide extérieure que reçoivent les régimes racistes d'Afrique australe.

63. A propos de la Décennie, la délégation rwandaise félicite les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales et les organismes privés de leur contribution à la Décennie et elle remercie le Conseil et l'ensemble de ses organes de leur action en ce sens.

64. Des enquêtes réalisées aux Etats-Unis et en France montrent que les races tendent à se mêler et que, dans 2 000 ans, la population de la planète sera homogène. M. Karuhije espère qu'il ne faudra pas attendre 20 siècles avant de voir disparaître de la surface du globe ce fléau qu'est la discrimination raciale.

65. La délégation rwandaise juge nécessaire et urgent de tenir la Conférence, qui permettra à la communauté internationale de prendre conscience du problème que constitue le racisme, et elle espère que le Conseil pourra, malgré les réserves formulées, approuver par consensus le rapport du Sous-Comité préparatoire.

66. M. DOWNES-THOMAS (Secrétaire adjoint du Conseil) rappelle que le Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale a recommandé dans la première partie de son rapport (E/5922 et Corr.1) qu'un membre de la Division des droits de l'homme assiste à la Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie, qui doit se tenir à Maputo. Si cette recommandation est approuvée par le Conseil, il en résultera pour la Division des droits de l'homme des incidences financières d'un montant de 2 000 dollars, au titre des frais de voyage et de subsistance.

67. Le PRESIDENT suggère que, en l'absence d'objection, le Conseil accepte la recommandation du Sous-Comité, qui prévoit qu'un membre de la Division des droits de l'homme assiste à la Conférence internationale pour le soutien des peuples du Zimbabwe et de la Namibie.

Il en est ainsi décidé [décision 215 (LXII)].

La séance est levée à 17 h 25.

2051^e séance

Vendredi 25 avril 1977, à 15 h 35.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2051

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite) [E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1]

1. M. WASILEWSKI (Pologne) dit que le racisme et la discrimination raciale sont absolument incompatibles avec les principes de base et les fondements idéologiques du régime socio-politique de son pays. La Pologne a toujours accordé une grande importance aux activités de l'Organisation des Nations Unies qui visent à éliminer le colonialisme, le racisme, l'*apartheid* et toutes les formes de discrimination raciale; elle est partie aux instruments internationaux pertinents, au nombre desquels il convient de souligner la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*; au mois de mars 1977, la Pologne a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et c'est sur son initiative qu'a été approuvée la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui fait de l'*apartheid* un crime contre l'humanité. En outre, la Pologne accorde une aide constante et illimitée aux mouvements de libération d'Afrique australe, sa délégation est membre du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et son gouvernement n'entretient aucune relation avec les régimes racistes d'Afrique australe.

2. Pour toutes ces raisons, la Pologne appuie sans réserve les objectifs de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La Conférence mondiale sur cette question sera un excellent moyen d'assurer le plein succès de la Décennie, et la Pologne, qui est favorable à la tenue de cette conférence en 1978, accueille avec satisfaction les recommandations faites par le Sous-Comité préparatoire de la Conférence dans son rapport (E/5922 et Corr.1), qui constituent un point de départ propre à assurer le bon déroulement de la Conférence.

3. Mlle MANGANARA (Grèce) dit que son pays, où la discrimination raciale n'existe pas, appuie les objectifs de la Décennie et, pour cette raison, a voté pour la résolution 3377 (XXX) de l'Assemblée générale; en outre, il a ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

4. Le succès du Programme pour la Décennie exige des efforts soutenus de la part de l'ensemble de la communauté internationale, qui ne doit pas oublier que l'élimination du racisme et de la discrimination raciale nécessite également des mesures dans le domaine de l'éducation et des changements profonds de mentalité.

5. La délégation grecque considère que la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, dont les objectifs sont énoncés à l'alinéa a du paragraphe 13 du Programme pour la Décennie contenu en annexe à la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, ne doit pas constituer simplement une réunion technique visant à étudier le racisme et la discrimination raciale; ce doit être au contraire une réunion politique au niveau le plus élevé qui permettra d'adopter des mesures efficaces en vue d'éliminer ces maux. Dans ce contexte, la délégation grecque appuie, dans ses aspects fondamentaux, le rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence (E/5922 et Corr.1). En tout état de cause, elle maintient les réserves qu'elle a pu faire précédemment en ce qui concerne certains points concrets mentionnés dans ledit rapport. La position que la délégation grecque adoptera sur tout projet de résolution présenté sur ce point tiendra compte des principes que Mlle Manganara vient d'exposer.

6. M. SIDDIQ (Afghanistan) estime que la discrimination raciale constitue une des violations les plus graves des droits de l'homme et rappelle que son pays, qui a consacré le principe de la dignité humaine, de la liberté et de l'égalité dans sa constitution, a toujours condamné la discrimination raciale dans toutes ses manifestations. Les formes les plus exacerbées de racisme et de discrimination raciale sont celles qui sont pratiquées en Afrique australe mais, dans cette région, l'effort déployé par les peuples pour assurer le respect de leurs droits fondamentaux a pris un nouvel élan, comme en témoignent la lutte armée des peuples du Zimbabwe et de la Namibie et la rébellion du peuple sud-africain contre le régime d'*apartheid*. L'Afghanistan, qui voit dans la situation en Afrique australe une menace pour la paix et la sécurité internationales, appuie le droit des peuples du Zimbabwe et de la Namibie à l'autodétermination et à l'indépendance et estime que l'*apartheid* est un crime contre l'humanité. De même, il soutient la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le Programme pour la Décennie, en particulier la Conférence mondiale de 1978 qui, il faut l'espérer, pourra avoir lieu en Afrique.

7. Dans ce sens, la délégation afghane souscrit aux propositions faites par le Sous-Comité préparatoire de la Conférence dans son rapport. Compte tenu de l'importance que revêtent les décisions prises par l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine, M. Siddiq espère qu'elles seront toutes appliquées par la communauté internationale.

8. M. SAAD (Soudan) souligne que la Constitution soudanaise entérine le principe de l'égalité de tous devant la loi, quels que soient l'origine, la race, le domicile, le sexe, la langue ou la religion. En outre, le Président du Soudan a annoncé en février 1977 que la défense du combat de libération et des droits de l'homme et l'opposition active au racisme et à la discrimination raciale étaient les principes

sur lesquels reposait la politique étrangère de son pays en Afrique. Le Soudan a ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* et a adhéré à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Il appuie sans réserve les peuples opprimés d'Azanie, de Namibie, de Palestine et du Zimbabwe qui sont victimes de politiques racistes et de discrimination raciale.

9. Ces politiques ont été condamnées par la communauté internationale, mais cette condamnation, tout en étant une mesure positive, est loin d'être suffisante. L'aide morale donnée aux peuples opprimés représente une source d'espoir et d'inspiration, mais l'aide matérielle dont bénéficient ceux qui les oppriment annule toute l'efficacité de ces efforts. Si la communauté internationale souhaite réellement combattre le racisme et la discrimination raciale pendant la Décennie, il faut qu'elle fasse un choix : elle doit soit cesser de donner à ceux qui oppriment les peuples d'Afrique australe et de Palestine les moyens de renforcer leur position, soit fournir à ces peuples opprimés les ressources matérielles nécessaires pour se libérer du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid*.

10. La délégation soudanaise, qui accorde la plus grande importance à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, estime qu'il ne faut ménager aucun effort pour veiller à ce que cette conférence soit couronnée de succès et, à cette fin, elle espère que le Conseil approuvera à l'unanimité les recommandations du Sous-Comité préparatoire de la Conférence.

11. M. KANAZAWA (Japon) rappelle que son pays s'est toujours opposé à toutes les formes de discrimination et qu'il a été, il y a plus de 50 ans, l'un des premiers à manifester son opposition à la discrimination raciale dans une instance internationale en la condamnant devant la Société des Nations. En fait, la Constitution japonaise interdit toute discrimination; c'est pour cette raison et parce qu'il est convaincu de l'impossibilité de parvenir à un développement économique et social véritable dans une société où la discrimination est largement répandue que le Japon a appuyé la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

12. De même, le Japon est favorable à la tenue de la Conférence mondiale et il estime que le Sous-Comité préparatoire a réalisé des travaux dignes d'éloges. La participation à la Conférence devra être suffisamment large pour qu'il soit possible de bénéficier de l'appui de tous les pays qui s'opposent au racisme. Le projet d'ordre du jour de la Conférence est bien conçu, ce qui devrait permettre d'obtenir des résultats appréciables si les questions inscrites sont examinées de façon constructive et si tous les Etats participants font preuve de modération afin d'éviter que la Conférence ne se transforme en une arène politique.

13. Pour tenter de formuler des mesures efficaces, la Conférence devra veiller tout d'abord à ce que les mesures adoptées aient un caractère pratique et puissent être appliquées dans chacun des pays participants. A cette fin, il conviendra d'accorder une grande importance aux programmes éducatifs de grande envergure qui visent à promouvoir la compréhension entre les peuples et le respect des droits de l'homme et à éliminer l'ignorance et la peur

qui encouragent le racisme et la discrimination raciale. Elle devra veiller ensuite à ce que toutes les mesures qu'elle pourra adopter en vue d'une action concertée de la communauté internationale revêtent un caractère pacifique.

14. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit que la position du Nigéria sur le problème du racisme et de la discrimination raciale a été définie à maintes reprises dans de nombreuses instances internationales à l'intérieur du système des Nations Unies et en dehors. Le Nigéria ne connaissant pas de problèmes raciaux, la question de la discrimination entre les races ne se pose pratiquement pas dans le pays. La Constitution du Nigéria contient des dispositions qui interdisent la discrimination pour des raisons de sexe, de race ou de religion et le Nigéria est partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ainsi qu'à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. Tout au long des années, le Nigéria n'a cessé d'accorder un appui inconditionnel, tant moral que matériel et politique, aux peuples victimes du racisme et de la discrimination et en particulier à ceux qui luttent pour se libérer de l'oppression et de la répression exercées par les régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe. En conséquence, le Nigéria est favorable à l'adoption de sanctions politiques, économiques et autres pour contraindre ces régimes à accepter immédiatement le gouvernement de la majorité noire.

15. Au mépris des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, certains Etats Membres continuent à collaborer avec les régimes racistes et, ce faisant, contribuent directement ou indirectement à les maintenir au pouvoir. A ce propos, Mlle Balogun cite l'intervention du Commissaire aux affaires étrangères du Nigéria lors du débat du Conseil de sécurité sur la question de l'Afrique du Sud; celui-ci a notamment déclaré que certains Membres hésitaient à invoquer le Chapitre VII de la Charte de peur d'ouvrir ainsi la porte à des sanctions économiques¹. Il faut reconnaître que les pays qui ont effectué d'énormes investissements en Afrique du Sud raciste ont investi des sommes encore plus importantes dans les pays d'Afrique noire. Il est temps que les Africains décident de l'attitude à adopter sur cette question. On ne peut pas conserver des liens avec des organismes qui servent aussi les intérêts de régimes qui continuent à réduire les peuples africains frères à l'asservissement et à l'esclavage. Il faut adopter des sanctions économiques et, en particulier, cesser tous nouveaux investissements en Afrique du Sud. Il existe dans les pays occidentaux un courant de pensée selon lequel les prêts et les investissements bénéficient en grande partie à la majorité noire si bien que leur suppression aurait pour elle des conséquences désastreuses. Cet argument est très discutable, toutefois, puisque la population noire ne retire aucun avantage du développement prodigieux de certains secteurs de l'économie sud-africaine et ne peut être plongée dans une misère plus abjecte ni vivre dans des conditions plus humiliantes qu'actuellement, parquée comme elle l'est dans les bantoustans.

16. D'après Mlle Balogun, il ressort des propos du Commissaire des affaires étrangères que l'Organisation des

¹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année, 1989^e séance, par. 19.*

Nations Unies doit absolument invoquer le Chapitre VII de la Charte. Les Etats Membres ne doivent accorder qu'une importance secondaire aux pertes économiques que cette mesure entraînerait pour certains Etats, et s'attacher avant tout à apporter une solution au problème tragique des populations noires opprimées par les régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe.

17. Dans le cadre de l'engagement pris par le Nigéria d'appliquer le Programme pour la Décennie, la délégation nigériane a participé aux travaux préparatoires de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale qui se tiendra en 1978. En outre, le Gouvernement nigérian aura l'honneur d'accueillir la Conférence mondiale pour l'action contre l'*apartheid*, qui aura lieu à Lagos et dont les préparatifs sont déjà à un stade très avancé. Le Nigéria a également présidé les travaux du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, organe subsidiaire du Conseil, dont le rapport est l'un des documents de base actuellement à l'examen. De l'avis de la délégation nigériane, les travaux importants effectués par le Sous-Comité constituent une base solide pour les mesures complémentaires que le Conseil jugera opportun d'adopter à sa présente session. Elle espère donc que le rapport du Sous-Comité sera approuvé de la manière habituelle.

18. Etant donné l'importance que le Gouvernement nigérian accorde à la question considérée, la délégation nigériane a pris la liberté de distribuer aux membres du Conseil des exemplaires de la déclaration faite par le représentant du Nigéria lors du débat du Conseil de sécurité sur la question de l'Afrique du Sud. Ladite déclaration permet de se faire une idée précise de la situation actuelle en Afrique du Sud et replace la question du racisme et de la discrimination raciale dans sa juste perspective politique, sociale, économique et humanitaire.

19. M. HERZOG (Observateur d'Israël), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que, lorsque la Troisième Commission a recommandé en 1973 l'adoption du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, Israël lui a fourni un appui ferme et sans réserve, non seulement parce qu'il abhorre l'idée même de la discrimination raciale fondée sur la race, la couleur ou la religion, mais également parce que, des siècles durant, le peuple juif a été la victime consacrée du racisme dans diverses parties du monde. Le peuple juif est multiracial et chacun peut embrasser sa religion, sans distinction de race, de couleur ou de sexe. Les jeunes activistes juifs n'ont pas attendu les années 60 pour jouer un rôle prépondérant dans la lutte pour la reconnaissance des droits civils de la population noire des Etats-Unis et exprimer ainsi clairement l'attitude juive devant la question de la discrimination raciale. Dès 1902, cette attitude était celle de Theodore Herzl, fondateur du mouvement sioniste, lorsqu'il dénonçait le sort des Noirs soumis aux horreurs de l'esclavage et exprimait son désir d'aider à sauver le peuple noir, lorsque le peuple d'Israël aurait trouvé son salut.

20. Dans sa réponse au questionnaire envoyé par le Secrétaire général conformément au paragraphe 18 de la résolution 3057 (XXVIII), Israël a indiqué ouvertement et sans réserve que le racisme et la discrimination raciale n'existaient pas dans son territoire. Compte tenu de la

grande diversité ethnique, religieuse et linguistique de sa population, l'Etat d'Israël a été guidé depuis sa création par des principes de liberté, de justice et de paix et s'est efforcé de garantir l'égalité des droits sociaux et politiques à tous ses habitants. Lorsqu'on pense à l'hostilité qui l'entoure, il est tout à fait remarquable qu'Israël ait toujours défendu les droits individuels et civiques de ses citoyens arabes, qui prennent part à tous les aspects de la vie israélienne.

21. Israël souhaitait vivement participer à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Le 10 novembre 1975, l'Assemblée générale a adopté la résolution 3379 (XXX), qui restera gravée dans l'histoire comme une infamie et qui a discrédité l'Organisation des Nations Unies et suscité une vague de dégoût dans l'opinion mondiale. Israël s'est donc vu contraint de retirer son appui à la Décennie et à la Conférence mondiale qui doit se tenir en 1978, tant que cette honteuse calomnie restait associée au Programme. Les intentions des auteurs de la résolution 3379 (XXX) ressortent clairement du rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence (E/5922 et Corr.1). En effet, l'alinéa *a* du point 11 de l'ordre du jour provisoire de la Conférence a trait à l'application intégrale et universelle des décisions et résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant le racisme, la discrimination raciale, etc. Compte tenu de l'adoption de la résolution antisémite 3379 (XXX), qui accuse le mouvement de libération nationale du peuple juif de racisme, on est forcé de penser que le libellé ambigu de l'alinéa *a* du point 11 de l'ordre du jour provisoire de la Conférence fait également référence à cette pernicieuse résolution; c'est d'ailleurs l'interprétation qu'en a donné le Conseil à sa soixante et unième session.

22. En dépit des réserves exprimées par certaines délégations, le Sous-Comité préparatoire a recommandé que le Secrétariat établisse un recueil des résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, manœuvre qui a pour but de faire figurer dans ce recueil la résolution 3379 (XXX) et de permettre aux forces de l'anti-sémitisme de soulever la question du sionisme à la Conférence. Afin qu'aucun doute ne subsiste en ce qui concerne ces intentions, on se propose de faire figurer dans la documentation de la Conférence le rapport du prétendu colloque sur le sionisme, qui s'est tenu à Bagdad en novembre 1976 et qui, au paragraphe 41 du rapport du Sous-Comité, est appelé "colloque sur la discrimination raciale". Il convient de signaler également la recommandation tendant à inviter le prétendu Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien à participer à la Conférence. Ce comité n'a strictement rien à voir avec la Conférence, et l'inviter prouve bien qu'on a l'intention d'imposer la question du sionisme dans les débats de la Conférence. Le terrain étant aussi soigneusement préparé, il est évident que certains Etats arabes et leurs satellites ne laisseront pas passer l'occasion de monopoliser la Conférence, comme ils l'ont fait en d'autres circonstances.

23. Si l'Irak souhaite que la Conférence porte sur la lutte commune de tous les peuples pour la libération nationale, comme l'a indiqué son représentant à la séance précédente, il est manifeste que l'ordre du jour de la Conférence mondiale devra contenir un point relatif à la lutte interminable et douloureuse du peuple kurde contre l'oppression

irakienne. La Conférence pourra alors examiner les preuves présentées par divers organismes des Nations Unies et organisations internationales qui confirment que l'Irak a commis de graves violations de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, en s'efforçant de détruire systématiquement l'identité politique, économique, culturelle et linguistique du groupe ethnique kurde et en exécutant, torturant, incarcérant et déportant des dizaines de milliers de Kurdes. Si donc le représentant de l'Irak estime, comme il l'a dit à la séance précédente, que le droit des peuples à l'autodétermination est inaliénable et incontestable, il n'aura certainement aucune objection à ce que l'on étudie la lutte que livre le peuple kurde pour l'autodétermination dans le cadre d'un point de l'ordre du jour de la Conférence mondiale.

24. Il est curieux que le Sous-Comité préparatoire de la Conférence envisage de faire figurer dans la documentation de la Conférence le rapport du colloque sur le sionisme qui s'est tenu à Bagdad, dont la partialité idéologique est notoire, alors qu'il a omis d'y inclure les preuves des violations de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale commises par l'Irak qui ont été présentées devant divers comités de l'Organisation des Nations Unies. Il faut rappeler que ces preuves font partie des documents officiels du Conseil économique et social.

25. Si l'on accepte les recommandations du rapport, la Conférence se transformera sans aucun doute en une conférence contre le sionisme. On peut encore éviter de faire un tel affront à la Conférence et lui rendre son caractère initial. Il est encore temps pour le Conseil de décider s'il accepte ou non ces recommandations. Le Conseil peut exclure de la documentation de la Conférence la résolution 3379 (XXX) et le rapport du colloque sur le sionisme de Bagdad; et il peut sans aucun doute interdire au "Comité palestinien" de participer à la Conférence. En termes brefs, le Conseil doit veiller à ce que la Conférence mondiale ne s'écarte pas de ses buts initiaux et s'oppose à l'introduction de notions partiales, réactionnaires et antisémites. Il faut faire en sorte que les attributions de la Conférence soient conformes aux objectifs et aux intentions de la résolution adoptée en 1973 qui l'a inspirée. Autrement dit, le Conseil a la possibilité de choisir entre une conférence authentiquement consacrée à la lutte contre la discrimination raciale et une conférence tenue sous les auspices des Nations Unies qui deviendrait l'instrument des Etats arabes pour atteindre les objectifs partisans de la guerre politique incessante qu'ils mènent contre l'Etat juif et celui des forces sinistres du racisme antisémite et réactionnaire.

26. Avant de conclure, il convient de souligner que le monde juif attend les décisions qui seront prises sur cette question, que le peuple juif du monde entier envisage avec fermeté et courage et dans l'unité. En 1975, le vote des Etats pour ou contre la résolution 3379 (XXX) a été considéré comme le symbole de l'attitude de ces Etats envers le peuple juif. Le peuple juif du monde entier sera de nouveau à même de se faire une opinion lorsque viendra le moment d'adopter les décisions relatives à cette tentative éhontée de formuler, dans le cadre de la Conférence mondiale, des affirmations fausses et pernicieuses inspirées par l'antisémitisme, qui constitue la forme la plus flagrante de discrimination raciale.

27. M. YANKOV (Bulgarie) dit que l'idéologie et la pratique du racisme et de la discrimination raciale sont étrangères à l'histoire du peuple bulgare. La Bulgarie a dû lutter durement pour sa survie, pour sa libération politique et sociale et pour la pleine réalisation de son droit à disposer d'elle-même et à conserver son identité nationale. C'est la raison pour laquelle le peuple bulgare se solidarise avec les peuples qui s'efforcent de secouer le joug de l'impérialisme, du colonialisme, de la domination étrangère, du racisme et de la discrimination raciale. Comme les autres pays socialistes, la Bulgarie soutient ces peuples et leurs mouvements de libération nationale. Membre actif du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, elle a versé une contribution financière en vue de la prochaine conférence qui doit se tenir à Maputo.

28. La délégation bulgare se félicite que divers organes de l'Organisation des Nations Unies et institutions spécialisées participent de manière concrète à la poursuite des objectifs de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, comme le montre le rapport du Secrétaire général (E/5920). A cet égard, le représentant de la Bulgarie souligne le rôle joué par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et exprime l'espoir que la Commission des droits de l'homme s'acquittera avec efficacité de la tâche qui lui a été confiée de faire appliquer la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. M. Yankov met également l'accent sur les efforts déployés dans ce domaine par l'UNESCO, et sur la contribution du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, du Comité spécial contre l'*apartheid* et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

29. Du document E/5921, où sont décrites les diverses mesures prises par les gouvernements en application du Programme pour la Décennie, il ressort à l'évidence que les gouvernements du monde entier sont parfaitement conscients du fait que le colonialisme, le racisme et la discrimination raciale constituent toujours une menace pour la paix et la sécurité internationales ainsi qu'un obstacle considérable au progrès et à la coopération internationale dans les domaines économique, social et humanitaire, et qu'il convient donc de redoubler d'efforts pour éliminer définitivement ces fléaux.

30. La détermination de la grande majorité des Membres de l'Organisation et leurs actions concertées font ressortir davantage, par contraste, l'attitude négative, ou l'inertie voulue de certains Etats. Les efforts du Conseil de sécurité pour prendre, conformément à la Charte des Nations Unies, des mesures efficaces à l'encontre des régimes racistes ont été constamment mis en échec par ces Etats. Certains cherchent à dénaturer le rôle de la prochaine Conférence mondiale sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et à semer la discorde entre différents pays ou groupes de pays. Les événements qui se sont récemment produits en Afrique, et en particulier l'assassinat du Président Ngouabi au Congo et du dirigeant politique libanais Kamal Joumblat, ainsi que les déclarations faites publiquement durant la présente session du Conseil, lèvent le voile sur les intentions qui se cachent derrière ces

manoeuvres. Il est paradoxal qu'on lance en même temps des appels en vue d'une action constructive et concertée et qu'on entreprenne une campagne énergique pour défendre les droits de l'homme. La délégation bulgare espère avec d'autres délégations, et notamment avec la délégation algérienne, que ces tactiques seront abandonnées. Si la lutte contre le colonialisme et le racisme exige des sacrifices de la part des nations et des institutions, il ne faut pas oublier que les sacrifices les plus lourds sont imposés aux victimes de ces fléaux. La douleur et les souffrances humaines dont la communauté internationale est aujourd'hui le témoin, particulièrement en Afrique australe, constituent le prix à payer pour la liberté et la justice.

31. La grande révolution socialiste d'Octobre a marqué le début d'une ère nouvelle, car les peuples ont cessé d'être les objets passifs de l'histoire pour prendre leur destin en main. Le décret relatif à la libre détermination et à l'égalité des nations a été l'une des premières mesures législatives qu'a prises le premier Etat socialiste. A l'heure actuelle, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes fait partie des droits fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies. La composition actuelle de l'Organisation témoigne avec éclat de l'importance historique des principes et des droits proclamés par la grande révolution socialiste d'Octobre.

32. La délégation bulgare estime que le rapport du Sous-Comité préparatoire (E/5922 et Corr.1) constitue une bonne base pour les préparatifs à entreprendre en vue de la Conférence mondiale et que le Conseil devrait en recommander l'approbation à l'Assemblée générale, compte tenu du fait qu'il a été adopté par consensus. De même, la délégation bulgare propose d'inclure dans la résolution qu'adoptera le Conseil à ce sujet une disposition aux termes de laquelle la Conférence devrait axer ses travaux sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le monde entier et en particulier en Afrique australe. Enfin, M. Yankov propose que, en attendant de nommer un secrétaire général de la Conférence, on confie au Président du Conseil économique et social la tâche importante de coordonner et de superviser les préparatifs de la Conférence.

33. M. OULD SID'AHMED (Mauritanie) dit que les souffrances et les sacrifices quotidiens des peuples de la Palestine, de la Namibie, de l'Azanie et du Zimbabwe, la torture, la dépravation et la terreur qui constituent les fondements de la politique des régimes illégaux dans ces différents territoires présentent des problèmes et un danger suffisamment concrets pour que la communauté internationale ne se contente pas de manifester sa sympathie à l'égard de ces peuples.

34. Les formules de condamnation adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social en vue de ramener les racistes de Tel Aviv et d'Afrique australe à la raison et de les convaincre de l'anachronisme et du danger inhérents aux systèmes de répression n'ont abouti qu'au perfectionnement des arsenaux policiers et militaires et à une oppression encore plus barbare.

35. Les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sont restées lettre morte parce que les régimes de Tel Aviv, de Salisbury et de Pretoria ne comprennent que le langage de

la force. Aussi, forts du soutien indéfectible de tous les peuples épris de paix, les mouvements de libération de Palestine, d'Azanie, de Namibie et du Zimbabwe sont plus que jamais déterminés à arracher par la lutte ce qu'ils n'ont pu obtenir par des moyens pacifiques, et leur maturité politique, leur sens du sacrifice et la justice de leur cause sont autant de garanties de leur succès. Le devoir le plus sacré de tout gouvernement désireux de préserver la paix et la justice dans le monde est non seulement d'aider ces peuples opprimés, mais aussi d'éviter strictement tout acte de nature à compromettre leur victoire.

36. La délégation mauritannienne estime que l'évaluation des progrès réalisés dans la lutte pour l'élimination du racisme et de la discrimination raciale devrait être pour le Conseil l'occasion d'entreprendre une action concrète et concertée à cette fin.

37. M. Ould Sid'Ahmed fait valoir que, en raison de la clarté et de la constance qui ont caractérisé la position du Gouvernement mauritanien en ce qui concerne le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*, il n'est nul besoin pour lui de s'attarder sur ce point. Cette position s'inspire des principes consacrés par la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale et se traduit par un appui total et inconditionnel aux peuples qui luttent contre le racisme et la discrimination raciale. Dans le cadre de l'engagement militant de l'Afrique tout entière et du monde arabe, le Gouvernement mauritanien n'a cessé d'oeuvrer par tous les moyens pour faire prendre conscience du danger que représentent ces fléaux.

38. La délégation mauritanienne attache la plus haute importance à la mise en oeuvre du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et se félicite de la convocation d'une conférence internationale.

39. Enfin, la délégation mauritanienne ne trouve rien à redire au rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence (E/5922 et Corr.1) et souhaite que, malgré les réserves émises par certaines délégations, il soit adopté tel quel par le Conseil. Quant à la participation à la Conférence, celle-ci devrait, à son avis, être ouverte à tous les organismes et comités des Nations Unies qui apportent une contribution utile aux travaux entrepris dans ce domaine.

40. M. SHER (Pakistan) dit que le Pakistan a été l'un des premiers Etats à signer et à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et qu'il n'entretient aucunes relations de quelque nature que ce soit avec les régimes racistes minoritaires de Rhodésie du Sud et d'Afrique du Sud. Bien au contraire, le Gouvernement pakistanais fournit une aide matérielle et morale aux peuples qui luttent contre la discrimination raciale et ne ménagera pas ses efforts pour contribuer à l'élimination de ce fléau.

41. Le 21 mars, le Pakistan s'est joint à la communauté internationale pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et il a rendu hommage au martyr des victimes innocentes de Sharpeville et de Soweto. A l'occasion de cette célébration, le Premier Ministre du Pakistan a rappelé que son pays était déterminé à déployer des efforts vigoureux, par solidarité avec les

mouvements de libération nationale et les Etats africains qui luttent en première ligne pour la libération de l'Afrique australe. Il a ajouté que la lutte héroïque qui avait abouti à la libération des peuples du Mozambique, de l'Angola et de la Guinée-Bissau prouve que non seulement la justice, mais aussi la logique de l'histoire, veulent la disparition des derniers bastions du colonialisme, et que les peuples de l'Azanie, du Zimbabwe et de la Namibie ne peuvent être détournés de leur destin par une nationalité qui, dès lors qu'on les maintient sous la tutelle coloniale, n'est qu'une illusion, et par l'installation de régimes fantoches dans leurs territoires. Ce n'est pas une coïncidence si les régimes coloniaux ont survécu, car leurs desseins égoïstes et agressifs sont encouragés, directement ou indirectement, par ceux qui continuent à accorder une plus grande importance à l'hégémonie et aux intérêts commerciaux qu'aux idéaux de dignité humaine, d'égalité et de liberté énoncés dans la Charte des Nations Unies. Chaque victoire contre le colonialisme et le racisme en Afrique australe est une victoire pour le tiers monde et pour la liberté politique et économique de tous les peuples.

42. La délégation pakistanaise appuiera toute résolution ou décision du Conseil visant à favoriser l'élimination totale et inconditionnelle du racisme et de la discrimination raciale.

43. Elle appuie sans réserve le rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence ainsi que le projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence envisagée. En ce qui concerne le projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence qui figure à l'annexe II du rapport du Sous-Comité (E/5922 et Corr.1), la délégation pakistanaise estime qu'à l'article premier, concernant la composition des délégations, on ne doit pas fixer un nombre limite pour les représentants accrédités ou les représentants suppléants. Quant à l'article 6, concernant l'élection des membres des bureaux, le nombre des vice-présidents devrait être laissé en blanc afin que les groupes régionaux puissent en décider après avoir procédé à des consultations sur la question.

44. La délégation pakistanaise estime que le Secrétaire général de la Conférence devrait être choisi rapidement et, au cas où il serait impossible que la Conférence ait lieu en Afrique comme il serait souhaitable, elle préférerait qu'elle soit tenue au Siège, où les dépenses seraient moindres.

45. Mlle RWABAZAIRE (Ouganda) constate que, si de nombreux peuples ont réussi à se libérer du racisme et de la discrimination raciale, ces maux continuent d'être endurés par ceux qui vivent sous le joug des régimes minoritaires d'Afrique australe et les Palestiniens du Moyen-Orient. La délégation ougandaise rend hommage à tous ceux qui se sont efforcés de contribuer à l'élimination de ces crimes contre l'humanité et invite instamment tous les Etats qui continuent à fournir un appui moral ou matériel aux régimes racistes de mettre fin à cette situation.

46. L'Ouganda attache une grande importance à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale; aussi apprécie-t-il les travaux accomplis par le Sous-Comité préparatoire, et il approuve en particulier le projet d'ordre du jour provisoire, le projet de règlement intérieur provisoire et les propositions tendant à désigner le Secrétaire général de la Conférence et à adresser des

invitations à tous les Etats, ainsi qu'à d'autres entités, conformément aux recommandations formulées dans le rapport du Sous-Comité.

47. L'Ouganda comprend parfaitement les raisons pour lesquelles le Gouvernement ghanéen ne pourra accueillir la Conférence mondiale sur son territoire et espère qu'un autre Etat Membre proposera d'en être l'hôte. Au cas où aucune offre ne serait faite, la délégation ougandaise examinera en temps utile s'il convient que la Conférence ait lieu à New York ou à Genève. Elle approuve en principe les dates recommandées par le Sous-Comité préparatoire, étant entendu que ces dates pourraient être modifiées si un autre pays offrait d'accueillir la Conférence.

48. M. KUBBA (Irak) dit que le représentant de l'entité sioniste, condamnée par l'Assemblée générale et l'opinion publique mondiale, a déclaré que son gouvernement s'oppose à toute forme de racisme et de discrimination raciale. Ce représentant paraît avoir oublié la véritable position du régime qu'il représente. Il suffit de consulter les annales des Nations Unies pour constater le caractère raciste de l'entité sioniste. En outre, le 25 juin 1969, Mme Golda Meir a déclaré que ce que son gouvernement voulait, c'était assurer l'existence d'un Etat juif comprenant une grande majorité de Juifs. Un premier ministre de l'Afrique du Sud a déclaré quant à lui que l'objectif de son gouvernement était d'assurer la survie d'une Afrique du Sud blanche, ce qui impliquait que la population blanche domine ce pays et y conserve le pouvoir. Si l'on remplace le terme "juif" par le terme "blanc" ou vice versa, on voit clairement les similitudes existant entre le régime sud-africain et le régime sioniste.

49. Le Conseil vient d'être témoin d'une nouvelle tentative pour assimiler le judaïsme, en tant que religion, au sionisme, qui est une idéologie raciste. C'est là un autre exemple de la façon dont le régime sioniste essaie d'utiliser à ses propres fins la foi juive qui, en tant que telle, mérite le respect. Le fait que les Nations Unies condamnent le sionisme prouve que l'Organisation est bien consciente de son caractère authentiquement raciste.

50. Le représentant de l'Irak juge hors de propos de mentionner la question kurde, étant donné que cette question n'existe plus depuis que le Gouvernement irakien l'a résolue de la meilleure façon. Nul n'ignore que tous les Irakiens vivent actuellement en paix et qu'en outre ils se préparent activement à défendre la juste cause du peuple palestinien.

51. M. TERZI (Observateur de l'Organisation de libération de la Palestine), prenant la parole sur l'invitation du Président, conformément à l'article 73 du règlement intérieur et à la décision 129 (LIX) du Conseil, appuie pleinement le rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, conférence aux travaux de laquelle il s'intéresse vivement.

52. En écoutant le représentant du régime raciste sioniste, le Conseil a été témoin d'une nouvelle tentative de discrimination. En effet, ce représentant a soutenu que la Conférence doit opérer un choix en ce qui concerne la documentation qu'elle examinera et ne doit pas tenir

compte de la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale. Il ne lui reste plus qu'à se présenter devant la Conférence et à convaincre le monde que le sionisme n'est pas une forme de racisme et de discrimination raciale. En ce qui le concerne, M. Terzi est convaincu que ce représentant n'y parviendra pas, car la réalité est beaucoup plus éloquente que ses belles paroles.

53. En outre, il est faux que le sionisme souhaite la libération de la population noire du globe. Dans la résolution 31/6 E de l'Assemblée générale — dont, soit dit en passant, il n'est pas fait mention au paragraphe 14 du document E/5920 —, l'Assemblée générale a condamné la collaboration d'Israël avec le régime raciste sud-africain; on sait en outre que des Juifs noirs américains n'ont pas été autorisés à se rendre à Tel Aviv.

54. Il ne faut pas oublier non plus que c'est Herzl lui-même, dont le représentant du régime sioniste veut faire croire qu'il voulait la libération des Noirs, qui a proposé l'expulsion des Palestiniens de leur patrie.

55. Il est significatif que, dans la Déclaration politique² adoptée par la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Colombo en 1976, les signataires, après s'être déclarés en faveur du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, aient appuyé la résolution

3379 (XXX) de l'Assemblée générale. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et de la Ligue des Etats arabes, réunis au Caire en mars 1977³, ont également condamné l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le sionisme et l'*apartheid* ainsi que toutes les autres formes de racisme et de discrimination raciale et de ségrégation, en particulier en Afrique, en Palestine et dans les territoires arabes occupés.

56. Enfin, M. Terzi rappelle qu'en mars dernier le Conseil national de Palestine a réaffirmé qu'il fallait maintenir des relations et assurer une coordination avec les forces juives démocratiques progressistes, qu'elles se trouvent dans la patrie occupée ou à l'extérieur, qui luttent contre l'idéologie sioniste et ses pratiques.

57. M. PETROV (Bulgarie) souligne que, au cours du débat qui vient d'avoir lieu, diverses questions ont été posées au sujet de la documentation dont le Conseil est saisi et, en particulier, au sujet du document E/5922 et Corr.1. Etant donné que la documentation n'était pas disponible lorsque le Conseil a abordé l'examen de la question, le représentant de la Bulgarie suggère de donner au représentant de la Division des droits de l'homme la possibilité de formuler des observations sur les documents et de répondre à certaines des questions posées par différents représentants.

La séance est levée à 17 h 30.

² Voir A/31/197.

³ Voir A/32/61.

2052^e séance

Mardi 26 avril 1977, à 11 h 5.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2052

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*suite*) [E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1]

1. M. SANON (Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme) se félicite des commentaires présentés au sujet, en particulier, des documents E/5920, E/5921 et E/5922 et Corr.1. Le document E/5922 n'a pas été formellement présenté car il s'agit d'un rapport non du Secrétaire général mais d'un organe subsidiaire du Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, en l'occurrence le Conseil lui-même. Toutefois, certains éclaircissements paraissent devoir être fournis pour répondre aux commentaires et questions qui ont été formulés.

2. On a réécrit et résumé le chapitre premier du projet de rapport du Sous-Comité préparatoire pour le rendre conforme aux règles couramment appliquées par le Conseil en matière d'édition et diverses erreurs ont été commises au cours de ce travail. Premièrement, l'alinéa d, sous l'intitulé "Participation à la Conférence", n'aurait pas dû figurer

parmi les recommandations car il ressort clairement du paragraphe 29 que la suggestion a été faite, en réalité, par un représentant. Deuxièmement, la partie intitulée "Lieu, date et durée de la Conférence" diffère quelque peu du paragraphe 45, qui reflète plus fidèlement les vues du Sous-Comité préparatoire. Troisièmement, alors que le Sous-Comité préparatoire avait décidé que le projet d'ordre du jour provisoire élaboré par la Division des droits de l'homme ne serait pas reproduit dans le corps du rapport, les services d'édition en ont décidé autrement pour la raison que les changements apportés au texte en question ont été étudiés dans le rapport. En outre, le projet d'ordre du jour provisoire, tel qu'il a été approuvé par le Sous-Comité, est annexé au rapport conformément à la pratique habituellement suivie dans le cas des documents du Conseil économique et social, comme l'a été le projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence.

3. L'organisation des travaux futurs est une question qui doit être décidée par le Conseil en tant que Comité préparatoire de la Conférence. Etant donné toutefois que le lieu de la Conférence n'est pas encore décidé — car il est encore possible qu'un Etat Membre s'offre à accueillir la

Conférence —, il serait utile, vu le travail qui reste à faire, de pouvoir revenir sur la question et de discuter tout fait nouveau qui pourrait se produire. Pour ce qui est de l'assistance que le Conseil pourrait juger bon de réclamer, conformément à l'alinéa *c* du paragraphe 4 de sa résolution 1990 (LX), M. Sanon fait observer que le Sous-Comité préparatoire n'a été établi que près d'un an après l'adoption de la décision pertinente et ne s'est pas réuni avant le milieu de mars, époque à laquelle la Commission des droits de l'homme et les autres organes mentionnés à l'alinéa *c* du paragraphe 4 avaient terminé leurs travaux ou se trouvaient au milieu de leur session et où il leur était donc difficile de faire une recommandation quelconque. C'est pourquoi le Conseil trouvera peut-être bon de solliciter leur contribution à quelque autre moment.

4. M. Sanon a pris la liberté d'informer le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale des travaux du Sous-Comité et on lui a dit qu'une participation serait peut-être possible étant donné que la session du Comité et celle de la Conférence mondiale se recouvrent pendant une semaine. Qui plus est, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale préparera un mémoire concernant les dispositions obligatoires de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les activités du Comité et leur influence sur la mise en oeuvre de la Convention. Toutefois, aucune décision définitive n'a été prise sur l'un ou l'autre point.

5. De l'avis de M. KHALEF (Irak), le chapitre premier du rapport reflète honnêtement toutes les vues qui ont été exprimées. Bien que plusieurs membres du Sous-Comité aient exprimé des réserves au sujet du chapitre premier, le rapport lui paraît entièrement satisfaisant.

6. M. S. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation a déjà dit combien elle regrettait qu'il ait fallu près d'un an pour établir le Sous-Comité. Toutefois, celui-ci a fait des recommandations appropriées concernant la participation à la Conférence, l'ordre du jour, le règlement intérieur et toutes autres questions liées à la Conférence. La recommandation tendant à choisir le Secrétaire général de la Conférence parmi les fonctionnaires du Secrétariat vaut la peine d'être étudiée. Étant donné le temps nécessaire aux préparatifs, le projet de résolution du Conseil concernant la Conférence devrait pleinement tenir compte de tous les éléments susceptibles d'aider à les mener à bien, y compris la préparation de tous les documents en temps voulu, afin d'assurer le succès de la Conférence. La délégation soviétique espère que le projet de résolution sera préparé compte tenu des recommandations figurant dans le rapport du Sous-Comité préparatoire, à condition qu'aucune invitation d'accueillir la Conférence ne soit faite par un Etat Membre.

7. M. HEINEMANN (Pays-Bas) demande ce qu'il convient précisément de faire au sujet de l'alinéa *d* figurant sous l'intitulé "Participation à la Conférence", compte tenu des observations du Directeur adjoint.

8. Mlle BALOGUN (Nigéria) ne sait pas, elle non plus, si l'alinéa *d* restera à sa place ou s'il sera remplacé par le texte du paragraphe 29. Elle propose, au nom des délégations qui préparent un projet de résolution concernant la Conférence mondiale, que le Conseil décide immédiatement de reporter à plus tard l'examen de ce point afin que les délégations puissent poursuivre leurs travaux de rédaction.

9. M. SANON (Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme) dit que le chapitre premier est un chapitre d'introduction qui a été préparé selon la pratique habituellement suivie au Conseil. Comme il n'est pas possible au représentant de la Division d'être présent à tout moment au cours de l'élaboration des textes, une erreur s'est introduite, et une phrase qui contenait la suggestion d'un représentant a été présentée à tort comme une recommandation du Sous-Comité tout entier. Or, cet alinéa n'est pas une recommandation du Sous-Comité.

10. De l'avis de M. KHALEF (Irak), l'alinéa *d* n'est pas le fruit d'une erreur. Une délégation — la sienne — a bien suggéré que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien soit invité à participer à la Conférence afin d'assurer à celle-ci la plus large représentation possible. Le Secrétariat a très correctement interprété cette suggestion.

11. M. PETROV (Bulgarie) demande si, une fois que le Conseil aura approuvé les recommandations du Sous-Comité, le Secrétaire général sera officiellement en mesure de désigner le secrétaire général de la Conférence avant la trente-deuxième session de l'Assemblée générale. C'est là un point important car il déterminera le contenu à donner au projet de résolution sur la Conférence.

12. M. SANON (Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme) dit que c'est là une question qui devrait être tranchée par le Conseil. Toutefois, si le Secrétaire général de la Conférence n'était pas désigné avant la trente-deuxième session de l'Assemblée générale, il aurait moins d'un an pour préparer la Conférence mondiale.

13. Le PRESIDENT suggère que le Conseil suspende ses travaux pour permettre aux délégations de poursuivre leur élaboration du projet de résolution.

La séance est levée à 11 h 45.

2053^e séance

Mardi 26 avril 1977, à 15 h 55.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2053

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies (E/5453/Rev.1/Amend.1, E/5453/Rev.1/Add.1 et 2, E/5476 et Add.1 à 3, Add.3/Corr.1, Add.4 à 13, E/5524 et Add.1 à 5, E/5633, E/5899, E/5923)

1. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, en ce qui concerne la question de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, le Conseil est convenu d'examiner les quatre points suivants : a) les accords entre l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'AIEA; b) le mandat de ses organes subsidiaires; c) le règlement intérieur de ses commissions techniques; et d) les procédures suivies pour confirmer la nomination de représentants à ces commissions. En outre, au début de la présente session, il a été également convenu que le Conseil examinerait, en même temps que cette question, celle de la documentation pour sa soixante-troisième session. En ce qui concerne les points a et b, le Conseil souhaiterait peut-être décider à la présente session du moment auquel ils seront examinés, étant donné qu'ils sont inscrits depuis quatre ans à son ordre du jour et qu'ils ont soulevé un grand nombre de problèmes techniques.

2. En ce qui concerne le point c, le Conseil est saisi d'un document établi par le Secrétariat (E/5899) qui est un projet révisé de règlement intérieur des commissions techniques, calqué sur le règlement intérieur révisé du Conseil économique et social. L'observateur suisse a signalé à juste titre au Secrétariat que le texte présenté dans le document mis au point par le Secrétariat s'écarterait du règlement du Conseil : l'article 69 en effet ne correspond pas à l'article 72 des dispositions en vigueur dudit règlement. Pour remédier à cet état de choses, il propose de supprimer les mots "de l'avis de la Commission" qui figurent au paragraphe 1 de cet article et qui n'apparaissent pas dans l'article 72 du règlement du Conseil. Dans ce cas, il faudrait également supprimer dudit article 69 les mots "de l'avis de cet organe" qui figurent au paragraphe 2.

3. Le Secrétaire du Conseil fait observer en second lieu que, puisque le Conseil est convenu que le règlement des commissions techniques serait calqué sur son propre règlement, il conviendrait de supprimer à l'article 55 du texte proposé les mots "prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants" qui y figurent entre crochets. Ainsi ledit article 55 s'alignerait sur l'article 57 du règlement du Conseil qui est lui-même le reflet de l'Article 67 de la Charte des Nations Unies. Dans ce cas, il conviendrait aussi de modifier l'article 58 du texte proposé, et de supprimer à cet effet la référence à l'article 55 qui apparaît entre crochets.

4. En ce qui concerne le point d, le Secrétaire rappelle qu'il s'agit d'une proposition présentée par la délégation française lors de la session d'organisation et que, faisant droit à la demande formulée alors par le Conseil, le Secrétariat a préparé une analyse des antécédents du problème (E/5923) et des solutions éventuelles qui pourraient y être apportées. Aux alinéas a et b du paragraphe 8 dudit document, le Secrétariat suggère deux modifications possibles. On notera à cet égard que si le Conseil acceptait l'une de ces solutions, il faudrait apporter aussi quelques modifications aux articles 12 et 13 du projet de règlement intérieur des commissions techniques.

5. En ce qui concerne la documentation dont disposera le Conseil à sa soixante-troisième session, le Secrétaire indique que, à la suite de la décision qu'il a adoptée au début de sa présente session, l'ordre du jour provisoire de sa soixante-troisième session, document qui porte la cote E/L.1757, a été distribué plus à l'avance que de coutume de façon à permettre aux membres du Conseil de se faire une idée des documents qui seront présentés à cette occasion. Il se peut qu'il y ait lieu de modifier cet ordre du jour si le Conseil prenait maintenant des décisions qui auraient des incidences sur le programme de sa soixante-troisième session. Ces modifications seront portées à son attention au moment où il entreprendra d'examiner cet ordre du jour. En outre, à la demande de la délégation canadienne, le Secrétariat a établi le *Conference Room Paper No. 1* dans lequel est présentée séparément la liste des documents. Chacun de ces documents, actuellement en cours de préparation, est établi à la demande spécifique de l'Assemblée générale ou du Conseil lui-même. Dans la deuxième partie de ce document de séance sont indiquées les dates auxquelles se réuniront les organes subsidiaires ou connexes du Conseil qui doivent lui soumettre des rapports à sa soixante-troisième session. Il ressort de ce qui précède que le Conseil se heurtera, à sa session d'été, en ce qui concerne la documentation, aux mêmes problèmes que ceux qui se sont posés lors de la présente session.

6. Mme DERRE (France) dit que la délégation française retire la demande qu'elle avait faite en ce qui concerne l'établissement du document E/5923.

7. Le PRÉSIDENT considère, en l'absence d'objection, que le Conseil économique et social décide d'adopter le projet de règlement intérieur révisé de ses commissions techniques proposé par le Secrétariat (E/5899), modifié conformément aux révisions qui ont été apportées verbalement par le Secrétaire.

Il en est ainsi décidé [décision 216 (LXII)].

8. M. KUYAMA (Japon) dit que la délégation japonaise aurait préféré que la décision concernant le projet de règlement intérieur des commissions techniques soit re-

poussée jusqu'à ce que le Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies en ait terminé avec ses travaux, afin qu'il puisse être tenu compte des modifications que ledit comité pourrait apporter à ce règlement.

9. Mme DERRE (France) dit que la position de la délégation française en ce qui concerne la participation des mouvements de libération est bien connue, et qu'elle se borne à formuler des réserves quant à l'article 70 du projet de règlement des commissions techniques.

10. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, en ce qui concerne les alinéas *a* et *b* du point considéré, il pense qu'il faudrait que le Conseil indique à quel moment il se propose d'examiner la question. Certaines délégations ayant exprimé l'opinion que cet examen devrait avoir lieu une fois que le Comité spécial de la restructuration aurait adopté son rapport, peut-être pourrait-on convenir d'attendre, pour prendre une décision à cet égard, la prochaine session d'organisation.

11. M. S. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la délégation soviétique a exprimé clairement sa position quant au moment le plus propice pour l'examen des alinéas *a* et *b* du point considéré, à l'occasion de l'adoption du document E/L.1757. Elle estime que l'ordre du jour de la soixante-troisième session est déjà surchargé et qu'il est par conséquent impossible d'y ajouter une question qui exige que l'on examine une documentation d'un volume considérable. C'est pourquoi elle appuie la suggestion du Secrétaire visant à reporter à la prochaine session d'organisation la décision concernant le moment auquel les questions sur lesquelles portent les alinéas *a* et *b* devront être examinées par le Conseil.

12. Le PRESIDENT considère, en l'absence d'objection, que le Conseil décide de reporter la décision concernant le moment auquel seront examinées les questions mentionnées aux alinéas *a* et *b* à sa session d'organisation pour 1978.

Il en est ainsi décidé [décision 217 (LXII)].

13. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit qu'il est fort heureux que l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session du Conseil (E/L.1757) ait déjà été distribué et que le *Conference Room Paper No. 1* est particulièrement utile. Il faudrait décider si l'on examinera

à la présente session les questions que pourrait soulever ce document, soit à l'occasion de l'examen de la question de la restructuration, soit à propos du point 16 de l'ordre du jour, concernant l' "Examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session".

14. M. Marshall ajoute qu'il lui semble que le Conseil se trouve pris dans un dilemme. En effet si, d'une part, lorsqu'elle a pris note du rapport intérimaire du Comité spécial de la restructuration, l'Assemblée générale a bien prié le Conseil de poursuivre ses travaux, il est, d'autre part, évident qu'il sera extrêmement difficile à celui-ci de faire quoi que ce soit à ce stade sans courir le risque d'entraver ceux dudit comité, qui doivent reprendre la semaine suivante.

15. La délégation du Royaume-Uni est d'avis qu'on ne peut rien faire en ce qui concerne les questions mentionnées aux alinéas *a* et *b* du point 4, avant que le Comité spécial de la restructuration n'ait soumis le rapport définitif que le Conseil doit examiner à sa soixante-troisième session. Il s'ensuit, à son avis, que c'est à ce moment-là que le Conseil pourra reprendre l'examen de ce point et déterminer alors quelles sont les obligations qui lui incombent à l'égard de l'Assemblée générale en vertu de la résolution relative à la restructuration.

16. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit qu'il croit comprendre que le représentant du Royaume-Uni a fait allusion à la demande qui a été faite au Conseil par l'Assemblée générale visant à ce qu'il poursuive son propre processus de restructuration et rationalisation, en se fondant en partie sur le rapport du Comité spécial de la restructuration, ainsi qu'à l'examen de la question du rapport que le Conseil doit soumettre à l'Assemblée générale sur cette question. C'est ce qui ressort également des annotations relatives au point 8 de l'ordre du jour de la soixante-troisième session du Conseil.

17. Le PRESIDENT dit que, en ce qui concerne le point soulevé par le représentant du Royaume-Uni à propos de la documentation dont sera saisi le Conseil, les renseignements figurant dans le *Conference Room Paper No. 1* peuvent être examinés en même temps que le point 16 de l'ordre du jour de la soixante-deuxième session (E/5917).

La séance est levée à 16 h 30.

2054^e séance

Jeu­di 5 mai 1977, à 11 h 5.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2054

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance aux régions d'Ethiopie victimes
de la sécheresse (E/5919, E/L.1763)

1. M. BERKOL (Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe) voudrait mettre à jour les

renseignements contenus dans le rapport du Secrétaire général (E/5919) au sujet de la situation des régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse et se fondera pour ce faire sur les conclusions de la mission conjointe de la FAO, du PAM et du Bureau du Coordonnateur lui-même en Ethiopie, ainsi que sur les consultations tenues avec le représentant résident du PNUD à Addis-Abeba.

2. Les récoltes ont été très mauvaises dans quatre provinces du pays, et notamment dans la région montagneuse du nord-est, au Wollo et dans le Tigré, mais l'intervention immédiate de la Commission des secours et du relèvement du Gouvernement éthiopien a permis jusqu'à présent de limiter considérablement les dégâts. Il convient également de faire état des progrès réalisés par la Commission pour ce qui est des préparatifs effectués en vue de faire face aux situations d'urgence.

3. Comme il est difficile d'obtenir des renseignements dignes de foi quant au nombre des personnes qui auront probablement besoin d'une aide alimentaire dans les mois à venir, le volume de cette aide ne peut être estimé avec précision. Le sentiment général, que partagent les fonctionnaires du gouvernement, est que, en dépit des pertes déjà subies par ces récoltes, les conditions actuelles ne sont pas aussi critiques que durant la crise de 1973 et 1974. Quoi qu'il en soit, de graves problèmes se poseront dans certaines régions avant la prochaine récolte d'octobre, et c'est pourquoi les projets consistant à pourvoir "des vivres pour du travail", en vue de la conservation des sols et du reboisement, qui sont exécutés par le gouvernement devraient être appuyés entièrement pendant toute la durée de cette crise.

4. On estime qu'en 1977 l'Ethiopie devra importer 200 000 tonnes de céréales, tant sous forme d'importations commerciales que sous forme d'aide alimentaire. On prévoit d'importer 100 000 tonnes de blé au titre d'achats commerciaux et 53 000 tonnes de céréales ont déjà été promises à titre d'aide. On a encore besoin d'environ 50 000 tonnes, et M. Berkol prie instamment les éventuels donateurs d'envisager de combler ce déficit.

5. L'importation de vivres par les ports d'Assab et de Djibouti a été entravée, non par l'absence d'installations portuaires, mais faute de moyens de transport adéquats. On ne dispose pas de suffisamment de camions pour assurer la distribution, depuis les deux ports, des 200 000 tonnes de céréales dont on aura besoin en 1977. A l'heure actuelle, 500 camions font défaut et on recommande au gouvernement d'envisager également de se procurer environ 450 camions équipés de remorques par an pour disposer en permanence de véhicules assez nombreux pour répondre à ses besoins. Compte tenu des conclusions de la mission conjointe, le Bureau du Coordonnateur a appuyé, le 18 mars 1977, la demande adressée par le Gouvernement éthiopien à divers donateurs afin qu'ils lui fournissent 150 camions et quatre grues mobiles de trois tonnes. A ce jour, 10 camions ont été offerts par un donateur, et M. Berkol insiste tout particulièrement sur le fait qu'il est indispensable de pouvoir compter sur les 140 camions restants ainsi que sur les grues demandées pour améliorer les services de transport.

6. La situation dans les régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse dépend essentiellement du niveau des précipitations pendant la saison actuelle; certains indices montrent déjà qu'elles sont inférieures à la normale. Les ouvriers chargés de la construction d'une route reliant Kobo à Lalibella demandent déjà à être rémunérés en vivres plutôt qu'en espèces. Dans les provinces du Wollo et du Tigré, les représentants de divers organismes et les fonctionnaires du gouvernement ont signalé à la mission que la distribution

gratuite de vivres était pour eux une source de préoccupations car, à leur avis, elle allait à l'encontre des efforts déployés en vue de renforcer la confiance qu'avait la population en elle-même. La mission a fait ressortir le caractère d'urgence que revêtent les activités continues de développement, tels la construction de terrasses, la conservation des sols et le reboisement, qui visent à éliminer les causes fondamentales de la sécheresse.

7. Il faut espérer que, avec l'aide de la communauté internationale, le temps et l'instauration d'un climat de stabilité qui permettront aux mesures à plus long terme de porter leurs fruits, le Gouvernement éthiopien pourra accomplir des progrès soutenus et remédier au déficit alimentaire chronique qui a sévi dans les régions septentrionales du pays durant les quatre dernières années.

8. M. DOO KINGUE (Administrateur assistant et Directeur régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement) rappelle les mesures d'assistance prises en faveur de l'Ethiopie par le Conseil d'administration du PNUD à ses dix-septième et dix-huitième sessions. A la dix-huitième session, le Conseil d'administration a autorisé l'Administrateur à approuver les projets relatifs aux activités de lutte contre la sécheresse demandés par le Gouvernement éthiopien jusqu'à concurrence d'un montant maximum de deux millions de dollars pour la période se terminant le 31 décembre 1976.

9. A cette date, les dépenses effectuées par le PNUD, conformément à cette autorisation, se sont élevées à 1,6 million de dollars. Ces ressources ont été consacrées essentiellement à la fourniture de services techniques et de matériel pour lutter à long terme contre les effets dévastateurs de la sécheresse ainsi que pour appuyer les travaux des organismes nationaux, nécessaires au relèvement du pays. Les activités du PNUD ont porté sur la recherche agricole, l'assistance aux établissements humains, la santé publique et les services de techniciens en matière d'assainissement et d'approvisionnement en eau.

10. Par ailleurs, en avril 1975, l'Administrateur du PNUD a approuvé un projet d'approvisionnement en eau d'un montant de 1 266 000 dollars et un projet de construction de routes dans les régions rurales d'un montant de 1 793 000 dollars, ces deux projets étant financés par le Fonds d'équipement des Nations Unies. Une partie du matériel prévu par le premier de ces projets a déjà été livrée et le reste sera envoyé en Ethiopie dans les deux prochains mois. L'exécution du projet de construction de routes dans les régions rurales doit être achevée en juin 1977. En outre, l'Administrateur vient de recevoir du Gouvernement éthiopien une autre demande d'assistance adressée au Fonds d'équipement des Nations Unies pour faire face à la situation nouvelle dans laquelle se trouve le pays; cette demande est actuellement à l'examen.

11. Il convient également de signaler que, l'Ethiopie appartenant au groupe des pays peu développés et gravement touchés par la sécheresse, on a attribué à ce pays un chiffre indicatif de planification de 42 millions de dollars pour la période 1977-1981, ce qui représente une augmentation de plus de 100 p. 100 par rapport au chiffre antérieur. De même, il y a peu de temps, le PNUD a également accordé à l'Ethiopie, en tant que pays peu

développé, une allocation spéciale sur laquelle le gouvernement a réservé 109 000 dollars au titre des services de relèvement agricole et économique dans les provinces les plus gravement touchées par la sécheresse.

12. Le représentant régional du PNUD non seulement représente en Ethiopie le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et le Directeur exécutif du PAM, mais s'est également chargé au cours de l'année dernière de coordonner l'exécution des programmes d'aide d'autres donateurs. A cet effet, sous ses auspices, des réunions sont tenues tous les mois avec les représentants des organismes d'aide, des liaisons constantes sont maintenues avec la Commission des secours et du relèvement du Gouvernement et des renseignements sont diffusés sur les effets de la sécheresse. Ces activités accroissent l'efficacité de l'assistance, garantissent que celle-ci est dirigée vers les zones où elle est la plus nécessaire et facilitent les rapports entre les organismes d'aide et le gouvernement, ce qui leur permet de mieux connaître les vues, les besoins et la politique de ce dernier.

13. M. ADUGNA (Ethiopie) dit que la sécheresse dont son pays a été victime a eu des répercussions beaucoup plus graves que celle qui a touché les pays de la région du Sahel en termes de vies humaines, pertes de bétail, érosion et épuisement des sols et qu'elle exigera l'exécution de travaux de relèvement à long terme qui nécessitent des ressources très importantes. La lutte contre les effets de catastrophes naturelles de l'ampleur de celles qui ont frappé les pays du Sahel et l'Ethiopie ne peut être entreprise par la plupart des pays en développement qui ne disposent que de faibles ressources, c'est pourquoi, malgré son désir sincère de résoudre ses problèmes avec les moyens dont il dispose, le Gouvernement éthiopien a dû solliciter l'appui et l'assistance de la communauté internationale à laquelle il est reconnaissant de sa coopération.

14. On estime actuellement que 1,5 million de personnes ont besoin d'une assistance urgente pour des périodes allant de 6 mois à un an, besoins qui pourront être satisfaits en partie par les 50 000 tonnes de céréales promises et par les 18 000 tonnes qui ont déjà été livrées. On attend, néanmoins, des offres pour 50 000 autres tonnes de céréales. La distribution de céréales aux populations qui ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence pose des problèmes logistiques de grande ampleur et il faudrait disposer de ressources considérables pour les résoudre. Du fait qu'il sera encore plus difficile de leur trouver une solution pendant la saison des grandes pluies, un appel a été lancé en vue d'obtenir un certain nombre de camions, mais l'aide reçue à cet égard a été jusqu'à présent très insuffisante au regard des besoins. Il convient de rappeler que la délégation éthiopienne a déjà signalé ce problème aux pays donateurs et aux organismes du système des Nations Unies, lors de la trente et unième session de l'Assemblée générale et de la soixantième session du Conseil économique et social.

15. Pour atteindre le but visé, les activités de secours doivent être complétées par un programme de relèvement efficace, mais, par suite de la nécessité constante de fournir une aide d'urgence, une grande partie des ressources nationales se trouve ainsi absorbée au détriment des opérations de relèvement. L'assistance technique fournie par le PNUD en matière d'établissements humains ainsi que

par le Fonds d'équipement des Nations Unies a donc été très précieuse et a permis d'appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant les opérations de relèvement. La coopération du FISE en ce qui concerne les services de santé, l'approvisionnement en eau potable et l'éducation des populations nomades dans les lieux où elles séjournent s'est également avérée extrêmement utile.

16. De son côté, le Gouvernement éthiopien a entrepris l'exécution de projets visant à assurer l'installation des populations nomades victimes de la sécheresse, pris des mesures touchant la conservation des sols et des eaux, entrepris la construction de routes, le reboisement et le développement de l'irrigation dans le pays. De même, le Gouvernement éthiopien a mis en place un système d'alerte rapide et mis au point une stratégie permettant de constituer des réserves d'aliments d'urgence avec l'aide d'organismes du système des Nations Unies et de donateurs bilatéraux.

17. Au cours des premières années de sécheresse, le Gouvernement qui était alors au pouvoir en Ethiopie n'a pas sollicité l'aide extérieure. C'est à la suite de pressions internationales qu'une aide a été fournie à ce moment-là. On disposait plus facilement de données sur la sécheresse dans la zone du Sahel pour laquelle on a créé le Bureau des opérations de secours dans la région sahélienne de la FAO et le Bureau des Nations Unies pour le Sahel, alors qu'aucun organisme analogue n'a été créé pour les pays de l'Afrique de l'Est. Eu égard aux besoins à long terme, on pourrait peut-être envisager d'utiliser le système existant pour fournir des services à d'autres pays africains qui pourraient être victimes de la sécheresse comme l'Ethiopie. Si le concours de ces bureaux, outre celui du PNUD, est assuré pour mener à bien les opérations de reconstruction et de relèvement dans les régions d'Afrique victimes de la sécheresse, des résultats satisfaisants pourront être obtenus.

18. Le représentant de l'Ethiopie prie instamment la communauté internationale de collaborer avec son pays en vue d'accélérer les opérations de relèvement de façon à ce que le rythme d'exécution corresponde aux besoins de la population. Pour sa part, le Gouvernement éthiopien fera tout ce qui est en son pouvoir pour éliminer les conséquences d'un régime foncier anachronique et de la sécheresse persistante en vue de satisfaire au moins les besoins essentiels de la population.

19. M. MOHAMMED (Bangladesh) dit que les difficultés que connaît l'Ethiopie sont symboliques de ce qui se produit dans la majorité des régions du monde exposées à des catastrophes naturelles. Dans ces régions, des conditions climatiques défavorables au moment des récoltes, des inondations ou toute autre catastrophe naturelle provoquent une situation d'urgence qui compromet les efforts accomplis par les gouvernements en matière de développement. Les économies de subsistance de ces régions ne permettent pas de faire face à de telles situations. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe a accompli une tâche digne d'éloges en concentrant l'assistance fournie sur les aspects humanitaires du problème qui se pose dans les régions victimes de la sécheresse. La délégation du Bangladesh estime donc que l'assistance fournie à l'Ethiopie par le Bureau du Coordonnateur doit être poursuivie et inten-

sifiée, ainsi que celle fournie par d'autres organismes comme le PNUD, le FISE et d'autres institutions, dans leurs domaines de compétence respectifs.

20. M. MADEY (Yougoslavie) dit que le fait que la Yougoslavie est l'un des auteurs du projet de résolution E/L.1763 intitulé "Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse" témoigne de l'importance que la Yougoslavie attache à cette question et de son désir de se joindre à l'appel lancé à la communauté internationale et aux pays donateurs pour qu'ils accroissent leur assistance à l'Ethiopie en vue d'atténuer les conséquences de la sécheresse qui persiste depuis quatre ans. Il faut espérer que la communauté internationale répondra généreusement à cet appel. La Yougoslavie entretient des liens d'amitié avec l'Ethiopie et encourage la coopération avec ce pays dans divers domaines, notamment en ce qui concerne la fourniture d'une assistance visant à résoudre le problème à l'étude. M. Madey espère que le Conseil adoptera le projet de résolution E/L.1763 dont il est saisi. Au nom des auteurs, et afin de dissiper tout malentendu au sujet de certains paragraphes dudit projet de résolution, le représentant de la Yougoslavie indique que les auteurs interprètent le paragraphe 1 du dispositif et les dispositions pertinentes de la résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale dans le contexte de la section X de cette résolution relatif aux mesures d'urgence.

21. M. CZARKOWSKI (Pologne) dit que la Pologne appuie traditionnellement les mesures visant à fournir une assistance aux pays africains en vue d'améliorer le niveau de vie de leur population. La communauté internationale doit suivre de près la situation en Ethiopie et fournir à ce pays toute l'aide possible. La délégation polonaise appuie le projet de résolution E/L.1763, en particulier les paragraphes demandant l'adoption de mesures à court et à long terme. La délégation polonaise se félicite des critères adoptés par les organismes du système des Nations Unies, en particulier par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, la FAO, le PNUD et le FISE, en ce qui concerne la fourniture d'une assistance à l'Ethiopie et elle espère que ces organismes continueront à agir rapidement et efficacement. Pour sa part, la Pologne se propose de donner une nouvelle impulsion à ses relations économiques avec l'Ethiopie, et notamment d'accroître son assistance; elle espère que le Conseil approuvera le projet de résolution E/L.1763 par voie de consensus et qu'il sera rapidement appliqué.

22. M. MAINA (Kenya), présentant le projet de résolution E/L.1763 au nom de ses auteurs, dit que les déclarations du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, de l'Administrateur assistant et Directeur régional du PNUD pour l'Afrique et de M. Adugna, représentant de l'Ethiopie, montrent bien la situation critique à laquelle le peuple et le Gouvernement éthiopiens doivent faire face et dont toute la communauté internationale doit se préoccuper. Cette situation s'est encore aggravée à la suite de mauvaises récoltes dans les provinces qui exportent traditionnellement les céréales. Le projet de résolution E/L.1763 a été établi en tenant compte de ce qui précède et ne nécessite pas de longues explications. Au paragraphe 1 du dispositif, le Conseil économique et social prie le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, l'Administrateur du Programme des Nations

Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les autres organismes et institutions spécialisés des Nations Unies de poursuivre et d'intensifier, dans leurs domaines de compétence respectifs, l'assistance qu'ils fournissent à l'Ethiopie; les auteurs du projet de résolution voudraient saisir cette occasion pour exprimer leur gratitude à ces organismes pour leur action digne d'éloges visant à atténuer la gravité de la situation dans laquelle se trouve l'Ethiopie.

23. Au paragraphe 2 du dispositif, les auteurs du projet de résolution ont estimé qu'il convenait de faire appel aux gouvernements des Etats Membres et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils poursuivent et accroissent leur assistance étant donné que la bataille est loin d'être gagnée. Les auteurs font appel à la générosité de ceux qui ont oeuvré en faveur de cette noble cause et demandent à tous ceux qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de fournir une aide pour mettre fin à la grave situation de l'Ethiopie. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général (E/5919), on estime les besoins de l'Ethiopie, en matière d'importations, à 200 000 tonnes de céréales et 150 camions, 15 élévateurs à fourche, trois grues de 5 à 15 tonnes pour les équipements portuaires, et cinq grands hangars seront également nécessaires. Les dons en nature ou en espèces seront accueillis avec gratitude.

24. Etant donné le caractère permanent du problème, les auteurs ont jugé bon d'inclure le paragraphe 3 du dispositif dans lequel il est indiqué que le Conseil décide de garder la question à l'étude. Afin de rendre hommage aux efforts déployés par le PNUD à cet égard, le représentant du Kenya propose de faire suivre le quatrième alinéa du préambule du nouvel alinéa ci-après :

"Ayant entendu également le rapport de l'Administrateur assistant et Directeur régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement sur l'assistance fournie par le Programme au Gouvernement éthiopien dans le cadre de ses programmes de secours et de relèvement exécutés dans les régions du pays victimes de la sécheresse".

25. Le représentant du Kenya indique que l'Afghanistan, l'Argentine, le Bangladesh, la Malaisie et le Rwanda se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

26. Mme MAIR (Jamaïque) assure le Gouvernement et le peuple éthiopiens de la solidarité et de l'appui de la Jamaïque et annonce que la délégation jamaïcaine se porte coauteur du projet de résolution E/L.1763.

27. M. KOSSEV (Bulgarie) dit qu'il ressort du rapport du Secrétaire général (E/5919) et des déclarations que le Conseil a entendues que la situation dans les régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse demeure indéniablement précaire. La délégation bulgare estime donc qu'une assistance bilatérale et multilatérale doit continuer à être fournie à l'Ethiopie. Pour sa part, le Gouvernement bulgare est solidaire des efforts que déploie l'Ethiopie pour faire face à cette situation. A deux reprises, il a fourni une assistance au peuple éthiopien et fait don de 157 tonnes de vivres, y compris des aliments pour enfants et des médicaments. Des médecins bulgares dispensent leurs services en

Ethiopie et assistent le peuple éthiopien dans sa lutte contre les conséquences de la sécheresse. La Bulgarie a renforcé sa coopération économique et technique avec l'Ethiopie et les deux pays ont conclu des accords bilatéraux dans ces domaines. La délégation bulgare espère, comme d'autres délégations, que le projet de résolution E/L.1763 sera adopté par voie de consensus.

28. M. NEUHOFF (République fédérale d'Allemagne) dit que, comme sa délégation l'a déjà mentionné en d'autres occasions, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est pleinement conscient de la nécessité d'adopter des mesures d'urgence pour fournir une assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse. Entre 1973 et 1976, la République fédérale d'Allemagne a fourni une assistance humanitaire d'un montant de 57 millions de marks provenant de fonds gouvernementaux et d'institutions de caractère humanitaire de la République fédérale d'Allemagne.

29. M. OULD SID'AHMED (Mauritanie) dit que la Mauritanie appartient à une région qui souffre depuis de longues années d'une sécheresse catastrophique dont les effets se font sentir dans tous les secteurs de l'économie; elle comprend donc l'importance des problèmes qui accablent l'Ethiopie. La Mauritanie espère que la communauté internationale saura tenir compte de la gravité et de l'urgence de cette situation. La délégation mauritanienne souhaite se porter coauteur du projet de résolution E/L.1763.

30. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie le projet de résolution E/L.1763 et déclare que l'Union soviétique considère avec sympathie l'évolution sociale et économique progressiste qui se produit actuellement en Ethiopie ainsi que les efforts déployés par le Gouvernement éthiopien pour lutter contre les effets de la sécheresse. L'Union soviétique fournit une aide très importante aux pays victimes de catastrophes naturelles et elle a accru sa coopération avec l'Ethiopie, tout en continuant à respecter dûment sa souveraineté nationale, en vue d'accélérer le progrès culturel, technique et économique de ce pays et de renforcer son économie.

31. M. PARSI (Iran) dit que la gravité de la situation qui persiste depuis quatre ans en Ethiopie préoccupe sa délégation. Conscient des problèmes qui se posent, l'Iran a été l'un des premiers pays à venir en aide à l'Ethiopie; il félicite le peuple et le gouvernement de ce pays des efforts déployés pour résoudre ces problèmes. La délégation iranienne estime que la communauté internationale doit fournir une assistance importante à l'Ethiopie pour l'aider à faire face à cette situation critique et elle espère que le projet de résolution E/L.1763 sera adopté par voie de consensus.

32. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) dit que Cuba est solidaire de l'Ethiopie, son pays frère, dans ses difficultés et est parfaitement conscient des efforts déployés par son gouvernement pour surmonter ces difficultés. Comme au cours des sessions précédentes, Cuba se joint aux autres délégations en vue de venir en aide à l'Ethiopie, appuie le projet de résolution E/L.1763 et s'en porte coauteur.

33. M. DUMAS (France) dit que son pays, comme les autres Etats membres de la Communauté économique

européenne, a fourni une aide alimentaire à l'Ethiopie. La délégation française se joint aux délégations qui ont témoigné leur solidarité au peuple éthiopien.

34. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide d'adopter le projet de résolution E/L.1763, tel qu'il a été révisé par le représentant du Kenya, sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution E/L.1763, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté [résolution 2047 (LXII)].

35. M. ADUGNA (Ethiopie) remercie les membres du Conseil de leurs témoignages de solidarité à l'endroit du peuple éthiopien et fait part de la gratitude de son pays envers les organismes du système des Nations Unies pour l'assistance qu'ils fournissent. D'autre part, il se félicite que le projet de résolution E/L.1763 ait été adopté à l'unanimité.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférences cartographiques régionales (E/5906, E/5918, E/L.1758, L.1760 à 1762)

36. M. ALBORNOZ (Equateur) dit que la délégation équatorienne a examiné avec attention le rapport du Secrétaire général relatif à la coopération internationale dans le domaine de la cartographie (E/5906), établi conformément à la décision du Conseil économique et social figurant dans la résolution 1839 (LVI) concernant la convocation de la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique, à Panama, en mars 1976.

37. Les résultats de cette conférence sont encourageants; 38 pays y ont assisté et des progrès ont été réalisés dans l'examen de questions essentielles pour le processus de développement, telle notamment la question de l'aménagement du territoire et d'autres questions intéressant les pays américains, dans le cadre du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale], en premier lieu la question de l'exercice de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. Les thèmes étudiés par la Conférence, qui revêtaient un caractère concret, allaient de l'établissement de levés cadastraux à la téléobservation par satellites.

38. La tâche entreprise est une tâche de longue haleine, qui nécessitera un soutien constant des gouvernements et l'appui de tous les moyens techniques et économiques du système des Nations Unies. Il y a lieu par conséquent d'envisager de réunir une deuxième conférence dans la région de l'Amérique latine, ce qui permettra à cette région de coopérer aux progrès de la cartographie dans le monde et d'accélérer le processus de transfert de techniques dans ce domaine.

39. M. Albornoz présente au nom des délégations de l'Argentine, de la Bolivie, du Canada, de la Colombie, de Cuba, de l'Equateur, des Etats-Unis d'Amérique, de la Jamaïque, du Mexique, du Pérou et du Venezuela, un projet de résolution (E/L.1758) intitulé "Convocation d'une deuxième Conférence cartographique régionale des

Nations Unies pour l'Amérique"; aux termes de ce projet de résolution, le Conseil économique et social prie le Secrétaire général de prendre les arrangements nécessaires pour convoquer ladite conférence à Mexico, pendant le premier semestre de 1979; le Secrétaire général est prié, en outre, de prendre des mesures pratiques pour donner suite aux recommandations de la première Conférence cartographique de Panama, c'est-à-dire en vue de poursuivre des activités aussi importantes et nécessaires que l'établissement de cartes hydrographiques, les travaux de photogrammétrie, l'établissement de levés cadastraux, la télédétection et la transmission d'images par satellites, et le transfert de renseignements relatifs à la télédétection. La délégation équatorienne estime que ces activités ne peuvent que renforcer, sur le plan technique, la position des pays intéressés à l'égard des questions dont traitent d'autres organes et organismes du système des Nations Unies, comme le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et des activités touchant au domaine de la population, à l'environnement et aux établissements humains, ainsi qu'en ce qui concerne les services d'ordre technique relatifs à l'évaluation des ressources naturelles.

40. Dans le projet de résolution E/L.1758, le Conseil prend note avec satisfaction de l'invitation du Mexique qui s'est généreusement offert à accueillir la Conférence et à lui fournir les services d'appui nécessaires.

41. M. Albornoz signale d'autre part que, dans le paragraphe 1 du dispositif, il y a lieu de mentionner à la place de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1969, la résolution 31/140 du 17 décembre 1976, qui s'est substituée à la précédente.

42. M. HANNAH (Nouvelle-Zélande) présente, au nom des délégations du Bangladesh, des Etats-Unis d'Amérique, de la Malaisie, du Pakistan, des Pays-Bas, des Philippines, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et au nom de sa propre délégation, le projet de résolution E/L.1760, intitulé "Convocation de la neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique", et se félicite de ce que le Canada et l'Iran aient demandé à figurer parmi les auteurs de ce texte.

43. C'est pour la Nouvelle-Zélande un honneur que d'avoir participé, conjointement avec les autres pays de la région de l'Asie et du Pacifique, aux travaux des conférences cartographiques des Nations Unies qui ont eu lieu dans cette région. Les importants résultats auxquels elles ont abouti sont reflétés dans le rapport du Secrétaire général sur la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient (E/5918). La Nouvelle-Zélande serait par conséquent heureuse d'accueillir sur son territoire la neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, qui doit avoir lieu au début de 1980.

44. Le projet de résolution en question n'appelle pas grand commentaire : au paragraphe 1 du dispositif, on approuve la recommandation de la huitième Conférence tendant à ce que l'appellation des futures conférences régionales soit alignée sur l'appellation qui est désormais celle de la région, c'est-à-dire à remplacer l'expression "pour l'Asie et l'Extrême-Orient" par "pour l'Asie et le Pacifique". Au paragraphe 2 du dispositif, le Secrétaire général est prié de

prendre les dispositions nécessaires pour convoquer la neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, qui doit avoir lieu en février 1980, en Nouvelle-Zélande. La date recommandée par la huitième Conférence a été choisie à l'issue de consultations entre les autorités néo-zélandaises et le Secrétariat et compte tenu de la proposition visant à convoquer la deuxième Conférence régionale pour l'Amérique durant le premier semestre 1979. M. Hannah signale que, au paragraphe 2 du dispositif, il y a lieu de mentionner à la place de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1969, la résolution 31/140 (XXXI) du 17 décembre 1976, qui s'est substituée à la précédente. Au paragraphe 3 du dispositif, le Secrétaire général est prié de prendre des mesures pour assurer l'application des recommandations de la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, qui a eu lieu à Bangkok du 17 au 28 janvier 1977, dont celle concernant la nouvelle réunion du Groupe d'experts des levés hydrographiques et de la cartographie marine. La délégation néo-zélandaise constate avec satisfaction que, selon le document E/L.1762 relatif aux incidences financières, la réunion d'un petit groupe d'experts au Siège n'entraînera aucune dépense supplémentaire.

45. La délégation néo-zélandaise recommande donc le projet de résolution E/L.1760 au Conseil pour adoption et déclare appuyer le projet de résolution E/L.1758 que vient, d'autre part, de lui soumettre le représentant de l'Equateur.

46. M. LOPEZ BASSOLS (Mexique) remercie le représentant de l'Equateur de ses paroles avisées et dit que le Mexique a été récemment le siège de diverses conférences et réunions internationales, telles celle du Groupe de travail chargé d'élaborer la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme et de la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement. Le Mexique possède également l'infrastructure technique nécessaire pour la planification, la coordination et l'établissement d'un inventaire des ressources naturelles, humaines et économiques du pays; grâce à l'analyse, au classement et à la diffusion des renseignements concernant ces ressources, on devrait susciter une nouvelle prise de conscience des possibilités de développement pour chaque région et parvenir ainsi à déterminer les besoins, moyens, solutions et objectifs, de façon à faciliter le progrès collectif. La tâche essentielle de la Commission d'étude du territoire national (CETERNAL) est de procéder à l'inventaire des ressources dont dispose le Mexique. Pour mener à bien cette tâche, la Commission a entrepris des études portant sur les ressources humaines, sur l'infrastructure et les installations, les ressources naturelles — renouvelables et non renouvelables — et sur les levés topographiques, afin de constituer une documentation de base en vue de la planification sectorielle et régionale et, ultérieurement, d'une planification intégrale à l'échelle nationale.

47. Le Mexique est convaincu que les pays qui s'efforcent de sortir du sous-développement ont besoin, au départ, essentiellement d'une planification adéquate des activités de leur population; cependant, il ne paraît pas possible de mettre en pratique, avec quelque chance de succès, une théorie de développement économique sans une véritable

connaissance des ressources dont disposent ces pays. C'est pourquoi, à la Conférence de Panama, le Gouvernement mexicain s'est offert à accueillir la deuxième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique, pendant deux semaines, au cours du premier semestre de 1979, à une date à déterminer après consultations avec le Secrétariat et les délégations qui auraient l'intention d'assister à cette conférence.

48. Disposant comme on le sait des installations nécessaires dans la capitale, avec l'infrastructure technique du CETERNAL, et ayant déjà une large expérience régionale dans ce domaine, le Gouvernement mexicain espère fermement accueillir la deuxième Conférence cartographique régionale pour l'Amérique, qu'il s'apprête déjà à recevoir.

49. La délégation mexicaine souligne le fait qu'il aurait été souhaitable que le Conseil dispose de l'Acte final de la Conférence de Panama¹; ce document, dans lequel on trouve un résumé des séances plénières et des séances des quatre comités, ainsi que les résolutions adoptées, témoigne éloquemment de l'importance des travaux scientifiques qui ont été réalisés collectivement. La délégation mexicaine félicite d'autre part M. Chris Christopher, chef de la Section de la cartographie, qui, en sa qualité de Secrétaire exécutif de la Conférence, n'a pas ménagé ses efforts; et il formule l'espoir que l'on pourra compter sur ses avis éclairés et son expérience pour l'organisation de la prochaine conférence régionale.

50. M. NAKAMURA (Japon) dit que son pays reconnaît l'importance de la cartographie pour l'élaboration des plans de développement; aussi a-t-il participé positivement à la huitième Conférence cartographique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

51. La délégation japonaise remercie le Gouvernement néo-zélandais d'avoir offert d'accueillir la prochaine conférence de la région; elle espère que cette conférence non seulement constituera un forum où pourront s'échanger renseignements et techniques, mais aussi envisagera des mesures concrètes en vue de la coopération régionale et internationale au niveau intergouvernemental. La délégation japonaise se joint aux auteurs du projet de résolution E/L.1760.

52. M. DUMAS (France) dit que son pays s'est toujours intéressé aux activités cartographiques, auxquelles il a participé par l'intermédiaire de l'Institut géographique national à Paris. La délégation française appuie les projets de résolution E/L.1758 et E/L.1760.

53. Mlle TYERMAN (Canada) dit que les délégations canadiennes qui ont assisté à la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique, tenue à Panama en 1976, et à la huitième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient, qui a eu lieu à Bangkok en 1977, se sont déclarées satisfaites des travaux qui ont été effectués à ces occasions.

54. De l'avis de la représentante du Canada, ces conférences régionales offrent une occasion unique d'échanger des informations techniques, échange qui est facilité par

l'efficacité de leur organisation et l'excellente qualité des documents de travail présentés par les délégations. En outre, elles donnent la possibilité aux experts en la matière d'échanger des connaissances et le fruit de leur expérience avec leurs collègues du monde entier et de faire — officieusement et officiellement — le point de la situation dans le domaine de la géodésie, de la cartographie et des levés. Cet échange peut être particulièrement fructueux pour les pays en développement qui, tout comme le Canada, doivent effectuer des levés et établir des plans de régions étendues, avec des ressources limitées.

55. La délégation canadienne espère que le Conseil adoptera par consensus les deux projets de résolution (E/L.1758 et E/L.1760) qui viennent de lui être présentés.

56. M. RIEMER (Etats-Unis d'Amérique) souligne l'utilité des conférences cartographiques régionales pour tous les pays et, en particulier, pour les pays en développement, car elles facilitent l'échange d'informations techniques; il remercie, d'autre part, les délégations mexicaine et néo-zélandaise pour l'offre faite par leurs gouvernements d'accueillir respectivement chacune des deux conférences qui vont être organisées.

57. M. WU Hsiao-ta (Chine) dit que la Chine n'ayant pas été représentée à la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, les résolutions approuvées par cette conférence n'ont pas pour elle un caractère obligatoire; si ces résolutions devaient être mises aux voix à la présente session du Conseil, la délégation chinoise ne participerait pas au vote.

58. A la cinquante-sixième session du Conseil, la délégation chinoise a déclaré que la participation de la clique de Tchang Kai-shek, qui s'était arrogée abusivement le titre de représentant de la Chine aux six premières conférences cartographiques régionales pour l'Asie et l'Extrême-Orient, était illégale et nullement représentative. A cette occasion, la délégation chinoise a également indiqué qu'outrepassant ses pouvoirs la sixième Conférence cartographique régionale avait recommandé la création d'une prétendue "Commission hydrographique du sud de la mer de Chine", et qu'elle avait inclu les îles chinoises Nansha et les zones maritimes adjacentes dans le plan hydrographique de la Commission. A maintes reprises, le Gouvernement chinois a déclaré que les îles Nansha, comme les îles Hsisha, Tungsha et Chungsha, faisaient partie du territoire chinois et que la République populaire de Chine avait une souveraineté incontestable sur ces îles et sur les zones maritimes adjacentes. La délégation chinoise, qui a demandé aux autorités compétentes de prendre des mesures pour mettre fin audit plan hydrographique et pour éviter qu'à l'avenir ne se présentent des cas analogues, réaffirme, en cette occasion, une nouvelle fois sa position.

59. Le PRESIDENT propose, en l'absence d'objection, que le Conseil adopte les projets de résolution E/L.1758 et E/L.1760 tels qu'ils ont été révisés par les représentants de l'Equateur et de la Nouvelle-Zélande respectivement, sans les mettre aux voix.

Le projet de résolution E/L.1758, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté [résolution 2048 (LXII)].

Le projet de résolution E/L.1760, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté [résolution 2049 (LXII)].

¹ E/CONF.67/3.

60. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation se réserve le droit de revenir sur la question des incidences financières des résolutions que le Conseil vient d'adopter lorsque la Cinquième Commission de l'Assemblée générale se réunira. De l'avis de la délégation soviétique, il faut réduire dans toute la mesure possible les dépenses pour les conférences qui sont imputées sur le budget ordinaire. On devrait, autant que faire se peut, se procurer les ressources nécessaires en réalisant des économies et en restreignant ou supprimant d'autres programmes.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives aux transports
(E/5916, TD/B/AC.20/6)

RAPPORT DU COMITE ECONOMIQUE (E/5962 ET ADD.1)

61. M. DOWNES-THOMAS (Secrétaire adjoint du Conseil) dit que l'on apportera des corrections à la version française du paragraphe 5 du projet de résolution, intitulé "Travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses", recommandé par le Comité économique du paragraphe 11 de son rapport (E/5962), pour qu'il corresponde à la version anglaise.

62. Le PRESIDENT propose, en l'absence d'objection, que le Conseil adopte le projet de résolution et les projets de décisions A, B et C recommandés par le Comité économique dans son rapport (E/5962), sans les mettre au voix.

Le projet de résolution est adopté [résolution 2050 (LXII)].

Les projets de décision A, B et C sont adoptés [décisions 213 (LXII), par. 2, 218 (LXII) et 219 (LXII)].

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives à la population (E/5913)

RAPPORT DU COMITE ECONOMIQUE (E/5961)

63. Le PRESIDENT propose que, en l'absence d'objection, le Conseil adopte les projets de résolution I, II et III et

les projets de décision A et B recommandés par le Comité économique au paragraphe 14 de son rapport (E/5961), sans les mettre aux voix.

Le projet de résolution I est adopté [résolution 2051 (LXII)].

Le projet de résolution II est adopté [résolution 2052 (LXII)].

Le projet de résolution III est adopté [résolution 2053 (LXII)].

Les projets de décision A et B sont adoptés [décisions 221 (LXII) et 222 (LXII)].

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives aux statistiques (E/5910)

RAPPORT DU COMITE ECONOMIQUE (E/5960 ET CORR.1)

64. Le PRESIDENT propose que, en l'absence d'objection, le Conseil adopte les projets de résolution I et II et les projets de décision A et B recommandés par le Comité économique au paragraphe 13 de son rapport (E/5960 et Corr.1), sans les mettre aux voix.

Le projet de résolution I est adopté [résolution 2054 (LXII)].

Le projet de résolution II est adopté [résolution 2055 (LXII)].

Les projets de décision A et B sont adoptés [décisions 220 (LXII) et 213 (LXII), par. 1, alin. e].

65. Le PRESIDENT signale que, comme l'a recommandé le Comité économique au paragraphe 11 de son rapport, la question des dates de la vingtième session de la Commission de statistique sera examinée à la soixante-troisième session du Conseil lorsque celui-ci étudiera le plan biennal de conférences.

La séance est levée à 13 heures.

2055^e séance

Mercredi 11 mai 1977, à 11 h 25.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2055

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (E/L.1741, E/L.1747 et Corr.1, E/L.1748, E/L.1749 et Add.1 et 2, E/L.1750 à 1753)

1. Le PRESIDENT propose que le Conseil procède aux élections dans l'ordre où les différents organes intéressés sont énumérés dans les annotations au point 15 de l'ordre

du jour provisoire de la soixante-deuxième session (E/5917), en commençant par la Commission de statistique.

COMMISSION DE STATISTIQUE (E/L.1747 ET CORR.1)

2. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire huit membres de la Commission de statistique pour un mandat de quatre ans, à dater du 1^{er} janvier 1978.

3. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats : pour deux des trois sièges attribués aux Etats d'Afrique : l'Ethiopie et la Tunisie; pour le siège attribué aux Etats d'Amérique latine : la Jamaïque; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : le Canada, l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique; pour le siège attribué aux Etats d'Europe orientale : l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

4. Le PRESIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation, étant entendu que le troisième siège africain sera pourvu ultérieurement.

Le Canada, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Ethiopie, la Jamaïque, la Tunisie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus membres de la Commission de statistique par acclamation.

COMMISSION DE LA POPULATION (E/L.1747)

5. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire neuf membres de la Commission de la population pour un mandat de quatre ans, à dater du 1^{er} janvier 1978.

6. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats : pour les deux sièges attribués aux Etats d'Afrique : l'Egypte et le Malawi; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Asie : l'Inde et le Japon; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : la Barbade et le Panama; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; pour le siège attribué aux Etats d'Europe orientale : l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

7. Le PRESIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation.

La Barbade, l'Egypte, les Etats-Unis d'Amérique, l'Inde, le Japon, le Malawi, le Panama, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus membres de la Commission de la population par acclamation.

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME (E/L.1747)

8. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire 11 membres de la Commission des droits de l'homme pour un mandat de trois ans, à dater du 1^{er} janvier 1978.

9. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats : pour les trois sièges attribués aux Etats d'Afrique : le Burundi, la Côte d'Ivoire et l'Ethiopie; pour le siège attribué aux Etats d'Asie : l'Iran et les Philippines; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : le Brésil, la Colombie et le Costa Rica; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : l'Allemagne, République fédérale d', l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique et la France; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Europe orientale : la Pologne et la Yougoslavie.

10. M. ZAÏMI (Observateur du Maroc), prenant la parole sur l'invitation du Président, annonce que son pays est candidat à l'un des trois sièges laissés vacants par l'Egypte, la Haute-Volta et le Sénégal.

11. M. SOBHY (Observateur de l'Egypte), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que le Groupe africain n'est pas parvenu à un consensus concernant les candidats qu'il appuie. La délégation égyptienne maintient sa candidature à un siège de la Commission des droits de l'homme.

12. M. BAMBA (Haute-Volta) précise que, contrairement à ce qu'ont dit les observateurs de l'Egypte et du Maroc, il y a bien eu consensus au sein du Groupe africain sur les trois Etats d'Afrique dont la Secrétaire adjointe du Conseil a annoncé les noms. Naturellement, tout Etat peut proposer sa propre candidature.

13. Mlle BALOGUN (Nigéria) estime, elle aussi, que le consensus a été réalisé au sein du Groupe africain et que le Conseil devrait entériner la position du Groupe sans recourir à un vote.

14. M. MESTIRI (Tunisie) considère également qu'il y a eu consensus. Toutefois, la proposition de la représentante du Nigéria tendant à écarter le recours au vote n'est conforme ni à l'esprit ni à la pratique du Conseil.

15. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) indique que, normalement, le Secrétariat donne lecture du nom des candidats appuyés par un groupe donné. Si le Conseil recourt au vote pour pourvoir les sièges attribués aux Etats d'Afrique, il doit savoir que les délégations de la Haute-Volta et du Sénégal ont également présenté, par lettre adressée au Secrétaire général, la candidature de leur pays à ces sièges.

16. M. BAMBA (Haute-Volta) insiste sur le fait qu'il y a eu consensus au sein du Groupe africain; c'est pour cette raison que sa délégation a retiré sa candidature. Le Groupe a attribué un siège à chacune des trois sous-régions : Afrique centrale, Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest et les candidats retenus ont été : le Burundi, l'Ethiopie et la Côte d'Ivoire. Les délégations du Sénégal et de la Haute-Volta ont appuyé cette décision; les délégations égyptienne et marocaine s'en sont dissociées, mais il y a bien eu consensus au sein du Groupe.

17. M. BENHOCINE (Algérie) considère, lui aussi, que le Groupe africain a réalisé un consensus sur les trois candidats dont la Secrétaire adjointe du Conseil a annoncé les noms, comme il apparaît dans un document distribué par l'Organisation de l'unité africaine. Il convient de rappeler, toutefois, que consensus ne signifie pas nécessairement unanimité. Certains pays africains maintiennent leur candidature, comme ils en ont le droit. M. Benhocine pense que le Conseil devrait procéder à un vote au scrutin secret.

18. Mlle BALOGUN (Nigéria) voit là une question d'ordre moral. Le Groupe africain a voulu respecter le principe de la distribution géographique. Le siège destiné à un Etat d'Afrique de l'Est a été attribué à l'Ethiopie. Est-il moralement acceptable qu'un pays appartenant à une autre sous-région tente de s'emparer de ce siège ? Mlle Balogun

prie instamment les observateurs de l'Égypte et du Maroc de retirer la candidature de leur pays.

19. M. AL-HUSSAMY (République arabe syrienne) note que les États d'Afrique ne sont pas seuls à avoir un nombre de candidats supérieur au nombre de sièges qui leur sont attribués; les problèmes sont les mêmes pour les États d'Asie, les États d'Amérique latine et les États d'Europe occidentale et autres États. Il semble que seuls les États d'Europe orientale soient parvenus à un consensus. M. Al-Hussamy suggère donc que le Conseil procède à un vote pour pourvoir les sièges de toutes les régions.

20. M. MADEY (Yougoslavie) dit qu'il est d'usage que, lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges vacants, le Conseil approuve la liste présentée. Il presse donc le Conseil d'approuver sans vote les candidats présentés par les États d'Europe orientale.

21. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) soutient la proposition yougoslave.

22. Le PRESIDENT suggère que, pour les États d'Europe orientale, qui présentent un nombre de candidats égal au nombre de sièges disponibles, le Conseil élise ces candidats par acclamation, et que, pour les quatre autres groupes régionaux, le Conseil vote au scrutin secret.

23. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit que l'Organisation de l'unité africaine, organe suprême des États d'Afrique, a publié un document dans lequel elle entérinait la liste des candidats. Mlle Balogun ne pense pas que le Conseil doive mettre en question la position de l'OUA et elle demande que le Conseil décide si un vote est nécessaire pour pourvoir les sièges attribués aux États d'Afrique.

24. M. BENHOCINE (Algérie) réaffirme que le Groupe africain est parvenu à un consensus et que les trois États dont les noms ont été donnés sont bien les candidats approuvés par le Groupe. Toutefois, il est déjà arrivé que le Conseil vote, même lorsque le nombre de candidats était égal au nombre de sièges disponibles. Le Conseil souhaiterait peut-être solliciter l'avis du Conseiller juridique sur cette question.

25. M. MWANGAGUHUNGA (Ouganda) suggère que le Groupe africain tienne des consultations pour revoir la liste des candidats aux sièges attribués aux États d'Afrique. Il souhaite que le Conseil évite de créer un précédent regrettable.

26. Mlle BALOGUN (Nigéria) appuie la suggestion du représentant de l'Ouganda; si celle-ci est acceptée, elle retirera sa propre proposition. Les États d'Afrique ont pour usage de régler leurs problèmes à l'amiable.

27. M. LOWENSTEIN (États-Unis d'Amérique) espère que se manifesterait au Conseil l'esprit qui a prévalu lors de la dernière session de la Commission des droits de l'homme. Il est peu souhaitable que le Conseil soit amené à agir comme s'il voulait ignorer les désirs du Groupe africain. M. Lowenstein appuie donc la suggestion du représentant de l'Ouganda, qui permettrait sans doute d'assurer une meilleure atmosphère pour la session suivante de la Commission.

28. Le PRESIDENT suggère que les candidats aux deux sièges alloués aux États d'Europe orientale soient élus par acclamation.

La Pologne et la Yougoslavie sont élues membres de la Commission des droits de l'homme par acclamation.

29. Le PRESIDENT suggère que les élections aux trois sièges alloués aux États d'Afrique soient remises à une séance ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

30. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire l'un des deux candidats proposés par les États d'Asie, deux des trois candidats proposés par les États d'Amérique latine et trois des quatre candidats proposés par les États d'Europe occidentale et autres États.

Sur l'invitation du Président, Mme Kongshem (Norvège) et M. Pierce (Jamaïque) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés :	54
Bulletins nuls :	0
Bulletins valables :	54
Majorité requise :	28

Nombre de voix obtenues :	
Colombie	46
France	45
États-Unis d'Amérique	43
Brésil	42
Iran	40
Australie	36
Allemagne, République fédérale d'	29
Costa-Rica	20
Philippines	14

Ayant obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité requise, l'Australie, le Brésil, la Colombie, les États-Unis d'Amérique, la France et l'Iran sont élus membres de la Commission des droits de l'homme.

COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION (E/L.1748)

31. Le PRESIDENT dit que, conformément à la procédure instituée par la décision 139 (ORG-76), le Conseil doit présenter la candidature de sept membres à élire par l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session afin de pourvoir au Comité du programme et de la coordination les postes qui deviendront vacants à la fin de 1977. La durée du mandat est de trois ans, à compter du 1^{er} janvier 1978. Le Président attire l'attention sur ce qui est rappelé au paragraphe 2 du document E/L.1748, à savoir que l'Assemblée générale, dans sa résolution 3392 (XXX), a encouragé les États Membres à se faire représenter au Comité du programme et de la coordination à un niveau adéquat pour améliorer la compétence technique de cet organe.

32. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats : pour les trois sièges

attribués aux Etats d'Afrique : le Burundi, le Ghana et le Kenya; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Asie : l'Inde, l'Indonésie et le Japon; pour le siège attribué aux Etats d'Amérique latine : le Brésil.

33. Le **PRESIDENT** suggère que le Conseil désigne ces pays pour être élus par l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session.

Le Brésil, le Burundi, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, le Japon et le Kenya sont désignés pour être élus au Comité du programme et de la coordination par l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session.

COMITE DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION (E/L.1749 ET ADD.1 ET 2)

34. Le **PRESIDENT** dit que neuf membres doivent être élus pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 1978. En outre, deux sièges sont à pourvoir, l'un parmi les Etats d'Afrique et l'autre parmi les Etats d'Asie, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 1980. L'élection de ces deux membres avait été reportée à la soixante-deuxième session.

35. Mlle **ST. CLAIRE** (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats : pour les deux sièges attribués aux Etats d'Afrique : l'Egypte et l'Empire centrafricain; pour le siège supplémentaire attribué aux Etats d'Afrique : le Malawi; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Asie : l'Irak et la Thaïlande; pour le siège supplémentaire attribué aux Etats d'Asie : la République arabe syrienne; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : la Barbade et la Jamaïque; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : le Canada et la Suède; pour le siège attribué aux Etats d'Europe orientale : la République démocratique allemande.

36. Le **PRESIDENT** suggère que ces pays soient élus par acclamation.

La Barbade, le Canada, l'Egypte, l'Empire centrafricain, l'Irak, la Jamaïque, le Malawi, la République arabe syrienne, la République démocratique allemande, la Suède et la Thaïlande sont élus membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification par acclamation.

COMITE DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION (E/L.1750)

37. Le **PRESIDENT** indique que 27 membres doivent être élus pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 1978. Le Conseil doit en outre élire un membre du Groupe des Etats d'Afrique et deux membres du Groupe des Etats d'Asie pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1979, ainsi que deux membres du Groupe des Etats d'Asie pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1977. L'élection de ces cinq derniers membres a été reportée à la soixante-deuxième session.

38. Mlle **ST. CLAIRE** (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats : pour cinq des 10 sièges attribués aux Etats d'Afrique : l'Algérie, l'Egypte, le Kenya, le Nigéria et la République-Unie du Cameroun; pour les cinq sièges attribués aux Etats d'Asie : néant; pour les cinq sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : l'Argentine, la Colombie, l'Equateur, le Surinam et le Venezuela; pour les sept sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : l'Allemagne, République fédérale d', l'Autriche, la Belgique, le Canada, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

39. Le **PRESIDENT** propose que ces pays soient élus par acclamation.

L'Algérie, l'Allemagne, République fédérale d', l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Colombie, l'Egypte, l'Equateur, la France, le Kenya, le Nigéria, les Pays-Bas, la République-Unie du Cameroun, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Surinam et le Venezuela sont élus membres du Comité de l'examen et de l'évaluation par acclamation.

40. Le **PRESIDENT** propose que l'élection aux sièges attribués aux Etats d'Afrique et d'Asie qui restent à pourvoir soit reportée à une séance ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

COMITE DES RESSOURCES NATURELLES

41. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à élire deux membres parmi les Etats d'Afrique pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1980 et un membre parmi les Etats d'Asie pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1978. L'élection de ces membres a été reportée de sessions antérieures.

42. Mlle **ST. CLAIRE** (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que la Sierra Leone est candidate pour l'un des deux sièges attribués aux Etats d'Afrique. Il n'y a pas de candidat pour le siège attribué aux Etats d'Asie.

43. Le **PRESIDENT** propose que la Sierra Leone soit élue par acclamation.

La Sierra Leone est élue membre du Comité des ressources naturelles par acclamation.

44. Le **PRESIDENT** propose que l'élection aux sièges attribués aux Etats d'Afrique qui restent à pourvoir et au siège attribué aux Etats d'Asie soit reportée à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

COMITE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

45. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à élire un membre choisi parmi les Etats d'Afrique pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1980 et deux membres choisis parmi les Etats d'Asie, l'un pour un mandat prenant effet à la date de

l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1978 et l'autre pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1979. L'élection de ces deux membres a été reportée de sessions antérieures.

46. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que la Sierra Leone est candidate pour le siège attribué aux Etats d'Afrique. Il n'y a pas de candidat pour les deux sièges attribués aux Etats d'Asie.

47. Le PRESIDENT propose que la Sierra Leone soit élue par acclamation.

La Sierra Leone est élue membre du Comité de la science et de la technique au service du développement par acclamation.

48. Le PRESIDENT propose que l'élection aux sièges attribués aux Etats d'Asie soit reportée à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

COMITE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES D'AIDE ALIMENTAIRE (E/L.1753)

49. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire cinq membres parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de la FAO pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 1978.

50. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que quatre candidatures ont été reçues : les Etats d'Afrique ont désigné la Tunisie; les Etats d'Europe occidentale et autres Etats ont désigné la Suède et la Norvège; les Etats d'Europe orientale ont désigné la Hongrie.

51. Le PRESIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation.

La Grèce, la Hongrie, la Norvège et la Tunisie sont élues membres du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire par acclamation.

52. Le PRESIDENT propose que l'élection au siège restant à pourvoir soit reportée à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL

53. Le PRESIDENT rappelle qu'à sa trente et unième session l'Assemblée générale a décidé que l'élection des membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral aurait lieu à la reprise de sa trente et unième session. Toutefois, au cas où il n'y aurait pas de reprise de cette session, le Conseil économique et social est habilité à élire les membres du Conseil des gouverneurs.

54. En l'absence d'objection, le Président considérera que le Conseil préfère ne pas procéder à sa session en cours à l'élection des membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial; il propose donc que le Conseil laisse à

l'Assemblée générale le soin de procéder à cette élection à la reprise de sa session.

Il en est ainsi décidé.

COMMISSION DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES (E/L.1751)

55. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire 16 membres de la Commission des sociétés transnationales pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 1978.

56. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats : pour les quatre sièges attribués aux Etats d'Afrique : le Bénin, le Ghana, la Tunisie et la Zambie; pour l'un des quatre sièges attribués aux Etats d'Asie : le Japon; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : l'Argentine, la Colombie et le Surinam; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : l'Allemagne, République fédérale d', l'Australie, la France et la Suisse; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Europe orientale : la République démocratique allemande et la Roumanie.

57. Le PRESIDENT propose que le Conseil élise par acclamation les candidats du Groupe des Etats d'Afrique, du Groupe des Etats d'Asie, du Groupe des Etats d'Amérique latine et du Groupe des Etats d'Europe orientale.

L'Argentine, le Bénin, la Colombie, le Ghana, le Japon, la République démocratique allemande, la Roumanie, le Surinam, la Tunisie et la Zambie sont élus membres de la Commission des sociétés transnationales par acclamation.

58. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire trois membres appartenant au Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

Sur l'invitation du Président, Mme Kongshem (Norvège) et M. Piercé (Jamaïque) j'assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés :</i>	54
<i>Bulletins nuls :</i>	0
<i>Bulletins valables :</i>	52
<i>Majorité requise :</i>	28

Nombre de voix obtenues :

Suisse	42
Allemagne, République fédérale d'	41
France	40
Australie	33

Ayant obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité requise, l'Allemagne, République fédérale d', la France et la Suisse sont élues membres de la Commission des sociétés transnationales.

59. Le PRESIDENT propose que l'élection aux sièges attribués aux Etats d'Asie qui restent à pourvoir soit reportée à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 10.

2056^e séance

Mercredi 11 mai 1977, à 16 heures.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2056

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (*suite*) [E/L.1741, E/L.1747 et Corr.1, E/L.1750, E/L.1752]

COMMISSION DES STUPEFIANTS (E/L.1747)

1. Le **PRESIDENT** rappelle que les critères qui doivent régir la composition de la Commission des stupéfiants sont énoncés au paragraphe 4 du document E/L.1747; le Conseil est appelé à élire 15 membres pour une durée de quatre ans.

2. Mlle **ST. CLAIRE** (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que les candidatures suivantes ont été proposées : les Etats d'Afrique ont proposé l'Algérie, le Togo et la Tunisie; les Etats d'Asie, l'Indonésie, l'Iran et le Japon; les Etats d'Amérique latine, le Brésil, le Chili, le Mexique et le Panama; les Etats d'Europe occidentale et autres Etats, l'Australie, la Belgique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Turquie; les Etats d'Europe orientale, la République démocratique allemande et l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

3. M. **AMIRDJANOV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à signaler que sa délégation n'a pas eu part à la décision tendant à proposer la candidature de la junte chilienne à un poste de la Commission des stupéfiants et que, si l'élection a lieu au scrutin secret, elle n'appuiera pas cette candidature. La délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne sera pas non plus en mesure d'accepter les résultats de tout vote en faveur du candidat en question.

4. Le **PRESIDENT** suggère que, vu que la répartition des sièges de la Commission par groupes n'est pas rigidement fixée et que le nombre de candidatures proposées est supérieur au nombre de vacances, le Conseil élise les 15 membres au scrutin secret.

5. M. **ALFONSO MARTINEZ** (Cuba) appuie la suggestion du Président. Puisqu'une objection a été formulée à l'une des candidatures proposées, le Conseil doit procéder au vote au scrutin secret, ainsi qu'il est prévu à l'article 68 du règlement intérieur.

6. M. **KANAZAWA** (Japon) rappelle que, s'il est vrai qu'un nombre fixe de sièges à la Commission des stupéfiants n'est attribué à aucune des régions, la pratique habituellement suivie est cependant d'attribuer un certain nombre de sièges à chacune d'elles. Cette pratique devra continuer à être suivie, car elle facilite le fonctionnement de la Commission. Aussi, M. Kanazawa suggère-t-il de ne soumettre au vote au scrutin secret que les candidatures correspondant aux groupes régionaux pour lesquels le nombre de candidats est supérieur à celui des sièges vacants.

7. M. **LINDENBERG SETTE** (Brésil) partage le point de vue de la délégation du Japon et déclare que, si le Conseil s'apprête à procéder également à un vote au scrutin secret pour les groupes régionaux pour lesquels le nombre de sièges vacants correspond au nombre de candidatures et pour lesquels, en outre, ces candidatures bénéficient de l'appui du groupe correspondant, il se verra obligé d'exprimer sa désapprobation profonde de cette façon de procéder. Le Groupe d'Etats latino-américains ne s'est jamais opposé aux candidatures présentées par d'autres groupes et M. Lindenberg Sette n'a pas souvenir que l'on ait jamais procédé à un vote au scrutin secret pour élire des membres d'organes si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges attribué à chaque région et si, de surcroît, les candidatures proposées sont appuyées par le groupe régional intéressé.

8. Mlle **BALOGUN** (Nigéria), prenant la parole au nom des délégations africaines faisant partie du Conseil, appuie des observations du représentant du Brésil; elle estime elle aussi que le Conseil ne doit pas permettre que le Secrétariat l'induisse en erreur, et que les candidats qui ont l'appui de leur groupe doivent être élus immédiatement, sans qu'il soit procédé à un vote au scrutin secret.

9. M. **FUENTES IBÁÑEZ** (Bolivie) fait observer que le Conseil ne saurait apporter maintenant une modification aux pratiques établies. Le Groupe des Etats d'Amérique latine a présenté officiellement ses candidats aux quatre sièges vacants de la Commission des stupéfiants et toute discussion qui ne tiendrait pas compte de ces candidatures serait considérée par la délégation bolivienne comme une ingérence injustifiée et inacceptable.

10. M. **ALBORNOS** (Equateur) appuie les déclarations des représentants qui l'ont précédé et estime lui aussi qu'il convient de respecter les candidatures proposées par les groupes régionaux.

11. De l'avis de M. **ALZAMORA** (Pérou), le Conseil doit respecter fidèlement le principe d'une répartition géographique équitable dans la composition de ses commissions techniques ainsi que les ententes conclues au sein des groupes régionaux.

12. M. **ALFONSO MARTINEZ** (Cuba) fait valoir que le vote au scrutin secret auquel, selon lui, devrait procéder le Conseil ne met nullement en péril les ententes conclues par les groupes régionaux ni n'altère l'équilibre géographique de la Commission des stupéfiants. Ce dont il convient de tenir compte, c'est qu'il n'est pas prévu pour cette commission de répartition fixe des postes entre les régions et que, partant, l'élection de ses membres ne peut se faire selon les critères appliqués à d'autres organes. Qui plus est, M. Alfonso Martinez insiste sur le fait que, puisqu'une objection a été formulée contre une candidature, le Conseil n'a

d'autre choix que d'appliquer la disposition pertinente de l'article 68 du règlement intérieur, dont il découle d'ailleurs que l'élection par vote au scrutin secret constitue la règle générale et que les cas où l'on n'a pas recours à ce type de vote constituent en fait des exceptions.

13. M. CZARKOWSKI (Pologne) déclare que sa délégation respecte les décisions prises par les groupes régionaux mais qu'il ne faut pas oublier que le cas de la Commission des stupéfiants présente des caractéristiques spéciales. S'il convient de respecter dans sa composition le principe d'une répartition géographique équitable, il convient tout autant d'appliquer les dispositions pertinentes de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961. Il ne faut pas non plus oublier que, dans le cas présent, on a proposé la candidature d'un gouvernement qui a été condamné à maintes reprises par l'Organisation des Nations Unies. Compte tenu de ces diverses considérations, le seul moyen acceptable de procéder est celui qu'a suggéré le Président.

14. M. BATIOUK (République socialiste soviétique d'Ukraine) fait observer que la nature même de la Commission des stupéfiants empêche que le choix de ses membres se fasse sur la base d'une répartition géographique déterminée; en effet, le problème des stupéfiants n'affecte pas dans la même mesure les différentes régions géographiques du monde. Dans les circonstances actuelles, étant donné que 15 sièges sont à pourvoir et que 16 candidatures ont été présentées, le Conseil ne peut faire autrement que de procéder à un vote au scrutin secret pour choisir parmi tous les candidats proposés.

15. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) constate que deux questions font l'objet de la controverse qui se déroule actuellement. En premier lieu, on a dit que la composition de la Commission des stupéfiants n'obéit pas à une répartition géographique déterminée; c'est là un point très discutable si l'on se souvient qu'il existe des ententes tacites permettant de convenir dans quel domaine les membres du Conseil doivent travailler de concert. M. Lindenberg Sette n'entrera pas dans la controverse; si l'on soutient que le critère de la répartition géographique ne s'applique pas à la Commission des stupéfiants, pour le moment et aux fins de l'élection qui va avoir lieu, le Brésil ne s'opposera pas à ce point de vue et votera en conséquence. Quant à la deuxième question, qui est une question de procédure, si un ou deux membres du Conseil invoquent le règlement intérieur pour soumettre à un vote un point qui devrait normalement être réglé par voie de consensus, la délégation du Brésil se rangera à leur avis, vu qu'elle ne met pas en doute le droit de procéder de cette façon et, sur ce point également, elle votera en conséquence, dans le cas et dans les circonstances qui se présentent actuellement.

16. M. ALZAMORA (Pérou) demande qu'il soit de nouveau donné lecture de la liste des candidats et des groupes régionaux et que l'on indique les groupes régionaux pour lesquels le nombre des candidats est supérieur à celui des sièges vacants.

17. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste suivante de candidats :

Trois membres choisis parmi les Etats d'Afrique : Algérie, Togo et Tunisie;

Trois membres choisis parmi les Etats d'Asie : Indonésie, Iran et Japon;

Quatre membres choisis parmi les Etats d'Amérique latine : Brésil, Chili, Mexique et Panama;

Deux membres choisis parmi les Etats d'Europe orientale : République démocratique allemande et Union des Républiques socialistes soviétiques;

Quatre membres choisis parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats : Australie, Belgique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Turquie.

Le nombre de candidats, pour ce dernier groupe, est donc supérieur à celui des sièges vacants, qui est de trois.

18. M. TREVIÑO (Mexique) souligne l'importance que le Gouvernement mexicain attache à la Commission des stupéfiants et fait observer qu'aucun des membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept n'occupe un poste qui ne lui revient pas. M. Treviño rappelle que son pays aimerait beaucoup faire partie de la Commission des stupéfiants.

19. Le PRÉSIDENT propose qu'il soit procédé à un vote au scrutin secret afin d'élire 15 membres de la Commission des stupéfiants.

Sur l'invitation du Président, Mme Kongsheim (Norvège) et M. Pierce (Jamaïque) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés :</i>	54
<i>Bulletins nuls :</i>	0
<i>Bulletins valables :</i>	54
<i>Majorité requise :</i>	28

<i>Nombre de voix obtenues :</i>	
Mexique	52
Algérie	50
Turquie	50
Iran	49
Japon	48
Panama	48
Brésil	46
Indonésie	46
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	46
Belgique	44
Togo	44
Tunisie	43
Union des Républiques socialistes soviétiques	40
République démocratique allemande	38
Australie	34
Chili	25
Maroc	3
Pologne	1
Yougoslavie	1
Autriche	1
Jamaïque	1

Ayant obtenu la majorité requise, l'Algérie, l'Australie, la Belgique, le Brésil, l'Indonésie, l'Iran, le Japon, le Mexique,

le Panama, la République démocratique allemande, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Togo, la Tunisie, la Turquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus membres de la Commission des stupéfiants.

COMITE DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION (fin)
[E/L.1750]

20. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) rappelle que sur les 10 membres choisis parmi les Etats d'Afrique que le Conseil est appelé à élire en vue de pourvoir les vacances qui se produiront au 31 décembre 1977, cinq ont déjà été élus; comme la candidature du Bénin a été proposée pour l'une de ces vacances, quatre restent encore à pourvoir.

21. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide d'élire le Bénin membre du Comité de l'examen et de l'évaluation.

Il en est ainsi décidé.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS
DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (E/L.1741)

22. Le PRESIDENT rappelle que le Conseil est appelé à élire pour trois ans, à compter du 1^{er} août 1977, dix membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, choisis parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées. La résolution 1038 (XI) de l'Assemblée générale prévoit que les membres doivent être élus "en tenant dûment compte de la répartition géographique et de la participation des principaux pays donateurs et bénéficiaires".

23. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats : les Etats d'Afrique appuient la candidature de la Zambie; les Etats d'Asie ont fourni une liste de quatre membres sans appuyer leur candidature : Afghanistan, Jordanie, Pakistan et Thaïlande; les Etats d'Amérique latine appuient la candidature de deux membres : Chili et Barbade; les Etats d'Europe occidentale et autres Etats appuient la candidature de trois membres : Allemagne, République fédérale d', Canada et Norvège; les Etats d'Europe orientale appuient la candidature d'un membre : Yougoslavie. Le nombre des vacances à pourvoir est de 10.

24. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souhaite qu'il soit mentionné, dans le compte rendu analytique de la séance, à propos de la candidature de la junte chilienne, que la délégation soviétique est étrangère au choix de cette candidature et qu'elle votera contre celle-ci. La délégation soviétique tient également à ce qu'il soit précisé qu'elle s'oppose à cette candidature.

25. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit que sa délégation estime que lorsqu'un groupe est parvenu à s'entendre sur une candidature, le Conseil doit accepter cette candidature, d'autant plus qu'il est clairement stipulé que la question de la représentation géographique doit être dûment prise en considération. Une délégation a formulé des réserves et demandé que celles-ci soient mentionnées dans le compte

rendu analytique de la séance. Il semble, cependant, à la représentante du Nigéria, qu'aucun membre du Conseil n'a demandé formellement jusqu'à présent que les élections aient lieu au scrutin secret. Elle propose donc que le Conseil accepte les réserves formulées et poursuive l'examen de la question dont il est saisi.

26. Le PRESIDENT, après avoir rappelé la disposition pertinente du règlement intérieur du Conseil (art. 68), dit que le Conseil peut décider de ne pas procéder au vote au scrutin secret et d'élire sans vote les candidats des groupes dont la liste correspond au nombre des vacances à pourvoir.

27. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) propose que le Conseil décide immédiatement s'il élira sans procéder à un vote les candidats des groupes dont la liste correspond au nombre des vacances à pourvoir.

28. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) propose, pour faciliter la tâche du Président et des délégations, et conformément aux dispositions de l'article 68 du règlement intérieur, d'élire au scrutin secret tous les candidats proposés en vue de pourvoir les vacances au Conseil d'administration du FISE, pour les mêmes raisons que celles exposées à propos de l'élection de membres de la Commission des stupéfiants. La proposition de la délégation cubaine éviterait au Président de consulter le Conseil étant donné qu'elle invoque simplement la prérogative que confère l'article 68 du règlement intérieur du Conseil à tout représentant.

29. M. WASILEWSKI (Pologne) dit que, dans le cas de cette élection en particulier, il convient de tenir compte non seulement de la répartition géographique, mais aussi de la représentation des principaux pays donateurs et bénéficiaires.

30. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) fait observer que l'on a invoqué l'article 68 du règlement intérieur et que si l'on s'oppose d'une façon quelconque à l'application de ses dispositions la délégation brésilienne se souviendra de cette prérogative particulière que confère l'article 68. D'autre part, la Pologne vient de faire état de nouveaux critères que le représentant du Brésil ne juge pas opportuns de rappeler. Aussi, malgré tout le respect que lui inspire le représentant de la Pologne, le représentant du Brésil demande au Conseil de ne pas tenir compte de cette intervention qui ne contient aucun élément utile pour le débat.

31. Mlle RICHTER (Argentine) fait observer que, en proposant des candidatures pour les vacances à pourvoir à tel comité ou à tel organe, les groupes régionaux contribuent à faciliter la tâche desdits organes et que cette contribution ne peut être ignorée. Aussi la délégation argentine considère-t-elle dangereux de donner la priorité à l'article 68 et de s'écarter de la pratique qui consiste à tenir compte des propositions des groupes régionaux qui se sont avérées si utiles.

32. Mlle BALOGUN (Nigéria) voudrait rappeler au Conseil qu'il est apparemment en train de s'écarter d'une pratique à laquelle il s'est conformé au cours des dernières années. En suggérant de tenir compte des propositions des groupes régionaux, la délégation nigériane ne défend aucune candidature en particulier et sa démarche est uniquement

motivée par une question de principe. D'autre part, si le Conseil décide de ne pas tenir compte de cette pratique dans le cas présent, il devra accepter par la suite la position de toute délégation qui agira en conséquence. Ainsi, le choix qui favoriserait actuellement certaines délégations pourrait un jour se retourner contre elles. La représentante du Nigéria souhaite que le compte rendu analytique mentionne que sa délégation a déclaré, au nom du Groupe des Etats d'Afrique, que les positions des groupes régionaux doivent être respectées dans toute la mesure possible.

33. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) rappelle que, comme il ressort du document E/L.1741, le mandat de trois membres d'Etats d'Asie viendra à expiration le 31 juillet 1977 et que quatre candidatures ont été proposées par ce groupe d'Etats.

34. Le PRESIDENT, après avoir donné lecture de l'article 68 du règlement intérieur du Conseil, propose de procéder à l'élection au scrutin secret de 10 membres du Conseil d'administration du FISE.

35. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) déclare être opposé à l'adoption de cette procédure qu'il estime incorrecte, dans ce cas particulier, puisqu'il est stipulé que les vacances doivent être pourvues en tenant dûment compte de la répartition géographique.

Sur l'invitation du Président, M. Hachami (Tunisie) et M. Nakamura (Japon) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés :	54
Bulletins nuls :	0
Bulletins valables :	54
Majorité requise :	28

Nombre de voix obtenues :

Norvège	53
Zambie	53
Barbade	51
Canada	50
Pakistan	47
Allemagne, République fédérale d'	46
Yougoslavie	45
Jordanie	42
Afghanistan	41
Chili	32
Thaïlande	31
Inde	2
Japon	1

Ayant obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité requise, l'Afghanistan, l'Allemagne, République fédérale d', la Barbade, le Canada, le Chili, la Jordanie, la Norvège, le Pakistan, la Yougoslavie et la Zambie sont élus membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (E/L.1752)

36. Le PRESIDENT dit que le Conseil est appelé à élire pour trois ans, à compter du 1^{er} janvier 1978, seize

membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.

37. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que le Conseil doit élire trois membres choisis parmi les Etats d'Afrique et que les candidatures de la Côte d'Ivoire, du Kenya et du Sénégal ont été proposées. Le Conseil doit élire également : trois membres choisis parmi les Etats d'Asie et la Yougoslavie, et les candidatures de Fidji, de l'Indonésie, de la Jordanie et du Yémen démocratique ont été proposées; trois membres choisis parmi les Etats d'Amérique latine et les candidatures de l'Argentine, de l'Equateur et de la Trinité-et-Tobago ont été proposées; cinq membres choisis parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats et les candidatures de l'Allemagne, République fédérale d', de l'Espagne, de la Finlande, des Pays-Bas, de la Suisse et de la Turquie ont été proposées : deux membres choisis parmi les Etats d'Europe orientale et les candidatures de la Tchécoslovaquie et de la Pologne ont été proposées.

38. Le PRESIDENT suggère que le Conseil procède à un vote au scrutin secret pour élire les membres du Conseil d'administration du PNUD choisis parmi les Etats d'Asie et la Yougoslavie et parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats, étant donné que pour ces groupes les candidatures proposées sont plus nombreuses que les vacances à pourvoir. Il suggère également que les candidats proposés par d'autres groupes soient élus par acclamation par le Conseil.

L'Argentine, la Côte d'Ivoire, l'Equateur, le Kenya, la Pologne, le Sénégal, la Tchécoslovaquie et la Trinité-et-Tobago sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement par acclamation.

39. M. PAPOULIAS (Grèce) dit que les candidatures de l'Espagne et de la Turquie ont été proposées pour représenter le sous-groupe de la Méditerranée au Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats. Ces candidatures sont proposées pour tenir compte du principe du roulement entre sous-groupes au sein des groupes régionaux et conformément aux dispositions de l'alinéa c du paragraphe 1 de la résolution 2813 (XXVI) de l'Assemblée générale. Etant donné que le sous-groupe de la Méditerranée a été insuffisamment représenté au Conseil d'administration du PNUD, le représentant de la Grèce espère que le Conseil appuiera ces candidatures.

40. M. SOUSA SOARES (Portugal) appuie la déclaration du représentant de la Grèce.

41. M. CAMILLERI (Observateur de Malte), prenant la parole sur l'invitation du Président, appuie les candidatures de l'Espagne et de la Turquie à des postes du Conseil d'administration du PNUD. L'Assemblée générale a sanctionné le principe selon lequel la répartition des sièges à l'intérieur de chaque groupe doit à tout moment refléter une représentation sous-régionale satisfaisante. Des 17 sièges assignés au Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats au Conseil d'administration du PNUD, le sous-groupe de la Méditerranée n'en a reçu qu'un. Cela signifie que chaque membre du sous-groupe de la Méditerranée peut participer aux travaux du Conseil d'administra-

tion tous les 15 ans, ce qui est contraire à la lettre comme à l'esprit de la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale. M. Camilleri est convaincu que si l'on assigne deux sièges au sous-groupe de la Méditerranée, la représentation au Conseil d'administration du PNUD sera plus conforme aux dispositions de ladite résolution.

42. Malte a pour la première fois fait partie du Conseil d'administration du PNUD, pendant les trois dernières années; ce fut là, pour la délégation de ce pays, une expérience extrêmement valable, qui lui a permis de participer aux délibérations d'un des organes les plus importants de l'Organisation des Nations Unies. Au moment où son mandat de membre du Conseil d'administration touche à sa fin, la délégation maltaise s'estime tenue de donner à d'autres pays la possibilité de participer aux travaux de cet organe.

43. M. DE PINIES (Observateur de l'Espagne), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que la résolution 2813 (XXVI) est peut-être l'une des plus précises qui aient été adoptées par l'Assemblée générale et il appelle l'attention sur l'alinéa c du paragraphe 1 de cette résolution qui, à son avis, énonce un critère très utile pour déterminer la composition du Conseil d'administration du PNUD.

44. La délégation espagnole, dont le pays est contributeur et non bénéficiaire, s'estime en mesure d'apporter une contribution précieuse aux délibérations du Conseil d'administration et elle est reconnaissante de l'appui que sa candidature pourra recevoir au Conseil économique et social.

45. M. TÜRKMEN (Observateur de la Turquie), prenant la parole sur l'invitation du Président, appuie les déclarations des orateurs précédents et affirme à son tour que, compte tenu des dispositions de la résolution 2813 (XXVI) de l'Assemblée générale, il apparaît que le sous-groupe de la Méditerranée a été pendant longtemps insuffisamment représenté au Conseil d'administration du PNUD. Il convient de corriger cette situation, et M. Türkmen espère que le Conseil appuiera la candidature de son pays.

46. M. GJESDAL (Norvège), parlant également au nom du Danemark, appuie la réélection de la Finlande au poste qui est traditionnellement occupé par les pays nordiques au Conseil d'administration du PNUD. Au paragraphe 5 de la résolution 2029 (XX), l'Assemblée générale prie le Conseil économique et social d'assurer une représentation équitable et équilibrée des pays économiquement plus développés, compte dûment tenu de leur contribution au PNUD. A cet égard, l'appui donné à la Finlande se fonde non seulement sur la contribution apportée par ce pays, mais également sur sa participation active aux travaux du Conseil d'administration du PNUD.

47. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil élise au scrutin secret trois membres du Conseil d'administration du PNUD pour le groupe des Etats d'Asie et la Yougoslavie, et cinq membres pour le groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

Sur l'invitation du Président, Mme Kongshem (Norvège) et M. Pierce (Jamaïque) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret :

<i>Bulletins déposés :</i>	54
<i>Bulletins nuls :</i>	0
<i>Bulletins valables :</i>	54
<i>Majorité requise :</i>	28

Nombre de voix obtenues :

Etats d'Asie et Yougoslavie :

Indonésie	42
Jordanie	40
Yémen démocratique	37
Fidji	34

Etats d'Europe occidentale et autres Etats :

Finlande	46
Espagne	45
Pays-Bas	43
Suisse	41
Allemagne, République fédérale d'	40
Turquie	32

Ayant obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité requise, l'Allemagne, République fédérale d', l'Espagne, la Finlande, l'Indonésie, la Jordanie, les Pays-Bas, la Suisse et le Yémen démocratique sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.

GROUPE DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAL SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LE PROBLEME DES PRATIQUES DE CORRUPTION

48. Le PRÉSIDENT signale les vacances suivantes : un membre à élire parmi les Etats africains, deux membres parmi les Etats d'Europe orientale et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats; le mandat de ces membres prendra effet à la date de l'élection.

49. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) signale qu'il n'y a pas de candidature pour les Etats d'Asie ni pour les Etats d'Europe orientale. Les Etats d'Europe occidentale et autres Etats ont présenté la candidature de la Belgique, du Canada, de l'Italie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

50. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit qu'il n'a pas été possible au groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats de présenter une liste concertée de candidats correspondant au nombre de vacances assignées à ce groupe. En conséquence, ces Etats ont décidé, pour s'assurer une participation efficace, de se faire représenter par un groupe important d'observateurs. M. Marshall suggère que le groupe soit élargi ou bien qu'il ne soit pas limité au nombre de ceux qui en font partie afin que les membres du groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats qui ont fait preuve d'un grand intérêt pour les travaux du Groupe spécial puissent continuer d'y participer. Les Etats d'Europe occidentale et autres Etats espèrent pouvoir continuer d'apporter leur contribution comme ils l'ont fait

jusqu'à présent et souhaitent que le Conseil partage le point de vue qui vient d'être exposé.

51. Le **PRESIDENT** suggère que l'on remette l'élection à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME (suite)
[E/L.1747]

52. Le **PRESIDENT** rappelle qu'à la séance précédente le Conseil avait différé l'élection de trois membres du groupe des Etats africains.

53. **M. KOROMA** (Observateur de la Sierra Leone), prenant la parole sur l'invitation du Président et parlant au nom de la Présidente du groupe des Etats africains, expose, conformément aux instructions qu'il a reçues, la position du groupe africain en ce qui concerne les candidatures à la Commission des droits de l'homme. Le groupe africain appuie la candidature du Burundi pour la région centrafricaine, de la Côte d'Ivoire pour la région de l'Afrique occidentale et de l'Ethiopie pour la région de l'Afrique orientale. **M. Koroma** signale que, lors de l'examen de ces candidatures, deux délégations qui n'appartiennent à aucune des régions mentionnées ont décidé de formuler des réserves en ce qui concerne la décision du groupe et ont insisté pour maintenir leur candidature, ce dont le groupe africain a dûment pris acte.

54. **M. BENGELLOUN** (Observateur du Maroc) signale au Conseil que, malgré la décision du groupe africain, le Maroc maintient sa candidature et, en conséquence, demande qu'on procède à une élection au scrutin secret en vertu de l'article 68 du règlement intérieur. Il formule de nettes réserves au sujet de la décision du groupe africain et prie le Secrétariat que soit consigné le fait que le Maroc reste candidat à l'un des trois sièges de la Commission des droits de l'homme revenant à l'Afrique à la suite de l'expiration des mandats de l'Egypte, du Sénégal et de la Haute-Volta.

55. **Mlle BALOGUN** (Nigéria) cite le paragraphe 1 de la résolution 2813 (XXVI) de l'Assemblée générale et signale que la répartition des sièges dans chaque groupe doit dûment refléter à tout moment une représentation sous-régionale satisfaisante. Parlant au nom du groupe des Etats africains membres du Conseil économique et social, elle dit que ce dernier ne devrait pas perdre son temps avec une question si évidemment claire. Le groupe des Etats africains a déjà inclus la Jamahiriya arabe libyenne parmi les candidats à la Commission des droits de l'homme pour la région du nord de l'Afrique et **Mlle Balogun** se demande comment certaines délégations peuvent chercher à occuper un siège qui appartient à une autre sous-région. Ni la délégation nigériane ni le groupe des Etats africains, au nom duquel parle **Mlle Balogun**, ne mettent en doute le droit qu'a chacun de chercher à obtenir un siège; néanmoins, **Mlle Balogun** pense que, par principe, la représentation d'un groupe doit correspondre à ce qui a été établi dans ce groupe en matière de représentation sous-régionale. Le

Comité plénier du groupe des Etats africains a fait une recommandation qui a été présentée au Conseil à la séance précédente et que le groupe des Etats africains a réaffirmée. Par conséquent, **Mlle Balogun**, au nom de sa délégation, suggère que le Conseil adopte une décision sur la question, qu'il déclare que les propositions présentées par le groupe des Etats africains reflètent la position adoptée par consensus au sein dudit groupe et qu'il appuie les candidatures des trois pays proposés, à savoir le Burundi, la Côte d'Ivoire et l'Ethiopie.

56. **M. OULD SID'AHMED** (Mauritanie) signale qu'il n'a pas l'intention de s'opposer à un consensus auquel aurait abouti le groupe des Etats africains et dont a parlé la représentante du Nigéria. Il y a eu un consensus apparent, mais des réserves ont été exprimées. Il ne pense pas qu'il appartienne au Conseil de se prononcer sur des questions qui relèvent d'un groupe donné. Pour sa part, **M. Ould Sid'Ahmed** appuie la candidature du Maroc et ne pense pas qu'il y ait d'autre solution que de voter sur la question au scrutin secret, comme il a été demandé par une délégation.

57. **M. BENHOCINE** (Algérie) appuie les déclarations de la Sierra Leone et du Nigéria. Il considère que deux principes sont en jeu : d'une part, le respect du règlement intérieur du Conseil et, d'autre part, le respect d'une décision prise par un groupe, en l'occurrence une décision adoptée par consensus au sein du groupe des Etats africains. A propos de ce deuxième principe, se pose une question d'ordre politique. Sa délégation s'incline devant la décision du groupe des Etats africains. Il appartient au Conseil de décider s'il veut ou non appliquer son règlement intérieur.

58. **Mlle BALOGUN** (Nigéria), après avoir donné lecture du paragraphe 2 de l'article 72 du règlement intérieur, dit qu'elle ne pense pas que l'on ait invité le Maroc à prendre la parole, et que même si cela avait été le cas, le Maroc n'aurait pas le droit de proposer que l'on vote sur une question quelconque à moins qu'un membre du Conseil ne le propose. Elle demande que le Conseil appuie la décision présentée par le groupe des Etats africains à la séance du matin.

59. **M. SOBHY** (Observateur de l'Egypte), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que l'Egypte ne pense pas qu'il y ait eu en réalité consensus au sein du groupe des Etats africains. Il ne porte pas cette question devant le Conseil, mais réitère simplement que l'Egypte a officiellement présenté sa candidature et qu'elle ne l'a pas retirée. La délégation égyptienne s'opposera à toute tentative d'empêcher que le Conseil ne procède d'une manière qui tiendrait compte de sa demande.

60. **M. MUBAREZ** (Yémen) suggère que l'on procède au vote au scrutin secret pour élire les membres de la Commission des droits de l'homme appartenant au groupe des Etats africains.

61. **Mlle BALOGUN** (Nigéria) insiste sur le fait qu'aucune proposition n'a été faite devant le Conseil qui empêche

celui-ci d'élire les trois candidats proposés par le groupe des Etats africains. Elle prie donc instamment le Conseil d'agir dans ce sens.

tenant au groupe des Etats africains soit reportée à la prochaine séance du Conseil.

Il en est ainsi décidé.

62. Le **PRESIDENT** suggère que l'élection des trois membres de la Commission des droits de l'homme appar-

La séance est levée à 18 h 25.

2057^e séance

Jeudi 12 mai 1977, à 11 h 15.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2057

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (*fin*) [E/L.1747 et Corr.1]

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME (*fin*)
[E/L.1747]

1. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à élire trois membres de la Commission des droits de l'homme choisis parmi les Etats d'Afrique, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 1978.

2. M. SIMBANANIYE (Observateur du Burundi), prenant la parole sur l'invitation du Président, n'a pas jugé opportun de prendre part aux débats, son pays étant candidat à l'un des sièges de la Commission. Toutefois, la situation un peu confuse qui semble s'être créée demande quelques éclaircissements. Le groupe des Etats africains s'est mis d'accord sur trois candidats et il a fait connaître son choix au Conseil à deux reprises. Il a toujours été entendu que les trois sièges africains devaient être réservés à des représentants des trois régions d'Afrique. En outre, l'usage de l'Organisation, confirmé par la résolution 2813 (XXVI) de l'Assemblée générale, veut que la composition de chacun des groupes assure à tout moment une représentation satisfaisante aux sous-régions.

3. M. Simbananiye tient à rendre hommage aux délégations de la Haute-Volta, du Sénégal et de l'Egypte, qui peuvent être fières d'avoir si bien servi la Commission. La délégation du Burundi avait contribué à l'élection des représentants de ces pays dont le mandat va maintenant venir à expiration, et elle apprécie à sa juste valeur le sens démocratique de ces Etats qui ont renoncé de leur propre chef à se présenter de nouveau aux élections, afin de laisser le champ libre à d'autres pays. M. Simbananiye prie instamment les autres Etats d'Afrique candidats de se retirer afin que le Conseil puisse élire les candidats appuyés par le groupe africain, ce qui permettra à celui-ci de conserver son unité.

4. M. KOROMA (Observateur de la Sierra Leone), prenant la parole sur l'invitation de Président, dit que, si l'on doit procéder à un vote, il tient à se réserver le droit de prendre la parole avant.

5. M. IBRAHIM (Ethiopie) appelle l'attention du Conseil sur le compte rendu analytique n° 13 établi lors de la

session de 1974 de l'Organisation de l'unité africaine; il y a été indiqué que le représentant permanent du Gabon, appuyé par le représentant du Zaïre, avait informé le groupe que tous deux étaient prêts à renoncer, au bénéfice de la délégation égyptienne, au siège réservé à la région centrale. Les deux représentants avaient souligné également que ce siège, qui devrait donc être occupé par l'Egypte, devrait revenir à la région centrale lors des prochaines élections.

6. M. SOBHY (Observateur de l'Egypte), prenant la parole sur l'invitation du Président, attend toujours les instructions de son gouvernement en ce qui concerne la demande tendant à ce que sa délégation retire sa candidature à un siège de la Commission. En l'absence de nouvelles instructions, il maintient cette candidature. Il regrette la confusion et les malentendus qui se sont créés à ce propos. Certes, il n'y a pas eu accord au sein du groupe africain, mais il est regrettable que certaines délégations aient dramatisé une situation pourtant très simple. Il est tout à fait normal, au sein d'un groupe, que l'on se heurte à certaines difficultés lorsqu'il s'agit de désigner les candidats à de tels postes; ces difficultés auraient dû rester pour le groupe une affaire purement intérieure, dont le Conseil n'avait pas à connaître.

7. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit que l'observateur de l'Egypte n'ignore pas que le siège auquel son pays est candidat revient de droit à une autre sous-région. Peut-être souhaite-t-il personnellement retirer la candidature de son pays. L'Assemblée générale a toujours reconnu que les sous-régions devaient être équitablement représentées au sein de chacune des régions, et c'est sur cette considération que Mlle Balogun s'est fondée lors de son intervention à la séance précédente. Il est absolument inexact que le groupe africain ne s'est pas mis d'accord. Le Conseil ne peut qu'entériner la position adoptée par l'OUA pour l'Afrique. Il est temps de clore la discussion à ce sujet. Si le Conseil veut procéder à un vote, Mlle Balogun n'y voit pas d'inconvénient, car elle sait que justice sera faite. Elle est convaincue que l'élection du Burundi, de l'Ethiopie et de la Côte d'Ivoire ne rencontrera pas d'opposition.

8. M. SOBHY (Observateur de l'Egypte) dit que la représentante du Nigéria s'est méprise sur le sens de sa déclaration précédente. Il ne souhaite nullement, quant à lui, retirer la candidature de l'Egypte et il a clairement fait savoir qu'en l'absence d'instructions en sens contraire il maintenait cette candidature.

9. M. OULD SID'AHMED (Mauritanie) estime qu'il s'agit uniquement d'une question de procédure. La candidature des pays d'Afrique n'est pas une question qui devrait être débattue au Conseil, car il s'agit d'une affaire intérieure du groupe africain. Le Conseil devra recourir à un vote, puisqu'il n'y a pas eu consensus au sein du groupe.

10. M. FALL (Observateur du Sénégal), prenant la parole sur l'invitation du Président, précise que la candidature de son pays à un siège de la Commission lui a interdit d'intervenir dans le débat. La délégation sénégalaise a présenté sa candidature à la prière de nombreux Etats Membres, qui tiennent en haute estime l'oeuvre accomplie par M. Kéba M'Baye en qualité de président du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe. Cependant, lors de l'examen des candidatures aux sièges de la Commission, le groupe africain a dû également tenir compte, en sus du mérite, d'un certain nombre d'autres critères et la candidature du Sénégal n'a pas été retenue, le groupe voulant absolument éviter que les membres d'un organe puissent être réélus immédiatement après l'expiration de leur mandat. La délégation sénégalaise s'est inclinée devant la volonté du groupe africain. Toutefois, le Conseil n'est pas lié par la décision du groupe; s'il décide de procéder à un vote, en prenant le mérite comme critère, il doit savoir que le Gouvernement sénégalais souhaite voir M. Kéba M'Baye siéger comme précédemment à la Commission. En résumé, la délégation sénégalaise accepte que le Conseil entérine le consensus du groupe africain, mais elle maintiendra sa candidature en cas de vote.

11. M. BAMBA (Haute-Volta) dit que sa délégation a accepté le consensus du groupe africain sur la candidature de la Côte d'Ivoire et d'autres pays africains amis. Elle a agi ainsi par respect de l'esprit de conciliation qui a toujours régné au sein du groupe africain, mais il semble maintenant que les règles autrefois acceptées ne soient plus appliquées. Au cas où le Conseil déciderait, conformément à son règlement intérieur, de procéder à un vote, M. Bamba, qui n'a pas reçu de nouvelles instructions, retirera la candidature de sa délégation. Il persiste à penser que le principe d'une répartition géographique équitable, par région et par sous-région, devrait être appliqué par tous les organes de l'Organisation des Nations Unies. La délégation de la Haute-Volta continuera, comme par le passé, d'adhérer à ce principe, quelle que soit l'issue de l'élection.

12. M. KOROMA (Observateur de la Sierra Leone) indique que quand, à la séance précédente, il a pris la parole au nom de la Présidente du groupe africain pour le mois de mai, il n'a pas jugé opportun de contester les critères sur lesquels le groupe s'appuie pour soutenir la candidature du Burundi, de l'Ethiopie et de la Côte d'Ivoire aux trois sièges attribués aux Etats d'Afrique, puisque le groupe persistait à considérer que sa décision était une affaire intérieure. M. Koroma s'est efforcé de maintenir la cohésion au sein du groupe, mais voyant maintenant le Conseil s'apprêter à procéder à un vote, il estime qu'il doit protéger les intérêts de chacun des membres du groupe. M. Koroma demande donc instamment au Conseil et à tous les groupes régionaux de respecter la position du groupe africain, qui est claire et conforme à l'alinéa c du paragraphe 1 de la résolution 2813 (XXVI) de l'Assemblée générale.

13. Le PRESIDENT, constatant que le nombre des candidats dépasse celui des sièges à pourvoir, invite le Conseil à procéder, conformément à son règlement intérieur et notamment à l'article 68, à l'élection au scrutin secret de trois Etats d'Afrique pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 1978.

14. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) annonce que les candidats appuyés par le groupe africain sont le Burundi, la Côte d'Ivoire et l'Ethiopie, et que les autres candidats sont l'Egypte, la Haute-Volta, le Maroc et le Sénégal.

Sur l'invitation du Président, Mme Kongsheim (Norvège) et M. Nakamura (Japon) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés :	54
Bulletins nuls :	0
Bulletins valables :	54
Majorité requise :	28

Nombre de voix obtenues :

Côte d'Ivoire	33
Sénégal	27
Egypte	26
Maroc	26
Burundi	20
Ethiopie	19
Haute-Volta	4

Ayant obtenu la majorité requise, la Côte d'Ivoire est élue membre de la Commission des droits de l'homme.

15. Le PRESIDENT annonce que, les autres candidats n'ayant pas obtenu la majorité requise, il sera procédé de nouveau à un vote. Conformément au paragraphe 2 de l'article 70 du règlement intérieur du Conseil, le vote ne portera que sur les quatre candidats non élus qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au premier tour de scrutin, à savoir le Burundi, l'Egypte, le Maroc et le Sénégal. Le Président invite le Conseil à élire deux membres choisis parmi ces candidats.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés :	54
Bulletins nuls :	3
Bulletins valables :	51
Majorité requise :	26

Nombre de voix obtenues :

Sénégal	33
Egypte	25
Maroc	23
Burundi	18

Ayant obtenu la majorité requise, le Sénégal est élu membre de la Commission des droits de l'homme.

16. Le PRESIDENT déclare que, aucun des autres candidats n'ayant obtenu la majorité requise, il sera procédé de nouveau à un vote. Conformément au paragraphe 2 de l'article 70 du règlement intérieur du Conseil, le vote ne

portera que sur les deux candidats non élus qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au deuxième tour de scrutin, à savoir l'Égypte et le Maroc. En outre, un seul poste étant à pourvoir, l'article 69 du règlement intérieur est applicable.

Nombre de votants : 45
Majorité requise : 23

Nombre de voix obtenues :
Égypte 28
Maroc 17

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés : 53
Bulletins nuls : 3
Bulletins valables : 50
Abstentions : 5

Ayant obtenu la majorité requise, l'Égypte est élue membre de la Commission des droits de l'homme.

La séance est levée à 12 h 55.

2058^e séance

Jeu­di 12 mai 1977, à 15 h 30.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2058

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*suite**) [E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1, E/L.1759, L.1764, L.1765, L.1767, E/NGO/62]

1. Le PRÉSIDENT signale qu'il y a une erreur dans le texte français du projet de résolution E/L.1759, intitulé "Exécution du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale". A la fin du paragraphe 5 du dispositif, il faut remplacer le mot "activités" par "entreprises".

2. M. BUFFUM (Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale) dit qu'au paragraphe 2 du projet de résolution E/L.1765, relatif à la nomination du Secrétaire général de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, on impose des restrictions au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en lui demandant de nommer ledit secrétaire général au rang de sous-secrétaire général, après consultation des groupes régionaux. L'opinion du conseiller juridique est que, pour la nomination de fonctionnaires par le Secrétaire général, l'Article 101 de la Charte des Nations Unies établit comme seule règle de procédure qu'elle doit se faire "conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale". Le texte du projet de résolution proposé serait donc contraire à la Charte. Le Secrétaire général attachant une grande importance et une priorité élevée au succès de la Conférence mondiale, il veillera, dans le choix de la personne qui sera chargée de la coordonner, à ce qu'elle soit extrêmement compétente, jouisse de la confiance générale et ait l'envergure nécessaire pour garantir la bonne organisation de la Conférence. Pour des raisons d'économie, le candidat sera choisi parmi les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général espère donc que le Conseil économique et social ne lui imposera pas de restrictions dans le choix du

fonctionnaire supérieur le plus expérimenté et le plus compétent qui sera disponible au moment opportun.

3. Aux termes du paragraphe 8 du même projet de résolution, le Conseil économique et social recommanderait "que la Conférence se tienne à Genève ou à New York ou en tout autre lieu qui serait proposé par un gouvernement qui pourrait ultérieurement offrir de l'accueillir, si cette offre est acceptée". D'autre part, le paragraphe 6 du projet de résolution dont l'adoption serait recommandée à l'Assemblée générale aux termes du paragraphe 10 du projet de résolution E/L.1765 prévoit "l'imputation au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies des dépenses afférentes à l'organisation de la Conférence". M. Buffum signale à l'attention du Conseil le paragraphe 5 du dispositif de la section I de la résolution 31/140 de l'Assemblée générale, aux termes duquel "tout organe de l'Organisation des Nations Unies pourra tenir ses sessions hors de son siège dans le cas où un gouvernement, en l'invitant à se réunir sur son territoire, aura accepté de prendre à sa charge, après consultation avec le Secrétaire général quant à leur nature et à leur montant probable, les dépenses supplémentaires effectives qui en résulteront directement ou indirectement". Cette disposition a été interprétée comme s'appliquant aux conférences des Nations Unies et, par conséquent, le Secrétaire général entend que les paragraphes en cause du projet de résolution soumis à l'examen du Conseil soient interprétés de manière compatible avec la résolution 31/140, si bien que, au cas où la Conférence se tiendrait dans un lieu qui ne serait pas celui d'un des sièges, le gouvernement hôte devrait prendre à sa charge les dépenses supplémentaires.

4. Mlle ILIĆ (Yougoslavie) présente le projet de résolution E/L.1764, intitulé "Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid", au nom des auteurs auxquels il convient d'ajouter l'Ouganda. Le projet de résolution tient compte de ce que l'apartheid est un crime contre l'humanité et que les mesures de lutte doivent constituer un des éléments essentiels de la Décennie de la lutte contre le

* Reprise des débats de la 2052^e séance.

racisme et la discrimination raciale. Au nom des auteurs, Mlle Ilić propose de supprimer le mot "en outre", qui figure au deuxième alinéa du préambule, et d'ajouter un nouvel alinéa, qui serait le troisième, libellé comme suit : "Rappelant en outre sa résolution (LXII) par laquelle il a recommandé à l'Assemblée générale de déclarer 1978 Année internationale de la lutte contre l'*apartheid*". Le troisième alinéa actuel du préambule deviendrait le quatrième.

5. Mlle Ilić indique que ce projet de résolution a été approuvé par le Groupe africain et qu'il ne contient aucun élément de polémique, de sorte que les auteurs espèrent que son adoption ne causera aucune difficulté.

6. Le PRESIDENT signale que le nouvel alinéa introduit dans le préambule se réfère à une décision qui n'a pas encore été adoptée par le Conseil, de sorte qu'on ne pourrait mettre aux voix le projet de résolution E/L.1764 avant qu'il ait été effectivement décidé que 1978 sera proclamée Année internationale de la lutte contre l'*apartheid*.

7. Mlle BALOGUN (Nigéria) annonce qu'elle va exprimer la position du groupe africain sur le sujet que le Conseil est en train d'examiner et présenter les projets de résolution E/L.1759, au nom des auteurs auxquels il convient d'ajouter la Somalie, et E/L.1765, également au nom des auteurs auxquels il convient d'ajouter le Gabon, la Haute-Volta et le Togo. Elle déclare que, dans un souci de conciliation, divers points au sujet desquels les auteurs étaient pourtant unanimement d'accord n'ont pas été inclus, afin que le Conseil puisse adopter l'une et l'autre résolution par consensus et que soient assurés le succès de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale ainsi qu'une participation aussi large que possible à celle-ci. Les auteurs de ces projets de résolution sont convaincus que le deuxième Festival mondial nègre et africain des arts et de la culture qui a eu lieu à Lagos du 1^{er} janvier au 12 février 1977 a mis en relief les relations entre les participants à cette manifestation et le reste des sociétés desquelles ils provenaient.

8. Le racisme et la discrimination raciale sont des problèmes mondiaux qui existent, sous des formes et dans des mesures diverses, dans toutes les parties du monde. En raison du rôle qu'ils jouent dans les affaires mondiales, certains pays doivent prendre la direction dans ce domaine. Ce faisant, ils ne doivent pas oublier que, lorsqu'ils formuleront des jugements au sujet de la moralité et du progrès social à l'étranger, leur crédibilité sera toujours fonction des progrès qu'ils auront eux-mêmes accomplis à cet égard au sein de leur propre société.

9. Les deux projets de résolution ont tenu compte de ce que, comme l'a signalé le Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans son rapport (E/5922 et Corr.1), il convient de prêter tout particulièrement attention à la situation de l'Afrique australe, où l'*apartheid* aggrave encore le problème.

10. En ce qui concerne le paragraphe 2 du projet de résolution E/L.1765, Mlle Balogun déclare que les auteurs n'avaient pas l'intention de faire obstacle à l'action du

Secrétaire général, qui peut nommer secrétaire général de la Conférence un des 20 sous-secrétaires généraux. En ce qui concerne le paragraphe 8, l'expression "si cette offre est acceptée," a pour objet de garantir que le Conseil économique et social examinera toute offre qu'un gouvernement pourra faire d'accueillir la Conférence. Les auteurs ne souhaiteraient pas, par exemple, que celle-ci se tienne en Afrique du Sud, dans le cas hypothétique où ce pays formulerait une invitation. Pour ce qui est du paragraphe 6 du projet de résolution dont l'adoption est recommandée à l'Assemblée générale au paragraphe 10 du projet de résolution, les auteurs entendent que tout pays qui souhaiterait voir la Conférence se réunir dans son territoire devrait être préparé à prendre à sa charge les frais supplémentaires qu'entraînerait sa tenue hors de Genève ou de New York, conformément à la résolution pertinente de l'Assemblée générale.

11. Quant au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution E/L.1759, au sujet duquel certaines délégations semblent avoir des réserves, les auteurs pensent qu'il convient de le considérer dans le contexte des résolutions relatives aux sanctions économiques contre les régimes racistes d'Afrique australe adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Les relations économiques que certains pays entretiennent avec ces régimes présentent divers aspects, mais les auteurs estiment que les sanctions englobent non seulement les relations commerciales mais aussi les relations industrielles. Ils croient de même que, si les pays ont la volonté politique nécessaire, il est possible d'adopter sur le plan local des mesures propres à empêcher certaines entreprises de poursuivre leurs investissements en Afrique australe. Ces mesures sont nécessaires pour amener la majorité noire au gouvernement dans la zone, objectif sur lequel tous les membres du Conseil sont d'accord; en outre, une fois cet objectif atteint, il ne sera plus nécessaire d'adopter quelque mesure ou sanction que ce soit.

12. Enfin, la délégation nigériane espère que les deux projets de résolution seront adoptés par consensus, ce qui refléterait la volonté politique des gouvernements non seulement d'éliminer le racisme et la discrimination raciale, mais aussi d'appuyer sans réserve la Conférence mondiale pour l'action contre le racisme et la discrimination raciale.

13. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que sa délégation éprouve quelques difficultés à accepter certaines des dispositions qui figurent dans le projet de résolution E/L.1759, en particulier le dernier alinéa du préambule et le paragraphe 5 du dispositif qui, à son avis, vont au-delà de la compétence du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale. Pour toutes ces raisons et bien que le projet de résolution soit par ailleurs acceptable, le Royaume-Uni ne peut l'appuyer et se verra obligé de s'abstenir lorsqu'il sera mis aux voix.

14. M. VALDERRAMA (Philippines) signale à l'attention du Conseil qu'à l'alinéa c du paragraphe 1 de la version anglaise de l'annexe au projet de résolution E/L.1765, où il est dit "International Covenant on the Suppression and Punishment of the Crime of *Apartheid*" il faudrait lire "International Convention" qui est le titre exact.

15. Mlle BALOGUN (Nigéria) informe les membres du Conseil que le texte de l'alinéa b du paragraphe 4 du projet

de résolution E/L.1765 et l'alinéa *b* du paragraphe 5 du projet de résolution recommandé à l'adoption de l'Assemblée générale au paragraphe 10 de ce même projet de résolution devraient être libellés comme suit : "qui ont reçu une invitation permanente de l'Assemblée générale à participer aux sessions et aux travaux de toutes les conférences convoquées sous ses auspices en application de la résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1974, et de la résolution 31/152 du 20 décembre 1976". Cette dernière résolution se réfère à la SWAPO et si elle n'est pas mentionnée dans la première version c'est qu'au moment de la rédaction les auteurs n'avaient pas en main son numéro.

16. En ce qui concerne les réserves exprimées par le représentant du Royaume-Uni au sujet du paragraphe 5 du projet de résolution E/L.1759, Mlle Balogun rappelle qu'elle s'est déjà prononcée sur ce point lors de son intervention précédente et insiste pour que les deux projets de résolution qui sont présentés soient adoptés par consensus et séparément.

17. M. MERKEL (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation partage entièrement les opinions exprimées par le représentant du Royaume-Uni et signale que les sanctions économiques adoptées par le Conseil de sécurité, que son pays a toujours respectées, s'appliquent uniquement à la Rhodésie du Sud. D'autre part, il doute qu'il soit possible d'améliorer effectivement la situation, en ce qui concerne les droits de l'homme en Afrique du Sud, au moyen de sanctions économiques.

18. M. FAURIS (France) dit que sa délégation partage le point de vue exprimé par le représentant du Royaume-Uni. Il pense également que le dernier alinéa du préambule et le paragraphe 5 du projet de résolution E/L.1759 traitent de questions qui sont de la compétence d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier du Conseil de sécurité. Pour cette raison, la délégation française s'abstiendra si le projet de résolution est mis aux voix, mais elle est disposée à se ranger à un consensus.

19. En ce qui concerne le fond de la question, M. Fauris rappelle les déclarations formulées par le Président de la République française le 21 avril 1977 lors de la Conférence franco-africaine de Dakar, dans laquelle il a dit qu'il ne fallait pas ignorer le rôle capital que les problèmes de l'Afrique australe jouent dans la détérioration de la situation générale en Afrique, car ils sont une cause aggravante des tensions qui s'y révèlent. C'est sur ces questions et la manière de les résoudre que s'établissent des clivages dangereux qui ont permis à certains d'intervenir entre les Africains et de susciter, à partir de là, des prises de position idéologiques qui entraînent l'Afrique dans des querelles qui ne sont pas les siennes. L'indignation et l'inquiétude des Africains devant une situation qui bafoue la morale et blesse la dignité de l'homme sont compréhensibles. La France ira loin pour marquer sa position concernant des principes sur lesquels on ne saurait transiger afin qu'une solution juste et conforme à la dignité de l'homme noir soit trouvée. C'est dans ces dispositions d'esprit que la France apportera sa contribution à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

20. M. VISCONTI (Italie) dit que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution E/L.1759

pour les raisons déjà exposées par le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et la France.

21. M. HAMMAD (Observateur des Emirats arabes unis), prenant la parole sur l'invitation du Président, se félicite que l'Organisation de libération de la Palestine ainsi que la SWAPO soient invitées à participer en qualité d'observateurs à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. De même, il juge très opportun la révision introduite par les auteurs à l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution E/L.1765 et à l'alinéa *b* du paragraphe 5 de la résolution que le Conseil recommande à l'Assemblée générale d'adopter; en effet, l'emploi dans le libellé initial du mot "organisations" et la mention de la seule résolution 3237 (XXIX) pouvaient donner lieu à une interprétation erronée, alors que nul n'ignore que la résolution 3237 (XXIX) ne se réfère pas à plusieurs organisations, mais exclusivement à l'Organisation de libération de la Palestine, qui est le seul et authentique représentant du peuple palestinien. Une erreur du même ordre s'est produite à la Sixième Commission, au cours de la trente et unième session de l'Assemblée générale, à propos des invitations adressées pour la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités; afin d'éviter des confusions fâcheuses, il serait bon que ces inexactitudes ne se répètent pas à l'avenir.

22. Mlle BALOGUN (Nigéria) présente les excuses des auteurs pour l'inexactitude que contenait le projet initial et précise qu'elle n'était nullement intentionnelle. D'autre part, la représentante du Nigéria interprète les déclarations que viennent de faire certaines délégations comme exprimant des réserves formelles et espère que ces délégations ne s'opposeront pas à l'adoption du projet de résolution par consensus.

23. M. KAUFMANN (Pays-Bas) fait observer que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution E/L.1759 car le paragraphe 5 du dispositif lui pose des difficultés du fait qu'il se réfère à des questions qui sont du ressort du Conseil de sécurité.

24. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) dit que sa délégation n'a pu participer à l'élaboration du projet qui aurait pu, à son avis, être libellé quelque peu différemment. Soucieux de ne pas faire obstacle au consensus, il n'a pas insisté néanmoins pour qu'il soit tenu compte de ses vues. Le représentant de Cuba déplore que, malgré les efforts déployés par le groupe africain pour établir un texte acceptable pour toutes les délégations, certaines d'entre elles aient indiqué qu'il ne serait pas possible de parvenir à un consensus; dans ce cas la délégation cubaine votera pour les deux projets de résolution.

Il est procédé à un vote par appel nominal sur le projet de résolution E/L.1759.

L'appel commence par la Somalie dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Autriche, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Ethiopie, Gabon, Grèce, Iran, Irak, Jamaïque, Japon, Kenya, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Pakis-

tan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Rwanda, Somalie, Soudan, République arabe syrienne, Togo, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : France, Allemagne, République fédérale d'Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 47 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution E/L.1759 est adopté [résolution 2056 (LXII)].

25. Mme OGATA (Japon) fait observer que, bien que sa délégation ait voté pour le projet de résolution E/L.1759, parce qu'elle en approuve les objectifs d'une manière générale, le quatrième alinéa du préambule, le paragraphe 5 et l'alinéa b du paragraphe 6 du dispositif suscitent ses réserves.

26. M. SPETSIOS (Grèce) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution E/L.1759 parce qu'elle est favorable à l'exécution du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Néanmoins, pour des raisons d'ordre juridique, la délégation grecque formule des réserves en ce qui concerne le paragraphe 5 dudit projet.

27. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide d'adopter le projet de résolution E/L.1765 par voie de consensus.

Le projet de résolution E/L.1765 est adopté [résolution 2057 (LXII)].

28. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) fait observer qu'au paragraphe 4 du projet E/L.1765 et au paragraphe 5 du projet de résolution qu'il contient une recommandation est adressée à l'Assemblée générale en ce qui concerne les observateurs qui peuvent être invités à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Au nombre de ces observateurs, on a mentionné expressément différents comités et commissions des Nations Unies et le Secrétaire général considérera que, du point de vue du Conseil économique et social, les organisations intergouvernementales énumérées sont celles qui s'intéressent éminemment à la question. Le Secrétaire du Conseil indique qu'à l'alinéa i du paragraphe 4 du projet de résolution il est fait référence aux autres comités intéressés de l'Organisation des Nations Unies. En application de ce même paragraphe 4 du dispositif, le Secrétaire général adressera des invitations aux comités et commissions expressément mentionnés et, pour ce qui est des autres comités intéressés de l'Organisation des Nations Unies, des invitations leur seront adressées s'ils font savoir au Secrétaire général qu'ils se considèrent visés à l'alinéa i du paragraphe 4 et qu'ils souhaitent en conséquence être invités à la Conférence.

29. Le ROYAUME-UNI (Royaume-Uni) déclare, au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne représentés au Conseil économique et social, ainsi qu'au nom de la Belgique, de l'Irlande et du Luxembourg, que ces

délégations ont pu s'associer au consensus dont le projet de résolution E/L.1765 a fait l'objet et rendent hommage aux efforts déployés par les auteurs du projet, qui ont fait preuve d'ingéniosité et de bonne volonté pour la mise au point du libellé.

30. Les Etats membres de la CEE ont indiqué à maintes reprises que, si l'on revient aux objectifs et au programme énoncés dans la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, ils seront disposés à réaffirmer leur appui à la Décennie, et à la Conférence en particulier. Le représentant du Royaume-Uni estime que la résolution qui vient d'être adoptée et la présentation qu'en a faite la délégation nigériane laissent penser que les préparatifs de la Conférence pourraient se poursuivre sur la base initiale de la résolution 3057 (XXVIII), sans que des éléments étrangers n'interviennent. Les Etats membres de la CEE se sont associés au consensus concernant ce projet parce qu'ils présument qu'il en sera effectivement ainsi; si tel n'est pas le cas, ils se verront contraints d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

31. Pour ce qui est du programme de la Conférence, les Etats membres de la CEE approuvent les observations formulées au cours de la session du Sous-Comité préparatoire par les délégations de la France, du Royaume-Uni et de la République fédérale d'Allemagne. D'autre part, elles considèrent que l'alinéa j du paragraphe 4 du projet de résolution E/L.1765 doit être interprété au sens large et ne pas servir de prétexte à l'exclusion d'organisations non gouvernementales qui estiment pouvoir contribuer à assurer le succès des travaux de la Conférence.

32. M. QUARTIN-SANTOS (Portugal) fait observer que sa délégation, bien qu'elle ait voté pour le projet de résolution E/L.1759 parce qu'elle appuie le Programme pour la Décennie, a des réserves à formuler au sujet du paragraphe 5 du dispositif qui se réfère à une question relevant de la compétence du Conseil de sécurité; son exécution poserait en effet des problèmes juridiques internes.

33. Pour ce qui est du projet de résolution E/L.1765, la délégation portugaise appuie le texte dans son ensemble, sans en approuver pour autant toutes les dispositions et recommandations; elle aurait préféré que certaines parties du projet soient libellées différemment et considère par exemple qu'il y a une contradiction entre l'alinéa i du paragraphe 4 du dispositif et les alinéas précédents dans lesquels sont énumérés les organes de l'Organisation des Nations Unies qui seront invités à participer à la Conférence en qualité d'observateurs.

34. Mlle HOLZER (Autriche) fait observer que la délégation autrichienne a appuyé les deux projets de résolution parce que l'Autriche est en faveur de la défense des droits de l'homme et de la lutte contre le racisme, en particulier en Afrique australe. En tout état de cause, la délégation autrichienne continue à considérer que les objectifs de la Décennie sont ceux qui sont énoncés dans la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale. En ce qui concerne le projet de résolution E/L.1759, elle exprime au sujet du paragraphe 5 du dispositif des réserves fondées sur des considérations juridiques essentielles et, s'il avait été procédé à un vote séparé sur ce paragraphe, elle se serait abstenue.

35. Quant au projet de résolution E/L.1765, la représentante de l'Autriche fait certaines réserves tout en soulignant l'esprit de coopération et de compromis dont les auteurs ont fait preuve. Enfin, pour ce qui est de l'alinéa j du paragraphe 4 du dispositif du projet, concernant l'invitation à adresser aux organisations non gouvernementales, elle espère qu'une formule permettant d'assurer la plus large participation possible à la Conférence pourra être mise au point.

36. M. KINSMAN (Canada), expliquant son vote, rappelle que son pays a été un partisan actif de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, lancée en 1973 à la suite d'un vote unanime de l'Assemblée générale, jusqu'à ce qu'en 1975 celle-ci, par sa résolution 3379 (XXX), ait introduit un élément étranger, qui a détourné la Décennie de son objectif original et l'a privée du soutien unanime essentiel à la réalisation de ses fins. Depuis lors, des efforts soutenus ont néanmoins été faits pour gagner à nouveau l'appui de tous les pays. C'est par égard pour ces efforts et parce qu'elle est fermement décidée à lutter pour l'élimination du véritable racisme, tel qu'il est défini dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, que la délégation canadienne a appuyé les deux projets de résolution. Toutefois, elle formule des réserves quant à certaines de leurs dispositions:

37. Les dispositions du paragraphe 5 du projet de résolution E/L.1759 ne tiennent pas suffisamment compte des différences qui existent entre les situations régnant en Afrique du Sud, en Rhodésie et en Namibie. Le Canada reconnaît que toute activité entreprise par une société transnationale pour se soustraire aux sanctions obligatoires imposées par le Conseil de sécurité contre la Rhodésie du Sud ou en affaiblir les effets est illégale; que les autorités sud-africaines qui administrent illégalement la Namibie ne sont pas habilitées à autoriser une société transnationale à exercer des activités dans ce territoire – le Gouvernement canadien a d'ailleurs informé les sociétés placées sous sa juridiction qui exerçaient des activités en Namibie qu'elles le faisaient à leurs risques et périls – et que les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud ne doivent pas servir à perpétuer ou intensifier la discrimination fondée sur la race. Toutefois, certaines des mesures proposées au paragraphe 5 relèvent de la compétence du Conseil de sécurité et elles ne sauraient être effectivement appliquées sans une décision de cet organe. Si l'on avait procédé à un vote séparé sur le paragraphe 5, la délégation canadienne se serait abstenue, comme elle s'est abstenue la semaine précédente lors du vote à la Commission des sociétés transnationales sur une résolution relative à cette question.

38. En ce qui concerne le paragraphe 1 du projet de résolution E/L.1765, aux termes duquel le Conseil économique et social approuve le projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, la délégation canadienne croit comprendre que dans l'intitulé du point de l'ordre du jour relatif à "l'application intégrale et universelle des décisions et résolutions de l'Organisation des Nations Unies" (E/5922 et Corr.1, par. 13), on se réfère aux décisions et résolutions adoptées par consensus depuis 1973. La communauté internationale doit être unie et non divisée dans la lutte qu'elle mène contre le racisme. Le

Canada décidera ou s'abstiendra d'assister à la Conférence selon que les objectifs de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale fixés par l'Assemblée générale dans sa résolution 3057 (XXVIII) seront ou non respectés.

39. M. AASEN (Norvège), expliquant son vote, rappelle que, depuis l'adoption de la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, son pays a participé activement à l'exécution du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale; certains aspects de sa participation sont décrits dans le rapport du Secrétaire général (E/5921). Aussi, la délégation norvégienne déplore-t-elle qu'un élément étranger et inacceptable ait été introduit, ce qui risque d'inciter la Norvège à ne plus participer aux activités de la Décennie, notamment à la Conférence mondiale prévue. C'est pourquoi elle se félicite des efforts faits par de nombreuses délégations, en particulier celles des pays africains, pour redonner son vrai sens à la Décennie. Grâce à leurs efforts, la délégation norvégienne a pu voter pour les projets de résolution E/L.1759 et E/L.1765. La Norvège considère que la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale n'est pas pertinente, et elle participera à toutes les actions entreprises de façon concertée pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale, tels qu'ils sont définis à l'article 1 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

40. M. LOWENSTEIN (Etats-Unis d'Amérique) tient à expliquer les raisons pour lesquelles sa délégation n'a pas participé au vote. Ce sont les mêmes – bien connues de tous les membres du Conseil et exposées ici par les représentants du Canada et de la Norvège – que celles qui ont empêché les Etats-Unis de participer aux activités de la Décennie, bien qu'ils aient voté pour la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale. Les Etats-Unis sont toujours décidés à participer aux efforts tendant à un consensus – qui ne soit pas de pure forme – en vue d'éliminer la discrimination raciale partout où elle existe. Pour sa part, M. Lowenstein trouve la situation d'autant plus paradoxale qu'il y a quelques années il a pris à titre personnel la parole à l'Organisation des Nations Unies en tant que représentant du peuple namibien et à sa demande, pour s'élever contre le fait que la communauté internationale acceptait alors la situation dans laquelle se trouvait ce peuple. Il rappelle qu'à l'instar de l'ambassadeur Andrew Young, le représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, il était à cette époque associé à la lutte menée par Martin Luther King contre le racisme.

41. M. Lowenstein félicite la représentante du Nigéria des efforts qu'elle a faits pour trouver une formule qui puisse rallier l'unanimité, et espère que ces efforts et ceux d'autres délégations, ainsi que l'état d'esprit qui a permis à Genève d'adopter pour la première fois à l'unanimité une décision sur l'*apartheid*, aboutiront dans un proche avenir à une formule qui permette d'intensifier la lutte contre l'*apartheid* et les pires formes de racisme. Ainsi, la Décennie sera à nouveau un moyen d'action concertée efficace contre ces fléaux qui menacent la paix et choquent le sens de la justice.

42. M. SPETSIOS (Grèce), expliquant son vote, dit que sa délégation s'est associée au consensus en faveur du projet de

résolution E/L.1765 et qu'elle appuie sans réserve la Conférence mondiale. Toutefois, il tient à préciser qu'en ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif, aux termes duquel le Conseil économique et social approuve le projet d'ordre du jour provisoire, la délégation grecque formule des réserves à l'égard des résolutions qu'elle n'a pas appuyées ou lors du vote desquelles elle s'est abstenue.

43. De l'avis de M. KUBBA (Irak), il ressort des observations formulées par la délégation du Royaume-Uni et par d'autres délégations, que certains membres du Conseil entendent préjuger l'orientation de la Conférence et de la Décennie et imposer leurs propres vues en introduisant des éléments et des critères qui ne figurent en aucune manière dans le projet de résolution adopté.

44. M. AL-HUSSAMY (République arabe syrienne) dit que sa délégation a appuyé les deux projets de résolution qui viennent d'être adoptés parce qu'elle considère qu'ils sont conformes à l'esprit des dispositions relatives à la Décennie et des résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies à propos de l'*apartheid*, de la discrimination raciale et de l'autodétermination, et que leurs dispositions ne portent absolument pas atteinte à l'objectif de la Conférence.

45. M. PEDERSEN (Danemark) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution E/L.1759 et qu'elle s'est associée au consensus dont le projet de résolution E/L.1765 a fait l'objet. Toutefois, elle a eu quelques difficultés à accepter le paragraphe 5 du projet de résolution E/L.1759.

46. Mlle BEAGLE (Nouvelle-Zélande) dit que son pays s'oppose énergiquement à la discrimination raciale, où qu'elle se produise, et en particulier à la discrimination institutionnalisée telle qu'elle se pratique en Afrique du Sud. Le Gouvernement néo-zélandais a toujours contribué aux trois fonds de l'Organisation des Nations Unies qui permettent d'apporter une assistance humanitaire aux victimes de l'*apartheid* et du colonialisme en Afrique australe, et il a augmenté le montant de ses contributions pour l'année en cours. En outre, la Nouvelle-Zélande a dès le départ appuyé énergiquement les objectifs de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et elle déplore que lors de la trentième session de l'Assemblée générale, le consensus que ralliaient jusque-là les objectifs de la Décennie ait été détruit, et que le Programme dans son ensemble, y compris la Conférence mondiale, se soit trouvé compromis. En votant pour les résolutions 31/77 et 31/78 de l'Assemblée générale, la délégation néo-zélandaise a réaffirmé son adhésion à la définition universellement acceptée de la discrimination raciale qui figure à l'article 1 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et elle espère qu'un consensus international pourra à nouveau se dégager en faveur du Programme fondé sur la résolution 3057 (XXVIII).

47. La délégation néo-zélandaise a suivi les travaux du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale, et elle se félicite de l'esprit de coopération dont ses membres ont fait preuve et de ce qu'ils aient pu parvenir à un consensus sur la plupart des recommandations. Certes, des problèmes subsistent, mais il ne fait pas de doute que les résolutions adoptées aujourd'hui par le Conseil traduisent un désir réel

de la part de la grande majorité des pays de continuer à s'efforcer d'éliminer la discrimination raciale. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande a appuyé les deux résolutions. Toutefois, elle regrette que certaines dispositions du projet E/L.1759, en particulier celles du paragraphe 5 du dispositif, aient empêché certaines délégations de s'associer au consensus. Bien que la Nouvelle-Zélande n'ait pas d'investissements importants en Afrique du Sud, elle tient à formuler certaines réserves à l'égard dudit paragraphe 5, dont les dispositions vont au-delà de celles de la résolution 31/6 K de l'Assemblée générale et qui, à la différence des dispositions de cette dernière résolution, ne s'adressent pas au Conseil de sécurité.

48. M. BENHOCINE (Algérie) dit qu'il souhaite faire une déclaration en sa qualité de coauteur et au vu des explications de vote qui viennent d'être données. Il exprime sa satisfaction de voir que certains pays, qui souhaitaient imposer leur point de vue et leurs conceptions concernant la portée de la Conférence et qui ont exercé toutes sortes de pressions pour y parvenir, ont changé d'attitude et sont maintenant en faveur de sa réunion conformément au souhait de la majorité. Il semble cependant, après les explications de vote de certains pays, que ce n'est pas le cas pour tous. M. Benhocine tient donc à donner l'interprétation de sa délégation, en sa qualité de coauteur, en ce qui concerne les deux résolutions qui viennent d'être adoptées.

49. M. Benhocine tient à souligner une fois encore que l'Algérie considère que le sionisme équivaut au racisme tant qu'il continuera à lui ressembler dans ses actes et à inspirer une politique discriminatoire et expansionniste. L'Assemblée générale a adopté la résolution 3379 (XXX) sur cette question et il est donc clair que par racisme et discrimination raciale, qui sont condamnés dans le projet de résolution E/L.1759, on y entend toutes les formes de racisme, dont le sionisme. Toutes les délégations savent en outre parfaitement que l'expression "résolutions pertinentes" qui figure dans le projet de résolution E/L.1765 se rapporte en particulier à la résolution 3379 (XXX). En ce qui concerne ce dernier projet, la délégation algérienne estime que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien est intéressé au même titre que les autres comités qui y sont notamment cités.

50. M. Benhocine souligne que sa délégation, en tant que membre du groupe africain, s'est jointe aux efforts de ce groupe pour trouver une version acceptable, dans sa forme, par le plus grand nombre de délégations possible; mais cela ne doit pas être interprété comme un changement quant au fond; les deux résolutions couvrent d'ailleurs cette position de fond. En particulier, l'Algérie, comme de nombreux autres auteurs du projet de résolution, estime que la Conférence doit considérer toutes les formes de discrimination raciale, y compris le sionisme.

51. M. BARCELO (Mexique) dit que, fidèle à la position qui a toujours été la sienne, le Mexique a appuyé les deux projets de résolution qui viennent d'être adoptés. Néanmoins, cela ne modifie en rien le sens que le Mexique attribue aux résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies sur cette question, et qui ressort clairement des explications de vote figurant dans les comptes rendus des deux dernières sessions de l'Assemblée générale.

52. M. MUSSA (Somalie) dit que, en qualité de coauteur des deux projets de résolution adoptés, il appuie sans réserve la déclaration du représentant de l'Algérie.

53. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) déclare que, eu égard à certaines explications de vote, en ce qui concerne le projet de résolution E/L.1765, bien que sa délégation ne se soit pas opposée à l'adoption du texte par consensus, elle interprète les termes racisme et discrimination raciale qui figurent dans le titre de la Conférence au sens de la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à cette question, notamment la résolution 3379 (XXX).

54. M. OULD SID'AHMED (Mauritanie) dit que sa délégation se félicite du consensus dont le projet de résolution E/L.1765 a fait l'objet, ce qui, à son avis, dénote un changement d'attitude de la part de certaines délégations et une prise de conscience nouvelle de la part de certains pays. De même, il tient à préciser que l'adoption des deux projets de résolution ne modifie en rien la position de la Mauritanie en ce qui concerne la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale sur la question du sionisme.

55. Mlle BALOGUN (Nigéria), exerçant son droit de réponse, répète, après avoir entendu les explications de vote, que le souhait des auteurs des projets de résolution est que la Conférence mondiale sur le racisme et la discrimination raciale soit aussi fructueuse que possible. Elle considère inacceptable la position du représentant des Etats-Unis d'Amérique car, bien qu'ayant déclaré qu'il ne participerait pas au vote, il était présent lorsque le projet de résolution a été adopté par consensus, et le consensus implique la participation de tous les membres présents. Les Etats-Unis ne peuvent renoncer à participer à la Conférence, car plus de 20 millions de Noirs vivent sur leur territoire et le destin de tous les Noirs, quel que soit l'endroit du monde où ils se trouvent, est un problème qui les concerne tous. C'est pourquoi, Mlle Balogun demande au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de reconsidérer sa décision de ne pas participer à la Conférence.

56. Le PRESIDENT dit qu'à son avis l'explication du représentant des Etats-Unis portait sur sa participation au vote, et non sur la participation de son pays à la Conférence.

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités destinées à la promotion de la femme; Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (E/5909, E/5925, E/5926)

RAPPORT DU COMITE SOCIAL (E/5963)

57. Le PRESIDENT fait remarquer qu'au paragraphe 56 de son rapport sur le point 11 de l'ordre du jour (E/5963) le Comité social recommande au Conseil économique et social d'adopter six projets de résolution et deux projets de décision.

58. Il rappelle que le Comité social a adopté sans qu'il y ait vote le projet de résolution I, intitulé "Projet de

convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes", et dit que, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite également l'adopter sans procéder à un vote.

Le projet de résolution I est adopté [résolution 2058 (LXII)].

59. Le PRESIDENT rappelle que le Comité social a adopté sans qu'il y ait vote le projet de résolution II, intitulé "Formation des femmes à l'élaboration et à la mise en oeuvre de propositions de projets", et dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite également l'adopter sans procéder à un vote.

Le projet de résolution II est adopté [résolution 2059 (LXII)].

60. Le PRESIDENT rappelle que le Comité social a adopté sans qu'il y ait vote le projet de résolution III, intitulé "Examen et évaluation des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et dans l'application du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme". A cet égard, il fait observer que, aux paragraphes 3 et 4 du projet de résolution, la référence au Comité de la planification du développement doit être supprimée car celui-ci a déjà tenu sa treizième session. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter ce projet sans procéder à un vote.

Le projet de résolution III est adopté [résolution 2060 (LXII)].

61. Le PRESIDENT rappelle que le Comité social a adopté sans qu'il y ait vote le projet de résolution IV, intitulé "Amélioration de la base de données pour l'évaluation de la mise en oeuvre du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme" et dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le conseil souhaite l'adopter sans procéder à un vote.

Le projet de résolution IV est adopté [résolution 2061 (LXII)].

62. Le PRESIDENT rappelle que le Comité social a adopté sans qu'il y ait vote le projet de résolution V, intitulé "Préparatifs de la Conférence mondiale de 1980 sur la Décennie des Nations Unies pour la femme" et dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite l'adopter sans procéder à un vote.

Le projet de résolution V est adopté [résolution 2062 (LXII)].

63. Le PRESIDENT rappelle que le Comité social a adopté sans qu'il y ait vote le projet de résolution VI, intitulé "Influence des moyens d'information de masse sur les attitudes vis-à-vis des rôles qui reviennent à la femme et à l'homme dans la société actuelle".

64. M. WASILEWSKI (Pologne) rappelle que sa délégation avait proposé au Comité social de modifier la première partie du paragraphe 8 du projet de résolution VI comme

suit : “*Demande* au Secrétaire général, en collaboration avec le Directeur exécutif de l’UNESCO, . . .”. Lorsque le Comité a repoussé cette modification, les voix étaient très partagées, et le Conseil pourrait fort bien avoir un avis différent. Bien que M. Wasilewski n’ait pas l’intention d’insister sur ce point, il tient à souligner que le rapporteur spécial que l’on désignera devra se rappeler que le rôle de la femme et de l’homme dans la société actuelle est déterminé par le système socio-économique auquel ils appartiennent et par les cultures et les traditions des diverses sociétés et que, ces cultures et traditions étant complexes et leur sens pouvant difficilement être saisi par un tiers, la délégation polonaise aurait préféré que l’UNESCO et le Secrétariat de l’Organisation des Nations Unies établissent conjointement le rapport. En tout état de cause, M. Wasilewski exprime l’espoir que le rapporteur spécial tirera parti des connaissances spécialisées de l’UNESCO dans ce domaine et tiendra compte du fait que le rapport devra porter sur chacun des groupes des pays et régions, et non se fonder uniquement sur l’expérience du groupe auquel il appartiendra lui-même.

65. Mlle BALOGUN (Nigéria), se référant au paragraphe 8 du projet de résolution VI, rappelle que, lors du débat général, sa délégation a déjà fait part de ses doutes quant à l’opportunité de désigner un rapporteur spécial. En tout état de cause, elle pense que les modifications apportées par le Comité social signifient que le rapporteur spécial doit non seulement rassembler des informations mais également effectuer sur cette question une enquête approfondie et originale, où seraient analysées les origines du problème et dont seraient exclus les préjugés qui apparaissent dans les études réalisées par les divers pays, lesquelles donnent souvent une image inexacte de la situation de la femme dans les pays en développement.

66. Mme MAIR (Jamaïque) fait siennes les observations formulées par les représentants qui l’ont précédée et rappelle que sa délégation aurait préféré que l’on confie la réalisation de l’étude en question à l’UNESCO.

67. Le PRESIDENT dit que, s’il n’y a pas d’objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de résolution VI sans procéder à un vote.

Le projet de résolution VI est adopté [résolution 2063 (LXII)].

68. Mlle RICHTER (Argentine), soulevant un point d’ordre, demande s’il a été demandé que l’on procède à un vote sur le projet de décision A.

69. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba), soulevant un point d’ordre, fait observer que personne n’a demandé que l’on procède à un vote et qu’il serait préférable de ne pas mettre ce projet aux voix afin d’éviter qu’en cas de décision négative du Conseil le Comité social ait à procéder à un nouvel examen des projets de résolution VII et X qui figurent dans le rapport de la Commission de la condition de la femme.

70. Le PRESIDENT déclare qu’il a été demandé que l’on procède à un vote.

Par 30 voix contre 13, avec 4 abstentions, le projet de décision A est adopté [décision 223 (LXII), par. 1].

71. Le PRESIDENT dit que, s’il n’y a pas d’objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de décision B sans procéder à un vote.

Le projet de décision B est adopté [décision 223 (LXII), par. 2].

72. Mlle BALOGUN (Nigéria), expliquant son vote au sujet du paragraphe 3 du projet de résolution V, indique que le Comité préparatoire de la Conférence mondiale de 1980 sur la Décennie des Nations Unies pour la femme devra envisager la nomination d’un secrétaire général de la Conférence, ayant rang de sous-secrétaire général.

La séance est levée à 18 h 5.

2059^e séance

Vendredi 13 mai 1977, à 11 h 10.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2059

POINT 13 DE L’ORDRE DU JOUR

Stupéfiants (E/5912, E/5933 et Corr.2)

RAPPORT DU COMITE SOCIAL (E/5966)

1. Mlle RICHTER (Argentine) informe le Conseil que l’Accord sud-américain sur les stupéfiants et les substances psychotropes ainsi que les protocoles additionnels s’y rapportant, qui ont été signés par les représentants des

Gouvernements du Venezuela, de l’Uruguay, du Paraguay, de l’Equateur, de la Colombie, du Brésil, de la Bolivie et de l’Argentine, sont entrés en vigueur le 30 mars 1977 et ont été enregistrés au Secrétariat, conformément à l’Article 102 de la Charte des Nations Unies.

2. Le PRESIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité social sur le point 13 de l’ordre du jour (E/5966). Il propose que le Conseil mette aux voix les six projets de résolution et le projet de décision que le Comité

social, au paragraphe 14 de son rapport, a recommandé au Conseil d'adopter et que les représentants qui désirent expliquer leur vote le fassent ultérieurement.

Il en est ainsi décidé.

Par 42 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution I est adopté [résolution 2064 (LXII)].

3. M. LAVAU (Direction de la Division du budget) estime que le Secrétaire général rencontrera un certain nombre de difficultés lors de l'application du projet de résolution II, "Octroi d'un rang de priorité plus élevé au contrôle international des drogues", s'il est adopté. Les dispositions du paragraphe 2 du dispositif qui ont trait au budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979 sont nettement en contradiction avec le paragraphe 4 de la résolution 31/93 de l'Assemblée générale, aux termes duquel l'Assemblée a fait siennes les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination dans son rapport sur les travaux de sa seizième session¹. En effet, dans ces recommandations, qui ont également été approuvées par le Conseil économique et social aux termes de sa résolution 2019 (LXI), le CPC a conseillé d'attribuer au programme relatif au contrôle international des drogues un taux de croissance "inférieur à la moyenne". C'est en se fondant sur ces deux résolutions, toujours en vigueur, que le Secrétaire général a établi le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979. Si l'on ne modifie pas expressément la résolution 31/93 de l'Assemblée générale et la résolution 2019 (LXI) du Conseil, le Secrétaire général devra continuer à établir ses estimations en respectant les taux relatifs de croissance approuvés aux termes desdites résolutions. Quoi qu'il en soit, il est trop tard, dans la pratique, pour modifier le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979, qui a déjà été établi et présenté au CPC ainsi qu'au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. De même, étant donné les dispositions du paragraphe 3 de la résolution 31/93 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général ne pourra pas prendre le projet de résolution II en considération tant qu'il n'aura pas été approuvé par le CPC et par l'Assemblée générale. On se souviendra, à cet égard, qu'aux termes du paragraphe 7 de sa résolution 31/93 l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de veiller à ce que la procédure de planification et de budgétisation par programme établie en vertu de la même résolution soit respectée.

4. M. BYKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que, d'après ce que vient de dire le Directeur de la Division du budget, il est bien évident que le projet de résolution II va à l'encontre des décisions déjà prises par le CPC et par l'Assemblée générale; de toute évidence, il ne saurait donc être adopté par le Conseil économique et social. Dans ces conditions, le Conseil devrait appliquer les dispositions du paragraphe 2 de l'article 67 de son règlement intérieur et ne pas se prononcer immédiatement sur ce projet de résolution, dont le texte devrait être renvoyé à la Commission des stupéfiants pour qu'elle le réexamine.

5. Il est regrettable que la Commission des stupéfiants n'ait pas été informée que sa proposition était contraire à une décision déjà prise par l'Assemblée générale.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément n° 38.

6. M. MERKEL (République fédérale d'Allemagne) estime regrettable par ailleurs que l'attention du Conseil n'ait pas été appelée plus tôt pendant la session sur les difficultés juridiques que soulève le projet de résolution II. Compte tenu de la situation décrite par le Directeur de la Division du budget, il propose de remplacer, au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, les mots "le Secrétaire général... 1978-1979 et des" par les mots "le Comité du programme et de la coordination et l'Assemblée générale de continuer à donner, dans les".

7. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) appelle l'attention des participants sur le compte rendu analytique de la 831^e séance de la Commission des stupéfiants (E/CN.7/SR.831), qui montre que la Commission a été informée des décisions du CPC et de l'Assemblée générale.

8. M. KEMAL (Pakistan) déclare que, comme l'a proposé le représentant de l'URSS, il conviendrait de renvoyer le projet de résolution à la Commission des stupéfiants pour qu'elle le réexamine. Si, toutefois, le Conseil estime qu'il doit se prononcer sur ce projet de résolution à la séance en cours, il faudra modifier le paragraphe 2 de façon que le Secrétaire général y soit prié d'étudier la possibilité de donner au contrôle international des drogues le rang de priorité qui lui revient.

9. M. MERKEL (République fédérale d'Allemagne), faisant observer que le projet de résolution a été approuvé par la Commission des stupéfiants et par le Comité social, propose que le Conseil prenne une décision à son sujet. Il se demande si, du point de vue juridique, un libellé comme celui qu'a proposé le représentant du Pakistan serait acceptable pour le Secrétariat.

10. M. DE FARIA (Portugal) estime qu'il faut renvoyer le projet de résolution à la Commission des stupéfiants qui pourra alors, à sa vingt-huitième session, se prononcer sur la question en en connaissant parfaitement les incidences juridiques et administratives.

11. Mlle RICHTER (Argentine) dit que, d'après le texte espagnol du projet de résolution, le Secrétaire général a été prié d'accorder une priorité "spéciale" au contrôle international des drogues. Il y a une différence entre une priorité "spéciale" et une priorité "plus élevée"; le texte espagnol ne va donc pas à l'encontre de la décision de l'Assemblée générale. Si, dans d'autres langues, le texte du projet de résolution est effectivement en contradiction avec ladite décision, la délégation argentine sera d'avis que le Conseil ne se prononce pas immédiatement sur ce projet. Elle pourrait aussi accepter que l'on modifie le texte dans les autres langues et que l'on remplace les mots "plus élevée" par le mot "spéciale".

12. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit que, au niveau des ressources allouées, le CPC accorde déjà un rang de priorité élevé au contrôle international des drogues. Elle souscrit par conséquent à la suggestion du représentant de la République fédérale d'Allemagne visant à modifier le paragraphe 2 de façon à demander au CPC et à l'Assemblée générale de continuer à donner un rang de priorité élevé au contrôle international des drogues. On supprimerait ainsi le terme "plus" dans le texte et il faudrait le supprimer aussi, bien sûr, dans le titre du projet de résolution. Toutefois, si

la majorité du Conseil souhaite remettre à plus tard sa décision à ce sujet, la délégation nigériane n'élèvera pas d'objection.

13. M. STOFOROPOULOS (Grèce) suggère que le Conseil demande à l'Assemblée générale de réexaminer la priorité donnée au contrôle international des drogues. Par conséquent, il propose de modifier le paragraphe 2 du projet de résolution II, comme suit : *"Recommande à l'Assemblée générale, lors de l'approbation du budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979 et des plans à moyen terme futurs, de faire en sorte que ..."*.

14. Mme MATTESON (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est du même avis que celles du Nigéria et de la Grèce, dont les suggestions laissent intacte une grande partie du projet de résolution au lieu de le renvoyer à la Commission des stupéfiants.

15. M. KEMAL (Pakistan) appuie l'amendement de la délégation grecque et engage le Conseil à l'adopter immédiatement.

16. M. FAURIS (France) dit que sa délégation comprend les motifs des experts membres de la Commission des stupéfiants; cependant, ils ne se sont pas bien rendu compte des exigences budgétaires et du besoin de coordonner leur action avec celle d'autres organes. Il propose par conséquent l'amendement suivant qui devrait permettre la plus grande souplesse possible :

"Décide d'appeler l'attention des organes compétents, lors de l'établissement des plans à moyen terme futurs, sur l'importance du rôle du contrôle international des drogues".

17. M. BARCELO (Mexique) remercie les délégations qui ont essayé de préserver l'élément fondamental du projet de résolution, c'est-à-dire la nécessité d'accorder une priorité spéciale à l'octroi de fonds à la Commission. Il suggère que l'amendement de la délégation grecque soit modifié et que l'on y introduise les termes "priorité spéciale" de façon à conserver cette idée.

18. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) appuie la proposition de la délégation française. Tout en comprenant le point de vue du représentant de la Grèce, il estime important de se souvenir que la Cinquième Commission va, comme d'habitude, aborder la discussion du budget-programme dans des conditions difficiles. Il lui serait malaisé de modifier le budget en favorisant un secteur au détriment des autres sans même demander l'avis du CPC. L'Amendement présenté par la délégation française est le plus souple qu'on ait proposé jusqu'à présent.

19. M. BYKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, compte tenu du temps limité dont dispose le Conseil et afin de ne pas s'écarter de la pratique établie conformément au règlement intérieur, il serait plus raisonnable de ne pas prendre de décision sur le projet de résolution et de le renvoyer à la Commission. De tous les amendements proposés, c'est celui de la délégation française qui fait montre de la plus grande souplesse.

20. M. BROAD (Royaume-Uni) dit que sa délégation souscrit à l'amendement de la délégation française et espère qu'il permettra au Conseil d'arriver à un consensus.

21. M. STOFOROPOULOS (Grèce) dit que sa délégation n'est pas hostile à l'amendement de la délégation française, mais qu'elle pense qu'il ne va pas assez loin parce qu'il exclut la possibilité pour l'Assemblée générale d'examiner la question encore une fois. Ayant lui-même fait partie de la Cinquième Commission, il est parfaitement conscient des contraintes qui ont été mentionnées par le représentant du Brésil. Toutefois, le Conseil ne devrait pas éliminer d'avance la possibilité d'un nouvel examen.

22. Le PRESIDENT suggère que les auteurs des divers amendements tiennent des consultations afin de présenter un texte qui soit acceptable pour tous.

Il en est ainsi décidé.

23. M. STOFOROPOULOS (Grèce) dit que, à la suite de consultations, les délégations concernées ont élaboré, d'un commun accord, le texte suivant pour le paragraphe 2 du dispositif :

"2. Recommande au Comité du programme et de la coordination et à l'Assemblée générale de faire en sorte que les ressources nécessaires soient imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies au titre du contrôle international des drogues, en tenant compte de l'importance de ce programme".

24. Le titre du projet de résolution serait modifié comme suit : *"Ressources allouées au contrôle international des drogues"*.

Le projet de résolution II, tel qu'il a été amendé oralement, est adopté [résolution 2081 (LXII)].

Par 41 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution III est adopté [résolution 2065 (LXII)].

Par 44 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution IV est adopté [résolution 2066 (LXII)].

Par 45 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution V est adopté [résolution 2067 (LXII)].

Le projet de résolution VI est adopté [résolution 2068 (LXII)].

Le projet de décision est adopté [décision 224 (LXII)].

25. Le PRESIDENT attire l'attention, au paragraphe 12 du rapport du Comité social (E/5966), sur la recommandation faite par la Commission des stupéfiants au chapitre premier de son rapport (E/5933 et Corr.2) au sujet du calendrier des conférences pour 1978 et 1979, et déclare que l'examen de ce point aura lieu lors de la soixante-troisième session du Conseil dans le cadre général de la discussion du calendrier biennal des réunions.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives au développement social (E/5915, E/CN.5/516, E/CN.5/527 et Corr.1, E/CN.5/534, E/CN.5/536)

RAPPORT DU COMITE SOCIAL (E/5964 ET CORR.1)

26. Le PRESIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité social sur le point 10 de l'ordre du jour (E/5964

et Corr.1) et attire l'attention sur le paragraphe 42 du rapport, dans lequel le Comité recommande l'adoption de 12 projets de résolution et de deux projets de décision. Le paragraphe 4 du projet de résolution X se réfère à la trente-quatrième session de la Commission des droits de l'homme, et non pas à la trente-troisième, comme il est écrit par erreur.

Les projets de résolution I à X sont adoptés [résolution 2069 (LXII) à 2078 (LXII)].

27. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, dans la mesure où le paragraphe 2 du projet de résolution XI peut donner lieu à diverses interprétations, il souhaite préciser l'ordre dans lequel le Secrétaire général pense que les activités seront exécutées. Le Groupe de travail devrait se réunir après la trente-deuxième session de l'Assemblée générale, puisqu'il doit tenir compte de la décision que prendra l'Assemblée à cette session à propos de la préparation d'une nouvelle stratégie internationale du développement. Le rapport du Groupe de travail sera adressé par la poste aux membres de la Commission du développement social, qui doit se réunir en 1979, et les observations des membres seront soumises au Conseil économique et social en même temps que le rapport, au fur et à mesure qu'elles parviendront au Secrétaire général.

28. Mlle HOLZER (Autriche), compte tenu de l'explication fournie par le Secrétaire, propose de supprimer l'expression "à sa soixante-quatrième session", dans ce paragraphe.

29. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, si l'on accepte que les membres de la Commission du développement social soient consultés par correspondance et que leurs observations soient présentées au fur et à mesure qu'elles seront reçues, il sera encore possible de les soumettre au Conseil à sa soixante-quatrième session.

Le projet de résolution XI est adopté [résolution 2079 (LXII)].

Le projet de résolution XII est adopté [résolution 2080 (LXII)].

Les projets de décision A et B sont adoptés [décisions 225 (LXII) et 226 (LXII)].

30. M. BROAD (Royaume-Uni) dit que sa délégation souhaite faire part de sa satisfaction à la délégation portugaise qui a présenté le projet de résolution VIII relatif à l'application de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus².

31. Le Royaume-Uni estime aussi qu'il est juste que l'Ensemble de règles minima, que caractérise un esprit humanitaire, soit appliqué, sans que cela entrave le cours de la justice, aux personnes ayant été arrêtées sans avoir été inculpées. En même temps, le Gouvernement du Royaume-Uni a bien précisé dans les rapports qu'il a adressés au Secrétaire général ainsi que dans des déclarations qu'il a

faites dans un certain nombre de commissions de l'Organisation des Nations Unies, que l'Ensemble des règles minima est avant tout conçu pour les personnes détenues par suite de la décision d'un tribunal et que, du point de vue des Services et des installations dont peuvent jouir les détenus, il ne s'applique pas aux personnes en garde à vue, celle-ci étant en général d'une durée très brève.

32. C'est pourquoi le Gouvernement britannique a insisté pour qu'un organe d'experts soit créé et soit chargé d'établir un ensemble d'observations sur les règles minima qui permette de les envisager dans un contexte moderne et de les appliquer avec plus de souplesse. On pourrait certes étudier dans le cadre d'une telle étude la meilleure façon d'appliquer les règles aux personnes incarcérées sans être inculpées, notamment, comme c'est le cas au Royaume-Uni, lorsque la garde à vue est en général extrêmement courte.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales (E/5934)

RAPPORT DU COMITE SOCIAL (E/5965)

33. Le PRESIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité social sur le point 14 de l'ordre du jour (E/5965).

34. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) rappelle que le Conseil, dans sa résolution 1770 (LIV), a décidé que, préalablement à l'adoption de toute résolution ou décision nécessitant l'établissement de documents devant être présentés à des dates précises par le Conseil ou par l'un quelconque de ses organes subsidiaires, le Secrétaire général devrait indiquer audit organe s'il pourrait respecter le délai indiqué. Lorsque le Comité chargé des organisations non gouvernementales s'est réuni au début de 1977, la documentation nécessaire n'a été distribuée qu'au début de la session. Ce retard était dû au nombre de documents en cause, au fait que l'Assemblée générale venait de terminer sa session et au fait qu'il avait été décidé d'établir en priorité le programme de travail du Conseil. Il a donc été impossible de distribuer les documents prévus pour cette session du Comité suffisamment à l'avance.

35. L'application du projet de décision sur les organisations non gouvernementales recommandé par le Comité social (E/5965, par. 12) donnera lieu à des difficultés du même ordre et probablement plus importantes. En toute hypothèse, l'examen des activités des organisations non gouvernementales demandé dans le projet de décision entraînera l'établissement d'un document d'au moins 1 000 pages. Le Secrétaire général souhaite informer le Conseil qu'il ne sera pas possible de soumettre ce document au Comité chargé des organisations non gouvernementales à sa prochaine session en respectant le délai de six semaines prévu et qu'il ne peut assurer au Conseil que le document sera prêt si l'on décide de tenir une autre session du Comité afin d'examiner ce rapport avant la soixante-quatrième session du Conseil, comme il est demandé dans le projet de décision. On peut essayer d'établir le document pour le début de la session du Comité, provisoirement fixée au début de mars 1978, mais, même dans ce cas, le document ne pourra être prêt six semaines avant le début de la session.

² 2^e Premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants : rapport présenté par le Secrétariat (publication des Nations Unies, numéro de vente : 1956.IV.4), annexe I.A.

36. Mlle RICHTER (Argentine) attire l'attention du Conseil sur le paragraphe 11 du rapport du Comité social (E/5965), où il est dit que le Comité a convenu que le Conseil économique et social devrait remettre à sa soixante-troisième session, lorsqu'il examinerait le calendrier des conférences pour 1978 et 1979, l'examen de la recommandation du Comité chargé des organisations non gouvernementales concernant ses réunions à venir. La déclaration du Secrétaire du Conseil peut aider les délégations qui participeront à la soixante-troisième session à décider à quelle date il serait préférable que le Comité se réunisse. La délégation argentine, lorsqu'elle a accepté que l'on demande aux organisations non gouvernementales de soumettre leurs rapports avant le 30 octobre 1977, avait l'intention de collaborer avec le Secrétariat et a pensé que son aide permettrait au Secrétariat d'achever ses travaux à temps. En tout état de cause, elle souhaite souligner qu'il conviendrait que le Comité chargé des organisations non gouvernementales se réunisse au plus tôt et s'acquitte, en priorité, du mandat énoncé dans la résolution 1296 (XLIV) du Conseil, dont l'exécution est repoussée depuis des années.

37. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) fait remarquer que si le rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales concernant son examen des organisations est demandé pour la soixante-quatrième session du Conseil, le Comité devra être en possession des rapports soumis par les organisations non gouvernementales six semaines avant sa propre session; c'est ce dernier délai qui, de l'avis du Secrétaire général, ne peut être respecté par le Secrétariat.

38. M. BROAD (Royaume-Uni) comprend parfaitement les difficultés évoquées par le Secrétaire du Conseil. La délégation du Royaume-Uni a formulé des réserves quant au fait de fixer comme date limite, pour l'examen des activités des organisations non gouvernementales par le Comité chargé des organisations non gouvernementales, la soixante-quatrième session du Conseil, et elle pense que la soixante-sixième session serait un objectif plus réaliste.

Le projet de décision recommandé par le Comité social est adopté [décision 227 (LXII)].

39. Le PRESIDENT dit que la question visée au paragraphe 11 du rapport (E/5965) sera examinée à la soixante-troisième session du Conseil lorsqu'il approuvera le calendrier des conférences pour 1978 et 1979.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives aux droits de l'homme
(E/5927 à 5932, E/CN.4/1222 et Corr.1, E/L.1768)

40. Mlle BALOGUN (Nigéria), présentant le projet de résolution E/L.1768 au nom de ses auteurs, dit qu'il est de tradition pour le Conseil d'adopter une résolution sur les droits syndicaux des travailleurs africains en Afrique du Sud. Les auteurs du projet de résolution espèrent qu'il sera adopté par consensus.

La séance est levée à 12 h 55.

2060^e séance

Vendredi 13 mai 1977, à 15 h 40.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2060

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives aux droits de l'homme (*fin*)
(E/5927 à 5932, E/CN.4/1222 et Corr.1, E/L.1768)

RAPPORT DU COMITE SOCIAL (E/5967)

1. Le PRESIDENT dit que, au paragraphe 29 de son rapport sur le point 12 de l'ordre du jour (E/5967), le Comité social recommande au Conseil pour adoption quatre projets de résolution et 11 projets de décision.

2. En ce qui concerne le projet de résolution I, il souligne que les sections A et B du projet ont été adoptées par le Comité sans être mises aux voix. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite aussi les adopter sans procéder à un vote.

Les sections A et B du projet de résolution I sont adoptées.

Par 36 voix contre zéro, avec 5 abstentions, la section C du projet de résolution I est adoptée.

L'ensemble du projet de résolution I est adopté [résolutions 2082 A (LXII), 2082 B (LXII) et 2082 C (LXII)].

Le projet de résolution II est adopté [résolution 2083 (LXII)].

Le projet de résolution III est adopté [résolution 2084 (LXII)].

Par 35 voix contre 2, avec 11 abstentions, le projet de résolution IV est adopté [résolution 2085 (LXII)].

Les projets de décision A à D sont adoptés [résolution 228 (LXII) à 231 (LXII)].

Sur la demande du représentant de Cuba, il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de décision E.

L'appel commence par la République fédérale d'Allemagne, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Autriche, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Chine, Colombie, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Ethiopie, Gabon, Grèce, Iran, Irak, Jamaïque, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Rwanda, Soudan, République arabe syrienne, Togo, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Canada, France, Allemagne, République fédérale d', Italie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 43 voix contre 1, avec 5 abstentions, le projet de décision E est adopté [décision 232 (LXII)].

Les projets de décision F à K sont adoptés [décisions 233 (LXII) à 238 (LXII)].

3. M. MUBAREZ (Yémen), souhaite qu'il soit pris note du fait que, si le projet de décision G avait été mis aux voix, la délégation yéménite se serait abstenue.

4. Mlle BALOGUN (Nigéria), se référant au projet de résolution E/L.1768, dit qu'après avoir procédé à des consultations les auteurs ont décidé d'apporter certains changements au texte qui en élargissent la portée sans en modifier le fond. En premier lieu, après le premier alinéa du préambule, il faudrait ajouter un nouvel alinéa dont le texte serait le suivant : *"Prenant note du rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe (E/CN.4/L.1222 et Corr.1)".* A la fin de l'alinéa suivant, après les mots *"travailleurs africains en Afrique du Sud"*, il conviendrait d'ajouter les mots *"en Namibie et au Zimbabwe"*. Dans le dernier alinéa, après les mots *"solidarité syndicale avec"*, il faudrait remplacer le texte existant par le membre de phrase *"la lutte des travailleurs africains en Afrique australe"*. A la fin du paragraphe 1 du dispositif, après les mots *"en Afrique du Sud"*, il faudrait ajouter une virgule et les mots *"en Namibie et au Zimbabwe"*; dans la deuxième ligne du paragraphe 2 du dispositif, après le mot *"détenus"*, les mots *"en Afrique du Sud"* devraient être remplacés par les mots *"en Afrique australe"* et, à la fin du paragraphe 3 du dispositif, il faudrait ajouter une virgule et les mots *"en Namibie et au Zimbabwe"* après les mots *"en Afrique du Sud"*.

5. M. MOHAMMED (Bangladesh) souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution E/L.1768

6. Mme MAIR (Jamaïque) dit que la délégation jamaïcaine, qui figure au nombre des délégations qui ont initialement présenté le projet, accepte les modifications proposées par la représentante du Nigéria. Elle signale que le rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/L.1222 et Corr.1) indique clairement que les problèmes dont traite le projet de résolution ne se limitent pas à l'Afrique du Sud, mais qu'ils se retrouvent dans toute l'Afrique australe, où il

existe une grande variété de lois qui violent ouvertement les normes internationales en matière syndicale. Elle est convaincue que le projet de résolution E/L.1768 sera adopté sans être mis aux voix.

7. Mlle I' IC (Yougoslavie) déclare que la délégation yougoslave souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution E/L.1768.

8. M. BARCELO (Mexique) appuie sans réserve le projet de résolution E/L.1768 et dit que sa délégation souhaite se joindre aux auteurs.

9. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil adopte le projet de résolution E/L.1768, avec les révisions présentées par la représentante du Nigéria, sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution E/L.1768, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté [résolution 2086 (LXII)].

10. M. MERKEL (République fédérale d'Allemagne), se référant au projet de décision B qui vient d'être adopté, rappelle les réserves que la délégation de la République fédérale d'Allemagne a soulevées au Comité social en ce qui concerne le titre de l'étude proposée et demande qu'en préparant ladite étude il soit tenu dûment compte du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, dans lequel les dimensions internationales et nationales des droits économiques sont prises en considération simultanément. D'autre part, la délégation de la République fédérale d'Allemagne aurait préféré qu'à la huitième ligne, au lieu d'utiliser le mot *"exigences"*, on ait tenu compte des objectifs des résolutions pertinentes.

11. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) dit que sa délégation a fait connaître sa position sur le projet de décision F au cours des séances du Comité social. Elle est heureuse d'appuyer sans réserve le projet de résolution E/L.1768, en particulier après les précisions apportées par la représentante du Nigéria qui donnent au texte une portée plus vaste puisqu'il se réfère désormais à l'ensemble de l'Afrique australe.

12. M. OTAKA (Japon) souhaite préciser la position de sa délégation en ce qui concerne les références à la notion du nouvel ordre économique international qui apparaissent dans diverses résolutions et décisions adoptées par le Conseil, notamment les projets de résolution IV et XI contenus dans le document E/5964 et Corr.1 et les projets de décision qui figurent dans le document E/5967. Si la délégation japonaise était d'accord pour approuver ces résolutions et décisions au moment où elles ont été adoptées par le Conseil, la position du Gouvernement japonais reste celle qu'il a exposée au moment de l'adoption des résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale.

13. Mlle MASSIP (Canada), se référant au projet de résolution IV (E/5967), relatif à la question de la violation par Israël des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, dit que, jusqu'à ce qu'une solution définitive soit apportée au conflit du Moyen-Orient, il ne faudra ménager aucun effort pour assurer le respect des droits de tous les habitants de la région. En tant que membre de la

Commission des droits de l'homme, le Canada a participé à sa trente-troisième session, au cours de laquelle la question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés a été examinée. A cette occasion, la délégation canadienne n'a pu appuyer une des résolutions proposées, la résolution 1 A (XXXIII), et elle a indiqué clairement quelles étaient ses objections au cours des débats. C'est cette position qui l'a amenée à s'opposer également au projet de résolution IV lorsqu'il a été mis aux voix au Comité social, non seulement parce que la résolution adoptée par la Commission des droits de l'homme y était implicitement évoquée, mais aussi parce que l'on félicitait la Commission d'avoir pris des mesures qui, de l'avis du Canada, reposaient sur des conclusions dénuées de tout fondement en ce qui concerne les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés.

14. Le Gouvernement canadien a examiné attentivement le texte dont le Conseil est saisi. Il va de soi qu'il respecte les aspects humanitaires des dispositions qui y figurent et, en conséquence, il appuie le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution E/L.1768. Toutefois, étant donné que l'ensemble du texte appuie clairement quant au fond la résolution de la Commission des droits de l'homme, les objections de la délégation canadienne subsistent et elle regrette de devoir maintenir sa position.

15. Mlle RICHTER (Argentine) et M. BOZA (Pérou) réitèrent les positions de leurs délégations qui ont été exposées au Comité social lorsque le projet de décision F a été examiné.

16. M. FUENTES IBÁÑEZ (Bolivie) dit que sa délégation se serait abstenue si le projet de résolution F avait été mis aux voix.

17. M. KEMAL (Pakistan) dit que, si sa délégation avait été présente, elle aurait voté pour le projet de décision E.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (fin*) [E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1, E/L.1764, E/NGO/62]

18. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil adopte le projet de résolution E/L.1764, tel qu'il a été révisé oralement par la délégation yougoslave à la 2058^e séance, sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution E/L.1764, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté [résolution 2087 (LXI)].

19. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) indique que, le Conseil venant d'adopter le projet de résolution E/L.1764, sa délégation ne peut plus se joindre aux auteurs; elle souhaite toutefois qu'il soit pris note du fait qu'elle aurait souhaité figurer parmi eux.

* Reprise des débats de la 2058^e séance.

1 Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, soixantième-deuxième session, Supplément n° 6, chap. II.*

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole (E/5924)

20. M. MAHGOUB (Soudan), président du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales, présente le rapport du Comité (E/5924) établi comme suite au paragraphe 3 de la résolution 2006 (LX) du Conseil, qui contient en annexe le texte d'un projet d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

21. Le texte du projet d'accord est le résultat de négociations longues et ardues et représente une solution de compromis mise au point par les membres du Comité et le Président de la Commission préparatoire du FIDA. Aux paragraphes 7 et 8 du rapport figurent les observations faites respectivement par le Président de la Commission préparatoire à propos de l'article IX du projet d'accord, et par le représentant de l'Algérie, à propos de l'article XI.

22. M. Mahgoub souligne que le Comité a adopté le projet d'accord sous réserve que cette adoption ne préjuge pas du droit de ses membres de prendre ultérieurement la position définitive qui leur plaira sur le projet.

23. M. Mahgoub espère que le Conseil fera sien le projet d'accord présenté par le Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales.

24. M. KHAMIS (Algérie) souligne l'importance que son pays a toujours attachée au problème de l'alimentation et, à cet égard, rappelle que l'idée de tenir la Conférence mondiale de l'alimentation – conférence qui fut à l'origine de la création du FIDA – a été formulée précisément lors de la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger en 1973.

25. Les négociations qui ont abouti au projet d'accord dont le Conseil est saisi et qui constitue une solution de compromis ont été particulièrement ardues. La délégation algérienne est heureuse de noter que, dans ce projet, il est prévu expressément que le FIDA aura le statut d'institution spécialisée. Pour cela, et malgré son désir de promouvoir toute solution de compromis qui permette aux activités du FIDA de commencer sans tarder, la délégation algérienne s'est vue dans l'obligation de formuler des réserves à l'égard de l'article XI du projet; celui-ci en effet ne contient pas les dispositions qui figurent dans les accords conclus avec d'autres institutions spécialisées.

26. C'est pourquoi la délégation algérienne propose que le Conseil amende l'article XI du projet d'accord en remplaçant, à la fin de l'article, les mots "à l'Article 55" par les mots "aux Chapitres IX, XI et XII de la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux".

27. La délégation algérienne sait parfaitement que, dans l'Accord portant création du Fonds², il est stipulé que celui-ci ne peut prêter directement assistance qu'aux pays en développement qui sont membres du FIDA et aux

2 Voir A/CONF.73/15.

organisations intergouvernementales auxquelles participent ces pays. Néanmoins, elle estime que l'amendement qu'elle vient de proposer se justifie pleinement, étant donné que son but n'est pas, comme on l'a avancé, de permettre que le Fonds prête une aide directe à des territoires coloniaux ou à des mouvements de libération, mais simplement de réaffirmer le principe général de la décolonisation, accepté sans réserve par l'Organisation des Nations Unies.

28. En outre, la délégation algérienne souhaite assurer l'égalité entre toutes les institutions spécialisées qui, par exemple, doivent présenter chaque année au Conseil économique et social un rapport sur la façon dont elles appliquent la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le représentant de l'Algérie espère que son amendement sera accepté par le Conseil, vu qu'il ne souhaite pas que la question soit mise aux voix.

29. M. HERRERA VEGAS (Argentine) dit que sa délégation est satisfaite du consensus sur le projet d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et le FIDA, d'autant qu'y a participé une délégation de la Commission préparatoire du FIDA dirigée par le Président de celle-ci. Au nom du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Iran, du Nigéria, de la Norvège, des Pays-Bas et de l'Argentine, la délégation argentine propose que le Conseil approuve le projet de décision suivant :

“Le Conseil économique et social : 1) Prend acte du rapport du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales (E/5924); 2) Fait sien le projet d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole proposé par le Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales et décide de le transmettre au FIDA pour approbation.”

30. Quant aux inquiétudes exprimées par l'Algérie, la délégation argentine espère qu'elles n'auront pas pour résultat de retarder l'approbation de l'accord.

31. M. MADEY (Yougoslavie) remercie le Président et les membres du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales d'avoir assumé la tâche difficile de modifier le texte original et de l'ajuster aux modalités en vigueur dans le système des Nations Unies; il est inutile d'insister sur l'importance de la création du FIDA, l'un des succès remarquables remportés par la Conférence mondiale de l'alimentation réunie sur l'initiative des pays non alignés et envisagée lors de la Conférence au sommet d'Alger. La Yougoslavie fut le premier pays de la catégorie III à annoncer sa contribution au Fonds et elle a signé l'Accord portant création du FIDA; toutefois, elle tient à ce que le texte définitif incorpore tous les éléments qui sont considérés comme importants. Comme la Yougoslavie n'est pas membre du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales, elle n'a pas eu le temps d'étudier en détail le projet d'accord; elle n'est donc pas en mesure de se joindre à un consensus quelconque et se réserve le droit d'adopter ultérieurement une position définitive à l'égard du projet d'accord.

32. En ce qui concerne l'amendement proposé par l'Algérie, la délégation yougoslave estime qu'il révèle une grave omission dans le projet d'accord si on le compare à

d'autres textes analogues et, en conséquence, elle appuie cet amendement pour une question de principe. Quelle que soit la décision que prendra à cet égard le Conseil, la délégation yougoslave aura certainement des difficultés à faire sien le projet d'accord et elle se réserve le droit de préciser ultérieurement sa position à l'égard, en particulier, du projet de décision présenté par l'Argentine.

33. M. KHALEF (Irak) partage l'opinion des représentants de l'Algérie et de la Yougoslavie à l'égard de l'amendement à l'article XI du projet d'accord.

34. M. KINSMAN (Canada) souligne que la question soulevée par l'Algérie a fait l'objet de débats extensifs lors des négociations tenues au sein du Comité, négociations qui furent extrêmement compliquées et difficiles étant donné le sujet hautement spécialisé des questions traitées. En effet, le texte est de caractère juridique et se réfère à un mécanisme bancaire qui présente ses propres difficultés. Un autre facteur de complication tenait au fait que le Comité devait tenir des négociations avec le Président de la Commission préparatoire du FIDA, commission dans laquelle était représentées diverses délégations qui étaient membre également du Comité. Celui-ci a donc dû s'efforcer de parvenir à des accords qui ne se contredisent pas mutuellement et de concilier les différents intérêts en jeu, tâche extrêmement difficile.

35. La délégation canadienne comprend bien les raisons qui pourraient être avancées en faveur de la proposition algérienne et elle respecte le droit souverain de cette délégation de faire valoir ses réserves, mais elle espère que le Conseil approuvera le projet d'accord sous sa forme actuelle, afin de ne pas retarder le début des opérations du Fonds.

36. M. PARSI (Iran) partage le point de vue du représentant du Canada. L'Iran attache une grande importance à la création du Fonds et, sa contribution étant la deuxième en importance, désire que le Fonds commence à fonctionner le plus rapidement possible dans l'intérêt des pays en développement. En sa qualité de membre du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales, l'Iran peut témoigner de la complexité des négociations engagées pour parvenir au projet d'accord mis au point à Rome et convient avec la délégation yougoslave que ce projet représente une amélioration considérable par rapport au texte original. M. Parsi rappelle que, dans sa résolution 3503 (XXX), l'Assemblée générale a prié le Conseil économique et social d'organiser avec la Commission préparatoire du FIDA la négociation d'un accord avec le Fonds, et, ce qui est plus important, de conclure cet accord; il convient de signaler que l'Assemblée générale a prévu l'application provisoire de l'accord.

37. Rappelant que l'Iran fut l'un des premiers partisans de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qu'il a présenté à l'Assemblée générale la résolution 1514 (XV) et que, en sa qualité de membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration, il a toujours soutenu que l'Organisation des Nations Unies doit prêter assistance aux territoires non autonomes, M. Parsi fait observer que les questions soulevées par le représentant de l'Algérie sont déjà prises en considération à

l'article XI, étant donné qu'il y est prévu que le Fonds apportera à l'Organisation des Nations Unies toute l'assistance qu'elle pourra lui demander en vertu de la Charte des Nations Unies, notamment en vue de l'application des principes et de la réalisation des objectifs énoncés à l'Article 55 de la Charte; or, cet article énonce précisément le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

38. La délégation iranienne espère que le Conseil approuvera le projet d'accord, étant donné qu'il s'agit d'un texte de compromis.

39. M. BERG (Norvège) appuie totalement les observations présentées par les deux représentants qui l'ont précédé. La délégation norvégienne s'inquiète de ce que les opérations du FIDA puissent être indûment retardées. Des délibérations poussées ont eu lieu au sein du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales et M. Berg estime que le texte dont le Conseil est maintenant saisi est considérablement meilleur que le texte original. Il s'agit d'une question extrêmement délicate et le Conseil doit tenter de s'entendre pour appuyer le projet d'accord et le transmettre à la Commission préparatoire du FIDA en vue de son approbation rapide.

40. En ce qui concerne la proposition du représentant de l'Algérie, certaines des préoccupations exprimées par celui-ci tiennent à coeur à la délégation norvégienne, comme l'a montré son action, mais elle croit que l'idée fondamentale qu'il a exposée est suffisamment prise en considération par la référence faite à l'Article 55 de la Charte.

41. M. MOUSKY (Etats-Unis d'Amérique) approuve les observations des représentants du Canada et de l'Iran et souligne que ce sont 91 pays, et non simplement des délégations, qui ont signé l'Accord portant création du FIDA. L'un des points sur lesquels il y a eu plein accord au sein du Comité a été qu'aucune délégation ne rouvrirait le débat sur le projet d'accord. M. Mousky considère qu'il est de l'intérêt de tous que le FIDA fonctionne le plus tôt possible, en tant qu'institution spécialisée.

42. La délégation des Etats-Unis ne peut accepter la proposition algérienne de remplacer à l'article XI du projet d'accord les mots "à l'Article 55" par les mots "aux Chapitres IX, X et XII". Bien que les Etats-Unis appuient les principes fondamentaux énoncés dans les Chapitres IX, XI et XII de la Charte des Nations Unies, ils ne croient pas qu'il soit nécessaire de mentionner ces chapitres dans un accord de relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole. Par ailleurs, avant que les articles de l'accord avec le FIDA soient examinés ou approuvés, les 91 pays signataires ont décidé clairement que les prêts du FIDA seraient limités aux pays en développement membres du Fonds ou aux organisations intergouvernementales auxquelles ces Etats participent. C'est pourquoi la délégation américaine préfère nettement le texte de l'article XI tel qu'il figure dans le document E/5924 et elle ne doute pas que le Conseil économique et social souhaitera appuyer l'accord sous sa forme actuelle et le transmettre au FIDA pour qu'il puisse être appliqué, à titre provisoire, le plus tôt possible.

43. M. MAHGOUB (Soudan), président du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouverne-

mentales, donne lecture d'un télégramme que lui a adressé le Président de la Commission préparatoire du FIDA, dans lequel celui-ci espère que le Conseil économique et social, à la présente session, appuiera ce qui a été convenu lors des négociations entre la Commission et le Comité. M. Mahgoub signale que ce télégramme lui a été envoyé en réponse à une demande qu'il avait faite au Président de la Commission préparatoire pour que celui-ci lui fasse savoir le plus tôt possible quelle était la position de la Commission sur le texte convenu.

44. M. MADEY (Yougoslavie) dit qu'il est incontestable que toutes les délégations accordent la plus haute importance aux procédures qui régiront au départ le fonctionnement du FIDA. Cependant, les procédures adoptées doivent assurer la meilleure coopération possible entre le Fonds et l'ONU. Chaque gouvernement a donc le droit d'analyser soigneusement le projet présenté par le Comité chargé des négociations avec les organisations intergouvernementales. C'est pourquoi il ne partage pas la position du représentant des Etats-Unis d'Amérique qui a parlé de l'application provisoire de l'accord, c'est-à-dire de l'existence d'une entente qui, d'une certaine manière, éliminerait la possibilité de rouvrir le débat au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. Il propose par conséquent que, dans le projet de décision présenté par l'Argentine, ne figure pas le paragraphe par lequel le Conseil fait sien le projet d'accord.

45. M. KABORE (Haute-Volta) signale que le projet, qui est le résultat de négociations difficiles, est un document assez complet, qui comporte cependant certaines lacunes; le représentant de l'Algérie, à très juste titre, a tenté de remédier à ces insuffisances. De l'avis de la délégation voltaïque, la proposition du représentant de l'Algérie ne contredit pas le texte de l'article XI qui figure dans le document E/5924. M. Kabore pense que le Conseil pourrait peut-être essayer d'accepter cette position, que partage la délégation voltaïque.

46. M. KHAMIS (Algérie) ne comprend pas quelles sont les difficultés que son amendement peut poser au Conseil ni les problèmes qu'il pourrait, selon certains, entraîner pour la signature et la ratification de l'Accord portant création du FIDA. Le principe de la décolonisation est un élément fondamental des travaux de l'Organisation des Nations Unies, et le Conseil économique et social, qui est un organe de l'ONU, doit se conformer pleinement aux dispositions pertinentes de la Charte et aux résolutions de l'Assemblée générale sur cette question.

47. Etant donné que maintes délégations n'ont pas encore pu participer aux négociations sur le projet d'accord et que ces délégations souhaitent peut-être faire des suggestions à ce sujet, et compte tenu également du fait que le projet dont est saisi le Conseil ne représente nullement un texte définitif, M. Khamis suggère que le Conseil approuve la proposition yougoslave tendant à ce qu'il prenne uniquement acte du rapport du Comité chargé des négociations et qu'il le renvoie pour examen à la Commission préparatoire du FIDA. La délégation algérienne, quant à elle, présentera à nouveau ses amendements à un stade ultérieur du processus de négociation entre l'ONU et le FIDA.

48. M. VAN BUUREN (Pays-Bas) prie la délégation algérienne et les autres délégations qui appuient l'amende-

ment présenté par celle-ci de tenir compte des résultats importants obtenus par le Comité, dont les débats ont permis de répondre à pratiquement tous les souhaits des membres du Conseil représentés à ce comité. Le fait de rouvrir les négociations sur le projet d'accord dans sa totalité ne serait d'aucune utilité et cela pourrait en fait retarder le lancement du FIDA.

49. M. ALBORNOZ (Equateur) dit que sa délégation n'est pas opposée à ce que, comme l'a proposé la délégation algérienne, l'article XI du projet d'accord mentionne certains chapitres de la Charte et la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Quoi qu'il en soit, le Conseil doit tenir compte avant tout de ce que la Commission préparatoire du FIDA a indiqué qu'elle était d'accord en principe sur le projet puisqu'il convient que le Conseil adopte un texte qui puisse être effectivement accepté par le FIDA. Il ne faut prendre aucune mesure qui puisse menacer l'unité du système des Nations Unies, surtout lorsqu'il s'agit précisément de créer un nouvel organisme qui fasse partie de ce système.

50. M. MAHGOUB (Soudan), président du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales, souhaite préciser qu'il n'existe aucun rapport direct entre l'accord entre l'ONU et le FIDA et le lancement des activités du Fonds, mais que tout retard qui pourrait survenir dans la conclusion de cet accord retarderait en pratique la signature et la ratification de l'Accord portant création du Fonds. Quoi qu'il en soit, la décision qu'adoptera le Conseil ne sera pas définitive, car le projet d'accord devra être examiné par la Commission préparatoire du FIDA et le Conseil pourra examiner à nouveau la question à sa prochaine session.

51. Bien que la délégation soudanaise soit d'accord, quant au fond, avec l'amendement proposé par la délégation algérienne, M. Mahgoub, en sa qualité de président du Comité, souhaite que l'on prenne en considération le fait que les débats de cet organe ont permis de résoudre des problèmes très difficiles et ont garanti le respect des responsabilités de l'ONU dans ses relations avec la nouvelle institution spécialisée. M. Mahgoub craint que, en rouvrant le débat sur le projet d'accord dans sa totalité, on ne mette en danger le consensus qui s'est dégagé sur d'autres questions très controversées. C'est pourquoi il souhaite que le Conseil parvienne à trouver une formule appropriée qui garantisse les accords déjà réalisés, sans toutefois porter préjudice à la position de toute délégation.

52. M. LEMP (République fédérale d'Allemagne) fait remarquer que le texte du projet d'accord qui figure dans le document E/5924 représente une délicate solution de compromis. Il estime utile de rappeler que, au cours des délibérations du Comité, le porte-parole du Groupe des soixante-Dix-sept s'est maintenu en contact permanent avec les différents membres de ce groupe et a présenté au Comité un grand nombre de suggestions; de cette façon, toutes les délégations intéressées ont eu la possibilité de participer directement aux travaux du Comité.

53. Comme il y a lieu de penser que le FIDA pourra accepter le projet d'accord qui figure dans le document E/5924, ce qui permettrait d'éviter une prolongation infinie des négociations, la délégation de la République fédérale

d'Allemagne est fermement convaincue que le Conseil économique et social devrait approuver le projet d'accord, et elle sait gré à la délégation algérienne de ne pas insister pour maintenir son amendement car, pour les raisons déjà exposées par d'autres délégations, il lui serait extrêmement difficile de l'accepter.

54. Mme DERRE (France) fait observer que le FIDA a déjà décidé que ses prêts ne seraient accordés qu'à ses pays membres. Si des délégations membres du Conseil économique et social souhaitent que les activités du Fonds aient plus d'envergure, elles devraient exposer leur point de vue devant le Fonds et non pas devant le Conseil.

55. Eu égard à la position qu'elle a assumée lors des délibérations qui ont conduit à la création du Fonds, la délégation française ne peut pas accepter l'amendement proposé par l'Algérie. Les délégations représentées au Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales aussi bien que les représentants du Fonds ont déjà fait beaucoup de concessions, qui ont permis d'aboutir à un fragile équilibre dont il faut absolument respecter les bases, d'autant plus qu'on a toujours estimé que l'accord constituait un tout indivisible.

56. M. KHAMIS (Algérie) dit qu'après avoir entendu les trois dernières interventions il tient à faire quelques remarques. En premier lieu, il signale que les négociations n'ont à aucun moment été considérées comme achevées et il rappelle aux membres du Comité que la délégation algérienne a souligné au moment opportun qu'elle attachait une telle importance au problème qu'elle ne pouvait adopter une décision définitive au sein de ce comité. Il rappelle en outre que d'autres délégations ont également, à un moment ou à un autre, formulé certaines réserves sur l'article en question.

57. S'il est certain que la délégation algérienne a fait savoir qu'elle ne demanderait pas que son amendement soit mis aux voix — car elle était convaincue qu'il serait approuvé à l'unanimité —, cela ne veut pas dire qu'elle n'insiste pas sur cet amendement.

58. Le FIDA n'accorde des prêts qu'aux pays en développement qui sont membres du Fonds et aux organisations intergouvernementales dont ces pays sont membres, mais la délégation algérienne ne propose pas que le Fonds consente des prêts aux mouvements de libération ou aux territoires sous tutelle. Etant donné toutes les restrictions que l'article XI impose à la prestation d'assistance par le Fonds — restrictions visant du reste à empêcher que le Fonds ne fournisse des prêts aux mouvements de libération, à la Namibie, à la Rhodésie, aux réfugiés namibiens et rhodésiens —, M. Khamis ne comprend pas que son amendement soit interprété comme signifiant que la délégation algérienne souhaite que le Fonds accorde des prêts entre autres à l'OLP, à la SWAPO, à la ZAPU ou à la ZANU. Il s'agit simplement d'indiquer qu'en sa qualité d'institution spécialisée et dans le contexte du point 23 du projet d'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session (E/L.1757), intitulé "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies", le Fonds doit coopérer avec l'Assemblée générale et le Conseil économique et social dans l'application de cette déclaration.

59. M. AL-HUSSAMY (République arabe syrienne) appuie sans réserve l'amendement de l'Algérie et partage les sentiments d'inquiétude exprimés par la délégation yougoslave; il estime en effet que tous les pays qui ne sont pas membres du Comité doivent avoir la possibilité de consulter leur gouvernement et qu'on ne peut pas approuver le projet sans l'avoir examiné attentivement. M. Al-Hussamy propose, en conséquence, que l'on modifie le texte proposé par l'Argentine en disant que le Conseil économique et social approuve le projet d'accord "en principe" ou "provisoirement". On pourrait ajouter un troisième paragraphe qui se lirait comme suit : "Prie le Secrétaire général de communiquer le projet d'accord aux gouvernements pour qu'ils formulent leurs observations", rappelant que l'Assemblée générale devra l'approuver à sa trente-deuxième session.

60. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) donne lecture d'un nouveau texte mis au point dans un esprit de compromis :

"Le Conseil économique et social prend acte avec satisfaction du rapport du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales (E/5924) et décide de transmettre au Fonds international de développement agricole, pour approbation, le projet d'accord de relations entre le Fonds et l'Organisation des Nations Unies proposé par le Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales."

61. M. BARCELO (Mexique) appuie la proposition de l'Argentine, qui tient dûment compte du souci de sa délégation en précisant que les négociations ne sont pas encore définitivement achevées.

62. M. KHAMIS (Algérie) demande que, au cas où le Conseil approuverait par consensus la proposition de l'Argentine, l'amendement de l'Algérie figure dans les documents qui seront envoyés au Fonds.

63. M. NAKAMURA (Japon) espère que le Conseil approuvera le projet d'accord dont il est saisi, qui est le fruit de longues négociations et constitue un texte de compromis, étant entendu qu'on laissera aux membres du Conseil le droit d'adopter, à un stade ultérieur, une position définitive sur le projet d'accord et l'amendement proposé par la délégation algérienne. Il suggère donc que la délégation argentine essaie de trouver un texte qui soit acceptable à toutes les délégations.

64. M. PATTISON (Royaume-Uni) dit que son pays, qui n'est pas membre du Comité, espère que le Conseil prendra note de l'accord de relations et le communiquera au Fonds pour approbation. Il juge acceptable la proposition de la délégation argentine.

65. M. VAN BUUREN (Pays-Bas) partage le point de vue du représentant du Royaume-Uni; la délégation néerlandaise juge le texte présenté par l'Argentine parfaitement acceptable.

66. Le PRESIDENT donne lecture du texte présenté par l'Argentine après l'avoir légèrement complété comme suit :

"Le Conseil économique et social

"Prend acte avec satisfaction du rapport du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales (E/5924) et décide de transmettre au Fonds international de développement agricole :

"a) Le projet d'accord de relations entre l'Organisation des Nations Unies et le FIDA proposé par le Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales, aux fins d'approbation par le FIDA;

"b) Le Compte rendu analytique des débats du Conseil sur la question."

67. M. PARSI (Iran) fait observer que d'un point de vue technique le Comité chargé des négociations a approuvé le texte et propose en conséquence que le terme "approuvé" soit substitué au terme "proposé" dans le texte dont le Président vient de donner lecture.

68. M. AL-HUSSAMY (République arabe syrienne) appuie cette proposition.

69. M. MADEY (Yougoslavie) approuve le texte de l'Argentine de même que le texte dont le Président a donné lecture; en revanche, il est en total désaccord avec la délégation iranienne lorsqu'elle dit que le projet d'accord a été approuvé, puisque chacun des membres du Comité s'est réservé le droit d'adopter une position définitive à une date ultérieure. Il considère par conséquent que le texte dont le Président a donné lecture constitue une solution de compromis acceptable.

70. M. KHAMIS (Algérie) partage pleinement le point de vue exprimé par le représentant de la Yougoslavie.

71. Le PRESIDENT propose au Conseil d'adopter le texte de décision dont il a donné lecture.

Le projet de décision proposé par le Président est adopté [décision 241 (LXII)].

72. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à rappeler à propos de la décision qui vient d'être adoptée, que l'Union soviétique n'est pas membre du FIDA et qu'elle a à maintes reprises fait connaître sa position au sujet du Fonds au sein d'autres organes pertinents du système des Nations Unies. Si le projet avait été mis aux voix, la délégation de l'Union soviétique se serait abstenue.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (fin *)

Participation d'une organisation intergouvernementale aux travaux du Conseil (E/5983)

73. Le PRESIDENT appelle l'attention du Conseil sur la note du Bureau (E/5983) relative à la demande présentée par la Faculté latino-américaine des sciences sociales aux fins d'être désignée par le Conseil conformément à l'article 79 du règlement intérieur; le Bureau recommande que cette

* Reprise des débats de la 2048^e séance.

organisation soit désignée pour pouvoir participer, à titre spécial, dans droit de vote, aux délibérations du Conseil sur les questions relevant de son domaine d'activité. Le Président propose que le Conseil adopte la recommandation du Bureau.

Il en est ainsi décidé [décision 239 (LXII)].

Activités de recherche menées dans le système des Nations Unies sur le rôle et la position de la femme dans le développement (E/5914)

74. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre acte du rapport intérimaire du Secrétaire général sur les activités de recherche menées dans le système des Nations Unies sur le rôle et la position de la femme dans le développement et les moyens d'organiser et de financer la poursuite de ces recherches (E/5914).

Il en est ainsi décidé [décision 240 (LXII)].

POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session (E/L.1757)

75. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que les décisions adoptées par le Conseil à la présente session ainsi que l'autres mesures prises par le Conseil obligent à modifier quelque peu le projet d'ordre du jour provisoire présenté par le Secrétariat (E/L.1757). Premièrement, il faudra compléter le point 9 intitulé "Université des Nations Unies" en indiquant dans une note en bas de page que cette question sera examinée lors de la reprise de la session afin d tenir compte du cycle de réunions du Conseil de l'Université des Nations Unies qui se réunira après la soixante-troisième session du Conseil économique et social. Deuxièmement, en raison des décisions adoptées au sujet de l'accord avec le FIDA, il sera nécessaire de modifier le titre du point 26 et de rétablir l'intitulé qui avait été initialement adopté à la session d'organisation, avant que l'on ait décidé de répartir l'examen de la question entre la soixante-deuxième et la soixante-troisième session. Par conséquent, le point 26 aura de nouveau pour titre : "Accords entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions intergouvernementales". Dans le cadre de l'examen de ce point, le Conseil examinera les accords avec le FIDA et l'Organisation mondiale du tourisme.

76. A la présente session, le Conseil est saisi d'une lettre adressée au Président du Conseil économique et social par le Président du Comité des droits de l'homme (E/5929) dans laquelle il est indiqué que le Comité, qui doit faire rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social, a décidé de tenir sa deuxième session du 11 au 31 août 1977. Compte tenu de cette décision, il faudrait inscrire à l'ordre du jour provisoire une nouvelle question

qui serait examinée lors de la reprise de la session et qui aurait pour titre "Pacte international relatif aux droits civils et politique : rapport du Comité des droits de l'homme".

77. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) estime que la première et la troisième des modifications que le Secrétaire du Conseil suggère d'apporter au document E/L.1757 sont judicieuses. Quant au point 26 de l'ordre du jour provisoire, il se demande si les raisons qui ont conduit le Secrétariat à proposer de modifier son libellé actuel sont suffisantes pour que l'on accepte de regrouper deux questions aussi importantes sous un seul point. Il souhaiterait savoir quels avantages pratiques cette proposition pourrait présenter pour le Conseil.

78. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) rappelle que, en adoptant le programme de travail pour l'année lors de sa session d'organisation, le Conseil a décidé qu'un seul point de l'ordre du jour de la soixante-troisième session serait consacré à l'examen de ces deux accords. Le Conseil ayant ultérieurement décidé que l'accord avec le FIDA serait examiné à la soixante-deuxième session, cette question a donc été inscrite à l'ordre du jour de cette session et l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session a été modifié sur l'hypothèse que seul l'accord avec l'Organisation mondiale du tourisme serait examiné à cette session. Etant donné que, en fonction de ce qui s'est passé à la soixante-deuxième session, le Conseil devra, à sa soixante-troisième session, examiner les deux accords, le Secrétariat a pensé que le Conseil souhaiterait rétablir le titre initial du point 26 adopté en janvier.

79. Le PRÉSIDENT propose au Conseil d'approuver le projet d'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session (E/L.1757), avec les modifications apportées par le Secrétariat.

Il en est ainsi décidé³.

80. Le PRÉSIDENT propose au Conseil d'approuver à titre provisoire le document relatif à l'organisation des travaux de la soixante-troisième session (E/L.1766), étant entendu qu'une décision définitive sera prise au début de la session, conformément à la procédure suivie à la soixante-deuxième session.

Il en est ainsi décidé.

Clôture de la session

81. Le PRÉSIDENT prononce la clôture de la soixante-deuxième session du Conseil économique et social.

La séance est levée à 18 h 30.

³ L'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session a été publié ultérieurement sous la cote E/5990.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу : Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
